





Le Monde

# idées

## Ambitions culturelles et réalités financières

par JEAN-PIERRE FOURCADE (\*)

déjà de la gabelle de son premier propriétaire - et sur la transformation de la gare d'Orsay en un musée du dix-neuvième siècle. Pour prestigieuses qu'elles soient, ces deux opérations étaient difficiles à conduire en raison de l'état des bâtiments et de l'imprécision du parti muséographique adopté. Mais la procédure de la loi-programme devait permettre, d'ici fin 1978, de surmonter ces difficultés.

### Trois raisons principales

Qu'est-ce aujourd'hui ? Une vérification sur place et sur l'œuvre à faire apparaître que les deux opérations font l'objet de très importants retards d'exécution - deux ans et demi pour l'hôtel Salé, et plus de trois ans pour le musée d'Orsay - et que leur coût sera trois fois plus élevé que ce qui avait été programmé. Le musée Picasso coûtera près de 100 millions de francs, le musée d'Orsay dépassera largement le milliard de francs. Encore dois-je souligner que ces évaluations

actualisées devront être révisées après commencement des travaux d'aménagement des deux musées, qui vont être entrepris pendant l'hiver 1982-1983 et qui donneront certainement lieu à de nouvelles majorations de prix.

Je vois trois raisons principales à de tels débordements. La première, déjà notée par le Cour des comptes dès 1977, est l'existence des études préalables à la décision. Installer des collections de grand prix dans des bâtiments anciens entraîne de nombreuses dépenses de confortement, d'aménagement et de protection. Il semble qu'elles aient été sous-évaluées, voire même perdues de vue. Au musée d'Orsay, par exemple, les contraintes relatives à l'environnement n'ont été identifiées que très récemment : ce qui est d'autant plus étonnant que le musée devait s'intégrer dans une ancienne gare située près de la Seine. Au musée Picasso, les études de ventilation et de chauffage ont dû faire l'objet d'une révision profonde, ce qui a entraîné de nouveaux délais.

La deuxième raison, plus subtile, tient aux querelles d'experts qui ont marqué les deux projets. Ici, il s'agit d'un débat interminable entre le restaurateur de l'immeuble et l'architecte d'aménagement intérieur qui met en cause le parti général d'organisation du musée. Mais, dans les deux exemples, personne n'a pu ou su arbitrer, ce qui a entraîné de nouvelles études, donc de longs délais supplémentaires et des prix en hausse. Il semble, d'ailleurs, que la procédure du concours d'architecture ne coïncide pas à ce genre de travaux : le jury choisit plutôt un parti d'aménagement qu'un dossier précis, et les surprises s'accumulent par la suite.

La troisième raison, plus grave, est la déficience structurelle des administrations françaises à concevoir à dimension muséographique. Les plus prudentes dissimulent les risques financiers et minimisent les coûts pour faire prendre la décision. D'autres, plus habiles, essaient de compromettre les autorités politiques en expliquant que - telle visite présidentielle s'est traduite par une majoration de 50 millions de francs ». D'autres enfin, découvrent tous les six mois de nouvelles possibilités d'aménagement ou de décoration toujours plus coûteuses. Le paradoxe est que ces errements se produisent aussi bien lorsque le ministère de la culture intervient lui-même que lorsqu'il confie l'opération à un établissement public autonome - ce qui est le cas du musée d'Orsay. En fait, il manque cruellement à ce ministère un bureau d'ingénierie qui pourrait étudier, coordonner, suivre et éventuellement modifier le programme lorsqu'il s'avère trop coûteux.

### Se doter d'instruments efficaces

Tel est le constat. A un moment où le gouvernement envisage de lancer plusieurs grandes opérations culturelles - à la Villette, à la Bastille, à Bercy, - je crois opportun de le mettre en garde. Le déficit du budget de l'Etat ne peut indéfiniment se creuser. Il est donc indispensable de prendre le temps nécessaire pour étudier les futures réalisations, pour achever les opérations en cours, à Paris comme en province, et pour concevoir de nouveaux modes de diffusion culturelle moins aléatoires. Si l'ambition culturelle doit être mieux adaptée aux possibilités de notre temps, commençons par nous doter des instruments efficaces d'étude et de gestion qui font cruellement défaut.

Et puis, comble de l'horreur pour des artistes, il ne serait pas inutile d'évaluer dès maintenant les dépenses de fonctionnement de ces grandes opérations culturelles. Le budget du ministère de la culture ne pourra échapper aux rigueurs budgétaires au cours des prochaines années : c'est pour tenter de le protéger que je déplore l'insuffisance de nos procédures de programmation et de prévision. Sinon, à trop vouloir marquer ses temps d'ouvrages prestigieux, on risque de ne rien faire de durable, tout en s'exposant à gaspiller les fonds publics.

(\*) Sénateur des Hauts-de-Seine (R.L.)

t. Jean Clair, N.R.F., juin 1982.

## Les ampoules lacrymales

par GABRIEL MATZNEFF

En mai 1871, le télégraphe annonce à toute l'Europe que les Communards ont incendié le Louvre et détruit les merveilles de l'art qui y sont assemblées. Cette profanation irremédiable bouleversa Nietzsche, qui vit alors à Biele. Il se précipita chez son maître Jacob Burckhardt : les deux hommes s'embrassèrent et éclatèrent en sanglots. Plus tard, on apprend que les précieuses collections ont été préservées des flammes. Nietzsche écrit au baron de Geradoff :

« La nouvelle de l'incendie des Tuileries m'a complètement bouleversé. Pendant plusieurs jours, je fus plongé dans les doutes et les larmes : la vie scientifique, philosophique et artistique n'est donc qu'une absurdité, puisqu'un seul jour suffit à la destruction des plus admirables chefs-d'œuvre et pour effacer des périodes entières de l'art. Cependant, même à l'apogée de ma douleur, je ne pourrais jeter la moindre pierre à ces sacrilèges : ils n'étaient à mes yeux que les instruments d'une culpabilité universelle qui doit nous donner beaucoup à réfléchir. »

Ce qui est remarquable dans cette lettre, c'est la lucidité politique de ce jeune homme de vingt-six ans. Il comprend que nous sommes tous, d'une certaine manière, responsables des crimes contre l'humanité qui s'accomplissent dans le monde, et que les auteurs de ces crimes

ne sont que les porteurs de nos fautes communes. Dans un autre passage de sa lettre à Geradoff, pour désigner les incendiaires, Nietzsche dit : « Les malheureux », et, précise que nous n'avons pas, du haut de notre orgueil, à rejeter sur eux la honte du déshonneur de la guerre contre la culture.

La sauvegarde de la beauté est notre tâche commune. Or, la beauté est un miracle fragile. Qu'elle soit celle d'un marbre antique dans une vitrine ou du sourire sur les lèvres d'un enfant, la beauté risque à chaque instant d'être souillée, dégradée, anéantie. Le combat contre la bêtise et la haine exige une vigilance sans cesse renouvelée. Voilà quelques années, sachant ma passion pour l'ancienne Rome, Henry Smadja m'avait offert des ampoules lacrymales, que les Romains plaçaient dans les tombes des enfants. Depuis lors, j'ai vu de semblables ampoules dans plusieurs musées, notamment au musée archéologique d'Amman, en Jordanie. Chaque fois qu'il m'est donné de les contempler, je m'émerveille que ces délicats objets aient ainsi traversé les siècles, qu'ils n'aient pas été broyés par les fatalités du temps et de l'histoire, qu'ils n'aient rien perdu de leurs magiques reflets irisés, nacrés. Ces ampoules lacrymales nous rappellent la beauté des enfants morts et leurs souffrances. Elles sont la mémoire du monde. Elles sont notre mémoire.

## Musées

Conservatoires des merveilles produites par les hommes, comme ces ampoules lacrymales romaines que célèbre Gabriel Matzneff, les musées font l'objet d'une grande attention de la part du pouvoir. Jean-Pierre Fourcade met cependant celui-ci en garde, à propos du musée Picasso et du musée d'Orsay, contre un certain défaut de prévoyance architecturale et financière. Et Jean Revol estime que le musée n'est plus le lieu privilégié de l'art, mais un lieu commun où tout est ramené au plus petit commun dénominateur.

UNE politique culturelle ambitieuse constitue sans doute l'un des rares domaines de convergence entre la majorité et l'opposition. De l'édification du Centre Georges-Pompidou à la préparation de l'Exposition universelle de 1989, la même volonté de développer toutes les formes de culture caractérise l'effort du gouvernement et du Parlement, même si certains se targuent d'avoir tout inventé.

Malheureusement pour les finances publiques, cette continuité dans l'effort se double d'une incapacité chronique des administrations à respecter les délais et à maîtriser les coûts. L'exemple de deux opérations lancées dans le cadre de la loi-programme sur les musées adoptée en 1978 vient, à polémique nommée, inciter à la prudence. Quelques commentaires sur le musée Picasso et le musée d'Orsay permettront d'apercevoir les principales raisons de cet état de choses et d'effort loisible en garde que je me dois d'adresser au ministre de la culture.

Ayant rapporté, au Sénat, la loi-programme sur les musées, j'avais manifesté quelques inquiétudes sur l'installation de la collection Picasso dans l'hôtel Aubert de Fontenay - plus connu sous le nom d'hôtel Salé, du fait des fonctions de fermier gé-

## Terre promise et lieux communs

par JEAN REVOL (\*)

mêmes (1), sans oublier Fred Forest qui o'e installe pas moins sa « Bourse de l'imaginaire » au musée des musées : Beaubourg. Ainsi joue-t-il très habilement d'une ambivalence doublement négative : ce qu'il devrait être et ce qu'il est, le lieu commun où de tels petits jeux de société et de sens communication trouvent le prolongement nécessaire à leur mise en scène et leur matériau favori, l'impénétrable bêtise humaine.

En fait, par une surenchère de bêtise et de grossièreté, Fred Forest abolit le musée idéologiquement au point de l'entraîner dans la rue avec lui. Sans quoi, il serait à l'extérieur avec les baladins inoffensifs, interchangeables, comme le musée lui-même, il n'existe qu'à la façon du miroir qui reflète sans penser.

Parallèlement, l'ARC - outre grand miroir de l'art actuel - exhibe une synthèse mondaine des conformités du jour : Yousoufzay, dont la force n'a cessé de s'effriter dans un académisme complaisant ; Cucco, qui, à trop multiplier ses fleurettes mécaniques, se croit le Monet de la peinture plate. Chambas et son grand opéra pour non-voyants. N'est-ce pas vouloir rendre invisibles quelques grandes figures de l'opéra du monde que de les banaliser à ce point ? Roman Cielesiewicz pratique le même jeu avec plus de colle et de bricolages.

Eux aussi sont interchangeables. Pourquoi un Cucco ou un Criton plutôt qu'un autre ? La reconnaissance ne fait que consacrer l'indifférenciation. Le musée reçoit des marchands et leur redistribue un label, un sigle, l'image d'une image, la copie d'une copie. Préformée par tous les circuits publicitaires et marchands, le musée l'inscrit dans une perspective dialectique et historique tout aussi fautive que sont l'espace et le temps du musée.

Ce sont l'espace et le temps qui ont consacré le gaspillage des valeurs spirituelles. L'art n'est plus une synthèse de la société, mais le résidu : un substrat de comportements et d'idées inutiles, de formes perdues.

Les uns sont cautions de l'autre, et vice-versa. C'est très exactement la cendre qui se prend pour le feu. Que Beaubourg o'e-t-il ouvert ses portes lors de la grève de ses éboueurs. N'est-il pas répondu pleinement à son ébriété en livrant au public ces ruines entassées du monde moderne : les ordures. Déjà la « Merda d'Artista » de Manzoni ou de Hundertwasser y sèche depuis longtemps.

Le musée rejoint cet autre lieu commun qu'est l'hôpital. Ne s'agit-il pas de la même structure idéologique où l'espace et l'analyse s'articulent avec la mort ? Nous mourons presque tous à l'hôpital. Mais du musée dépend la vie d'une œuvre et sa mort. Du moins à l'œuvre qu'il accueille, le musée s'offre-t-il plus qu'une consécration aussi fautive et artificielle que la vie et la mort qui ont précédé. Cela parce que

l'œuvre est faite pour le musée dont elle attend désormais cette vie et cette caution qu'elle devrait au contraire lui apporter. Il co est ainsi depuis que l'art est bétérisme, depuis que l'artiste s'est réduit à cette figure tellement déguénérée qu'il n'est plus que l'effet de l'effet produit sur le plus grand nombre.

Le Musée imaginaire de Malraux, axé sur la grandeur de l'art et de l'homme, a fait long feu parce que rien ne lui répondait au présent, pas plus à Beaubourg qu'à la fondation Maeght qui consacrent, chacun à sa place, l'avènement monstrueux de la bourse de l'imaginaire et des valeurs statistiques. Le bilan actuel des lieux officiels qui sont voués à l'art va exactement dans ce sens, avec deux tendances apparemment irréductibles : une conscience ontologique qui rassemble une volonté d'accumulation qui multiplie et disperse. Le nombre des artistes augmente inversement au taux de densité de l'esprit créateur. Les signes se sont multipliés au point de fragmenter à l'infini la signification. Les fonctions se sont multipliées au point d'annihiler l'énergie et le pouvoir qu'elles exercent. Sigles et ébaïres foisonnent à la façon des chaînes de l'essence.

Et l'oo nous promet d'autres Beaubourg, d'autres ARC, d'autres espaces inutiles où va proliférer le médiocre.

Dans une société standardisée, en état de réanimation permanente, l'art o'a d'autre ehoix que les catambies ou ces réserves d'autant plus artificielles qu'on y proscrire l'œuvre vivante, susceptible d'affronter un public, ou faveur de celle sur qui le public va glisser. L'art est que consommateur et consommé ne fascient plus qu'un dans l'irresponsabilité réciproque, o'ayant pas plus à produire que ne représentant un parti à prendre.

Ce climat de fête populaire n'est-il eotretou que pour masquer l'échec de tout effort de création, aussitôt débité co tranches par la machine culturelle ? La société demande toujours plus qu'elle o'accorde ; et par définition le créateur donne toujours plus qu'il ne reçoit. Ce que l'on exige de tous est le renoncement qui se traduit, pour les foules de Beaubourg, par ce poids mort, véhiculé tout ou long de l'immense sphincter de verre : mouvement immobile dans un espace qui n'est plus qu'un temps sans œuvres ; le temps désamarré, voué aux crues bavardes de l'impuissance : le lieu commun où tout est ramené - passé, présent... et avenir - au plus bas commun dénominateur.

De l'œuvre d'art, Lionello Venturi dit que sa vertu créatrice appartient à tous. André Malraux voyait plutôt l'homme possédé par l'art comme il le fut lui-même. Mais quelle différence ? L'essentiel est de ne pas confondre domaine et lieux communs. La société co oomme-t-elle de ses responsabilités ? Quant à Moïse, élu pour y guider les autres, il n'entre pas co Terre promise.

(\*) Collaborateur de la N.R.F., président de l'Association Art-Crise.

## RÉPLIQUE A... FRANÇOIS DE ROSE

### Chefs-d'œuvre en péril

M. Pierre de Lagarde, producteur réalisateur de l'émission « Chefs-d'œuvre en péril », nous écrit :

J'ai été mis en cause, dans le Monde - de 11 septembre, par le article de M. François de Rose (dont le titre d'ambassadeur de France avait pu faire espérer plus de courtoisie dans le débat) d'une façon qui me conduit à faire usage de mon droit de réponse.

Dans une émission diffusée le 30 août, j'avais eu l'occasion de présenter le musée des Cloîtres à New York, composé d'innocents provenant d'abbayes françaises des Comminges et j'avais clairement souhaité leur retour en France, ce qui n'est pas du goût du polémiste-diplomate qui s'exprimait le 11 septembre dans vos colonnes.

1. - M. de Rose m'accuse de trahir la vérité. J'aurais, selon lui, prétendu que ces objets d'art nous auraient été dérobés par les Américains.

Rico c'est plus faux : j'ai insisté co contraire sur le fait que ces œuvres nous avaient été tout à fait légalement oonfiscées de 1914 à 1923 dans l'incompréhension générale de l'opinion et l'indifférence des pouvoirs publics. Si les Français étaient restés dans le même état d'esprit, il ne serait pas question de leur rendre un patrimoine dont ils se sont montrés si indignes. Mais, heureusement, depuis quarante ans des efforts spectaculaires ont été accomplis dans la préservation de nos monuments et notamment la restauration des abbayes naguère sacrées. C'est ainsi que l'église de Saint-Guilhem est restaurée, de même que celle de Saint-Michel-de-Cuxa. De plus, une partie de leurs cloîtres a pu être remontée grâce à la découverte d'éléments épars. Est-il supportable qu'aujourd'hui les abbayes du Comminges restent coupées en deux et qu'un océan les sépare ?

2. - Si la présentation des cloîtres en question, en France, est déso-lante du fait de leur mutilation, est-elle plus satisfaisante aux Etats-Unis ? En dépit de l'avis de M. de Rose qui, sur ce point, s'oppose à la plupart des spécialistes muséographiques, le musée des Cloîtres offre un spectacle consternant : les chapiteaux et les colonnes racetbés par Bernard ont été remontés de la manière la plus fantaisiste. Le cloître de Bonnefont, considérable à son origine, n'est plus représenté que par une rangée de dix colonnes. Quant au cloître de Saint-Michel-de-Cuxa, de rectangulaire qu'il était, il est devenu carré.

Le plus grave dans ce montage, c'est que le faux y est mêlé au vrai. En effet, Rockefeller, co créant le musée, o'a eu aucune pudeur à remplacer par des pastiches les éléments qui manquaient. Si encore les mou-lages étaient distincts des pièces originales, comme co Buseh-Reisinger Museum de Boston, le mal serait limité. Hélas, éléments anciens et nouveaux sont intimement mêlés.

Le démontage et la redistribution des pièces composant les Cloîtres, loin d'être un crime contre l'Etat américain, constituerait au contraire une œuvre de salubrité et une marque de respect pour les monuments et ceux qui veulent les étudier. Le recours aux moulages, reproduction, photographies... tel qu'il est pratiqué par exemple au Musée des monuments français du palais de Chaillot permet une approche digne et de qualité de l'architecture, bien préférable aux ambiguïtés et aux falsifications des Cloîtres.

3. - M. de Rose a peur qu'en réslamant les cloîtres en France nous ne mettions en péril tout le patrimoine de nos musées composés d'œuvres étrangères légalement acquises ou même dérobées. Mais il ne s'agit pas de revendiquer co de rendre des objets mobiliers, tableaux, statues et tapisseries qui se trouvent dans les collections publiques. Co effet, ils sont par nature faits pour être déplacés et o'appartiennent pas de droit à tel monument et à tel pays plutôt qu'à tel autre.

En revanche, un monument est marié au sol qui l'a vu naître et ne saurait, sans grand dommage, être déplacé. Ceci est aussi vrai pour les cloîtres du Comminges que pour l'obélisque de Louxor qui, en dépit de ce que prétend M. de Rose, fait partie intégrante de la place de la Concorde. Peut-être faut-il accepter de le rendre à l'Egypte, en même temps que les Panathénées du Louvre arrachées au Parthénon reviendraient à la Grèce.

Cette clarification et cette harmonisation du patrimoine mondial, voulues dans leurs dernières résolutions par l'ONU et l'UNESCO, pourraient s'opérer par des tractations bilatérales et seraient accompagnées d'échanges d'œuvres d'art.

Poser le problème en ces termes n'est pas, comme le prétend M. de Rose, faire preuve « d'anti-américanisme primaire, d'intolérance, de sectarisme, de bigoterie (sic), mais œuvrer en faveur de tous les amateurs du monde qui sont les seuls et les vrais possesseurs des œuvres d'art.

M. François de Rose, à qui nous avons communiqué la réplique de M. de Lagarde, la commente en ces termes :

« Distinguant entre objets et monuments, M. de Lagarde voudrait conserver les premiers, même dérobés, mais restituer les seconds, même régulièrement acquis. Il s'agit là de critères moraux aussi subjectifs que l'opinion suivant laquelle l'obélisque de Louxor embellit ou défigure la place de la Concorde, mais qui rendent toute discussion inutile.

Signalons d'autre part, dans l'article en question de M. François de Rose, une coquille qui nous a fait citer le bateau de Cherverny, alors qu'il s'agissait bien évidemment de la demeure de Claude Monet à Giverny.

250 ans de grands vins

80 hectares dont 68 de premiers et grands crus



BOUCHARD PÈRE & FILS  
Depuis 1731

Documentation : LA sur demande à Maison Bouchard Père & Fils, Négociants au Chateau 21200 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Téléc 256.830.7

مكتبة الأصيل



Le Monde

# étranger

## LA FORMATION DU GOUVERNEMENT SOCIAL-DÉMOCRATE EN SUÈDE

### Le nouveau cabinet

— Premier ministre : M. Olof Palme.  
— Vice-premier ministre et ministre de la coordination : M. Ingemar Carlsson.  
— Affaires étrangères et commerce : M. Lennart Bodström.  
— Justice : M. Ove Rahnér.  
— Finances : M. Kjell-Olof Feldt.  
— Travaux : Mme Anna-Crista Leijon.  
— Logement : M. Hans Gustafsson.  
— Affaires sociales : M. Sten Andersson.  
— Énergie : Mme Birgitta Dahl.  
— Santé publique : Mme Gertrud Sigurdson.  
— Défense nationale : M. Börje Andersson.  
— Fonction publique et affaires communales : M. Bo Holmberg.  
— Industrie : M. Thage Petersson.  
— Vice-ministre chargé des entreprises nationalisées : M. Holger Carlsson.  
— Agriculture : M. Svante Lundkvist.  
— Enseignement : Mme Lena Kjell-Waldén.  
— Affaires culturelles : M. Bengt Göransson.  
— Immigration : Mme Anita Grudin.  
— Énergie : Mme Birgitta Dahl.  
— Communications et transports : M. Kurt Bostrom.

### L'AFFAIRE DE L'ENGIN IMMERGÉ NON IDENTIFIÉ

#### Les multiples violations du territoire national inquiètent les autorités de Stockholm

De notre correspondant

Stockholm. — Compte tenu de la paranoïa avec laquelle les responsables de la défense suédoise délivrent leurs informations (prudence justifiée officiellement par le souci de ne pas renseigner la « puissance étrangère » coupable sur la stratégie suédoise dans cette affaire), il est difficile de se faire une idée exacte de la situation au large de la base navale de Karlskrona dans l'archipel de Stockholm.

L'amiral Bror Stefansson, chef d'état-major, s'est contenté de dire, au cours de la conférence de presse quotidienne, dans la

soirée du 7 octobre, que l'opération se déroulait « dans des conditions techniques, tactiques et topographiques », et que la marine ne disposait pas, « malheureusement », des moyens adéquats pour intervenir. Il a toutefois précisé que les hydrophones avaient permis, jeudi après-midi, d'établir la présence « d'un corps métallique qui se déplaçait sous l'eau ». À la suite de quoi, quatre nouvelles grenades de sonar, d'un poids de 150 kilos, ont été tirées.

D'autres charges explosives ont été lancées au cours de la nuit. Les informations semblent indiquer que le mystérieux engin, qui se cache depuis une semaine dans la baie de mer, est bien un sous-marin, et non une torpille téléguidée. Les forces suédoises ayant brusquement concentré leurs recherches autour de l'accès nord du canal de Haarskär, il n'est pas exclu que la submersible ait tenté de franchir en force les barrières. Il est possible aussi qu'un deuxième sous-marin étranger (voire un troisième) ait réussi à se rapprocher de la zone quadrillée pour éventuellement prêter main-forte au bâtiment enfermé.

Durant de nombreuses années, on parlait en Suède des sous-marins « budgetaires », qui apparaissent dans les eaux territoriales trois semaines avant le vote des crédits de la défense au Parlement. Ces mystérieux submersibles, qui réussissent toujours à prendre la fuite, faisaient même l'objet de plaisanteries. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : les multiples violations du territoire suédois enregistrées au cours des douze derniers mois embarrassent les milieux officiels, qui s'interrogent sur les raisons exactes de l'intérêt porté par l'étranger aux archipels et aux deux principales bases navales d'un petit pays neutre, Karlskrona et Muskö.

Ces submersibles commettent-ils vraiment des erreurs de navigation ? Sont-ils en mission de reconnaissance pour déposer des instruments d'écoute au fond de la Baltique, observer des manœuvres ou des essais de nouvelles armes ? Leur objectif est-il de dresser un inventaire des capacités possibles ou ils pourraient se dissimuler en cas de conflit international ? Aucune de ces hypothèses n'est écartée.

A. D.

### M. Olof Palme : un politicien engagé devenu diplomate

Six années passées dans l'opposition ont peut-être appris à M. Olof Palme qu'il est difficile de gouverner un pays scandinave en montant une moitié de l'électorat contre l'autre. C'est en partie parce qu'il a tenu un langage conciliant pendant la dernière campagne électorale qu'il a gagné le 16 septembre « ses » premières législatives.

La gauche avait remporté, en 1976, une victoire historique en obtenant la majorité absolue des suffrages, ce qui n'était arrivé qu'une seule fois depuis son arrivée au pouvoir en 1932. Beaucoup voyaient dans ce raz de marée un hommage à M. Tage Erlander, le « père de la nation », à la tête du gouvernement pendant vingt-trois ans, l'artisan de la réussite économique et sociale de la Suède de l'après-guerre. Mais, à partir de 1969, sous la direction de M. Palme, l'audience des sociaux-démocrates diminuait.

En 1970, le parti demeurait la première formation du pays, mais perdait 5 % des voix. Trois ans plus tard, les électeurs renvoyaient dos-à-dos le camp bourgeois et le camp socialiste, avec cent soixante-quinze sièges chacun, dans le « Parlement de la courte palette ». M. Palme fut obligé à des compromis pour se maintenir au gouvernement. En 1976, ce fut la défaite amère après près d'un demi-siècle de règne ininterrompu.

En succédant à M. Erlander à l'âge de quarante-deux ans, M. Palme — ce professionnel de la politique, universitaire brillant issu d'une famille bourgeoise — avait d'abord donné l'impression de vouloir tirer un trait sur le « socialisme de papa » et de donner à la social-démocratie, souvent accusée de gérer le capitalisme, un contenu plus idéologique. Au début des années 70, de nombreuses lois furent votées sur la sécurité de l'emploi, la place des délégués syndicaux dans l'entreprise, puis sur leur participation aux décisions qualifiantes de « réforme la plus importante depuis le suffrage universel ». Ce que les syndicats ne pouvaient obtenir par la voie de la traditionnelle concertation avec le patronat leur était accordé par les sociaux-démocrates au Parlement.

Les choses allaient vite — trop vite peut-être — et beaucoup présentaient une rupture avec le pragmatisme, l'amorce d'un tournant politique vers le « vrai socialisme ». Ce sentiment fut renforcé par le discours même, plus mordant, de M. Palme, qui avait tendance à provoquer ses adversaires politiques à la moitié de la Suède qui ne partageait pas les idées de la gauche. Plus qu'un homme d'Etat, il était alors chef de parti.

Ce langage, s'il a contribué à préserver l'unité du mouvement ouvrier suédois, qui demeure sans conteste l'un des plus puissants d'Europe, a aussi divisé le pays en deux blocs politiques, favorisant la formation de l'alternative bourgeoise en 1976 et provoquant la polittisation des syndicats d'abord, et du patronat ensuite.

M. Palme ne s'est jamais accommodé de son rôle de leader de l'opposition. Il a souvent trahi l'opinion en condamnant systématiquement toutes les décisions du gouvernement bourgeois. « Incompréhension », voire amertume — ce qui n'était d'ailleurs pas toujours exact. Ce style, qui est somme toute considéré comme assez normal dans d'autres pays d'Europe, et qui donnait indéniablement un peu de vie à des débats parlementaires particulièrement ennuyeux, n'est pas apprécié en Scandinavie où la modération des propos est de mise — en public du moins.

M. Palme a ainsi, en Suède, ses partisans et ses ennemis, tout aussi inconditionnels les uns que les autres, presque aussi nombreux les uns que les autres. Il a également surpris les Suédois sur le plan de la politique étrangère. Une neutralité prudente et classique, axée sur la paix dans le monde, on était passé subitement à une neutralité active, qui porte la marque personnelle de M. Palme, tiers-mondiste convaincu. En 1969, alors ministre de l'éducation nationale, il défit à Stockholm aux côtés de l'ambassadeur du Vietnam du Nord à la tête d'une manifestation contre la guerre au Vietnam. Plus tard, il compara les bombardements d'Hanoi aux massacres d'Oradour-sur-Glane et les Etats-Unis rappellèrent leur ambassadeur à Stockholm. Ces dernières années,

M. Palme a sensiblement modéré son langage. Les déclarations freccassantes et catégoriques ne sont plus aussi fréquentes. La jeune politicienne engagée est devenue un diplomate. Il s'est quelque peu « essaié ». Pendant la campagne de 1979, il évitait systématiquement d'employer le mot « socialisme » lui préférant celui de « folkhem » (la foyer du peuple), si souvent utilisé par les générations social-démocrates antérieures. Ces derniers mois, M. Palme n'a cessé de répéter qu'il était disposé au dialogue, que « sa main était tendue à tous » — c'est-à-dire à l'industrie et au patronat, — que l'heure de la réconciliation était venue.

La 19 septembre, il a pris sa revanche. Sa position personnelle au sein du parti n'a jamais été aussi forte. Il a ramené le social-démocratie au pouvoir et l'alternance économique n'est pas brillante. Les trois années à venir diront s'il sait pratiquer la concertation comme le faisait si habilement son prédécesseur, M. Erlander, qui invitait à intervalles réguliers les représentants de la vie économique et les partenaires sociaux au château de Harpsund dans la sud de la Suède — une époque dont les Suédois ont la nostalgie. M. Palme deviendra-t-il, avec l'âge, un nouveau « père de la nation », un homme d'Etat plus qu'un homme de parti ? — A. D.

### M. LENNART BODSTRÖM MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

#### Un syndicaliste chevronné

Le nouveau chef de la diplomatie suédoise est un syndicaliste de premier plan. Depuis 1970, M. Lennart Bodström était à la tête de la Confédération des cadres et employés (T.C.O.) qui compte plus d'un million d'adhérents, soit 75 % des cols blancs du secteur privé et du secteur public suédois.

Après un court séjour de trois ans à l'université d'Uppsala comme professeur de sciences politiques, il a fait toute sa carrière au sein d'un syndicat qui se veut politiquement « neutre », alors que l'on a souvent fait grief à cet homme de cinquante-quatre ans de ne pas l'être, de vouloir rapprocher la T.C.O. du parti social-démocrate et de faire cause commune avec la puissance centrale ouvrière L.O. M. Bodström a toujours, non sans élégance, repoussé ces critiques. Aujourd'hui, il peut sortir de sa réserve habituelle : « J'ai toujours voté à gauche, dit-il, mais je n'ai jamais été membre du parti socialiste. »

Vingt-quatre heures après sa nomination, il n'hésitait cependant pas à prendre sa carte... Le nouveau ministre des affaires étrangères s'est toujours intéressé aux problèmes industriels et syndicaux européens.

Dans sa première conférence de presse, il a parlé de l'importance essentielle des relations étroites entre la Suède et la Communauté. D'autant que, pour le chef du gouvernement, M. Olof Palme, « la politique internationale de l'emploi et du marché du travail prend une place de plus en plus importante dans la politique étrangère ».

Ancien membre du conseil consultatif de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), de la direction de la Confédération des syndicats nordiques et européens, président de la commission syndicale consultative auprès du P.O.C.D.E., M. Bodström connaît bien ces dossiers qu'il continuera à suivre de près dans ses nouvelles fonctions. Il souhaiterait que son ministère devienne, dans son ensemble, un vaste service d'information pour toutes les questions d'ordre commercial. Quant à la politique extérieure au sens traditionnel du terme, M. Palme s'en chargera sans doute personnellement avec l'aide du nouveau secrétaire général du ministère, M. Pierre Schori, ancien porte-parole du parti social-démocrate et maître de la politique internationale. — A. D.

### Turquie UNE JOURNALISTE POLITIQUE EST INCARCÉRÉE À ISTANBUL

(De notre correspondant.)

Ankara. — Mme Naili Ilıcak, journaliste au quotidien *Tercuman* (droite), est entrée, le 7 octobre, dans la prison de Samsatliar d'Istanbul pour y purger une peine de trois mois. Elle avait été condamnée par le tribunal militaire d'Istanbul, en 1981, pour n'avoir pas tenu compte de l'interdiction de commenter les procès de personnalités politiques.

Mme Ilıcak figure parmi les rares journalistes turcs qui ne mâchent pas leurs critiques contre certaines options prises par le régime militaire. Elle s'est notamment élevée à plusieurs reprises contre les interdits frappant les anciens chefs des partis dissous.

Dans son dernier éditorial du 8 octobre, elle évoque, à propos du référendum sur la Constitution, le plébiscite de Napoléon III et se réfère à une expérience plus récente : la formule adoptée par la Turquie d'ailleurs dans les années 60, lors du référendum sur l'abolition de la monarchie en Grèce, sur quoi, les voix favorables pour l'abolition l'emportant, Papadopoulos devint automatiquement président de la Grèce. Elle met en garde sur les développements ultérieurs de ces deux pays, à des époques historiques différentes, qui ne furent cependant pas très heureuses, et invite, pour ce qui concerne la Turquie, à trouver une autre formule pour la désignation du futur président de la République.

A. U.

### Un budget très austère

(Suite de la première page.)

L'équipe choisie par M. Palme se compose de personnalités qui ont fait leurs preuves dans l'administration locale et régionale ou dans le précédent gouvernement social-démocrate au pouvoir de 1973 à 1976. M. Ingvar Carlsson, ministre de la coordination et vice-ministre, y jouera sans doute un rôle important. Il s'est occupé des dernières années des questions énergétiques et économiques en rédigeant notamment le « programme de crise » du parti, qui prévoit une relance des investis-

sements publics dans les secteurs des transports et du bâtiment, un freinage des dépenses de l'Etat et des communes pour tenter de limiter le déficit budgétaire. L'objectif numéro un du gouvernement demeure la lutte contre le chômage.

En matière de défense nationale, différentes opinions s'expriment parmi les sociaux-démocrates. Les uns sont partisans d'une défense militaire forte, d'autres, séduits par le pacifisme, préconisent des mesures de désarmement unilatérales. M. Palme a résolu-

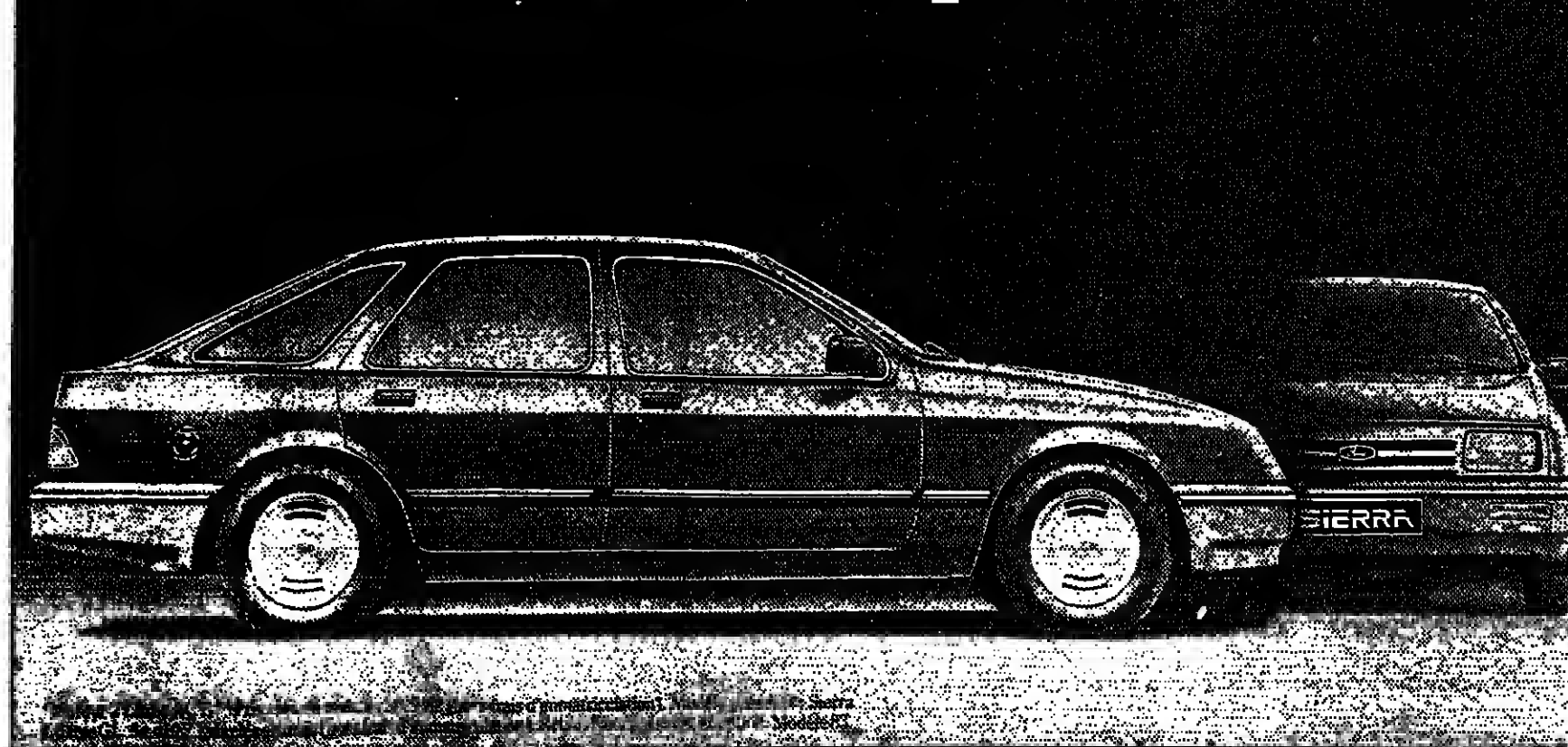
hablement le problème en désignant à ce ministère un « homme à poigne », M. Börje Andersson, et en plaçant Mme Maj-Britt Theorin, l'apôtre de la paix du parti, à la tête de la délégation suédoise à la conférence de Genève sur le désarmement. En outre, les communistes siègeront dans treize des seize commissions parlementaires et seront représentés, pour la première fois dans l'histoire de la Suède, à la commission des affaires étrangères.

ALAIN DEBOVE.

### Danemark

● Le nouveau gouvernement danois n'a pas été renversé. Le cabinet de coalition (centre-droite) a surmonté l'épreuve de la motion de censure déposée jeudi 7 octobre par l'extrême gauche. Malgré les vives critiques qu'il ont faites du programme d'austérité du premier ministre, les sociaux-démocrates se sont abstenus pour laisser au gouvernement la chance de se montrer ouvert à des compromis (le Monde des 7 et 8 octobre). Le premier train de mesures économiques envisagées sera donc examiné dans les jours à venir. (Corresp.)

## Ford Sierra. L'incomparable 7/9 CV.

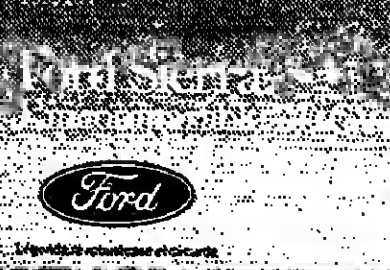


La Ford Sierra, sculpture dynamique remarquablement fluide, bouleverse l'univers des 7/9 CV.

Incomparable efficacité. Son coefficient aérodynamique de 0,34 permet de concilier des performances d'exception et une consommation minimale : 185 chrono, 0 à 100 en 10"4, 5,7 l à 90 km/h, 7,4 l à 120 km/h, 10,5 l en ville pour la 8 CV 5 vitesses.

Incomparable plaisir. 5 portes, coffre et habitacle modulables, sièges anatomiques, poste de pilotage ergonomique, 4 roues indépendantes, groupe propulseur à suspension hydraulique. Une rare sensation de confort et de sécurité.

Incomparable gamme. 25 berlines et break, 5 moteurs essence 1600 E, 1600, 2 litres et 2,3 litres (V6). Moteur diesel 2,3 litres 7 CV. Ford Sierra Luxe 1,6 litre 7 CV, 49 910 F.



150 من الاموال



سكزا من الأصل

## EUROPE

### Allemagne fédérale

## M. Strauss compte sur une large victoire aux élections régionales en Bavière pour renforcer sa pression sur Bonn

De notre envoyée spéciale

Munich. — On ne pouvait imaginer élection régionale plus simple, plus dépourvue de tout enjeu que celle qui a été choisie par M. Strauss : « Nous en Bavière ». Les trois mots s'écrivent en lettres bleues sur les affiches de l'Union chrétienne-sociale (C.S.U.), proclament à la fois le particularisme de cette région et la conviction qu'un tel parti de représentation est lui-même la Bavière.

On va voter dimanche dans ce Land pour renouveler le Parlement régional. Comme on a voté le 26 septembre en Hesse, pourrait-on dire, si ce n'est qu'il n'est pas déplacé : de la même manière que la C.S.U. n'est pas « exportable » et n'existe qu'ici, la Bavière n'est pas comparable avec un autre Land, surtout pas à celui-ci.

Les chopes de bière circulent sur les longues tables dans les tavernes où les orateurs s'égosillent. Sur la place de l'hôtel de ville de Munich, des groupes se perdent en palabres passionnées jusqu'à des heures tardives. M. Strauss paie de sa forte personne, n'hésitant pas à parcourir ses circonscriptions à vélo, escorté d'un peloton de « groupies » plus alertes que lui. La fête électorale bat son plein, mais on a beau faire : cette fois-ci, ce qui se passe à Bonn empêche qu'on se sente tout à fait en soi. Dans la région de la République fédérale, tous les regards se tournent aujourd'hui vers Munich, alors que, il y a trois semaines encore, on n'attachait guère d'importance à ce scrutin, qui ne promettait pas de bouleversements : le parti de M. Strauss élirait, une fois de plus, remporter une confortable majorité absolue.

Une série de questions se posent à présent, qui, quelles que soient les réponses qui leur seront données, auront des répercussions à Bonn. Les libéraux (qui avaient 62,2 % des

voix il y a quatre ans) seront-ils, comme en Hesse et à Hambourg, éliminés du Parlement régional ? Cela inciterait encore davantage à penser que la coalition au pouvoir à Bonn ne peut être que provisoire, et encouragerait l'opposition à M. Genscher au sein du parti libéral à faire sécession. Les « Verts » entreraient-ils au Parlement bavarois ? Ce serait pour eux, même avec 5 % ou 6 % des voix, un succès bien plus considérable que leurs 8 % en Hesse, étant donné le contexte. Le S.P.D. réussira-t-il à maintenir ou à améliorer ses 31,4 % d'il y a quatre ans ? Ce serait un encouragement important dans la bataille pour les élections générales de mars. Enfin, le recul enregistré en Hesse par la C.D.U. va-t-il se reproduire ici pour la C.S.U. de M. Strauss (59,1 % en 1978), ou bien les Bavarois tourneront-ils au contraire à leur ministre-président un trampoline vers un prochain gouvernement fédéral ?

Les pronostics les plus divers circulent, et les derniers sondages publiés de part et d'autre sont contradictoires. En toute hypothèse, ces élections auront des répercussions à Bonn qu'en Bavière même. Où l'Etat-C.S.U. n'est pas menacé. Dans certaines campagnes, où tout est C.S.U., le club sportif, l'Union des jeunes, la compagnie des sapeurs-pompiers, le maire, l'instituteur et le curé, le parti de M. Strauss peut compter sur le réflexe traditionnel : « Vous savez, en Bavière, nous disons qu'il faut mettre les principes assez haut pour qu'on puisse passer dessous sans avoir à se bécoter ».

Mais la C.S.U. est autre chose que le germe d'un échauffement régional et bien-pensant : le parti de l'argent sans doute, celui qui a eu conduit

la Bavière sur la voie de la modernisation économique, y développer des industries de pointe. Mais aussi et surtout un énorme mouvement de masse qui, avec ses cent soixante-quinze mille adhérents, n'a d'équivalent dans aucune autre région d'Allemagne. On vote à 50 % pour la C.S.U. dans une métropole comme Munich qui compte un million d'habitants et une importante population ouvrière.

### En matière absolue

Le tour de force de M. Strauss est d'avoir su réconcilier, autour de la spécificité bavaroise, les deux composantes du mouvement qui s'étaient séparées après la guerre : une aile conservatrice proche de l'Eglise et une autre, anticléricaliste, assez proche de l'époque du radicalisme. Le ministre-président régit en maître absolu dans le parti et dans le gouvernement bavarois. Il a la capacité d'absorption de la Bavière et le langage fleuri si souvent requis pour plaire à ses électeurs, qui le veulent comme un bon vivant. Mais il a aussi la finesse, le langage incantatoire et précis dont on ne peut s'empêcher ici de souligner le quel point il faut déjouer un nouveau chancelier fédéral.

Lorsqu'on demande à l'un de ses proches collaborateurs quel est le programme de la C.S.U., il tend une brochure d'un air désabusé et déclare pour tout commentaire : « Vous savez, en Bavière, nous disons qu'il faut mettre les principes assez haut pour qu'on puisse passer dessous sans avoir à se bécoter ».

Voter C.S.U., ce n'est pas, en effet, défendre un programme, c'est, avant tout, se sentir Bavarois et fier de l'être. C'est aussi ne pas tolérer qu'on vienne contester ce bel art de vivre. Difficile, dans ces conditions, d'être un militant en Bavière, et les « Verts » en font la coûteuse expérience. Ils dénoncent le projet du canal Rijn-Main-Danube, celui d'un aéroport et de centrales nucléaires. Ils diffusent, pendant les émissions télévisées qui leur sont attribuées dans le cadre de la campagne électorale des images de chars et de grandes villes de la région, des dépôts d'ordures et de cheminées d'usines crachant leur fumée sur les verts pâturages.

Il leur sera, malgré tout, plus difficile qu'en Hesse de convaincre que la nature est ici menacée. Ils sont, en outre, concurrencés sur le

terrain écologique par une ligue pour la protection de l'environnement, dont le responsable est aussi un membre actif de la C.S.U. Quant au combat contre les armes nucléaires, dont se réclament les « Verts », il lui a manqué, pour connaître le même succès qu'à l'heure, le soutien d'une Eglise protestante très minoritaire ici.

Le S.P.D., quant à lui, peut compter sur une réaction au changement de chancelier à Bonn et aux premières mesures annoncées par le nouveau gouvernement. Il souffre cependant, dans la région, d'avoir à sa tête une personnalité contestée à l'intérieur du parti, et qui, en tout cas, ne semble pas de taille à livrer combat au « taureau de Bavière ».

Le parti libéral, de son côté, appelle les électeurs à faire échec à l'hégémonie de la C.S.U. Il se doit cependant de défendre le changement de coalition à Bonn, qui n'est pas une tâche aisée. Il doit le faire, car, contrairement à ce que les partisans de cette nouvelle coalition, M. Strauss, multiplie les attaques contre lui. Le F.D.P. est un « parti détesté », lançait récemment à Augsburg, le ministre-président bavarois, et il porte la responsabilité de la situation économique que laisse la coalition social-libérale, notamment du chômage. Il s'en est pris, à plusieurs reprises, à l'aile gauche du F.D.P., proche de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Baum, qui place les libertés avant la sécurité, et de ce fait, n'appartient plus, selon lui, au libéralisme politique.

En fait, dès que la nouvelle coalition s'est constituée, M. Strauss a su qu'il n'aurait pas à Bonn — du moins pas cette fois — le même homme à se voir confier un petit ministère. Il lui fallait le vice-chancelier et les affaires étrangères, ou bien les finances. Les libéraux, pourtant dans un état de faiblesse extrême, se sont mis en travers de sa route.

Les élections de dimanche lui ont donné raison : la poursuite de ses attaques contre le petit parti. En vertu du système électoral, la C.S.U. pourrait remporter les deux sièges au Parlement régional avec 52 % des voix environ ; dans l'hypothèse où les « Verts » ou les libéraux manqueraient de peu les 5 % nécessaires pour être représentés, non seulement elle exercerait alors en Bavière un pouvoir quasi absolu, mais M. Strauss aurait entre les mains un redoutable instrument de pression sur Bonn.

CLAIRE TRÉAN.

### Pologne

## Avant le vote sur la mise hors la loi de Solidarité Les autorités ont concentré d'importantes forces de police à Varsovie

A la veille de l'examen par la Diète polonaise, ce vendredi 8 octobre, du projet de loi mettant hors la loi d'importantes forces de police ont été concentrées à Varsovie, et dans les grandes villes de province. Les unités militaires de la milice, les Zomo, ont fait leur réapparition dans la capitale, où les patrouilles de police se sont multipliées. Des tracts contradictoires ont été distribués, clandestinement, mercredi et jeudi, appelant les uns à manifester ce vendredi devant le Parlement et les autres à s'abstenir au contraire de toute action de protestation en attendant les conclusions de la direction syndicale.

La presse de Wrocław vient de fournir quelques détails sur l'arrestation de M. Prasyński, l'un des quatre membres de la commission de coordination clandestine du syndicat (le Monde du 7 octobre). M. Prasyński, qui avait laissé pousser sa barbe et tenté ses cheveux et qui était porteur de faux papiers d'identité, aurait été interpellé mardi dans un escalier d'immeuble sans opposer de résistance. La police aurait saisi à cette occasion plusieurs documents : dans l'hypothèse où les « Verts » ou les libéraux manqueraient de peu les 5 % nécessaires pour être représentés, non seulement elle exercerait alors en Bavière un pouvoir quasi absolu, mais M. Strauss aurait entre les mains un redoutable instrument de pression sur Bonn.

### M. Mauroy devant le Sénat :

#### L'ADOPTION DU PROJET PAR LA DIÈTE

## SERAIT UNE ENTRAVE AUX RELATIONS FRANCO-POLONAISES

M. Pierre Mauroy, répondant jeudi 7 octobre devant le Sénat, au cours d'une séance de questions au gouvernement, à une question sur la Pologne de l'ancien ministre René Monory (Union centriste, Haute-Vienne), a déclaré : « Le gouvernement enregistre avec une vive préoccupation les événements qui se déroulent en Pologne. Nous estimons que les embarras de ce pays ne peuvent se résoudre que par le dialogue entre ces trois composantes de la société polonaise : l'Etat, l'Eglise et Solidarité. »

« Le gouvernement français, a poursuivi le premier ministre, s'est toujours prononcé pour la liberté de l'Etat de siège et la libération des personnes emprisonnées. »

« Le projet de loi déposé devant

la Diète est une atteinte aux droits de l'homme et au droit de grève. Ce projet de loi revient sur les accords de Gdansk. L'amitié qui nous a toujours liés à la Pologne nous autorise à dire que l'adoption de ce texte serait une entrave aux relations franco-polonaises. J'espère que le général Jaruzelski tiendra ses engagements. »

« Je remercie M. Monory de m'avoir posé cette question ainsi que les députés qui ont voté. Si le texte en cause était adopté, nous exprimerions avec plus de force encore notre réprobation. Tout ce qui se passe en Pologne touche tous les Français. Nous sommes solidaires du peuple polonais, que nous souhaitons fier, libre, au travail dans un pays prospère. Nous ne manquerons pas à cette solidarité. »

### Espagne

## Les putschistes de l'opération « Cervantes » voulaient neutraliser le roi Juan Carlos

La presse espagnole de ce vendredi 8 octobre rapporte que des mouvements de troupes « inhabituels » ont été signalés dans le sud du pays, particulièrement près de Gibraltar. Plusieurs régiments auraient été placés au état d'alerte le mercredi 6 octobre. Selon « Diario 16 », un quotidien de Madrid, l'opération Hercules prévue pour le transport de troupes en cas de nécessité aurait été déclenchée par le commandement de ces régiments.

A Madrid, le ministre de l'Intérieur, M. Roson, a affirmé que la tentative de coup d'Etat déjouée le 2 octobre était mieux préparée que celle de février 1981 et qu'elle aurait été « sanglante ». Le putsch, dont le nom de code était « Cervantes », prévoyait la constitution d'une junte militaire et la neutralisation du roi Juan Carlos. Les trois officiers arrêtés le 2 octobre ont été officiellement inculpés de conspiration jeudi par un juge militaire.

De notre correspondant

Madrid. — Le colonel José Mimos Sanchez, juge militaire, a inculpé, le jeudi 7 octobre, les trois officiers arrêtés le samedi 2 octobre, les colonels Mimos et Crespo et le lieutenant-colonel Crespo, accusés d'avoir « conspiré pour organiser une rébellion militaire ». Par ailleurs, cinq des officiers condamnés après le putsch manqué du 23 février 1981 et qui purgeaient leur peine à Madrid ont été transférés en province, Farnal, celui le lieutenant-général Mimos de Bosch, maintenant détenu près d'Algeiras, et le lieutenant-colonel Tejero, incarcéré à la base navale de Carthagène.

Cette décision du juge militaire a été accueillie avec soulagement par le gouvernement, qui n'a pas oublié le précédent de juin 1981. Trois officiers soupçonnés de conspiration avaient alors également été arrêtés sur ordre de l'exécutif, puis libérés pour « faute de preuve » par la justice militaire. Ce désaveu avait mis le gouvernement en mauvaise posture face aux militaires « durs ».

Cette fois, le ministère de la défense disposait, il est vrai, d'un dossier plus solide : les documents saisis au domicile du colonel Mimos prouvaient les intentions criminelles des militaires arrêtés. Le coup d'Etat qui était prévu pour le 27 octobre, veille des élections législatives, devait, selon le ministère, être mené à bien en deux heures et prévoyait l'intervention d'une solennelle déclaration de commande qui devait s'emparer des centres nerveux de Madrid : le haut état-major, le palais royal de la Zarzuela, le palais de la Moncloa, siège du gouvernement et des ministères, dont ceux de la défense et de l'Intérieur. Une junte militaire se serait alors constituée. Elle aurait déclaré « l'état de guerre » dans la capitale. Le capitaine-général de la région militaire de Madrid (actuellement le lieutenant-général Arzoz), considéré comme fidèle au gouvernement, aurait été remplacé et des dirigeants politiques auraient été arrêtés.

Parmi les documents saisis figurent un organigramme de la hiérarchie militaire, certains noms étant soulignés ou accompagnés de signes dont le sens exact n'aurait pas été établi. Le ministère

de la défense a, par ailleurs, affirmé qu'aucune liste de personnes compromises dans la préparation du coup d'Etat n'avait été établie. Une liste d'une quinzaine de complices soupçonnés, tant militaires, colonels pour la plupart, que civils, dont le président d'une des principales banques espagnoles et un ancien ministre de Franco, circule toutefois dans les milieux politiques de la capitale, mais son authenticité n'est pas établie. Le ministère de la défense estime qu'il s'agit d'une tentative d'intimidation venant de milieux déçus à augmenter la confusion.

### Des points obscurs

Certains points restent obscurs. Comment expliquer que trois officiers seulement aient été arrêtés, alors que les déclarations officielles montrent que cette affaire a de plus en plus d'ampleur ? Comment se fait-il que le président du comité des chefs d'état-major, le lieutenant-général Leonor, principale autorité militaire du pays, n'ait pas jugé bon d'intervenir son voyage aux Etats-Unis ? Le ministre de l'Intérieur, M. Roson, a affirmé mercredi que cette tentative de coup d'Etat était plus sérieuse et mieux préparée que celle du 23 février 1981 et qu'elle aurait été « sanglante » si elle avait été déclenchée. Le gouvernement croit apparemment de ne pas disposer de preuves suffisantes pour décréter d'autres arrestations.

Les commentaires de la presse auraient suscité un certain malaise chez les officiers de grade intermédiaire, le réflexe corporatiste jouant comme toujours. Le journal d'extrême droite El Alcornoque, tiré la semaine dernière, tirait mercredi en première page « Un coup d'Etat pour rires » et soulignait ce qu'il appelle les « invraisemblances » de la version officielle.

Le Conseil supérieur de la Armée, qui réunit les capitaines-généraux des différentes régions militaires, a publié un communiqué dans lequel il critique l'attitude « irresponsable » des « trois officiers inculpés et réaffirme l'attachement au roi et à la Constitution.

THIERRY MALINIAK.

### Italie

## Deux des auteurs du meurtre du général Dalla Chiesa auraient été identifiés

Correspondance

Rome. — Les enquêtes sur l'assassinat à Palermo, le 3 septembre, du général Carlo Alberto Dalla Chiesa et de sa femme, ont permis d'identifier deux des auteurs du crime. Les deux hommes, âgés de 35 et 37 ans, ont été arrêtés à Catane, dans la région de Sicile, le 6 octobre. Ils sont accusés d'avoir participé à l'assassinat du général Dalla Chiesa et de sa femme. Les deux hommes, âgés de 35 et 37 ans, ont été arrêtés à Catane, dans la région de Sicile, le 6 octobre. Ils sont accusés d'avoir participé à l'assassinat du général Dalla Chiesa et de sa femme.

Benedetto Santapaola, commerçant et affilié à la mafia, est un chef de clan qui, depuis la fin des années 70, s'est lancé dans le trafic de la drogue, associé à diverses familles de la mafia palermitaine. L'arrestation de Santapaola, qui a été arrêté à Catane, est une victoire pour la justice. Les deux hommes, âgés de 35 et 37 ans, ont été arrêtés à Catane, dans la région de Sicile, le 6 octobre. Ils sont accusés d'avoir participé à l'assassinat du général Dalla Chiesa et de sa femme.

MARC SEMO.

### Belgique

## Les élections municipales du 10 octobre sont marquées par la confusion des alliances

De notre correspondant

Bruxelles. — Près de sept millions d'électeurs belges dans cinq cent quatre-vingt-neuf communes sont appelés aux urnes, le 10 octobre, pour désigner leurs représentants municipaux. La question posée de toutes parts est de savoir si cette consultation aura une signification nationale et influencera le sort de la coalition chrétienne libérale actuellement au pouvoir à Bruxelles.

Il est peu probable que l'équilibre politique du pays soit bouleversé dimanche soir. Le gouvernement Martens ne cache guère que, de toute façon, il est résolu, quel que soit l'effet des élections communales, de rester à l'avant sur la voie de l'assainissement économique et financier tel qu'il le conçoit.

Les alignements électoraux sont plus confus que jamais. Les citoyens ont le choix entre pas moins de vingt-sept listes nationales. Le nombre de cartels, parfois très surprenant, est plus grand que jamais. Même les alliances « contre-nature » entre libéraux et socialistes, par

exemple, ne font pas défaut, démontrant que, dans bien des cas, les conditions locales l'emportent toujours sur la grande politique nationale.

Des forces nouvelles vont se mesurer dans cette consultation, qu'il s'agisse des écologistes ou de certaines autres groupements contestataires qui tentent bien de conquérir leur place sur l'échiquier politique. Comme d'habitude, les rivalités partisans sont compliquées par les affrontements communautaires et linguistiques. Tel est notamment le cas dans la capitale.

Un aspect de la campagne électorale dans les villes, et tout particulièrement à Bruxelles, est cependant préoccupant. Presque tous les candidats mettent à la première place de leur programme le maintien de la sécurité et le renforcement de la police. La littérature électorale s'en prend de la police à peine déguisée à la population des immigrés, et cela en des termes qui ne sont pas toujours exempts de xénophobie.

JEAN WETZ.

## LES PATRES HEUREUX VIVENT EN ANATOLIE

Les tulipes fleurissent en juillet au cœur des vallons verdoyants et embaumés d'Anatolie...

C'est en plein centre de la Turquie, sur les pentes du Mont Erciyes. On y voit des troupeaux de moutons suivis de leurs bergers drapés dans de longs manteaux de feutre blanc. Ils m'ont souvent invités sous leurs tentes couvertes de peaux de chèvres et m'ont offert le thé de l'amitié.

Ils vivent paisibles dans leurs traditions millénaires de la Méditerranée et de ces dernières années n'ont pas été troublées. Avec la laine de leurs moutons, la Turquie, premier fournisseur d'Europe, a construit une industrie lainière ultra-moderne et exportatrice.

L'un des rares pays à vivre en autarcie, la Turquie com-

mence seulement à exploiter ses richesses et à utiliser son potentiel humain, et contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, tous ceux qui, comme moi, l'ont souvent visitée disent leur enchantement de retrouver un pays d'espérance et de quiétude.

Allez donc y faire un tour, vous y retrouverez la Méditerranée et ses lauriers roses dans d'extraordinaires décors, comme à Antalya, par exemple. Mais si vous avez le désir de tout voir, richesses artistiques et splendides naturelles, il vous faudra y revenir souvent... et un jour, sans doute, vous bûchez le thé sous la tente des bergers heureux du Mont Erciyes en Anatolie.

par Martine KRUG, touriste ordinaire... et passionnée de Turquie

COPIES GEANTES



## AFRIQUE

LA 12<sup>e</sup> CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA F.A.O.

### La production alimentaire par habitant a fléchi de 10 % en dix ans en Afrique

Jean de la Guérivière, qui a été en charge de la rubrique « Afrique » avant d'être en poste à New-Delhi, succède, comme correspondant en Algérie, à Daniel Junques, responsable, dorénavant, des publications annexes du journal Le Monde.

De notre correspondant

Alger. — C'est un véritable cri d'alarme qu'a poussé M. Édouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, à l'occasion de la 12<sup>e</sup> conférence régionale de la F.A.O. pour l'Afrique, qui vient de s'achever à Alger.

S'adressant aux ministres et aux délégués d'une quarantaine de pays africains, aux observateurs d'États membres d'appartenant pas à la région, tels la France, les États-Unis et le Canada, ainsi qu'aux représentants des Nations unies et des institutions spécialisées, M. Saouma a constaté que « de tous les secteurs de l'économie africaine, aucun n'a connu une évolution aussi décevante que l'alimentation et l'agriculture ».

En dix ans, la production alimentaire par habitant a fléchi de plus de 10 %. Les importations alimentaires ont plus que doublé en volume et quintuplé en valeur. L'Afrique perd chaque année quelque 6 millions d'hectares de terres productives. Pour vingt-neuf arbres abattus, un seul est replanté. « L'Afrique est malade, et sa seule chance de guérison », a dit M. Saouma, « réside dans un très fort accroissement de la production vivrière intérieure et une progression des recettes d'exportation, principalement de produits agricoles ».

Tout en rendant hommage à « l'ampleur de vue » des dirigeants des pays membres de l'O.U.A., qui ont adopté, en avril 1980, le plan d'action de Lagos (P.A.L.), visant à une restructuration des économies

africaines et donnant la priorité à l'agriculture, M. Saouma a constaté que « les objectifs audacieux de ce plan attendent encore d'être traduits en action pratique ».

Invitant son auditoire à « saisir l'occasion pour formuler des recommandations précises », il a fait lui-même des suggestions. Déplorant sans le dire explicitement les raisons politiques qui conduisent les gouvernements à assurer leur tranquillité par des prix trop bas à la consommation, il a préconisé « des mesures qui encouragent les agriculteurs, et surtout les petits cultivateurs, à produire plus qu'il ne le faut pour assurer leur propre subsistance ».

Considérant qu'« aucun pays de la région ne dispose de ressources naturelles et humaines suffisantes pour espérer réaliser tout seul son décollage », il a plaidé pour des regroupements régionaux et sous-régionaux de nature à permettre une bonne insertion dans « un ordre économique international basé sur une compétition, sans merci pour les petits États ».

Une « volonté politique » ?

Ce langage a-t-il été entendu ? La session plénière de la conférence, commencée le 26 septembre, avait été précédée, pendant dix jours, par la réunion d'un comité technique formé d'experts. Le rapport de ce comité, adopté par les ministres, ne paraît pas de nature à renverser la situation. Les quatre résolutions votées par les ministres sont rédigées en termes très généraux et forment surtout des vœux pieux. Elles se terminent invariablement par une invitation au directeur de la F.A.O. à « prendre des mesures » pour que les finances du programme de coopération technique soient accrues dans le budget de la F.A.O. des

années 1984-1985. (ce budget est voté tous les deux ans).

« Les ministres se sont surtout défilés », constatait placidement un délégué. Il semble bien en effet que, dans l'esprit de nombreux participants, cette conférence était moins destinée à mettre immédiatement en œuvre un programme concerté qu'à attirer l'attention des bailleurs de fonds traditionnels devenus plus chiches.

Le budget ordinaire de la F.A.O. est financé par les États membres, dont les cotisations sont calculées en fonction de leur produit national brut. Pour l'exercice 1982-1983 il atteint 368 millions de dollars. Des fonds supplémentaires proviennent de plusieurs autres sources, dont la plus importante est le programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.).

Indépendamment des sommes consacrées à des activités ayant des incidences mondiales, le budget ordinaire 1982-1983 est consacré pour 40 % à l'Afrique. Le pourcentage est approximativement le même en ce qui concerne les ressources extrabudgétaires. Toutefois, depuis l'adoption du plan d'action de Lagos, des perspectives de financement par le P.N.U.D. se sont considérablement réduites. Dans de nombreux pays d'Afrique, des projets agricoles prioritaires préparés avec le concours du P.N.U.D. restent en suspens ou sont même abandonnés faute de fonds.

Pour les Africains, la conférence d'Alger visait avant tout à mettre un terme à de multiples ajustements en baisse de l'aide internationale. De leur côté, il leur reste à faire preuve, d'ici à la prochaine conférence régionale de la F.A.O., qui se tiendra au Zimbabwe, de l'existence de cette « volonté politique » que M. Saouma trouve trop peu inscrite dans les faits.

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE.

République Sud-Africaine

### LA COUR SUPRÊME DÉNIE AU GOUVERNEMENT LE DROIT D'ALLOUER DES TERRES D'UN BANTOUSTAN AU SWAZILAND

(De notre correspondant)

Johannesburg. — Pour la troisième fois en moins de six mois, la justice sud-africaine a dénié au gouvernement le droit de disposer de son gré des territoires alloués aux bantoustans fussent-ils non « indépendants ». Saisie le 18 août dernier, la Haute Cour d'appel de Bloemfontein, capitale judiciaire du pays, confirmant deux précédents arrêts, a statué définitivement que, en soustrayant 1 500 kilomètres carrés de terres aux Zoulous pour les offrir au Swaziland, le pouvoir exécutif sud-africain avait outrepassé ses droits.

Jusqu'à nouvel ordre, l'administration du territoire contesté — le district d'Ingwavuma situé dans l'extrême nord du KwaZulu, entre l'océan Indien, le Mozambique et le Swaziland — restera donc confiée au « gouvernement » du bantoustan zoulou dirigé par le chef Gatsha Buthezi. Sans être de portée historique, comme le dit l'opposition anglophone, qui jubile du camouflet ainsi infligé par le judiciaire à l'exécutif, les implications de cet arrêt, tout à l'honneur de la justice sud-africaine, sont très embarrassantes pour le gouvernement de M. Pieter Botha.

Celui-ci a d'ailleurs publié un communiqué annonçant qu'il respecterait la décision finale de la Cour d'appel et étudierait la suite à donner à cette affaire. Une chose est sûre : l'autre bantoustan concerné, le KwaNdebe (1 000 kilomètres carrés accolés au nord-ouest du Swaziland) dont les huit cent mille habitants, de jure, devaient être éliminés des statistiques démographiques sud-africaines pour entrer dans celles du Swaziland, va probablement suivre la voie tracée par le KwaZulu. Pris au piège des promesses faites au régime royal du Swaziland, le gouvernement sud-africain est désormais dans une situation fort délicate.

Pour des raisons différentes, il se trouve certes que tout le monde nu presque, de l'extrême droite blanche au Congrès national africain (A.N.C.), est opposé aux transferts envisagés. En y renonçant, le gouvernement n'autoriserait donc personne, mais risquerait de perdre la face. Il ne lui reste plus qu'à convaincre, dans la coulisse, les bératiers du roi Sobhuza II, mort le mois dernier, de renoncer à l'accomplissement posthume du rêve du « vieux lion ».

(Publicité)

#### SCIENCES PO

PRÉPARATION ANNUELLE INTENSIVE PARALLÈLE ou par CORRESPONDANCE Après 2<sup>e</sup> année. PRÉPARATION ENA

#### PRESUP

46, rue Vivienne, 75002 PARIS Tél. : 261-63-59, poste 201

(Publicité)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE 23, bd Vital-Bouhot, 10 de la Jette, 82, Neuilly Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER Centre officiel d'examen - Marine marchande TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIERE

AUTOMNE  
HIVER  
1982

BALLY

AUTOMNE  
HIVER  
1982

BALLY

Pour votre  
**DEMENAGEMENT**  
ODOUL AGENT  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10-30

**APPRENEZ L'ANGLAIS**  
dans un climat  
de vacances.

A Bournemouth, la perle de la Côte Sud Britannique. Ou à Londres. A l'A.C.E.G. (Anglo Continental Educational Group), dont les 12 écoles sont depuis 80 ans les grandes spécialistes de l'enseignement de l'anglais aux étrangers.

20 types de cours proposés (de l'anglais courant au langage des affaires...). Des critères et des méthodes pédagogiques efficaces (techniques audiovisuelles, laboratoires de langue, etc...), reconnus dans le monde entier. Des super-professeurs eux-mêmes formés selon des méthodes d'avant-garde. Et pour vous stimuler plus encore : tous les sports, tous les loisirs à portée de la main. Un travail intensif dans une atmosphère détendue, 100% britannique.

Avec hébergement chez une famille (pour apprendre encore plus vite) ou à l'hôtel. Vous êtes décidés à partir ? Alors partez de St-Malo par les bateaux de Brittany Ferries. Pour encore moins cher, grâce aux forfaits A.C.E.G.-Brittany Ferries (vos traversées, votre hébergement, votre stage) proposés toute l'année. Et pour encore plus d'agrément grâce à l'ambiance "croisière" du voyage qui vous permet aussi d'embarquer votre voiture.

**ACEG**  
brittany ferries

\* Pour solliciter et un prospectus, des Ego de la carte postale ou un prospectus. Et pour solliciter le stage pour un séjour, par la Formation et l'Enseignement de l'Anglais, sous réserve d'acceptation du dossier. Evidé par le Ministère de l'Éducation Britannique.

**COUPON-REPOSE**

Documentation détaillée gratuite contre l'envoi de ce bon à : A.C.E.G.-BRITANNY FERRIES, BP 72, 29211 Roscoff

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

**LES PME/PMI DOIVENT S'INFORMATISER**

- Vous avez une expérience dans leur gestion.
- Vous souhaitez participer à leur informatisation.

A l'initiative du Ministère de la Recherche et de l'Industrie

**UN STAGE S'OUVRIRA LE 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1982 DURÉE DU STAGE = 10 MOIS (1300 H)**

pour demandeurs d'emploi, salariés d'entreprises en congé-formation

I.U.T. de Villetaneuse au Centre de Formation Continue - Avenue J.B. Clément 93430 Villetaneuse - Tél. 821.61.70, poste 48.40 - 826.90.48 (ligne directe)

**Acheter français ? j'ai essayé...**

Un produit "pur français", cela existe-t-il ? De votre tube dentifrice aux freins de votre voiture, Le Nouvel Observateur vous fait découvrir les origines multi-nationales des produits de consommation courante.

Tableaux à l'appui, il calcule le partage du marché intérieur. Il explique l'action de certains patrons, de certaines organisations de consommateurs et du gouvernement pour la promotion des produits français. Un dossier surprenant et salubre.

Au même sommaire : Simone Signoret, Bernard Kouchner, Michel Foucault : "En abandonnant les Polonais, nous renonçons à une partie de nous-mêmes". ■ Communistes : Les vraies raisons du malaise — Docteur Ralite et Mister Jack.

**LE NOUVEL observateur**  
CETTE SEMAINE

Venez les essayer au calme.  
Toutes les Mercedes  
sont à la Grande Cascade du Bois de Boulogne.

Du 30 septembre au 10 octobre, venez tranquillement regarder, comparer et essayer les Mercedes 1983 à la Grande Cascade du Bois de Boulogne. Tous les modèles sont là, des 4 x 4 au coupé 500 SEC. Vous pourrez les conduire et apprécier vous-même les derniers perfectionnements présentés au Salon.

Mercedes-Benz

مكتبة من الامم المتحدة



هكذا من الأصل

## PROCHE-ORIENT

Israël n'a pas déterminé la nature de la « zone tampon » qu'il exige au Sud-Liban

De notre correspondant

Jérusalem. — Le ministre israélien de la défense, M. Ariel Sharon, s'est rendu le jeudi 7 octobre au Sud-Liban pour y rencontrer notamment le commandant Saad Haddad, allié inconditionnel d'Israël dont les milices, considérablement renforcées, ont été, en fait, chargées de contrôler la majeure partie du territoire libanais actuellement occupé par l'armée israélienne. Le geste, auquel M. Sharon a donné un certain éclat, était destiné à rassurer le commandant Haddad, mais aussi et peut-être davantage à montrer aux gouvernements américain et libanais qu'à l'heure des négociations pour l'évacuation de toutes les forces étrangères du Liban, Israël maintient fermement ses exigences pour la création d'une zone tampon le long de la frontière.

Au cours d'une tournée d'inspection avec les principaux membres de l'état-major de l'armée, M. Sharon a déclaré de la manière la plus nette que les troupes israéliennes ne se retireraient pas de cette zone, large de quarante à cinquante kilomètres, tant qu'il n'existerait pas un accord en bonne et due forme avec le gouvernement libanais pour définir l'avenir de ce secteur, afin d'y garantir la « sécurité » de la frontière. M. Sharon exprime la détermination israélienne à faire, sur une question de principe, céder les nouvelles autorités libanaises qui, au grand dam de M. Begin, refusent apparemment d'entretenir des relations officielles avec Jérusalem. Le gouvernement israélien sait qu'il n'est plus question pour le moment d'imposer la signature d'un traité de paix — l'un des objectifs majeurs de l'invasion. C'est pour-

quoi il tient à tout prix à obtenir un minimum de satisfaction avec l'établissement d'« arrangements de sécurité » dans le sud. D'autre part, M. Sharon a voulu prouver qu'Israël respectait sa parole et « n'abandonnait pas ses amis », comme il l'a rappelé au commandant Haddad.

La solution préconisée dans la zone tampon est encore assez vague dans l'esprit des dirigeants israéliens qui envisageraient le maintien pur et simple de leur armée au sud de la rivière Zahrani, ou bien la reconnaissance de l'autorité du commandant Haddad dans la région, ou encore, selon des sources militaires, le déploiement de l'armée libanaise sous la « supervision » de l'armée israélienne, une collaboration entre les deux armées devant être préalablement admise. En tout état de cause, le gouvernement de M. Begin rejette l'idée de l'envoi d'une force multinationale dans le sud, souhaite le départ de la force intermédiaire des Nations unies qui se trouve encore dans cette région et désire, sous quelque forme que ce soit, créer une zone d'influence israélienne au Sud-Liban.

Le gouvernement israélien ignore cependant pas que Washington est pour le moins réticent devant ces projets. En rentrant du Liban, M. Sharon a déclaré jeudi soir que les États-Unis créaient des « obstacles » dans les relations que Jérusalem veut entretenir avec Beyrouth, démentant ainsi une récente mise au point du gouvernement israélien qui affirmait qu'il n'existait aucune divergence avec Washington à propos des pourparlers engagés pour l'évacuation des forces étrangères du Liban.

FRANCIS CORNU.

TOUT EN RESPECTANT LE DOSAGE COMMUNAUTAIRE

## Le président Gemayel a manifesté sa volonté d'innovation en formant un cabinet « apolitique »

De notre envoyé spécial

Alors qu'était constitué, le jeudi 7 octobre, le gouvernement libanais, l'agence palestinienne Wafa a publié un « appel urgent » de M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., demandant aux souverains et chefs d'État arabes de faire cesser la campagne systématique d'annihilation du peuple palestinien au Liban, par l'arrestation et la torture « que mène l'armée libanaise avec la « participation » de la Force multinationale de sécurité. Après avoir dénoncé « cette

nouvelle campagne de terreur visant à expulser les Palestiniens du Liban », il souligne que l'armée libanaise serait « mieux inspirée de chasser les Israéliens du Liban, ou, du moins, de tenter de le faire ».

Par ailleurs, on annonce à Rabat que le roi Hassan II du Maroc se rendra, le 22 octobre, à New-York et le lendemain à Washington, à la tête d'une délégation comprenant des dirigeants saoudiens,

des Tunisiens et des Syriens, pour présenter le plan de paix arabe adopté à Fès. De son côté, le président Mubarak a demandé, jeudi, que s'accroissent les efforts visant à un accord sur l'établissement d'un État palestinien. Soulignant que les négociations avec Israël sur l'autonomie palestinienne sont « presque arrivées à une impasse », il a estimé nécessaire que « de nouvelles parties (arabes) se joignent ». Cette allusion semble viser la Jordanie.

et un industriel, tous honorablement connus... pour n'avoir point tâté de la politique.

Pris de court, on s'est lancé dans le bêtin mondain pour trouver dix profils sans arêtes, dix bourgeois discrètement fortunés, assez jeunes et plutôt dynamiques. A peine si tradition oblige, on s'est souvenu de leur confession, le temps de vérifier que le dosage était bien respecté. Deux pour les maronites, autant pour les sunnites, les chiites et les Grecs orthodoxes ; un seul pour les druzes et les grecs catholiques. Tout est en ordre...

C'est bien maigre, à coup sûr, pour combler d'aise les amateurs les plus fringants de la cuisine libanaise : « un quartier d'inconnus, ignorés et ignorants, malgré tous leurs diplômes » pestait, à peine remis de la surprise, un vieil abonné des colonnes beyrouthines. Ses cohortes de solliciteurs et préfères confier les destinées du nouveau régime à un conseil d'administration : quatre avocats, deux ingénieurs, un universitaire, un architecte, un médecin

rupture que l'on a d'évidence mise en scène, comme pour mieux la souligner. Trois jours durant, Beyrouth s'est vue rejetée dix-huit fois par l'interminable défilé de dépotés issus de bien vieilles urnes, qui venaient réclamer leur dû et l'élémation du suivant dans la salle d'attente.

### Un « domaine réservé »

Ce mauvais remake d'un Liban d'antan, livré à trop de féodaux pressés de se partager le gâteau, ne pouvait que donner la mesure de la pénétration de la guerre. La presse donnait le ton, qui maugréait contre les « manœuvres politiciennes ». Les appétits sont si grands ; les convoitises si avides ; les ministères si nombreux, que (...) la demande dépasse largement l'offre, même si l'on adopte une formule résolument inflationniste en matière de distribution des portefeuilles, perçus à l'Orient-le-Jour, dans un genre qui ne lui est pourtant guère familier.

De son palais de Baabda, le chef de l'État avait déjà fixé sa politique et murmurait à quelques mètres de lui la surprise était une arme. Mais il tenait d'évidence à tout ce déballage des grandes ambitions et petites mesquineries. L'effet, de son « verdict » n'en serait que plus total. Il a pourtant dû sinon céder au moins composer sur le choix de son premier ministre. Il avait préféré confier le poste au chef des forces de sécurité intérieure (gendarmérie), le général Ahmed Hagi. Les vieux dirigeants sunnites, de nouveau maîtres de l'Ouest, mais pas ceux qui la gauche libanaise joue les figures, ne s'y sont pas prêtés. M. Chafic Wazzan a donc repris du service.

L'Ouest musulman était rassuré. Mais aussi, avec lui, toute la classe politique, car, M. Wazzan ne déplaît pas à l'Est, qui le considère — indispensable à l'Est — comme un « vrai Libanais ». Mais ce sera la seule concession. Le reste se devait d'être rupture.

Pareil oubli des grandes familles qui, depuis bientôt 40 ans, ont pris les portefeuilles en fermage n'est pas totalement inédit. M. Soleiman Frangie en 1970, puis M. Elias Sarkis en 1976, ont tenté eux aussi, d'inaugurer leur mandat avec des équipes de « technocrates ». Ni l'un ni l'autre n'ont maintenu très longtemps, l'expérience.

Flâcheux précédents ? La situation, en fait, a totalement changé. M. Gemayel procède à une présidentialisation du régime en marginalisant les notables et leurs querelles. Il a les mains libres pour fixer seul les grandes orientations de sa politique. « Le dénominateur commun entre les ministres, leur moteur, c'est Gemayel », explique le Nahar, et « l'Orient-Le-Jour » va plus loin qu'il assure : « Ce cabinet sera chargé essentiellement de gérer le Liban de l'après-guerre, de l'occupation des problèmes sociaux, économiques, de reconstruction. Les grands problèmes politiques — départ de toutes les forces étrangères du

Liban, crise du Proche-Orient, relations libano-syriennes, etc. — resteront du domaine exclusif du chef de l'État et du premier ministre. »

« La paix devient plus forte que la guerre », clament aujourd'hui les optimistes. D'autres, sceptiques ou seulement plus prudents, pointent du doigt les quelques leçons qui, déjà, apparaissent sur une trop belle facette, du fait d'une « pacification » encore fort peu soucieuse d'équilibre et d'équité.

L'Ouest ne recommence-t-il pas à serrer les rangs progressistes et conservateurs confondus — pour se plaindre d'un « nettoyage » qui fait le plus souvent fi des droits élémentaires et finit par rassembler, faute de symétrie à l'Est, à une opération revanche. Le président, en privé, rassure et se fait fort de « pacifier » la bête, à son tour un camp chrétien qui d'ailleurs s'y prépare de bonne grâce, en renouant armes et munitions dans les recoins de sa « montagne. Tra-t-on demain les y chercher pour que n'hâtes pas dans un simulacre de paix, un dernier État dans l'État ?

DOMINIQUE POUCHIN.

### La composition du gouvernement

Voici la composition du nouveau gouvernement libanais, composé de dix membres, dont aucun n'est député. La communauté religieuse à laquelle ils appartiennent figure entre parenthèses :

- Président du conseil et ministre de l'Intérieur : M. Chafic Wazzan (Sunnite).
- Affaires étrangères et émigration : M. Ede Salem (Grec orthodoxe).
- Justice, information : M. Roger Chikhaoui (Grec catholique).
- Travaux publics, transports, agriculture : M. Pierre Khouri (Maronite).
- Économie, commerce, tourisme : M. Ibrahim Halouci (Chiite).
- Ressources hydrauliques, habitat et coopération : M. Bahadine Bassi (Sunnite).
- Santé publique, travail et affaires sociales : M. Adnan Mroueh (Chiite).
- Défense, éducation nationale, beaux arts : M. Issam Khouri (Grec orthodoxe).
- P.T.T. et télécommunications, industrie et pétrole : M. Georges Ephrem (Maronite).
- Finances : M. Adel Hamly (Druze).

### Iran

M. FARVIZ KHAZAI, chargé d'affaires iranien en Norvège, a annoncé, jeudi 7 octobre, qu'il abandonnait ses fonctions, pour s'occuper de la mise en place d'un régime iranien qu'il a qualifié de « médiéval ». M. Khazai s'est déclaré partisan du mouvement de résistance à l'occupation iranienne, les moudjahidines du peuple qui, selon lui, rassemblent toutes les forces démocratiques du pays. L'année dernière, M. Khazai avait été pris en otage à l'occasion de l'occupation de l'ambassade iranienne à Oslo par une vingtaine d'étudiants iraniens qui protestaient contre la situation en Iran. — (Corresp.)

## DIPLOMATIE

M. LE CARUYER DE BEAUVAIS EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU BANGLADESH

Le Journal officiel du samedi 9 octobre annoncera la nomination de M. Samuel Le Caruyer de Beauvais au poste d'ambassadeur de France au Bangladesh, en remplacement de M. Louis Moreau.

Né en 1937, diplômé de l'école des langues orientales pour le chinois et l'indien, M. de Beauvais a été admis au concours de secrétaire des Affaires étrangères (Orient) en 1962. Il a été notamment en poste à Taipei, Bangkok, Pékin, New-Delhi, Londres, entre autres, consulaire à Pékin, de 1981 à 1982. Il avait été nommé, en 1978, délégué dans les fonctions de sous-directeur à la direction Asie-Océanie du quai d'Orsay.



MADERE  
AU DEPART DE PARIS  
2850 F\*

\* 8 jours avec petits déjeuners.

Demandez nos catalogues et réservez auprès de votre agent de voyages ou dans les agences Air France. Pour tout renseignement consultez le centre d'information Jet Tours, 19 avenue de Tourville 75007 Paris. Tél. : 705.01.95.

AIR FRANCE  
**Jet tours**  
TOUTES LES VACANCES DU MONDE

Publicité

## — 20 % à la Fnac sur tous les nouveaux 33 tours et les nouvelles cassettes

Les légendes ont beau avoir la vie dure, il semble bien que les Français se soient réconciliés avec la musique.

C'est même certain. Il n'est que de voir le nombre de concerts et de manifestations, le chiffre régulièrement croissant des conservatoires de musique et, de la guitare au piano, de la trompette à la batterie, de l'orgue électronique au violon, l'évolution folle du marché des instruments de musique.

Alors, pourquoi ne pas aller encore plus loin ? Pourquoi ne pas stimuler davantage

encore tous ces bonheurs d'entendre et toutes ces vocations à explorer le domaine des sons ?

C'est ce qu'a voulu faire la Fnac. En rendant plus accessibles les disques. Toutes les nouveautés du disque — qu'elles soient classiques, de jazz, de rock ou de variétés.

Les taxes sont lourdes sur le disque, jusqu'à en faire un produit de luxe. Alors qu'il n'est qu'un produit de simple culture.

Pour être plus accessibles et donc plus largement diffusés, les disques doivent

être moins chers (et les cassettes aussi) ? Eh bien, la Fnac les vendra moins cher et pour toutes les nouveautés et pour toutes les rééditions.

Ceci pour attirer, une fois de plus, l'attention sur ce couple disque-cassette. Dont on fait (mais au nom de quoi et pourquoi ?) les parents pauvres d'une culture qui nous concerne tous.

Cette baisse systématique sur toutes les nouveautés 33 tours et cassettes sera pratiquée dans toutes les Fnac (étranger excepté) jusqu'au 31 janvier 1983.



**Vos yeux font confiance  
au n°1 de la TV et de la Vidéo.**

**Vos mains font confiance  
au n°1 de l'électroménager.**

**Vos oreilles peuvent faire  
confiance au n°1 de la Hi-Fi.\***



La Hi-Fi chez Darty:  
Des grandes marques  
au prix Darty.

**DARTY**

\* Darty 1<sup>er</sup> distributeur Français de TV, électroménager, Hi-Fi, vidéo. Source "La Distribution : ses coordonnées" édition 1982.

**PARIS**

8<sup>e</sup>: DARTY sous le Marais  
11<sup>e</sup>: 1, avenue de la République  
11<sup>e</sup>: 25 à 35, boulevard de Belleville  
13<sup>e</sup>: Centre Commercial "Galerie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie  
14<sup>e</sup>: Centre Commercial "Gare Montparnasse" - 68-80, avenue du Maine  
15<sup>e</sup>: Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle" - 71, quai de Grenelle  
17<sup>e</sup>: 8, avenue des Ternes  
18<sup>e</sup>: 126, avenue de Saint-Ouen

**RÉGION PARISIENNE**

78: Orgeval - Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest  
78: Paris 2 - Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay  
91: Les Ulis - Centre Ciel "Les Ulis 2"  
91: Morsang-sur-Orge - 51, rue de Montigny (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois)  
92: Asnières - "Carrefour des 4 Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309  
92: Châtillon - 151, avenue Marcel-Cochin - R.N. 306  
92: Boulogne - Pont de Stèvres - 122 bis, av. du Général-Leclerc  
92: Puteaux - Centre Commercial "Les 4 Temps" - Niveau 1 - "Grand-Place"  
93: Bagnole - Porte de Bagnole - Au pied du Navatel - 40, avenue Gallieni  
93: Bondy - 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3  
93: Aubervilliers - Centre "Pariléric" - Porte de la Villette - 6 bis, rue Emile-Royaud  
93: Noisy-le-Grand - Centre Commercial "Les Arcades" - Marne-la-Vallée  
93: Pierrefitte - 102-114, avenue Lénine - R.N. 1  
94: Champigny - 10-12, av. R. Salengro - La Fourchette - R.N. 4  
94: Créteil - Centre Commercial Régional "Créteil Soleil"  
94: Ivry - Centre Ciel "Ivry bords-de-Seine" - 16, r. Westermeyer  
94: Thiais-Rungis - Centre Ciel Régional "Belle Epine" - R.N. 7  
95: Cergy-Pontoise - Centre Régional "3 Fontaines"

**OISE**

60: Beauvais - Centre Commercial "Le Franc Marché" - 2 à 4, place du Franc-Marché  
60: Creil - Centre Commercial de Creil-Nogent - 10, avenue de l'Europe

**MARNE**

51: Reims-Tingieux - Zone artisanale du Moulin-de-l'Écaille - Route de Dormans

**ET 36 AUTRES MAGASINS  
EN PROVINCE.**

مكتبة الامم



# AFRIQUE

## L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE DE KINSHASA

« Nous ne voulons pas nous substituer à l'Organisation de l'unité africaine »

déclare M. Mitterrand

De notre envoyé spécial

La IX<sup>e</sup> conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique s'ouvre ce vendredi 8 octobre à Kinshasa, en présence d'une quarantaine de délégations, dont la liste exacte n'était pas encore connue ce vendredi en fin de matinée. Arrivé jeudi soir dans la capitale zaïroise venant de Kigali, M. Mitterrand avait été accueilli à l'aéroport par le président Mobutu.

Kinshasa. — Avant même son arrivée à Kinshasa, jeudi 8 octobre, dès la veille de l'ouverture de la IX<sup>e</sup> conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, M. François Mitterrand a défini en ces termes l'esprit dans lequel il se rendait à ces assises : « Nous ne voulons pas nous substituer aux institutions reconnues comme l'Organisation de l'unité africaine. Il ne s'agit pas de trancher mais c'est une occasion de parler, une façon de faire avancer les problèmes même si ce n'est pas là qu'ils peuvent être résolus. Il appartient aux pays d'Afrique de régler les problèmes africains. »

L'étape de Kigali, capitale du Rwanda, où M. Mitterrand a effectué une visite officielle réduite à sept heures, semblait une gageure. Elle a cependant permis au président de la République, qui avait déjà en l'occasion depuis son installation à l'Elysée de s'entretenir à trois reprises avec le président rwandais, d'avoir avec lui un nouveau tête-à-tête suivi de la cérémonie symbolique de plantation d'un arbre puis d'un déjeuner officiel. Ce séjour éclair aura été l'occasion pour les deux hommes d'évoquer les problèmes de coopération bilatérale puis de façon plus sommaire, les rapports Nord-Sud qui constitueront l'un des thèmes de la conférence qui ouvre ce jour. Le Rwanda entend participer, à sa mesure, a insisté M. Mitterrand, dès son arrivée à Kigali, au développement du Rwanda.

Les difficultés rencontrées par les Rwandais dans leurs efforts de mise en valeur de leur pays étant à peu près identiques à celles de leur voisin burundais, on peut penser qu'ils ont fait les mêmes demandes à leur interlocuteur français. Cette fois encore tous les problèmes liés à l'enclavement, ont figuré au centre des discussions, dans le domaine des télécommunications et des communications, sans oublier celui de la défense, que les Rwandais ont formulé les demandes les plus pressantes. On peut supposer qu'ils ont reçu

des réponses analogues à celles fournies quelques heures plus tôt au Burundi. On notera en tout cas qu'un Rwanda le volume de l'aide française est d'ores et déjà supérieur à celui des transactions commerciales, soit 112 millions de francs pour 83 millions d'exportations et 11 millions d'importations. D'autre part, en trois ans, de 1978 à 1981, l'aide militaire de la France a triplé — effort qui s'explique ici aussi comme au Burundi par un voisinage caractérisé par son instabilité.

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée jeudi après-midi avant de quitter la capitale rwandaise, M. Mitterrand s'est attaché à montrer comment il conciliait le renforcement de liens privilégiés avec les Etats d'Afrique francophone et le développement de nouveaux rapports entre la France et les autres pays africains, puis il a fait un court, mais vibrant, éloge de la francophonie. « C'est vrai que la notion de francophonie n'est pas récente mais à s'élargir », a dit le président, qui a ajouté : « La France préserve le meilleur de ses moyens pour les meilleurs de ses amis. » Au sujet de la francophonie, M. Mitterrand a indiqué : « J'ai l'intention de développer dans un temps très bref des ins-

titutions dans ce domaine. Je suis très favorable à la francophonie. Présentez-moi, et vous voulez me faire plaisir, comme un artisan de la francophonie. » A ce propos, il a précisé qu'il était « tout à fait pour » le projet de Communauté organique francophone de l'ancien président du Sénégal, M. Senghor, sans ignorer pour autant les difficultés auxquelles il se heurte.

Apparemment plus chaleureux que celui de Bujumbura, l'accueil de Kigali était également moins spontané, semble-t-il. Sur l'aire d'atterrissage elle-même, élevée à près de 2 000 mètres d'altitude, dans un splendide paysage montagneux, M. Mitterrand eut droit à un scénario presque identique à celui de la veille dans la capitale burundaise, sur les rives du lac Tanganyika : danseurs intérés se livrant à des exercices guerriers, qui évoquent les combats de l'époque monarchique, tambourinaires scandant des rythmes frénétiques sur d'immenses tam-tams. Mais de nombreux Européens s'étaient mêlés à une foule moins réservée que lors de l'étape précédente. Sur le parcours entre l'aéroport international de Kigali et la ville, où devait se dérouler le tête-à-tête entre les deux présidents, les enfants des écoles, les sections du parti unique, celles

des mouvements de jeunesse et des mouvements de femmes avaient envoyé un plus grand nombre de représentants, et l'accueil avait été, de toute évidence, plus soigneusement préparé qu'au Burundi. Au terme de ce véritable marathon, les dirigeants de Kigali, qui ont eu droit à une visite plus courte que celle accordée à leur voisin parce qu'ils avaient eu le privilège de déjà recevoir un premier président de la République française lors du sommet franco-africain de 1979, n'en étaient pas moins épuisés, dominant publiquement le sentiment d'avoir été entendus et compris.

PHILIPPE DECRAENE.

Une réunion de la « dernière chance » se tiendra lundi 11 octobre à Kinshasa entre les représentants des banques occidentales et de la banque centrale zaïroise pour éviter au Zaïre d'être déclaré en défaut de paiement. Pour la seconde fois cette année, le Zaïre, dont la dette extérieure totale atteint 4,142 milliards de dollars (le 8 octobre), a été incapable d'honorer, au 1<sup>er</sup> octobre, ses engagements vis-à-vis de ses créanciers étrangers privés. Les autorités zaïroises viennent de faire savoir qu'elles ne pourraient acquiescer que 10 % du montant dû pour cette échéance semestrielle, soit 3 millions sur 31 millions de dollars. Au 5 octobre, cette somme n'était toutefois pas encore versée.

# A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

LE CADAVRE DE M. MARCELO DUPONT, frère d'un témoin-clé dans l'affaire de l'assassinat de Mme Elena Holmberg en 1978, a été découvert à Buenos-Aires, dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 octobre. Ce témoin, l'ancien diplomate argentin Gregorio Dupont, avait affirmé récemment que l'amiral Emilio Massera, ancien commandant en chef de la marine argentine, avait rendu de l'argent au mouvement péroniste des Montoneros (péronistes de gauche), à Paris, en 1978. Il avait précisé détenir cette information de Mme Elena Holmberg, à l'époque attachée de presse à Buenos-Aires en décembre 1978. Peu après la publication dans la presse des dépositions de M. G. Dupont, le 30 septembre, son frère disparaitait.

(A.F.P.)

## Australie

PLUS DE DEUX CENTS PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES jeudi 7 octobre à Brisbane, où des aborigènes et leurs partisans, qui réclament un droit de propriété sur leurs terres traditionnelles, manifestent pour la troisième fois. Ils entendaient profiter des jeux du Commonwealth, qui se déroulent dans la ville, pour attirer l'attention sur leurs problèmes. Parmi les personnes arrêtées figurent Mlle Ann Stephen — fille du gouverneur général de l'Australie, Sir Ninian Stephen, — qui avait déjà été appréhendée lors d'une manifestation précédente. D'autre part, à Canberra, le plus haut fonctionnaire aborigène de l'administration fédérale, M. Charles Perkins, a échappé à une tentative d'assassinat.

## Malaisie

UNE FEMME DE CINQUANTE ET UN ANS A ÉTÉ PENDUE, ce vendredi matin 8 octobre à Kuala-Lumpur. Première femme à être exécutée en Malaisie, elle avait été condamnée à mort en 1980 pour avoir été trouvée en possession de plus d'un kilo d'héroïne. En août dernier, une jeune Française, Mlle Saubin, qui avait été condamnée à la peine capitale après la découverte de 500 grammes d'héroïne dans ses bagages, a vu sa peine commuée en détention à perpétuité. — (Reuters.)

## EXPOSITION VENTE TAPIS D'ORIENT

# le placement vaut le déplacement

Un bon placement ne se choisit pas à la légère. Pour cela, il faut se déplacer. Notre expert se déplace. Cette année, encore, il a effectué un voyage en Iran, malgré les difficultés présentes, pour choisir sur place les plus beaux tapis qui se puissent trouver. Le résultat est chatoyant, enchanteur, digne des mille et une nuits. C'est au Bon Marché et nulle part ailleurs.

Nos équipes se déplacent. Pour vous présenter chez vous, partout en France, à votre demande, les pièces qui mettront le mieux en valeur votre décor. Ces mêmes équipes ont la plus haute compétence pour garder, entretenir et, au besoin restaurer vos tapis.

Vous pouvez aussi vous déplacer. Venez au Bon Marché contempler la plus somptueuse collection de tapis persans et de tout l'Orient. Leurs noms sont autant d'invitations au voyage : Saoudj-Boulagh "Source qui jaillit", Meschkinchar "La cité des parfums", Shashavan "Qui aime le roi".

Pendant toute la durée de l'exposition, le rayon tapis reprend votre tapis d'Iran acheté au Bon Marché il y a 10 ans ou plus à trois fois son prix d'achat (l'étiquette ou la facture faisant foi) et au moins 250.000 points au mètre carré.

-20% sur tous les tapis d'Orient jusqu'au 13 novembre

AU BON MARCHÉ

Métro : Sévres-Babylone. Parking.

## DIX-NEUF INVITÉS A PART ENTIÈRE

Cinquante et une invitations ont été lancées pour la conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, à savoir :

1. Dix-neuf pays participants : Bénin, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, France, Gabon, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo et Zaïre.
2. Trente-deux pays observateurs : Algérie, Angola, Botswana, Cap-Vert, Cameroun, Egypte, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée-Equatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Maroc, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sao Tome et Principe, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tunisie, Zambie, Zimbabwe.

En outre, a été invité le secrétariat général de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.).

Certains des pays invités n'ont pas fait encore connaître leurs réponses. La Libye et l'Ethiopie ont décliné l'invitation.

## VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 270 F/mois (sans apport ni caution) Livr. gratuite dans toute la France

25 MARQUES REPRÉSENTÉES Garantie jusqu'à dix ans Ou du lundi au samedi 9 h-19 h



73 bis, av. de Wagram, 17<sup>e</sup> 227-88-24/763-34-17

صكياتن الأصل



# La Corée du Sud à la recherche d'une nouvelle croissance

**L**e miracle sud-coréen est bien oublié. Le gouvernement de Séoul espérait que les exportations, cette année, atteindraient 25 milliards de dollars. Il a dû réviser ses prévisions : les ventes à l'étranger ne dépasseront probablement pas 22 milliards de dollars, soit une progression de 6 % par rapport à l'année précédente, qui avait connu un taux de croissance de 20 %. Signe d'un ralentissement de l'activité économique, les importations n'augmenteront cette année que de 1,9 %. La croissance de l'économie sud-coréenne, en 1982, ne devrait pas dépasser 6 %, assurant une progression à peine suffisante pour un pays qui, selon les chiffres officiels, doit faire face, avec neuf cent mille chômeurs, à un problème grave de l'emploi.

Les raisons de ce marasme sont communes. Les produits sud-coréens sont moins compétitifs,

alors même que les coûts de main-d'œuvre augmentent et que d'autres pays commencent à pénétrer sur le marché mondial. Les pays industrialisés n'hésitent plus à se protéger, tandis que les grands partenaires de la Corée du Sud au Proche-Orient, l'Iran comme l'Arabie Saoudite, ont remis en cause leurs commandes. Le renchérissement de la devise américaine atteint de plein fouet les exportations sud-coréennes, dont les règlements s'effectuent le plus souvent en dollars.

Mais les causes du ralentissement de la croissance ne sont pas à chercher uniquement à l'extérieur. Durant les années 70, le gouvernement a eu une politique dirigiste visant à développer les industries lourdes et les industries de main-d'œuvre. Sous l'autorité de l'Etat, les banques ont financé en priorité ces secteurs. Le résultat ne

s'est pas fait attendre : le tissu industriel des petites et moyennes entreprises s'est décomposé. L'Etat a privilégié les investissements américains et japonais, provoquant ainsi une dépendance économique et technologique que décrit le professeur Yong Se-jung ainsi que le président du KIET (1), M. K. Park Sung-sang.

Aujourd'hui, les autorités paraissent conscientes qu'une révision de la politique économique s'impose. L'accent est mis sur le développement des grandes industries de consommation. Selon M. Michel Holder, les P.M.I. ont de nouveau un rôle à jouer. Mais, surtout, les pouvoirs publics misent sur la technologie comme facteur de développement. A l'exemple de Taiwan et de Singapour, la Corée du Sud espère que la technologie lui permettra, comme le montre M. Jean-

Marie Chevalier, de réduire sa dépendance énergétique, et, comme le souligne M. Charles-Albert Michalec, de trouver de nouveaux créneaux sur le marché mondial. Pour M. Park Sung-sang, il ne fait pas de doute que la République de Corée ne peut pas mener seule, ou même avec ses partenaires traditionnels, cet effort. Il lui faut trouver de nouveaux fournisseurs. D'où l'ouverture que font actuellement à la France les autorités sud-coréennes. Reste à savoir si ce pays peut se permettre d'attendre les résultats, toujours lents, d'une mutation technologique.

MAXIME DOUBLET.

(1) Korea Institute for Industrial Economics and Technology.

## Assainir la situation économique

**V**ICTIME en 1980 d'une brutale chute de son activité économique (- 6,5 %), due à une année agricole catastrophique et aux désordres politiques consécutifs à l'assassinat du président Park Chung-hee, la Corée du Sud s'efforce de trouver un second souffle. Anxieuses structures - et géopolitiques - qui lui sont propres s'ajoutent désormais l'ombre portée d'une conjoncture internationale défavorable.

Alors que la récession menace et que la dette s'alourdit, l'heure n'est plus à la croissance éphémère de la décennie passée. D'autant moins que, dans un pays dépourvu de ressources minérales, la croissance, fondée sur le dynamisme des exportations et largement financée par le capital étranger, reste excessivement tributaire des fluctuations de l'offre et de la demande internationales.

L'heure est d'abord au rattrapage : les performances de 1981 (7,1 % de croissance réelle du P.N.B.) ont tout juste permis de retrouver le niveau de 1979. Elle est ensuite à la redéfinition par la nouvelle équipe militaire-technocratique au pouvoir des équilibres structurels et des objectifs à long terme dans une période durable de croissance ralentie.

Compte tenu d'une part des erreurs de stratégie de l'ancien régime en matière de planification industrielle, d'autre part des effets dura-

bles de l'énorme scandale financier du marché parallèle qui a secoué tout le pays en mai dernier, révélant du même coup les pratiques malsaines et la fragilité du système, il paraît urgent d'agir pour corriger, réformer, assainir et ramener la confiance. La relance, les transferts de capitaux et de technologie sont à ce prix.

### Rupture

Rompant avec une politique monétaire restrictive, les autorités ont pris certaines mesures de soutien au début de l'été : baisse des taux d'intérêt bancaires (revenus de 14 % à 10 %) ; aide financière aux P.M.E. en difficulté ; mesures fiscales d'allègement pour le secteur privé et les investisseurs étrangers ; poursuite de la dévaluation progressive de la monnaie, le won ; et augmentation de la masse monétaire au-delà des 25 % prévus. Cette politique s'accompagne d'une volonté de réformes visant à laisser les mécanismes du marché jouer plus librement que par le passé. Pour éviter que ces mesures ne relancent la poussée inflationniste au-delà de 10 %, le gouvernement devrait, une fois encore, faire pression sur les salaires. L'inflation avait été supérieure à 20 % l'an dernier.

Après une politique dirigiste et monétariste qui avait plutôt joué contre la relance, ce changement de

cap suffira-t-il à redresser la situation, alors que la contagion de la récession vient, pour une large part, de l'extérieur ? Les prévisions optimistes des autorités pour 1982 se fondent sur une reprise internationale, et particulièrement américaine.

On ambitionne pour cette année une croissance réelle de 6,5 %. Cependant, l'étude des principaux indicateurs depuis le début de l'année dénote une sensible baisse de l'activité et beaucoup estiment que la croissance oscillera entre 4 % et 5 %. Le taux de progression de la production industrielle (10,5 % en 1981, soit la moitié de ce qu'il était entre 1975 et 1979) et des exportations (18 % en volume l'an dernier) a de nouvelles tendances à fléchir, malgré une bonne tenue de la métallurgie et des constructions navales. Les lettres de crédit se raréfient. Le chômage augmente, approchant les 6 %, soit près de 900 000 personnes, ce qui est d'ailleurs loin de refléter toute la réalité.

Les comptes extérieurs se sont nettement détériorés au début de la décennie du fait des hausses pétrolières, de celles des taux d'intérêt et de l'aggravation de la récession mondiale. Pour préserver sa compétitivité, qui reste forte, Séoul a dévalué le won de 30 % par rapport au dollar en 1980 et continue dans cette voie. Ce réajustement, ajouté à d'autres mesures de stabilisation (prix, salaires et masse monétaire), a

permis de réduire l'ampleur du déficit des paiements courants de 5,3 à 4,7 milliards de dollars entre 1980 et 1981. On espère le ramener cette année à environ 4 milliards. Le déficit de la balance commerciale, qui était voisin l'an dernier de 5 milliards de dollars, serait sensiblement réduit.

### L'otage

Toutefois, depuis plusieurs années, le financement du déficit s'est traduit par un alourdissement de la dette extérieure à court et à long terme. Elle est l'une des plus lourdes

du monde : près de 33 milliards de dollars. Son service atteint, selon le F.M.I., près de 20 % des exportations (14 % selon Séoul). Le nouvel endettement pour 1982 atteindrait 7 milliards de dollars. Les investissements, locaux et étrangers, stagnent et limitent du même coup des transferts de technologie jugés vitaux pour l'avenir.

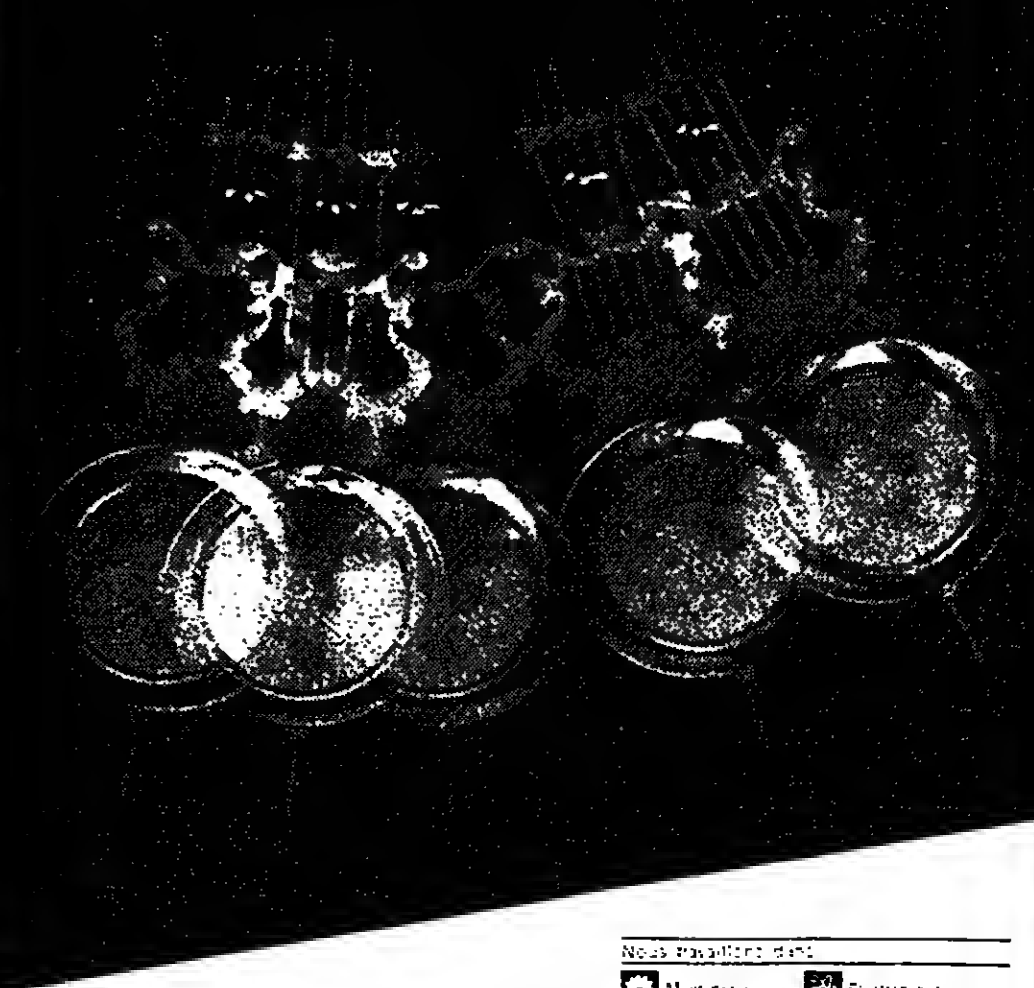
Enfin, le nouveau budget 1983, présenté ces jours-ci, est fixé à 14,8 milliards de dollars et son déficit à 5,2 % du total. Les crédits alloués à la défense sont, à eux seuls, de 4,6 milliards, soit près du tiers. Présentant ce budget, le président

Chon Doo-bwan a estimé qu'un taux de croissance annuel de 7 % à 8 % était indispensable pour absorber les quelque 400 000 nouveaux demandeurs d'emploi chaque année. On semble en être assez loin. Quelles que soient ses qualités, ses avantages et sa compétitivité, la Corée du Sud demeure dans l'immédiat l'otage d'une récession mondiale qui la dépasse et qui affecte ses structures de production, déséquilibrées, encore fragiles et dangereusement extroverties.

R.-P. PARINGAUX.



## Avantage de Samsung: Service expérimenté dans le commerce extérieur Coréen



Depuis 1958, le personnel de Samsung a acquis la compétence nécessaire pour être un guide efficace pour vos affaires en Corée. Quand vous importez ou exportez, pourquoi ne pas économiser votre temps. Contactez l'une des 40 succursales de Samsung à travers le monde.

**SAMSUNG FRANCE S. A. R. L.**  
E.P. 146 Tour Maine Montparnasse 33  
Avenue Du Maine 75755 Paris Cedex 15,  
France  
Tél : 01 44 63 36, 6282  
Telex : STAR PAR 250730 F

Nous servons dans :	
	Corée du Sud
	Corée du Nord
	Japon
	Indonésie
	Australie
	Nouvelle-Zélande
	Thaïlande
	Malaisie
	Singapour
	Hong Kong
	Taïwan
	Inde
	Afrique du Sud
	Amérique du Sud
	Amérique du Nord
	Europe

La Division Internationale du Groupe Samsung  
**SAMSUNG CO., LTD.**  
200, Sejong-daero, Seoul, Korea  
Tél : 02-3400-1111

Handwritten note in Arabic script: "مكتبة الامم المتحدة"

هكذا من الأصل

## LES RETOMBÉES DES CHOIX ANTÉRIEURS

### Plus de 6 milliards de dollars d'achats de biens d'équipement à l'étranger

DEPUIS 1962, année de lancement du premier plan économique quinquennal, l'économie coréenne a enregistré des résultats qui frappent l'imagination : le revenu par tête a été multiplié par plus de 20, passant de 80 dollars en 1961 à 1 700 dollars en 1981, et le produit national par 30. Cette croissance spectaculaire de l'économie coréenne a été en grande partie rendue possible par la politique économique du gouvernement, qui a donné la priorité à l'industrialisation dans la PIB est passée de 14 à 36 % entre 1961 et 1981, alors que la part de l'agriculture diminuait, revenant de 37 % à 18 %. Il est à noter que la part des produits manufacturés dans les exportations totales du pays est passée de 14 % à 97 % entre 1961 et 1981. Cette croissance extraordinaire du secteur industriel place aujourd'hui la Corée parmi les nouveaux pays industriels.

Au début de son industrialisation, la Corée a dû importer une grande quantité de produits semi-finis et de pièces de produits finis afin de les assembler et de les vendre sur le marché intérieur et les marchés étrangers. Ce processus s'est révélé très adapté aux conditions économiques de l'époque, caractérisées par l'abondance d'une main-d'œuvre qualifiée, productive et peu coûteuse.

Au cours des années 60, le gouvernement s'est lancé dans une politique de substitution des importations de produits semi-finis. La Corée parvient aujourd'hui à fabriquer localement une grande partie des matériels, jadis importés. Elle produit ainsi 95 % des pièces de voitures, 100 % des pièces de téléviseurs en noir et blanc, et 55 % des pièces de téléviseurs en couleur. D'autre part, les progrès techniques ont été remarquables dans certaines industries. Encore divisée et malgré le cessez-le-feu, la Corée a déve-

loppé de façon spectaculaire son industrie de défense. Tout récemment, le gouvernement a annoncé que le F 5F, un avion de chasse supersonique entièrement monté en Corée, avait réussi en vol d'essai des performances exceptionnelles.

En dépit de ces succès, les importations de biens d'équipement en 1981 (machines, appareils électroniques, matériels de transport et instruments de précision, etc.) se sont élevées à plus de 6 milliards de dollars, représentant 23 % des importations totales du pays. D'autre part, le niveau technologique reste, dans certains secteurs, assez faible par rapport à celui des pays avancés. La qualité de certains produits nécessitant une technique fine laisse à désirer. La Corée fabrique par exemple entièrement les moteurs électriques standards, mais les modèles sortant de normes usuelles (grande dimension, micro-dimension à usage spécial ou à fonctionnement délicat) sont importés de l'étranger. Le domaine particulier du moulage et du revêtement des produits dérivés de l'acier ou des métaux ferreux fournit un autre exemple. La Corée dépend là encore de la technologie japonaise et est obligée d'envoyer dans ce pays les matériaux concernés pour subir un traitement spécial.

Il reste encore beaucoup à faire aux Coréens pour accélérer le processus d'industrialisation en matière de substitution des importations des biens d'équipement et pour élever le niveau technologique dans certains secteurs industriels par des transferts accélérés de technologies appropriées en provenance de l'étranger. La Corée se trouve à présent confrontée à un défi immense, à une véritable révolution technologique, qui sera la condition sine qua non pour que son économie retrouve les chemins de la croissance.

PARK SUNG-SANG.

### Le poids écrasant des technologies américaine et japonaise

par YONG SÉ-JUNG (\*)

Les technologies étrangères ont joué un rôle essentiel dans le développement rapide de l'économie coréenne au cours des vingt dernières années. Les informations sur le sujet sont très rares pour qu'il soit possible de répondre catégoriquement. Il est tout de même possible de tenter une approche qualitative en analysant les apports de technologie selon certains types spécifiques de transfert : investissements directs étrangers, contrats d'acquisition de technologie, importations de machines et d'équipements, invitations d'experts et formation à l'étranger.

#### ● INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS : LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON

De 1962 jusqu'à la fin de 1980, les investissements directs étrangers en Corée du Sud ont concerné huit cent soixante-deux projets représentant une valeur totale de 1 154 millions de dollars. Parmi ces projets, les firmes japonaises en ont réalisé 646 (619 millions de dollars) et les firmes américaines 131 (235 millions de dollars). Les investissements américains et japonais représentent ainsi 90 % du marché total des investissements étrangers en Corée du Sud et 71 % de leur montant.

Les investissements directs dans les pays en développement sont souvent critiqués et cela pour plusieurs raisons : monopolarisation du marché, exploitation de la main-d'œuvre et des ressources, déstabilisation de l'environnement, accroissement de la dépendance économique et politique, pseudo-transfert de technologie. Pourtant, en Corée du Sud, ces investissements ont eu dans l'ensemble un effet plutôt positif. Selon un rapport officiel, les filiales des firmes étrangères implantées dans les pays employaient ces dernières années 10 % de la main-d'œuvre, avaient passé 25 % du nombre total des contrats d'acquisition de technologie et représentaient 20 % de la valeur ajoutée à des industries manufacturières et 23 % des exportations.

#### ● ACQUISITION DE TECHNOLOGIES : CONTRATS DE LICENCES

L'acquisition de technologie par contrat de licence, qui permet d'importer la seule technologie à l'exclusion du matériel, représentait 350 millions de dollars à la fin de

1979 (1 506 contrats) contre 172 millions de dollars (913 contrats) deux ans auparavant. Comme dans le cas des investissements directs étrangers, les deux pays dominants représentent 82 % du nombre total des contrats : respectivement 24 % (355 contrats) pour les États-Unis, 58 % (872 contrats) pour le Japon.

Cheque contrat de licence peut avoir un contenu technologique différent. Il s'agit aussi bien d'une concession de marque et d'un transfert de technologie simple que de contrats de licence qui prévoient la fourniture de tous les savoir-faire : construction, opération, entretien d'usine, y compris la concession de brevet, les services d'ingénierie et la formation du personnel technique.

#### ● IMPORTATION DES MACHINES : DÉPENDANCE À 80 %

La technologie avancée peut être transférée par l'importation de machines et d'équipements des pays industrialisés. Les services techniques de construction des fournisseurs, les services d'entretien donnent les informations pour leurs machines et leurs équipements. La Corée du Sud a importé des pays développés la plupart de ses équipements industriels. La dépendance à l'importation pour l'équipement industriel a été d'environ 85 % jusqu'en 1975. En dépit de la politique de développement des industries lourdes, elle s'est peu réduite jusqu'à aujourd'hui où elle reste d'environ 80 %.

#### ● FUITE DES CERVEAUX : LE REFLUX

La fuite des cerveaux continue à poser problème en Corée du Sud comme dans beaucoup de pays en voie de développement. Le gouvernement coréen a commencé dès 1966 à créer des industries modernes de recherches scientifiques et technologiques et à faire revenir les scientifiques et chercheurs coréens à l'étranger. Le nombre des « expatriés » était de quatre cent quatre-vingt-trois fin 1979. Ceux-ci jouent

(\*) Professeur assistant, Ajou Université Suwon.

actuellement un rôle déterminant dans l'élévation du niveau de compétence scientifique et technologique du pays.

D'autre part, le gouvernement a invité des experts techniques des pays développés. Il a envoyé des ingénieurs et techniciens à l'étranger grâce notamment aux conventions de coopération technologique avec les États-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon, la France. Les programmes de collaboration technique des Nations unies jouent aussi un rôle important. Ces programmes ont permis d'inviter 4 117 experts étrangers à l'étranger jusqu'à la fin de 1979. La dépendance pour ces programmes correspond à 277 millions de dollars.

Ces apports de technologie sont très importants pour améliorer l'efficacité et la compétence de la main-d'œuvre coréenne même si ces efforts sont plus généraux que spécifiques.

Da nombreuses critiques sont faites quant aux résultats de l'acquisition des technologies étrangères depuis vingt ans. Elles portent notamment sur l'ampleur insuffisante des acquisitions, la dépendance excessive vis-à-vis des deux pays dominants (États-Unis et Japon), l'apport de technologies inappropriées ou obsolètes, le manque d'informations sur les sources technologiques, la manqua de sélectivité. Pour résoudre ces problèmes, le gouvernement a pris plusieurs mesures. L'une des plus importantes est la libéralisation progressive depuis 1978 des investissements directs étrangers. Importante est aussi l'acquisition de technologie par contrat de licence. La politique restrictive pratiquée jusqu'alors avait eu pour conséquence de ralentir les technologies modernes nécessaires au développement des industries lourdes et chimiques.

Les informations nécessaires concernant l'acquisition des technologies sont de plus en plus nombreuses. Des missions sont confiées à quelques organisations publiques et privées comme le Bureau de

consultation de l'acquisition de technologie du KAIST et du KIET (1).

La technologie étrangère n'a guère d'intérêt si l'utilisateur coréen ne peut l'assimiler ou la modifier pour l'adapter à l'environnement social, culturel et économique. Pour améliorer son assimilation et développer de nouvelles techniques, beaucoup d'instituts publics et privés de recherche ont été créés depuis 1968.

Pour améliorer et encourager la recherche et le développement dans les entreprises, des systèmes de détaxe et de financement spéciaux sont accordés par la Banque de développement, la Banque des P.M.I. et la Compagnie de développement des technologies.

Malgré toutes ces mesures, la Corée du Sud devra continuer à acquies de plus en plus de technologies étrangères au fur et à mesure qu'elle développera ses activités industrielles. La politique menée actuellement pour diversifier les sources de technologie offre d'excellentes occasions aux firmes françaises de pénétrer sur le marché coréen.

(1) KAIST : Korea Advanced Institute of Science and Technology. KIET : Korea Institute for Industrial Economics and Technology.

### L'ÉTONNANT DYNAMISME D'UNE ÉCONOMIE

Dans la collection des Notes et études documentaires, est publié un ouvrage de Jean-Raphaël Chaponnière intitulé *La République de Corée : un nouveau pays industriel*. L'auteur, qui est ingénieur au C.N.R.S., étudie tout d'abord l'étonnant dynamisme de l'économie sud-coréenne depuis 1962, la stratégie d'industrialisation et de développement, les acteurs nationaux et étrangers de la croissance, puis, à la suite de la crise que traverse le pays depuis 1979, les perspectives d'évolution. Il présente ensuite le pays et ses habitants.

\* N° 4667-4668 (172 pages) des Notes et études documentaires, en vente, au prix de 32 F, dans les librairies de la Documentation française.

### La splendeur de la nature alliée à la sagesse antique.

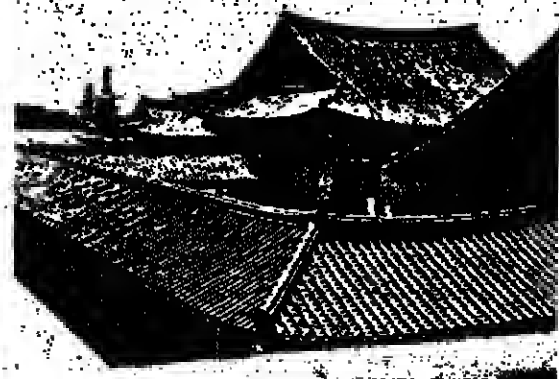
La Corée : un pays aux myriades de merveilles naturelles, où les notes pures du chant du loriot se mêlent aux eaux impétueuses des torrents, où chaque saison qui passe offre ses charmes multiples et différents.

Dans ce décor idyllique, la culture coréenne a trouvé son plein épanouissement pendant d'innombrables années, léguant ainsi un héritage culturel unique, riche de sagesse et de spiritualisme. La Corée : une expérience longuement acquise.



**CORÉE**  
LE PAYS DU MATIN CALME

Maitreya des Trois Royaumes, bronze doré. Début VII<sup>e</sup> siècle, récemment découvert, et conservé au musée national de Séoul.



#### Office National du Tourisme Coréen

**Siège social**  
C.P.O. Box 903 Seoul, Corée du Sud  
Tél : 261-7001/6, 261-7061/4  
Téléc : KOTOUR K28555

**Paris**  
Tour Maine Montparnasse  
33 Avenue du Maine, B.P. 169  
75755 Paris Cedex 15, France  
Tél : 538-77-23  
Téléc : KOTOUR 260825 F

**London**  
Vogue House, 2nd Fl.,  
1, Hanover Sq. Londres,  
W1R 9 RD, Royaume-Uni  
Tél : (01) 408-1591  
Téléc : 286909 KNTCLD G

**Frankfurt**  
Wiesenhütten Platz 26,  
6000 Frankfurt a.M. - RFA  
Tél : 0611-233228  
Téléc : KNTCD 416127

**Zurich**  
P.O. Box 343, CH-8126, Zumikon  
Suisse - Tél : (01) 91 808 82

Veuillez me faire parvenir, sans engagement, votre documentation pour mon prochain séjour en Corée.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

☐ Renvoyez ce bon à votre office coréen du tourisme.



## UNE RÉVISION DÉCHIRANTE

## Le retour en force des P.M.I.

par MICHEL HOLDER (\*)

L'émergence de l'économie sud-coréenne a longtemps focalisé l'attention sur ses aspects macro-économiques et ses grandes entreprises, ce qui a poussé à négliger l'effort permanent et important réalisé par ses P.M.I. (petites et moyennes industries). Aujourd'hui reconnues, celles-ci constituent l'un des piliers de la politique industrielle du nouveau régime pour faire face aux difficultés économiques du pays.

**S**ELON la définition officielle, une P.M.I. sud-coréenne est une entreprise du secteur industriel (y compris les mines, les transports et le B.T.P.) dont l'effectif est compris entre 5 et 300 personnes (5 à 50 dans le B.T.P.) et dont l'actif est inférieur à 1 milliard de dollars américains. Au regard des statistiques nationales et selon la taille des effectifs, on dénombrait en 1980 près de 29 000 P.M.I. employant 1 050 000 personnes sur un total de 30 500 entreprises et 2 300 000 personnes, soit 95 % du nombre des entreprises industrielles, et 45 % de la main-d'œuvre. Cinq secteurs représentent près de 63 % des P.M.I. : le textile-habillement (28,5 %), la métallurgie (12 %), le papier-imprimerie (8 %), l'agro-alimentaire (8 %) et la mécanique (6 %). La production des P.M.I. était équivalente en 1978 à 32 % de la production industrielle totale. La même année, alors que le taux de croissance du P.N.B. était de 11,6 % et celui de l'industrie de 12,6 %, il était de 15,2 % dans les P.M.I. Quant à l'exportation, l'effort déployé est considérable, puisque 35 % du total pouvaient leur être attribués en 1979 contre 18,5 % en 1963.

Toutefois, la forte expansion antérieure n'a pas bénéficié de la même façon à toutes les catégories d'entreprises. En effet, les petites firmes ont été largement délaissées, et notamment celles occupant moins de 50 salariés. Celles-ci enregistrèrent de 1968 à 1977 une diminution d'environ 17 % de leurs effectifs, alors que sur la même période, les moyennes entreprises (de 100 à 500 salariés) augmentaient de 227 %. La politique industrielle des années passées a eu pour résultat de déplacer de la main-d'œuvre du tissu des petites unités industrielles vers les entreprises de taille importante.

L'Etat avait pourtant fait des efforts pour favoriser les P.M.I. dès 1965. Mais la politique industrielle presque entièrement dominée par le souci de favoriser les exportations et plus récemment par celui de développer les industries lourdes et chimiques, a laissé en concurrence P.M.I. et grandes entreprises.

Le modèle coréen de croissance industrielle des vingt dernières années a largement reposé sur les grandes entreprises. Le système d'incitation basé principalement sur le crédit préférentiel, notamment à l'exportation, en est largement responsable. Les crédits à l'exportation ont été en effet très avantageux et même discriminatoires par rapport aux conditions de crédit imposées sur le marché domestique où se situent 75 % des P.M.I. : sur les dix dernières années, la différence des taux était en moyenne de 10 %. De plus, la promotion des industries lourdes et chimiques, associée à l'arrivée massive des investissements étrangers au cours des années 70, a joué en faveur des grandes entreprises.

Toutefois, la croissance rapide de la production de ces dernières ne s'est pas accompagnée d'une croissance aussi rapide de leur productivité restée très inférieure à celle des P.M.I. De 1967 à 1979, le taux moyen de croissance de la production était de 27,6 % et celui de la productivité de 4 % pour les grandes entreprises, alors qu'ils étaient respectivement de 19,3 % et de 6,7 % pour les P.M.I. Ce qui donne une idée des carences antérieures de l'allocation des ressources à l'intérieur du secteur industriel.

Il reste que, face aux difficultés actuelles de l'économie, les P.M.I.

sont maintenant reconnues comme un élément essentiel et permanent du dynamisme industriel coréen. Leur promotion et leur soutien figurent parmi les objectifs prioritaires de la politique industrielle du V<sup>e</sup> plan (1982-1986). Les efforts sont d'abord orientés vers les P.M.I. des industries lourdes et chimiques, considérées comme les activités-clés de la prochaine étape du développement.

Pour améliorer l'efficacité de ces entreprises, les autorités concentrent aussi leurs efforts sur le développement des services d'assistance technique et de gestion, notamment par l'intermédiaire du Centre de promotion des P.M.I. et du Centre de développement technologique. Afin de réaliser un développement équilibré entre les grandes entreprises et les P.M.I., la fabrication de trois cents produits est réservée à ces dernières. Le système de capital à risque est maintenant introduit par les organismes spécialisés du système bancaire, notamment la Banque des P.M.I. et la Banque du crédit à long terme. L'Association pour le commerce coréen, véritable guide des entreprises exportatrices, travaille désormais à 80 % pour les P.M.I. L'ensemble de ces actions s'effectuent en liaison avec la Fédération des P.M.E., qui regroupe 65 syndicats patronaux et représente 17 000 P.M.I.

## Esprit de compétition et confrontations

L'esprit de compétition des entreprises coréennes détermine fortement les relations inter-entreprises. Les grandes entreprises coréennes directement surgies du tissu des P.M.I. en ont gardé la mentalité. Ces relations de compétition se sont largement appuyées sur la politique gouvernementale d'expansion qui, à travers ses incitations, a poussé l'ensemble des entreprises à augmenter leurs ventes et donc à privilégier le volet commercial.

Ces relations, dominées par les grandes entreprises, ont engendré dans les années 70 de nombreuses confrontations. Les P.M.I. ont ainsi fait le jeu des grandes entreprises et supporté en premier les à-coups de la conjoncture. Certaines P.M.I. performantes se sont vues, par prise de participation, rapidement affiliées à des groupes.

Il faut tout de même traiter à part les quelques associations verticales qui relèvent de la logique des filières japonaises, où les relations de coopération se formalisent. Elles concernent 21 % des P.M.I. Cela est particulièrement vrai pour l'industrie lourde. Mais ces relations naissent des nécessités liées à la spécialisation coréenne.

De même, certaines relations commerciales se sont établies à l'export par l'intermédiaire de la dizaine de compagnies de commerce général (Hyundai, Lucky, Samsung, Daewoo...). Ces dernières, en offrant les services de leurs réseaux commerciaux internationaux, déchargent bon nombre de P.M.I. des difficultés de constituer un réseau export, soit en leur faisant payer le coût d'utilisation du réseau, soit en leur achetant directement leurs produits.

Cela étant, même si les relations entre grandes entreprises et P.M.I. s'orientent vers une coopération à la japonaise, elles resteront longtemps dominées par l'esprit de compétition.

On estime que près des deux tiers des dirigeants ont une formation d'origine commerciale et moins d'un tiers une formation d'origine technique, ce qui est à peu près l'inverse en France. Cette particularité pourrait expliquer en partie le caractère plus mercantiliste qu'industrialiste des P.M.I. coréennes.

A l'image du pays, ces entreprises forment en fait un monde dichotomique et dualiste. Deux secteurs sont à différencier. Un secteur traditionnel, qui représente environ 75 % des P.M.I. en majeure partie familiales. Un secteur moderne à capital intensif et à orientation technologique - où dominent les grandes en-

treprises, - qui utilise le secteur traditionnel principalement par la sous-traitance.

Les dirigeants des P.M.I. traditionnelles sont de type conservateur. Ils mènent leur entreprise par référence aux valeurs confucianistes (respect de la hiérarchie et de l'ancienneté, loyauté et paternalisme). Évoluant sur le marché intérieur, ils ne souhaitent pas vraiment développer leur entreprise. Ayant un comportement défensif, ils font tourner leur affaire surtout par souci de s'assurer un revenu confortable. Cependant, ces dirigeants cèdent progressivement la place à ceux du secteur moderne. Offensifs, ces derniers sont en effet d'un type promoteur, associatif et exportateur. Ayant généralement monté leur entreprise à plusieurs, ils se sont placés sur les secteurs prioritaires, notamment à l'exportation. Plus jeunes et plus dynamiques, ils se taillent rapidement des parts importantes du marché local et des marchés d'exportation. Diriger leur affaire est pour eux un moyen d'accomplissement personnel

par la recherche du succès, de l'exploit et du pouvoir.

## Objectifs à court terme

Toutefois, en dépit de ces deux types de motivation, il n'y a pas de différence fondamentale dans les modes de gestion, qui restent peu développés. Les mentalités sont largement influencées par la tradition socio-culturelle, et les dirigeants emploient plus ou moins les mêmes méthodes empiriques. Les objectifs essentiellement de court terme concernent l'accroissement du volume des ventes. Les stratégies s'appuient sur la compétition par les prix, et les politiques ne concernent que la marche au jour le jour. Les processus de décision sont avant tout basés sur l'expérience. La communication s'effectue sur des bases informelles, émotionnelles et de personne à personne. Les relations de l'organisation restent ainsi des relations de

(\*) Economiste.

maître à subordonnés, où le jeu consiste principalement à faire accepter des décisions déjà prises.

Dans ce contexte, l'encadrement, recruté plus par loyauté individuelle que par qualification, craint les responsabilités et s'exprime à travers une discipline favorisant la productivité. Dans l'ensemble très jeune, le personnel d'exécution est habitué depuis l'enfance à une discipline rigide qui lui a forgé un esprit grégaire. Il accepte des conditions de travail difficiles (huit à dix heures par jour, six jours par semaine, quelquefois logement sur place, vacances réduites à huit jours par an) et développe une grande attention à son travail avec adresse et bonne humeur. Il s'adapte rapidement à des outils de production généralement modernes mais souvent situés dans des installations rudimentaires.

L'expansion forcée du pays a entraîné dans bien des cas des programmes de sur-investissement peu couverts par l'autofinancement, en dépit des marges que peuvent encore s'offrir les entreprises coréennes. Le recours aux capitaux d'emprunt se traduit alors par le déséquilibre de nombreux bilans.

Les capitaux à moyen et long terme étant difficiles à obtenir, le court terme finance une partie des immobilisations. Souvent on fait appel au marché parallèle, où les crédits sont à des taux prohibitifs mais dont on compense l'incidence par des pratiques commerciales hors exploitation. Il en résulte de fréquentes tensions de trésorerie et donc des situations fragiles dans bien des cas.

Il reste que la Corée du Sud, qui traverse une période de réorientation et de restructuration, a acquis au cours des deux dernières décennies suffisamment d'atouts pour assurer son développement futur. Les atouts sont visibles et animent une sorte d'« économie de combat » axée sur la survie. Le consensus national existe à travers le dynamisme du patronat, la vitalité et la productivité de la main-d'œuvre, une politique d'assimilation des technologies modernes.

Il ne fait pas de doute que l'accent mis aujourd'hui sur les P.M.I. par les autorités aboutira tôt ou tard à une véritable renaissance de celles-ci.

Paris-Seoul sur Korean Air Lines.  
Le vol direct de toute beauté.

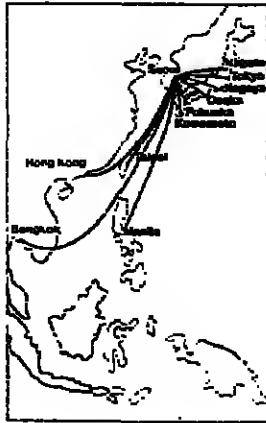
Seule Korean Air Lines vous offre des vols directs vers Seoul au départ de l'Europe : trois fois par semaine de Paris, tous les mardi, jeudi et samedi et deux fois de Zurich. Tous de toute beauté.

Vous choisissez la 1<sup>re</sup> Classe ? Partez de Paris ou en 747, de Zurich. Profitez du luxe et du confort de votre siège-couchette tout en cuir. Et dormez bien. Vous ne paierez aucun supplément.

Vous choisissez la classe affaires ? Sur Korean Air Lines, elle s'appelle Executive Service. Vous y disposez de la priorité d'enregistrement de la 1<sup>re</sup> Classe, d'une cabine réservée et tranquille à bord et d'un excellent service de repas et de boissons. Le tout pour le prix d'un billet Economie.

Aller directement et confortablement à Seoul, c'est bien. Mais continuer de la même façon vers toute l'Asie, c'est beau. Par exemple, en arrivant à Seoul à 15 h 30 vous repartez à 18 h vers Tokyo ou Osaka.

Vous le voyez, pour votre prochain voyage à Seoul ou en Extrême-Orient, Korean Air Lines a tout pour vous séduire. A commencer par l'hospitalité attentive et souriante de nos hôtesses en chima-chogori. Pour tous renseignements supplémentaires, contactez votre agent de voyages ou Korean Air Lines, 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : 261.51.74 ou 260.31.21.



**KOREAN AIR LINES**  
Soyez notre hôte très honoré.

## Quelques ouvrages...

MAX OLIVIER-LACAMP : *Le Matin calme, Corée d'hier et d'aujourd'hui* (Stock, 1976, 45 F). Histoire, langue, religion, développement économique et politique.

MAURICE LELONG : *La Corée intime* (La Table ronde, 1978, 58 F). Journal de voyages : premières impressions sur la vie quotidienne.

M. COVALD ET J.-M. LI : *Contes populaires de Corée* (P.A.F., 1978, 35 F). Variations sur le thème de la pièce titulaire (astuce du héros, type réticent...).

COURRIER DE L'UNESCO : *Corée, pays du matin calme* (UNESCO, 3,50 F). Les arts en Corée (peintures, calligraphies, poterie...).

PARK CHUNG HEE : *Corée : la voie du renouveau de la nation* (Stock, 1979). Conceptions politiques de Park Chung Hee concernant le développement économique de la Corée.

GÉRARD GUEZ : *Fêtes du monde : Asie* (Éditions du Montreux, 1980, 96 F). Calendrier complet des fêtes traditionnelles en Asie : costumes et rites auxquels chaque événement donne lieu.

LI OGG : *Histoire de la Corée* (Que sais-je ? 11 F). De la préhistoire à nos jours.

JACQUES PEZEU-MASSABAU : *La Corée* (Que sais-je ? 11 F). Aspects économiques. Vie et coutumes des Coréens.

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة الامم المتحدة" (United Nations Library).



هكذا من الأصل

LA TECHNOLOGIE, FACTEUR PRIVILÉGIÉ DU DÉVELOPPEMENT

Dans quatre ans, le nucléaire fournira le quart des besoins en électricité

par JEAN-MARIE CHEVALIER (\*)

DEPUIS le premier choc pétrolier de fin 1973, la Corée a dû faire face à une situation énergétique assez comparable à celle de la France : le pays ne possède en effet que des ressources nationales limitées et se trouve dans une situation de grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur, situation qui a pesé d'autant plus lourd que le rythme de la croissance économique maintenu pendant plusieurs années entraînait des taux élevés d'augmentation des consommations énergétiques : 12 % par an en moyenne sur la période 1960-1969, 8,3 % par an en moyenne sur la période 1970-1979.

La réponse coréenne à la crise de l'énergie a donc été, comme en France, la réduction de la dépendance pétrolière et le développement de sources alternatives, notamment du nucléaire.

En 1973, le système énergétique « commercial » reposait à plus de 60 % sur du pétrole importé d'Arabie Saoudite, du Koweït et d'Irak. Ce pétrole assurait en outre plus de 90 % de la production d'électricité. La facture pétrolière était supportable, car la Corée avait réussi une bonne pénétration commerciale dans ces trois pays (équipements, biens de consommation, génie civil), et la balance commerciale présentait un solde positif en sa faveur.

Le premier choc pétrolier a rompu cet équilibre sans arrière-pensée, pour autant la progression des consommations pétrolières dans un pays qui maintenait sa croissance, celles-ci doublèrent entre 1973 et 1979, passant de 13 à 28 millions de tonnes par an. Durant cette période, l'effet revenu l'emporta sur l'effet prix et rien ne parut pouvoir freiner l'augmentation de la demande.

Le second choc pétrolier est ressenti beaucoup plus durement puisqu'il correspond à une période où l'économie coréenne doit faire face à un ralentissement de la demande mondiale. En 1980, 1981 et 1982, le volume des consommations pétrolières diminue, ce qui entraîne des pertes dans l'industrie du raffinage. En janvier 1982, le gouvernement met en place un système de dérogation des prix des produits pétroliers qui autorise l'industrie à répercuter

sur le marché intérieur l'évolution des prix mondiaux : sur les six premiers mois de 1982, l'effet dollar fait augmenter de 6 % la facture pétrolière.

La Corée paraît donc encore très prisonnière du pétrole. En 1981, celui-ci comptait pour 60 % du bilan des énergies primaires. Un vaste programme d'exploration a été entrepris depuis quelques années, tant à l'intérieur du pays, où la Korean Petroleum Development Co se propose d'effectuer six forages en 1984, 1985, 1986, qu'à l'extérieur, en Indonésie notamment, dans le cadre d'un accord de trente ans passé entre la Kodeco et Pertamina. Une grande partie de ces travaux d'exploration sont financés par l'Etat.

Les énergies non pétrolières

Malgré la très grande rigidité de l'économie à l'égard du pétrole, il convenait de développer aussi vite que possible les énergies non pétrolières. La Corée dispose de faibles réserves de charbon. La production ne couvre pas les besoins de consommation du fait de l'absence de charbon à coke et de charbon vapeur. Depuis le deuxième choc pétrolier, les importations de charbon ont augmenté pour se substituer au fuel dans les usages vapeur. La part du charbon dans la production d'électricité devrait ainsi passer de 8 % à 17 % entre 1981 et 1986.

Le potentiel hydraulique est également limité. Son utilisation a peu pris compte jusqu'à présent, sa contribution à la production d'électricité de 12 % à 13 % d'ici 1986.

C'est donc vers le nucléaire que les Coréens se sont tournés, dès le début des années 70 avec la construction d'une première centrale Westinghouse de 580 MW qui est entrée en service en 1978 à Kori. Sept autres unités sont à l'heure actuelle en construction : l'une d'entre elles utilise la technologie canadienne (\*). Economiste, membre de l'Agence pour le développement de la coopération économique.

Candu (uranium naturel) ; les six autres sont des centrales à eau légère PWR Westinghouse. Quatre sont construites par Westinghouse et General Electric (G.E.) sur les sites de Kori et de Gyema, deux sont construites par Framatome sur le site d'Uljin. Toutes ces unités doivent entrer en service entre 1983 et 1989. Un appel d'offres international devrait être lancé en 1983 pour la construction de deux autres unités, ce qui porterait à dix le nombre de réacteurs en service en 1991 (contre quatre actuellement).

La contribution du nucléaire à l'électricité devrait ainsi passer de 8 % en 1981 à 27 % en 1986. Il pourrait être de 41 % en 1991. Les Coréens paraissent considérer qu'une part de 40 % à 50 % constitue un maximum au-delà duquel le dépendance vis-à-vis du nucléaire serait trop forte.

Ces chiffres nous amènent à une production d'électricité remarquablement diversifiée en 1986 : 35 % pétrole, 27 % nucléaire, 17 % charbon, 13 % hydraulique et 8 % gaz naturel importé (à partir de 1985) d'Indonésie. On mesure le chemin parcouru depuis 1973.

Il convient enfin de souligner que le deuxième choc pétrolier a donné naissance à un plan très volontariste d'économies d'énergie. Des circuits de financement publics ont été mis en place. On entend des résultats assez importants. Les industriels ont parfaitement compris que les économies d'énergie étaient un enjeu majeur de compétitivité.

Les préoccupations énergétiques coréennes rejoignent, dans bien des cas, celles que nous avons en France. De ce fait, de multiples occasions de coopération sont offertes. C'est le cas en particulier du nucléaire, industrie dans laquelle les Coréens sont particulièrement attentifs aux modalités de transfert de technologie, des économies d'énergie, de l'étude des potentialités énergétiques.

Le marché coréen est donc un enjeu pour l'industrie et la technologie françaises, une réelle volonté de diversifier les fournisseurs existant à Séoul.

Le difficile passage à une économie autocentrée

par CHARLES-ALBERT MICHALET (\*)

La Corée du Sud est généralement présentée comme le modèle des nouveaux pays industriels. Ses performances, jusqu'en 1980, permettent, en effet, de la placer au premier rang du palmarès des économies à industrialisation rapide : un taux de croissance de 10 % par an durant presque deux décennies ; un taux de sous-emploi qui passe de 8,2 % en 1962 à 3,8 % en 1979 ; un revenu par tête qui, pour la même période, s'élève de 82 à 1.597 dollars.

Ces résultats sont considérés par les économistes comme la récompense méritée du bon élève en économie internationale, les succès obtenus par l'économie coréenne étant interprétés comme l'aboutissement normal de l'application stricte de la théorie des avantages comparatifs.

La Corée du Sud a su choisir les spécialisations correspondant à sa dotation en facteurs, ne l'occurrence les industries à forte intensité de main-d'œuvre, la population active constituant sa ressource principale. Simultanément, ce pays est devenu l'exemple type des bénéfices du modèle de développement fondé sur la promotion des exportations. Le groupe des quatre - si l'on ajoute à la Corée, Singapour, Hongkong et Taïwan - incarne désormais le bon exemple à opposer aux « anciens » d'Amérique latine qui, pour lutter contre la « dépendance », s'essouffent à maintenir le schéma usé de la substitution aux importations. A tel point que certaines économies de cette région du monde ont tenté, avec des succès divers, de se mettre à l'unisson des nouveaux N.P.I. (nouveaux pays industrialisés). Mais par sa réussite même, la Corée du Sud suscite la peur. Elle fait peser sur les vieilles économies du nord la « menace industrielle » doublée d'un régime politique assez éloigné de la démocratie parlementaire.

Ce sont vraisemblablement tous ces facteurs qui ont joué pour l'écarter de la liste des candidats aux expériences de codéveloppement, en dépit, ou à cause, d'un « rating » qui fut excellent il y a quelques années auprès de la communauté bancaire internationale. Et si la réalité du modèle coréen ne correspondait pas tout à fait aux idées reçues ? Et si la Corée, d'étant pas ce que l'on croit, la notion de codéveloppement pouvait y rencontrer un écho ?

L'image que l'on se fait habituellement de ce pays correspond à une phase révolue de son histoire, qui s'est achevée en 1973 (1). Depuis, on a assisté à un retournement du processus d'industrialisation vers le marché intérieur. Jusqu'aux difficultés nées des tensions politiques et sociales et de la crise mondiale, à partir de 1979-1980, l'économie coréenne a connu une magnifique remontée des filières de l'aval - initialement tournée vers les

absolus. Entre les gadgets superflus et les produits correspondant aux besoins essentiels, il existe une marge à reconstruire où la coopération entre les N.P.I. et des économies du type de l'économie française pourrait être mutuellement bénéfique.

La Corée commence aussi à prendre une conscience aiguë des risques entraînés par la poursuite d'une croissance dépendante de la demande mondiale, cela alors que la crise se prolonge. L'idée d'une coopération programmée à moyen et long terme sur un mode bilatéral peut paraître plus raisonnable que la concurrence à court terme avec les pays industrialisés dans la logique d'un jeu à somme nulle. Et cela d'autant plus que le maintien de sa compétitivité internationale, compte tenu de sa spécialisation, exigera la maîtrise d'un faible niveau de vie au risque de bloquer la demande interne et de déclencher des tensions sociales très fortes. Enfin, l'extrême dépendance de la Corée vis-à-vis du financement international privé ne pourra pas se perpétuer très longtemps, alors que les banques internationales sont en train de réévaluer drastiquement leurs risques-pays.

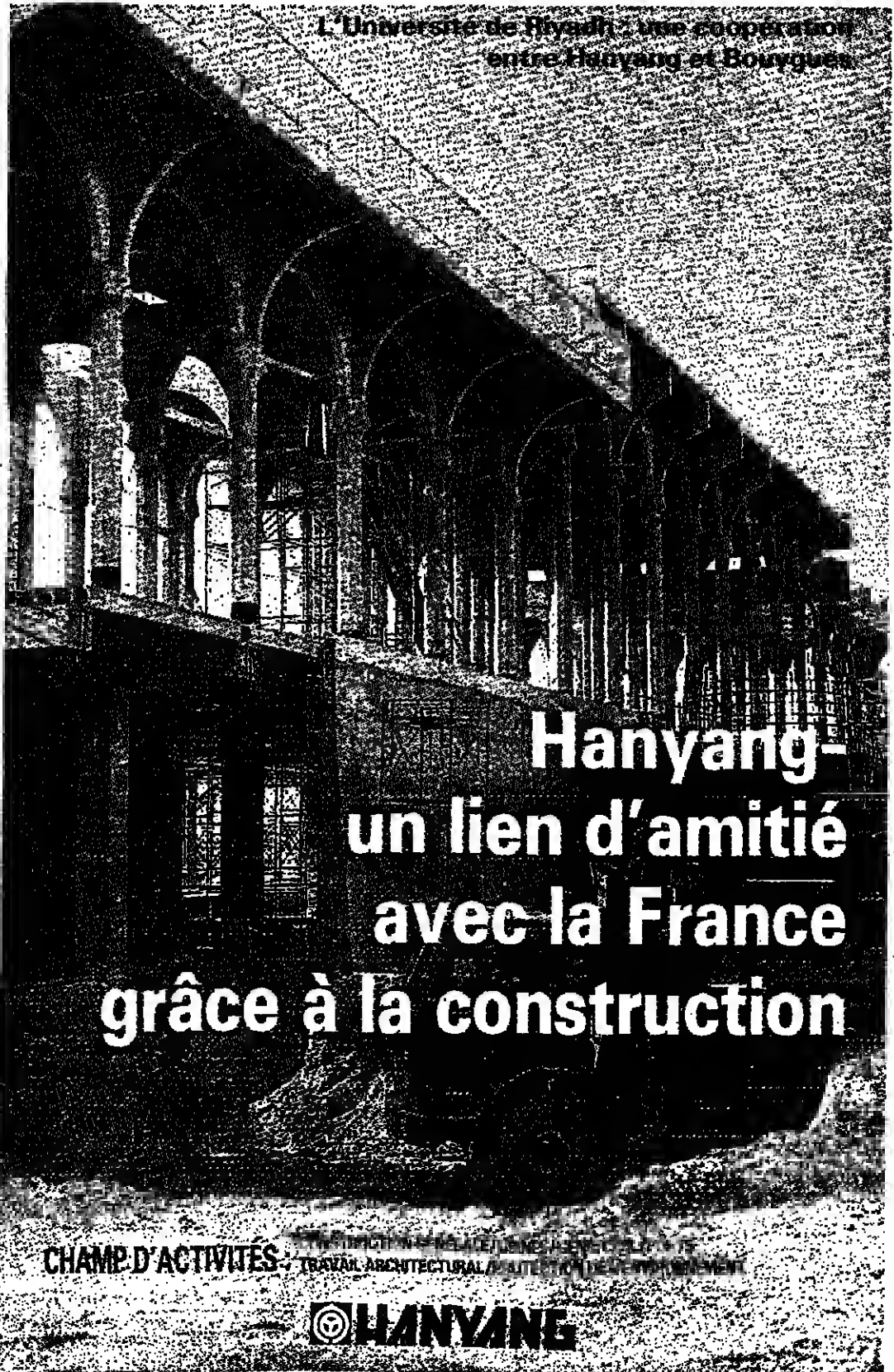
De ce fait, confrontée à la plénitude des prêts et à la difficulté de peser les exportations concurrentielles, la Corée devrait accueillir favorablement l'idée d'investissements conjoints avec des firmes étrangères au sein de filières industrielles. Il ne s'agit pas de réintroduire sous un autre habitillage les modalités insalubres de la sous-traitance, mais plutôt de mettre en place un processus productif de produits anciens et nouveaux. Ceux-ci pourraient être commercialisés sur les marchés des deux partenaires, mais aussi sur des marchés tiers. Dans cette perspective, l'expérience coréenne sur les marchés asiatiques serait extrêmement utile. Un ajustement industriel progressif pourrait s'échouer qui serait bénéficiaire aux deux pays, car il renforcerait simultanément leurs capacités compétitives, devenant associées et non plus rivales.

Devant la déconscience qui s'ouvre, le modèle de promotion des exportations, dont on a fait, à tort ou à raison, le secret de l'industrialisation rapide pour les économies moins développées, va être remis en question. Une nouvelle conception du modèle de substitution aux importations se cherche : un développement, endogène ou autocentré, version périphérique du thème français de la reconquête du marché intérieur. La Corée a déjà esquissé ce retournement stratégique.

L'idée de codéveloppement qui pourrait fournir un cadre pertinent aux nouvelles modalités d'une interdépendance Nord-Sud dans la crise ne doit pas rester un exercice de rhétorique.

(\*) Economiste et membre de l'Agence pour le développement de la coopération économique.

L'Université de Hanyang : une coopération entre Hanyang et Bouygues



Hanyang - un lien d'amitié avec la France grâce à la construction

CHAMP D'ACTIVITES : TRAVAIL ARCHITECTURAL / MATERIEL / EQUIPEMENT

© HANYANG

Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75417 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 788 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER  
(par messageries)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : ces abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les notes propres en capitales d'imprimerie.

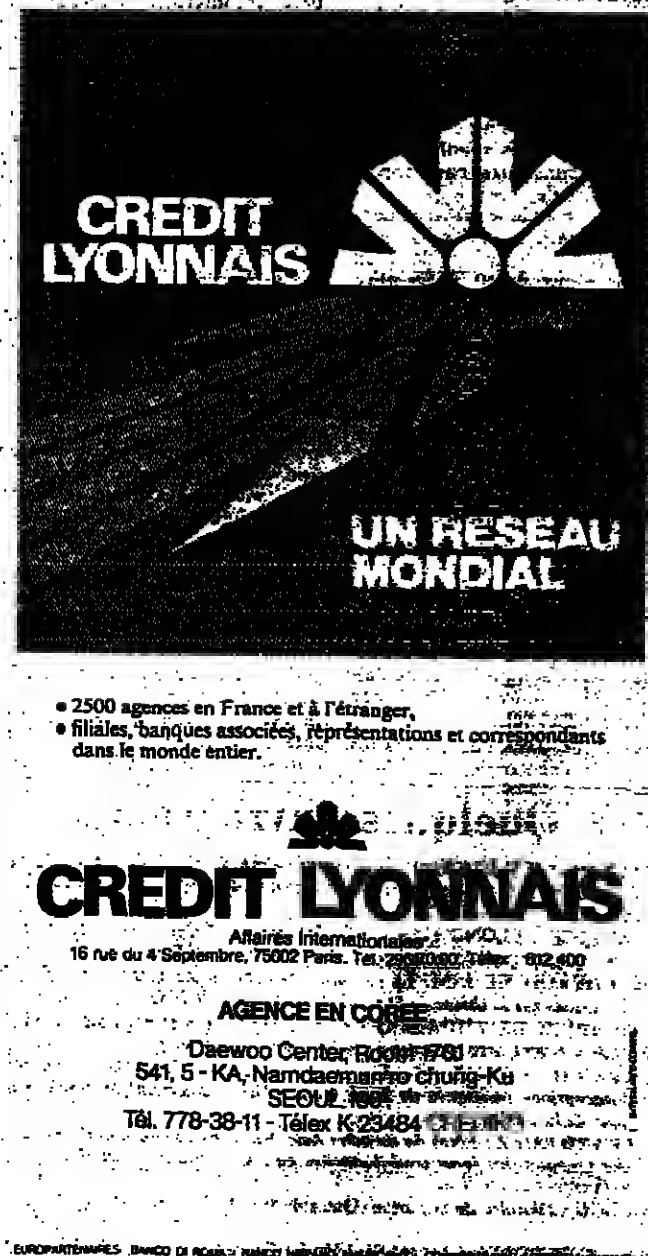
Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauvois (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)

Impression : du Monde - Paris-LX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 337.  
ISSN : 0395-2037.

CREDIT LYONNAIS



UN RESEAU MONDIAL

- 2500 agences en France et à l'étranger,
- filiales, banques associées, représentations et correspondants dans le monde entier.

CREDIT LYONNAIS

Affaires Internationales  
16 rue du 4 Septembre, 75002 Paris. Tél. 01 42 96 20 00

AGENCE EN CORÉE

Daewoo Center, Room 701  
541, 5 - KA, Namdaemun-gu, Seoul 150-800  
Tél. 778-38-11 - Télex K25484



d'une nouvelle croissance

UN EFFORT IMPOSSIBLE A MENER SEUL

A la recherche de nouveaux partenaires

par PARK SUNG-SANG (\*)

JUSQU'À présent, la technologie étrangère a été introduite en Corée beaucoup plus grâce au système d'achat de licences que sous forme de joint-ventures. Cette tendance a commencé à se renverser. Le gouvernement coréen encourage les transferts de technologie à partir des pays avancés par divers systèmes d'incitation. Il est grand temps pour la Corée et la France de renforcer leur coopération dans le domaine des transferts technologiques. De plus, le gouvernement a annoncé récemment son intention de diversifier, dans toute la mesure du possible, l'origine géographique des technologies importées au cours de la période couverte par le cinquième plan quinquennal (1982-1986), et cela, en vue de réduire sa forte dépendance à l'égard du Japon et des États-Unis.

Les milieux d'affaires coréens sont bien informés des technologies françaises de pointe ainsi que de celles utilisées par les petites et moyennes entreprises. Ils sont désireux de les introduire en Corée. Certaines technologies françaises sont déjà bien implantées dans le pays, dans le secteur de l'énergie nucléaire notamment. Il faut noter, cependant, que les transferts de technologie française ont jusqu'ici été limités à l'énergie et aux équipements collectifs.

C'est la raison pour laquelle je pense qu'un grand pas doit encore être fait dans le domaine de la coopération technique entre nos deux pays et, à cet effet, des joint-ventures franco-coréennes apparaissent extrêmement souhaitables pour la production de biens d'équipement

et de biens de consommation durables, en particulier des appareils électroniques tels que le V.T.R. Le V.T.R., fabriqué entièrement en France, s'avère difficilement compétitif en raison de son prix élevé, alors que la Corée dépend actuellement du Japon pour la technologie de fabrication du V.T.R. Cela m'incite à croire que certains produits de consommation durables et des biens d'équipement fabriqués par la main-d'œuvre coréenne avec la technologie française se vendront bien, avec des prix relativement bon marché et la qualité la meilleure sur les marchés tant intérieur que mondial. Je suis persuadé que pour ces produits-là, les débouchés ne manquent pas. La Corée est un grand marché avec une population de trente-huit millions d'habitants. La Chine populaire, avec le revirement graduel de sa politique économique en faveur des biens de consommation, deviendra un jour un débouché immense. D'autres pays d'Asie du Sud-Est sont toujours à la recherche de biens compétitifs tant par leur prix que par leur qualité.

La coopération technique franco-coréenne est bien partie, mais il y a encore de grandes potentialités à exploiter dans ce domaine. C'est aux chefs d'entreprise français et coréens qu'il appartient d'élaborer des projets concrets de joint-ventures. Il revient aux gouvernements de ces deux pays de créer un climat propice, notamment sous forme d'incitations fiscales ou autres.

(\*) Président du KITI (Institut coréen de l'économie industrielle et de la technologie).

La Corée du Sud en chiffres

- Superficie : 98 859 km<sup>2</sup>.
- Surface agricole utile : 23 %.
- Population : 36,1 millions d'habitants (1980).
- Population active : 14,5 millions.
- Population employée : 13,7 millions.
- Dont agriculture, forêt, pêche : 34 %, mines, industries : 22,6 %, services : 43,4 %.
- Densité : 350 habitants au km<sup>2</sup>.
- Monnaie : won, 1 dollar = 700 won (1981).
- PNB : 61,8 milliards de dollars (1981).
- Agriculture, forêt, pêche : 16,8 %.
- Mines, industries : 30,3 %.
- Services : 50,9 %.
- PNB par habitant (1981) : 1 650 dollars.
- Principales productions (1979).
- Agriculture : 8 millions de tonnes (5,5 millions pour le riz).
- Pêche : 2,5 millions de tonnes.
- Industrielles : Acier : 8 millions de tonnes. Ciment : 16 millions de tonnes. Énergie : 40,5 millions de tep.

Commerce extérieur

- Le commerce extérieur représente 77 % du PNB en 1981.
- Importations : 26,1 milliards de dollars.
- Par secteurs : Pétrole et matières premières : 16,3 milliards. Biens d'équipement : 6,1 milliards. Produits alimentaires : 2,3 milliards. Biens de consommation (non alimentaires) : 0,8 milliard.
- Par provenance : Japon : 24,3 %. États-Unis : 23,1 %. Arabie Saoudite : 13,8 %. Koweït : 6 %.
- Exportations : 21,2 milliards de dollars.
- Par secteurs : Industrie légère : 10 milliards de dollars. Industrie lourde : 9,1 milliards de dollars. Produits alimentaires : 1,5 milliard de dollars. Matières premières : 0,6 milliard de dollars.
- Par destinations : États-Unis : 26,6 %. Japon : 16,4 %. Hongkong : 5,4 %. Arabie Saoudite : 5,3 %. R.F.A. : 3,7 %.

NUMERO SPECIAL

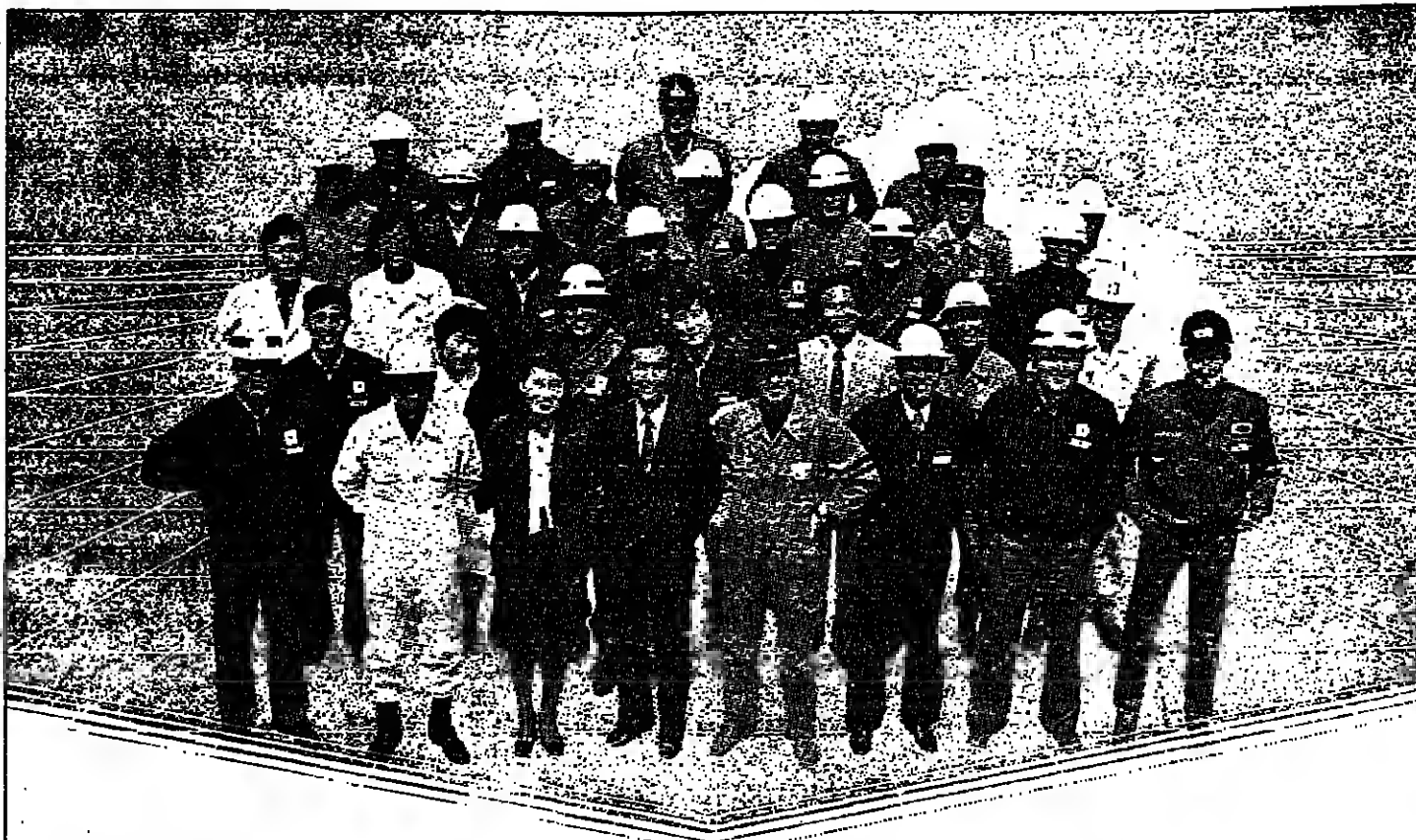
LE LIBAN

MORT ET RÉSURRECTION  
Histoire et bilan de sept ans de conflit  
Un point de rencontre  
entre l'Occident et le monde arabe

Le Monde  
dossiers et documents

OCTOBRE 1982

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX 5 F



DES ASSOCIÉS DYNAMIQUES ET CAPABLES  
prêts à garantir votre satisfaction

Un facteur principal régit les possibilités de succès d'une société et la satisfaction de sa clientèle: l'attitude de son personnel.

Hyundai adhère au principe que la réussite est un objectif réalisable.

Hyundai recherche les personnes les mieux adaptées à chaque poste, qu'il s'agisse d'un emploi de bureau ou d'un service technique, afin que les décisions soient prises de manière professionnelle.

Nous cherchons ensemble à maintenir la réputation d'excellence qui est maintenant la marque de la société Hyundai: excellence dans des domaines tels que la construction, l'industrie lourde, les machines, les automobiles et les transports maritimes. L'effectif de Hyundai qui compte 150 000 personnes dynamiques est fier de son travail et de l'organisation à laquelle il participe.

Quand vous traitez avec Hyundai, vous traitez avec nous. Et c'est avec plaisir que nous travaillerons avec vous.

ENTREPRISES:

Technique et construction; matériaux de construction; constructions et réparations navales; navigation; automobiles; matériel électrique; matériel roulant; ter et acier; équipement industriel; containers; canalisations métalliques; commerce international.

HYUNDAI

CPO Box: 8943 Seoul, Korea.  
Telex: HDCORP K231757  
HYUNDAI K23111/5  
PARIS OFFICE:  
B.P. 123 TOUR MAINE  
MONTRARNASSE 33, AVENUE  
DU MAINE 75755 PARIS  
CEDEX 15  
Phone: 538-6776, 6841



Pollinisation industrielle

Plantez, semez, prospérez, épanouissez-vous dans un vaste jardin d'activités commerciales et industrielles florissantes. Un jardin extraordinaire. Le nôtre.

Le Groupe qui ose entreprendre

- Commerce et négoce
- Construction navale
- Construction mécanique
- Textiles
- Développement de l'énergie et des matières premières
- Matériel lourd de chantier
- Construction et bâtiment
- Usines clés en main
- Produits chimiques
- Financements

DAEWOO

DAEWOO CORPORATION  
C.P.O. BOX 2810, 8289 SEOL, KOREA  
TLX: DAEWOO K2341-5, DWDEV K2444, K2288

BUREAU DE PARIS  
Daewoo France S.A.R.L. Centre Seine T41 23 Rue Linois  
75015 Paris, France Tel 575-1530, 577-9713 Th DAEWOO  
250837 F

مكتبة الامم المتحدة



هكذا من الأصل

Le Monde

# politique

## Les relations entre communistes et socialistes

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a invité les socialistes, jeudi 7 octobre, à « se battre pour leur politique », en gardant à l'esprit que « personne ne se battra à leur place ». Cette façon de mettre l'accent sur les responsabilités qui incombent aux socialistes a pour effet de relativiser celles qui reviennent aux communistes dans le soutien de la politique gouvernementale. Le premier secrétaire du P.S. tient compte du fait que les orientations mises en œuvre n'appartiennent pas en propre au P.C.F., et il semble admettre le droit de celui-ci à annoncer son adhésion. Encore faut-il, a souligné M. Jospin, que les commu-

nistes aient « une vision globale » de cette politique et évaluent avec réalisme ses chances de succès, en n'oubliant pas qu'il pâtiraient de son échec autant que le P.S.

Après la mise en garde du bureau exécutif du P.S., le premier secrétaire a montré qu'il entend, comme les communistes eux-mêmes, dédramatiser le différend survenu à propos du financement de la Sécurité sociale. Les dirigeants du P.C.F. cherchent à mobiliser leurs militants en leur donnant pour cible les risques de déviation droite qui menaceraient la

politique de la gauche. M. Jospin estime que la meilleure réplique, pour le P.S., consiste à mobiliser, lui aussi, ses militants pour démontrer que cette politique est conforme à leurs engagements et qu'elle garantit la réalisation de leur programme.

Cette attitude correspond aux explications de la phase actuelle données par M. Mitterrand le 27 octobre à Figeac. Un an après avoir tracé la perspective du « socialisme à la française », le chef de l'Etat avait indiqué que celui-ci « n'est pas sa bible ». En d'autres termes, les mesures qu'impose la situation

doivent être rapportées à l'objectif de réussite qui s'impose à la gauche.

Le P.C.F., qui avait mis le « socialisme à la française » au centre de son congrès de février, ne peut renoncer à ce mot d'ordre. M. Charles Fiterman, qui, dans *Révolution*, plaide pour la « solidarité dans l'action », souligne que c'est ainsi qu'il faut « construire le socialisme à la française ». Il y a donc là une nuance, dont M. Jospin ne s'alarme pas. Le premier secrétaire du P.S. s'en remet à l'expérience des faits.

PATRICK JARREAU.

### LA CAMPAGNE D'EXPLICATION DU P.S.

#### M. JOSPIN : « Le seul programme de la droite, c'est le nôtre, pour le défaire »

M. Lionel Jospin a lancé, jeudi 7 octobre, au cours d'une conférence de presse, la campagne de mobilisation et d'explication du parti socialiste pour soutenir la politique de la gauche. « Nous pensons être à un moment clé de notre action », a souligné le premier secrétaire du P.S., avant d'ajouter : « Le succès du plan économique et social du gouvernement est un enjeu décisif pour le pays ».

M. Jospin a expliqué que l'opinion « hésite encore » et que l'intervention du P.S. doit la conduire à se rallier au programme gouvernemental. « Si nous réussissons à convaincre les acteurs de la vie économique de s'engager dans le processus de désinflation actuel, ce sera peut-être un tournant dans l'histoire économique du pays », a également déclaré M. Jospin, avant de préciser : « Il s'agit d'espérer réellement la réconciliation de la gauche et de l'économie ».

#### « Ne pas hésiter à rappeler l'héritage »

Le leader socialiste a ensuite insisté sur la nécessité, pour les socialistes de contrer les arguments de l'opposition. « Il y a besoin d'explication », a-t-il notamment ajouté. « Il faut être certes attentifs et critiques, mais il nous faut aussi être offensifs. Or c'est d'abord aux socialistes de se battre pour leur politique. Personne ne se battra à leur place ».

« Pour ne pas battre, il faut d'abord montrer que les difficultés sont partout dans le monde occidental, du moins dans les pays de structures comparables aux nôtres. Il faut aussi démythifier le coup qu'essaye de nous faire la droite en présentant la France comme un îlot de difficultés qui seraient dû à la gestion des socialistes, alors que ces difficultés existent partout. Il faut enfin ne pas hésiter à rappeler l'héritage des nos prédécesseurs ».

« Je suis en désaccord avec l'idée qu'une telle attitude ne passe plus dans l'opinion. Au contraire. La droite a tendance à pratiquer un terrorisme verbal qui vise à nous empêcher de mettre en lumière l'héritage, et elle voudrait nous faire endosser cet héritage alors que nous ne sommes au pouvoir que depuis quinze mois. Je rappelle d'ailleurs que, pendant des années, la République n'a cessé de dénoncer les tares de la IV<sup>e</sup> République au mépris de vérités historiques ».

Au chapitre de l'héritage, le premier secrétaire du P.S. a incité les socialistes à rappeler que la politique conduite par M. Jacques Chirac entre 1974 et 1976 a été « catastrophique » car il y a eu de la part de celui qui était alors premier ministre « un refus de prendre en compte les réalités ».

#### Une délégation du P.S. se rendra en Union soviétique en décembre

M. Jacques Huntzinger, secrétaire national adjoint du P.S., chargé des relations internationales, a annoncé, jeudi 7 octobre, la reprise prochaine du dialogue entre les socialistes français et le parti communiste d'Union soviétique, après une suspension d'un an, due aux événements de Pologne. « Ce dialogue est une nécessité politique et ne doit pas être le monopole des autres formations de la social-démocratie », a déclaré à la presse, M. Huntzinger. Il a souligné que, après l'éviction du S.P.D. du pouvoir, à Bonn, le P.S. français devient le « plus important parti au pouvoir » au sein de l'Internationale socialiste et que cette situation lui confère des « responsabilités nouvelles ».

M. Huntzinger a annoncé qu'une délégation du P.S. assistera, le 21 décembre prochain, aux cérémonies organisées à l'occasion du soixantième anniversaire de la fondation de l'Etat soviétique. Il a indiqué que les entretiens entre les représentants des deux partis porteront, principalement, sur la « la sécurité et le désarmement », à propos desquels des « divergences », a-t-il dit, existent entre les deux formations.

« Je trouve donc inacceptable que cet homme-là puisse nous donner des leçons de rigueur et de responsabilité », a ajouté M. Jospin, avant de préciser : « Quant à M. Barre, il a conduit à certains égards une politique de rigueur mais celle-ci était à sens unique : il pratiquait l'austérité anti-sociale. Il faut montrer au contraire que notre politique est équilibrée, car elle ne renonce pas à la justice sociale ».

Enfin, M. Jospin a invité les socialistes à développer l'idée que l'attitude de la droite « est purement négative et destructrice ». « Le seul programme de la droite, c'est le nôtre, pour le défaire », a-t-il conclu.

Interrogé sur les relations entre socialistes et communistes et sur les récentes déclarations de M. André Lajoinie, le premier secrétaire du P.S. a souligné : « Il ne faut pas figer le débat. Il faut examiner les propositions du P.C. pour leur valeur intrinsèque et en débattre avec eux. Mais il est clair que le « y a qu'à » ne peut pas fonctionner très bien. Car il n'y a pas de solution miracle et il faut donc dire au P.C. : il faut avoir une vision globale des choses. Il faut montrer aux communistes qu'il faut juger la globalité de la politique et de ses chances de succès et surtout leur rappeler que l'alternative sera entre la gauche et la droite et non entre la gauche et la gauche ».

#### « Les rentes de situation ne sont pas bonnes »

Interrogé sur le souhait exprimé par M. Georges Marchais de voir des listes d'union se constituer en vue des élections municipales autour des maires sortants, M. Jospin a répondu : « Nous ne pouvons pas serrer cette idée. Les rentes de situation ne sont pas bonnes en économie. Elles le sont encore moins en démocratie (...). Nos positions sont a priori que partout où nos candidats sont passés, lors de récents scrutins, devant les élus communistes, ils devront conduire les listes d'union. Sauf exceptions dont nous discuterons avec nos partenaires. Là où ce n'est pas le cas. Les socialistes n'ont pas à revendiquer la tête de liste, sauf, là encore, situation exceptionnelle ».

Après avoir précisé qu'il serait lui-même candidat aux élections municipales dans le dix-huitième arrondissement de Paris, M. Jospin a souligné que les listes d'union « qui sont une tradition très ancienne » dans la capitale « soient élargies ».

Cet élargissement va-t-il jusqu'à inclure M. Henri Fiszbin et ses amis, lui a-t-on demandé ? M. Jospin n'a pas voulu trancher un débat qui est,

selon lui, du ressort des fédérations des partis, mais il a ajouté : « Cet homme [M. Fiszbin] a pris sa part de la victoire de 1981. C'est un homme qui s'est toujours situé à gauche et qui a joué un rôle en faveur de l'union. Je ne voudrais pas qu'il en soit aujourd'hui victime ».

Interrogé également sur la récente polémique qui a opposé, au sein des instances dirigeantes du parti, M. Jean Popereux aux représentants du CERES et du courant Rocard, M. Jospin a répondu : « Ce qui est valable pour les communistes l'est aussi pour les socialistes : nous sommes engagés pour le moment dans une vaste campagne autour de la politique gouvernementale. Cela dit, s'il faut un débat politique il aura lieu. Mais il ne faut pas qu'il y ait des imputations réciproques. J'affirme que, s'il y a des problèmes d'hommes, j'en fais mon affaire, car il faut que la direction du P.S. fonctionne de façon saine ».

An cours de cette conférence de presse, M. Jospin a également brièvement évoqué la question du pouvoir d'achat — il souhaite que le niveau de vie des salariés faibles et moyens, qu'il situe jusqu'à 5 000 francs par mois, soit maintenu — ainsi que les problèmes de sécurité.

A cet égard, il s'est dit « frappé » de voir que le maire de Paris n'a conduit, selon lui, dans la capitale, « aucun travail de prévention ». Il a réaffirmé que, selon les socialistes, il faut agir sur les questions de sécurité à la fois par la répression et par la prévention.

J.-M. C.

#### M. Fiterman : la solidarité dans l'action gouvernementale est conforme à ma sensibilité communiste

M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., souligne dans une interview que publie l'hebdomadaire communiste *Révolution*, daté 8-14 octobre, que la gestion gouvernementale s'emploie à « tout faire pour tirer parti des possibilités nouvelles de progresser vers l'amélioration de la situation des gens et du pays » et qu'elle ne s'est pas orientée vers la « gestion de la crise », au sens que l'on donne à cette expression.

« Si nous avions géré la crise », ajoute M. Fiterman, nous irions allègrement vers les trois millions de chômeurs, voyez l'Angleterre ; l'inflation tournerait autour de 15 % ; on continuerait la politique de déclin de notre potentiel économique. Dans mon secteur, on réduirait les effectifs ; on réduirait le service public ; on aggraverait les conditions de travail. Nous avons fait des pas dans la direction opposée, la bonne direction. Ces pas sont encore portés, limités. Certes, il s'agit donc de continuer. Avec d'autant plus de détermination, d'obstination qu'il y a la gravité de la crise, le poids de l'environnement international, les dégâts accumulés au long des années, les pressions qui s'exercent ».

A ceux qui estiment que l'on veut aller trop vite et trop loin, le ministre répond : « La gestion de la droite a enfoncé le pays dans l'ornière. Nous essayons de l'en arracher. Ceux dont vous parlez tirent argument du fait que la boue nous colle encore aux jambes pour nous demander de replonger... dans le bouillier. Raisonnablement de Gribouille ».

Raisonnement politique, parce qu'en agissant ainsi nous leur donnons raison... » à titre posthume » et « les mêmes causes produisant les mêmes effets » nous nous préparons la même déconvenue ».

Le ministre des transports juge la situation présente différente de celle de la libération (« Il ne s'agit pas de travailler plus, mais mieux », dit-il), mais il ajoute que les deux démarches du P.C.F., celle qu'il avait adaptée en 1946 et celle d'aujourd'hui, ont « quelque chose de commun, c'est le sens des responsabilités nationales ». M. Fiterman souligne, d'autre part, que les règles de l'action gouvernementale autorisent la contribution au débat dans l'élaboration des décisions. Je m'efforce d'apporter cette contribution, déclare-t-il. Naturellement, le moment venu, le premier ministre ou le président de la République tranchent. On sait que la Constitution leur donne le pouvoir de décider, « un pouvoir d'arbitrage », comme on dit. Ensuite, doit prévaloir la solidarité dans l'action. Il s'agit pour moi, comme pour les autres ministres, en prenant en compte le respect nécessaire de ces règles, de me déterminer en fonction d'une appréciation globale de ce qui est fait, de l'évolution des choses et de mes propres possibilités d'action.

« Se comporter ainsi est tout à fait conforme à ma sensibilité communiste », ajoute-t-il. On a trop souvent présenté, et on présente encore, les communistes comme de stricts contestataires, d'éternels opposants, des champions du « tout blanc ou tout noir ». C'est une caricature.

### Au Palais-Bourbon

## Semaine sans joie pour la majorité

Il y a des jours, des semaines comme ça : parsanna n'est content. Trois exemples, trois sujets de mécontentement : la nomination des parlementaires dans les conseils d'administration des sociétés nationales de radio et de télévision, le projet de loi visant à élargir par une amnistie totale les dernières séquelles de la guerre d'Algérie, la réforme de l'Ecole nationale d'administration...

C'était simple, et puis c'est devenu compliqué : au départ il y a seize postes à pourvoir dans les conseils d'administration des sociétés nationales de l'audio-visuel. Huit pour l'Assemblée, huit pour le Sénat. A l'Assemblée, le groupe socialiste avait fait ses comptes (voir le *Monde* du 1<sup>er</sup> octobre) : cinq pour le P.S., un seul pour le P.C., un pour l'U.D.F., un pour le R.P.R.

Evidemment, le groupe communiste n'était pas très content. M. Hage (P.C.) n'était même pas content du tout. Titulaire jusqu'à présent du siège à Antenne 2, il se voit proposer celui de TF 1, parce que M. Joxe, président du groupe socialiste, ne serait pas mécontent de parler un peu avec M. Desgrupes, P.-D.G. d'Antenne 2. On le sait : ce que M. Joxe veut, il l'aura...

Donc deux sièges pour l'opposition. Pour les socialistes, le calcul n'est valable que si, au Sénat, la gauche obtient trois des huit sièges à pourvoir, ce qui est une assez bonne application de la représentation proportionnelle entre majorité et opposition de la Haute Assemblée. Malheureusement, les sénateurs ne calculent pas de la même façon : six sièges à la droite, deux à la gauche. Plus exactement, deux sièges pour les socialistes. Plus précisément, deux sièges attribués normalement à MM. Jacques Carat et Jules Faigt. Ce n'est pas, de la part de la droite du Sénat, un souhait, mais un diktat. Rien ne va plus...

« Comment ! non seulement ils ne nous laissent que deux sièges, mais en plus ils veulent choisir leurs titulaires ! » Les socialistes ne sont pas contents du tout. Quant aux communistes... Bref, la nomination des parlementaires dans les conseils d'administration, qui devait être rendue publique jeudi 7 octobre, ne le sera que jeudi 14.

Les choses étant ce qu'elles sont, il fallait attendre le retour de M. Joxe, qui se trouvait en U.R.S.S. avec une délégation parlementaire. Abrégeant son séjour, M. Joxe est revenu... jeudi 7 octobre, à l'Assemblée nationale (les entretiens avec M. Ponomarev étaient terminés). Il s'est entretenu avec les responsables du groupe communiste.

M. Joxe comprend bien leur mécontentement : il est même d'accord pour leur accorder un deuxième siège, mais il le prendra 7 et puis, autant le nom de M. Faigt ne pose pas de problème, autant M. Carat en soulève... De toute façon, c'est une question de principe : pas de diktat ! Il y a bien un moyen : en rétorsion, prendre un siège à l'opposition de l'Assemblée et l'offrir au P.C. Quel embarras ! Enfin, les négociations se poursuivent...

#### Les « séquelles » de la guerre d'Algérie

Les « séquelles » de la guerre d'Algérie ? C'est quoi... ce sont de grosses « séquelles », les huit officiers généraux qui avaient conduit le combat de l'Algérie française contre le général de Gaulle... (Voir le *Monde* du 30 septembre). Disons-le, il s'agit de « passer l'éponge » sur les agissements d'officiers « fidèles », d'officiers qui ont pris les armes contre le gouvernement de la République. C'est cela qui provoque le « mécontentement » des députés communistes et de nombreux députés socialistes. Le groupe communiste ne votera pas le projet de gouvernement, si celui-ci n'est pas amendé. Dans trois directions : pas de réintégration dans le corps de carrière pour les officiers généraux « putschistes » ; pas d'amnistie pour les « crimes de sang » ; parité d'amnistie pour les condamnés au moment de la guerre d'Indochine.

Au groupe socialiste, le « mauvais » sujet de mécontentement, c'est M. Courrière. Le secrétaire d'Etat chargé des rapatriés est venu, mardi 5 octobre, devant les députés socialistes pour défendre son projet. Il aurait mieux fait de s'abstenir... C'est que M. Courrière

se sent des talents d'historien : il réécrit l'histoire à sa façon. C'est du moins le sentiment des députés socialistes. Plein de bonne volonté, le secrétaire d'Etat a expliqué que ces « soldats perdus » avaient, en quelque sorte, des excuses, parce qu'ils croyaient en ce qu'ils faisaient, et qu'ils étaient confrontés à un pouvoir autoritaire. Bref, il fallait passer l'éponge.

Le mécontentement de son auditoire n'est exprimé en termes vifs, mais contradictoires. Les plus ulcérés estiment que M. Courrière a dit très exactement ce qu'il pense, et que c'est passablement inquiétant. Les plus conciliants sont prêts à tout « effacer » — comme, apparemment, tous les membres du gouvernement, — mais jugent que l'augmentation du secrétaire d'Etat est insupportable, et qu'il faut le faire savoir.

Le groupe socialiste votera le texte du gouvernement. Mais il hésite encore sur la manière d'exprimer son mécontentement : un seul porte-parole qui prononcerait une intervention « musclée » ? Aucune intervention ? La réflexion se poursuit...

#### La « troisième voie » de l'ENA

C'était dans la nuit de mardi 6 à mercredi 7 octobre : M. Le Pors, ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, défendait son projet sur la réforme du recrutement de l'ENA. La « troisième voie », que crée le projet, permettra à des membres d'associations, d'organisations mutualistes, à des syndicalistes et, des élus locaux d'entrer par la petite porte, dans la prestigieuse école. Les élèves, eux, entreront par le concours externe, les fonctionnaires, par le concours interne. Le débat se déroulera normalement. Dans l'hémicycle, le représentant du cabinet du premier ministre veillait, à tout hasard.

Mais le débat s'animait. A minuit, le représentant de l'hôtel Matignon avait somnolé... Il est allé se coucher. Erreur ! A deux heures du matin, c'était l'incident : les socialistes proposaient deux amendements plus que délicats. Le premier, accepté par la commission, prévoyait que les fonctionnaires de

Les communistes ont vocation à construire, à gérer, à gouverner, et pas seuls, dans l'union avec tous ceux qui sont intéressés et nécessaires à la réalisation du progrès. Construire ainsi une société nouvelle, le socialisme à la française, c'est même tout le sens de leur combat.

Révolution, qui renouvelle sa formule, afin d'être, selon M. Guy Herminier son directeur, « au plus près de l'actualité », accompagne l'interview du ministre des transports d'un large « bandeau » sur deux pages : « Charles Fiterman, homme d'Etat et militant ». Ce numéro de lancement de la nouvelle formule de l'hebdomadaire a été tiré à cent cinquante mille exemplaires.

#### UN COMITÉ CENTRAL DU R.P.R. SUR LA « RÉGRESSION SOCIALE »

Le prochain comité central du R.P.R., le 20 novembre à Paris, sera exceptionnellement ouvert à la presse et consacré à « l'examen de la situation économique, de la régression sociale et des problèmes des entreprises ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du mouvement, a précisé : « Il est temps de mettre le projecteur sur la poursuite de la dégradation économique et sur la régression sociale. Il est paradoxal que le P.C.F. essaie de récupérer un mécontentement dont il doit assumer l'entière responsabilité ».

M. Pons a annoncé le lancement à la fin du mois par le R.P.R. d'une « grande souscription nationale ».

LA

Suspension de séance, négociations : les socialistes, ébranlés par les arguments du ministre, étaient pourtant sûrs de leur bon droit : « Matignon », au cours d'un entretien interministériel, avait donné son accord. Pas du tout, répondait M. Le Pors, au cours d'un entretien postérieur à la réunion interministérielle : le premier ministre m'a donné raison. Entre-temps, un représentant du premier ministre (un autre...) était arrivé. A-t-il manqué de conviction, M. Le Pors l'a-t-il emporté au « bluff », toujours est-il que, le débat reprenait, les amendements étaient l'un après l'autre repoussés. Apparemment, Matignon était vraiment d'accord avec les amendements du groupe socialiste...

Dès lors, que faire ? Rattrapper les amendements un deuxième tour ? En principe, c'est ce qui se fera... plus tard. Avec le budget, les députés n'auront pas l'occasion de rediscuter de la réforme de l'ENA avant fin décembre. D'ici là, une nouvelle réunion interministérielle, un nouvel arbitrage auront eu lieu.

Quelle somme de mécontentements : les socialistes ne sont pas contents de M. Le Pors et des représentants du premier ministre, et s'ils ont gain de cause, M. Le Pors ne sera pas content du tout. Le premier ministre est-il content de cette histoire ?

Enfin, à l'avenir, tout devrait rentrer dans l'ordre. Dorénavant en effet, le cabinet de M. Mauroy dépêchera un représentant dans tous les débats, durant toutes les séances de nuit. Il boira du café, voire du vin... Cette décision a pris effet depuis lundi 4 octobre. Il y a eu, dans le passé, trop de bavures dans les relations entre P.S. et le gouvernement. Mardi soir, c'était la dernière, promis ?

Auons, enfin contents ?

LAURENT ZECCHINI.



## Les travaux de l'Assemblée nationale

### La répression de la pollution marine

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 7 octobre, deux projets de loi relatifs à la pollution marine. Le premier a pour objet de réprimer la pollution par les hydrocarbures. Deux propositions de loi - l'une de M. Lauriol (R.P.R., Yvelines), l'autre de M. Duroméa (P.C., Seine-Maritime) - étaient jointes à la discussion de ce texte qui répond notamment au souci de mettre le droit interne en conformité avec la convention internationale du 2 novembre 1973, dite convention Marpol, qui devrait entrer en vigueur à la fin de 1983.

Les dispositions essentielles de ce texte sont les suivantes : les incriminations pour rejets interdits sont redéfinies : tous les navires seront désormais concernés, y compris ceux de petit tonnage, ainsi que les plates-formes d'exploitation en mer. Les rejets sont totalement interdits dans les « zones spéciales », sauf aux navires de moins de 400 tonneaux ; les navires autorisés à procéder à des rejets devront être équipés d'un système de surveillance continue. Pour les navires de plus de 400 tonneaux autres que les gros pétroliers, le rejet ne peut en aucun cas avoir lieu à moins de 12 milles marins de la côte la plus proche. D'autre part, le projet procède à une différenciation plus précise en fonction de la taille des navires rejetant des hydrocarbures en mer, en créant une troisième catégorie, celle des bateaux dont la jauge est inférieure à 400 tonneaux. L'incrimination s'appliquant aussi bien à la faute inexcusable qu'à la simple négligence, l'imprudence ou l'observation des lois et règlements, est conservée. Enfin, le texte allège les sanctions applicables à l'encontre des capitaines de navire.

Pour les navires de gros tonnage, par exemple, la peine d'emprisonnement, qui allait de un à cinq ans en cas de première infraction, est ramenée de trois mois à deux ans, avec doublement en cas de récidive. L'amende, qui se situait dans une fourchette allant de 500 000 à 5 millions de francs, est ramenée à une fourchette de 100 000 à 1 million de francs.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée a notamment adopté les prévisions ou modifications suivantes : en cas de rejet effectué par

des chalands ou par des engins remorqués ou poussés, la responsabilité incombera au responsable de la conduite et non à la personne se trouvant à bord ; la loi s'appliquera à l'ensemble des navires étrangers, même s'ils sont immatriculés dans un Etat non signataire de la convention Marpol.

D'autre part, sans préjudice des peines prévues en cas d'infraction aux règles sur les rejets, « l'imprudence, la négligence ou l'observation des lois et règlements ayant pour conséquence un accident de mer (...) est punissable en la personne du capitaine ou du responsable de la conduite ou de l'exploitation qui a provoqué un tel accident ou n'a pas pris les mesures nécessaires pour l'éviter, lorsque cet accident a entraîné une pollution des eaux territoriales, des eaux intérieures ou des voies navigables jusqu'à la limite de la navigation maritime ».

Les dispositions relatives aux sanctions ne seront pas applicables « aux navires, plates-formes et engins maritimes ou fluviaux de toute nature appartenant à la marine nationale, aux services de police ou de gendarmerie, à l'administration des douanes, à l'administration des affaires maritimes ou, d'une manière générale, à tout navire d'Etat utilisé à des opérations de police ou de service public en mer ». Elles seront, en revanche, applicables aux navires de guerre étrangers.

Le tribunal pourra décider, compte tenu des circonstances et, notamment, des conditions de travail de l'intéressé, que le paiement des amendes prononcées à l'encontre du capitaine ou du responsable à bord sera, en totalité ou en partie, à la charge de l'exploitant ou du propriétaire, à la condition que celui-ci ait été cité à l'audience afin de faire valoir ses moyens de défense.

M. Le Penec, ministre de la mer, s'en étant remis à la « sagesse » de l'Assemblée - après avoir néanmoins fait état d'un risque d'inconstitutionnalité - l'Assemblée a adopté un amendement de M. Lauriol rendant applicable la loi aux territoires d'outre-mer.

Le second projet modifie l'article 16 de la loi du 7 juillet 1976 sur la prévention de la pollution marine en étendant le droit d'intervention du préfet maritime ou du préfet du département, dans les cas où le na-

vière se trouve échoué sur un rivage ou accidenté dans des zones portuaires. D'autre part, pour la mise en œuvre du droit d'intervention, il est reconnu aux autorités compétentes un droit de réquisition des personnes et des biens en cas d'accident entraînant une pollution.

### Police des épaves maritimes

L'Assemblée a également adopté le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 24 novembre 1961 relative à la police des épaves maritimes. Ce texte a pour objet d'ouvrir à l'administration la possibilité d'intervenir - dans tous les cas - à l'encontre des épaves dangereuses. La législation actuelle ne permet - en effet - cette intervention qu'en cas d'épave présentant un danger pour la navigation ou pour la pêche. Désormais, l'intervention pourra viser une épave dangereuse pour l'environnement. L'Etat pourra procéder à son profit à la vente d'une épave qui n'aurait pas été revendiquée par son propriétaire dans les délais prescrits (trois mois). D'autre part, lorsque l'épave remonte à plus de cinq ans, son propriétaire pourra être déchu de ses droits.

### Suppression du secteur privé dans les hôpitaux

L'Assemblée nationale a adopté, en troisième lecture, le projet de loi abrogeant l'article L. 680 du code de la santé publique relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publique. Le Sénat ayant rejeté une nouvelle fois ce texte en deuxième lecture, les députés ont apporté aucune modification importante par rapport à celui qui avait été adopté en deuxième lecture. Outre la faculté pour les médecins exerçant déjà une activité de clientèle privée au sein du service public hospitalier de poursuivre celle-ci jusqu'au 31 décembre 1982, le projet prévoit que les médecins désireux d'organiser une telle activité (à condition que cette organisation ne comporte pas de réservation de lits pour leur clientèle personnelle) devront faire leur choix avant le 31 décembre 1982. Ils ne pourront, de toute façon, poursuivre cette activité que jusqu'au 31 décembre 1986.

### Le droit de grève dans la fonction publique

L'Assemblée nationale a adopté, en troisième lecture, le projet de loi relatif aux retenues pour absence de service fait (exercice du droit de grève dans la fonction publique). Les députés ont adopté le texte de la commission mixte paritaire qui ne remet pas en cause les dispositions essentielles du texte tel que l'Assemblée l'avait adopté en deuxième lecture. Suivant le point de vue de M. Forni (P.S., territoire de Belfort), président de la commission des lois, l'Assemblée s'est opposée à la suppression d'une disposition, que souhaite M. Le Pors, ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, aux termes de laquelle « pendant la durée du préavis les parties intéressées sont tenues de négocier ». Le ministre a estimé qu'une telle indication confère au préavis une « fonction opérationnelle excessive ». M. Forni a justifié son opposition en expliquant qu'il n'est pas si fréquent que délégués et sénateurs se mettent d'accord sur un texte commun.

### Les obligations comptables des commerçants

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité (1), le projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la quatrième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes, le 25 juillet 1978.

Ce texte apporte plusieurs modifications au code de commerce en précisant les règles qui seront appli-

cables à tous les commerçants, personnes physiques ou sociétés ayant cette qualité. Ce « tronc commun » de dispositions définit la nature des obligations comptables normales, c'est-à-dire : enregistrer tout mouvement affectant le patrimoine de l'entreprise (comptabilité générale) ; s'assurer périodiquement de l'existence et de la valeur des éléments actifs et passifs qui le composent (l'inventaire) ; établir des comptes annuels en conformité avec les impératifs traditionnels (régularité et sincérité) et avec l'objectif de « l'image fidèle » de la situation de la société. Ces comptes annuels sont le bilan, « le compte de résultat » (fusion du compte d'exploitation et du compte de pertes et profits) et l'annexe. Le projet modifie également la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, en introduisant de nouvelles règles concernant les méthodes d'établissement des comptes, les principes applicables à leur présentation annuelle ainsi que les règles d'évaluation.

Tout en reconnaissant que le texte apporte certains aménagements nécessaires, le rapporteur de la commission des lois, M. Bourguignon (P.S., Seine-Maritime), a insisté sur les « limites », les « lacunes » et le caractère « incomplet » de la réforme. Ce constat est partagé par MM. Millou (U.D.F., Aini) et Lauriol (R.P.R., Yvelines). Dans la discussion des articles, l'Assemblée a adopté plusieurs amendements de la commission qui, selon M. Bourguignon, tendent à corriger les imperfections du texte.

(1) A l'unanimité, si l'on peut dire... Au moment du vote, seuls M. Millon et quelques députés socialistes étaient présents dans l'hémicycle.

## QUESTIONS DIVERSES

### AU SÉNAT

Le Sénat a repris, le jeudi 7 octobre, le cycle de « questions au gouvernement » (lire page 32 l'exposé de M. Mauroy sur la politique économique et sociale).

M. Fierman, ministre des transports, indique à M. Legrand (Gaucho dém., Loire-Atlantique) que l'Aérospatiale n'est pas responsable du retard dans la fabrication des nouveaux Airbus. C'est, dit-il, la General Motors qui a pris du retard dans la livraison du nouveau moteur CF 6-80C qui doit équiper ces avions.

M. Savary, ministre de l'éducation nationale, annonce que les présidents d'université auront connaissance dès vendredi 8 octobre du projet de loi sur les enseignements supérieurs.

A. M. Carous (R.P.R., Nord), qui proteste notamment contre la date d'inculpation de M. André Audinot, directeur du Figaro (le dernier jour de l'inter-session parlementaire), M. Badinter, garde des sceaux, réplique : « Le justiciable a été convoqué le 26 août. Ce genre de convocation est adressé une semaine à l'avance. D'après mes souvenirs d'avocat, il me semble qu'une convocation pour le 26 août n'a rien d'inhabituel, et au surplus à cette date la majorité des Parisiens sont de retour à leur bureau. Au reste, tout justiciable est à la disposition de la justice à la date que le juge choisit. Celui-ci, en l'occurrence, a eu la courtoisie d'accepter un changement de date. Utiliser ce geste de courtoisie pour dire à présent que M. Audinot a été inculpé à la veille de la rentrée parlementaire me paraît donc excessif. (...) Si l'on avait voulu échapper à l'immunité parlementaire, on pouvait utiliser le premier trimestre 1982. »

- M. Pasqua (R.P.R., Hauts-de-Seine) : « Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? »

- Le garde des sceaux : « Monsieur Pasqua, votre propos me surpasse : il s'agit d'un magistrat du siège ! C'est presque une atteinte à la dignité de la magistrature. »

A. G.

306-987

**L'Arche**

Mensuel du mouvement trappiste

**ALGERIE**

**20 ANS APRES**

(numéro spécial)

(En vente dans les drugstores et au Journal, 14, rue Georges Berger, 75013 Paris. Le N° 207. Abonnement : 120 F/an.

Exclusif :

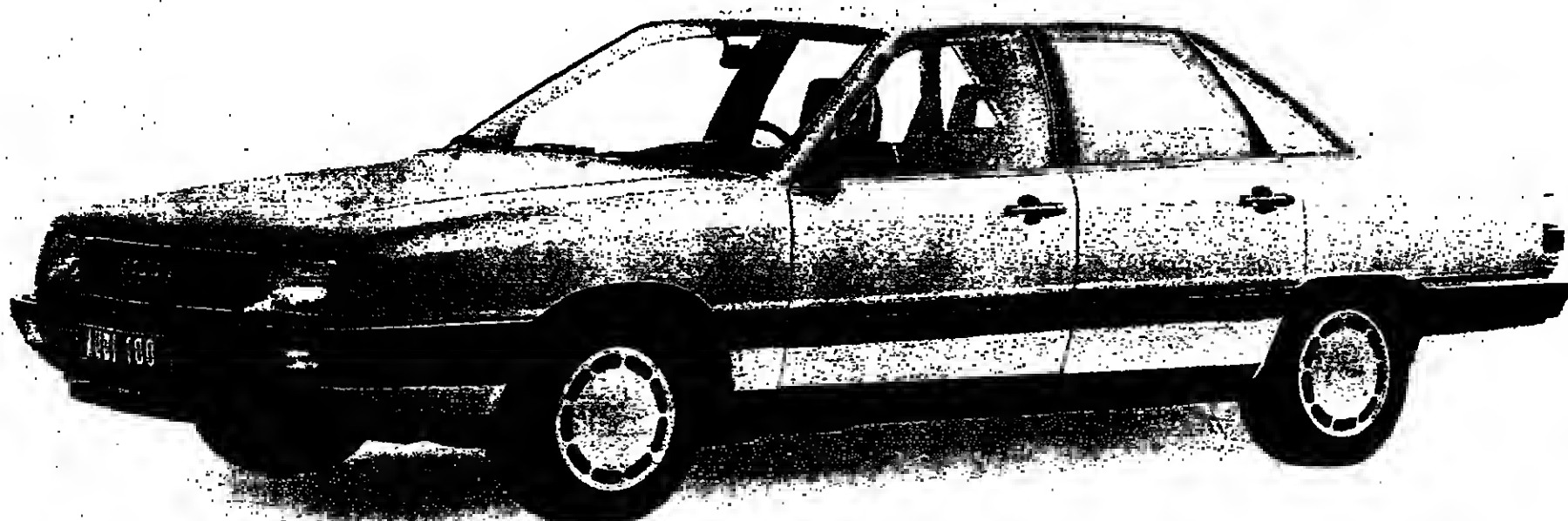
**LIONEL JOSPIN :**

« Le P.S. n'a pas changé... »

**Le mois politique et littéraire**

**La dernière interview de Nahum Goldmann**

# NOUVELLE AUDI 100. LA VOITURE DE SERIE LA PLUS AERODYNAMIQUE DU MONDE.



La nouvelle Audi 100, c'est avant tout une ligne à couper le souffle.

Son coefficient de pénétration dans l'air (cx) de 0,30, un record, laisse derrière lui bien des voitures de sport réputées pour leurs lignes aérodynamiques.

Cette forme, résultat de longues études en soufflerie, n'est pas seulement un effet de style, car elle permet à l'Audi 100 136 ch din/9 cv fiscaux, d'atteindre 200 km/h en vitesse de pointe (sur circuit), et de passer de 0 à 100 km/h en 10,3 secondes.

Mais surtout ces performances sont obtenues avec

des chiffres de consommation jamais vus sur une voiture de cette catégorie.

Sous le capot bien dessiné, le moteur 5 cylindres à injection, la direction assistée et auto-stabilisante et le double circuit de freinage en diagonale, éléments spécifiques Audi, contribuent à faire de l'Audi 100 une voiture performante et sûre. Présentée en 3 versions de finitions, 5 motorisations 75 ch, 100 ch, 136 ch essence, diesel et turbo diesel, la nouvelle Audi 100 est la nouveauté automobile de l'année, ou plus exactement une gamme de nouveautés, qui va de l'Audi 75 ch din/6 cv fiscaux, 4 cylindres, vitesse sur

circuit 165 km/h, consommation : 5,4 l à 90 km/h, 7,1 l à 120 km/h, 9,8 l en ville, au modèle 136 ch din.

V.A.G., le réseau Volkswagen et Audi, vous présente les nouvelles Audi 100.

Modèle présenté : Audi 100 CD 136 ch.

A partir de 69990 F\*\*



LA TECHNIQUE EST NOTRE PASSION.

\* 6,7 l à 90 km/h, 7,9 l à 120 km/h et 11,9 l en ville (normes U.T.A.C.). \*\* Tarifs au 1<sup>er</sup> Octobre 82 (Audi 100, 75 ch). Année modèle 83.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

# équipement

## TRANSPORTS

### La Fédération des transports routiers appelle à une grève de trois jours au début de novembre

Le trente-septième congrès de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), réuni à Paris, a accueilli plutôt fraîchement M. Charles Fiterman, ministre des transports, venu, jeudi 7 octobre, présider sa séance de clôture. La tension est, très grande dans la profession, inquiète des conséquences de certaines initiatives gouvernementales comme le projet de loi d'orientation sur les transports intérieurs, ou la limitation du temps de travail des salariés du transport routier qui doit entrer en application le 1<sup>er</sup> novembre prochain. Les professionnels (1) craignent que

de telles mesures — ajoutées au blocage de leurs tarifs — portent un coup fatal à leur activité.

M. Fiterman a tenté de calmer les esprits, rappelant les mesures qu'il a prises en faveur des routiers depuis son arrivée boulevard Saint-Germain : augmentation sensible des tarifs (avant le blocage de juin dernier), facilités de crédit, déductibilité partielle du gazole. Mais sur la question du temps de travail, s'il s'est déclaré, sur la forme, prêt à discuter avant l'entrée en vigueur du décret qui les règle, sur le fond il s'est montré

intraitable. « Il serait illusoire, a-t-il dit, de croire un instant qu'un outil moderne, efficace et compétitif peut être fondé sur des conditions sociales encore trop souvent archaïques, peu propices à la productivité et peu sûres ». Comme pour mieux montrer qu'ils attendaient peu de choses de ce face-à-face avec le ministre, les congressistes avaient décidé, la veille, d'appeler les transporteurs routiers français à un arrêt total de leurs services — voyageurs, scolaires, marchandises — pendant trois jours, au début du mois de novembre.

### Le syndrome chilien ?

Nul ne saurait encore dire si l'action annoncée par la Fédération nationale des transports routiers n'est qu'une escarmouche de plus dans la sorte de paix armée qui oppose depuis des mois les routiers aux pouvoirs publics, ou si elle est réellement une déclaration de guerre. Il semble, en tout cas, que les positions des deux « partenaires » sont devenues peu à peu irréductibles. Conscients qu'elle risque de perdre les positions dominantes qu'elle avait acquises en quelques décennies, la profession — elle l'a mon-

tré tout au long du congrès de la F.N.T.R. — est désormais passée du désenchantement à l'alarmisme. Il est vrai qu'une politique « dynamique » — reposant en partie sur une concurrence tarifaire sauvage et l'application de règles sociales très — particulièrement — a permis aux routiers de devenir en France les premiers transporteurs. La crise économique, même si elle se fait sentir aussi dans leurs propres rangs, a encore renforcé la position de la route au détriment, principalement, de la S.N.C.F., qui voit son marché se rétrécir dangereusement d'année en année.

La lecture du projet de loi d'orientation que M. Charles Fiterman défendra la semaine prochaine devant l'Assemblée nationale les conforte dans cette opinion. Sous les mots, ils croient deviner des intentions (« Le Monde du 18 septembre »). En dépit des assurances qui leur furent données à plusieurs reprises, la notion de « service public des transports » défendue par le ministre, continue de les inquiéter. Ils y voient la menace d'une « nationalisation rampante » des transports. Menaces leur apparaissent aussi les perspectives de coordination des investissements, fondées sur des « critères arbitraires » et de réforme du système des licences de transports. Ils craignent que par ce biais on s'achemine vers « une déstabilisation des entreprises de transport routier ». Pour couronner le tout, la création de commissions départementales paritaires compétentes en matière de sécurité et de conditions de travail, confirme pour les routiers, l'ingérence syndicale dans le fonctionnement des entreprises. Le coup, disent-ils, va entrer dans la bergerie.

18 %. « Insupportable », concluent-ils. Le blocage de leurs tarifs, alors que le gazole a continué d'augmenter de belle allure, achève, disent-ils, de les « étrangler ».

L'actualité elle-même concourt à démorceler les gens de la route. « La profession a été bafouée, insultée, voire insultée », dit Mme Sabine Schermann, l'une des responsables du bureau fédéral, chacun des deux mille congressistes ne voyant dans ces critiques qu'une nouvelle offensive orchestrée contre eux.

Au-delà des états d'âme, il reste à s'interroger sur la nature profonde de la protestation des routiers. Il ne faisait aucun doute que la profession était de très mauvaise humeur et qu'elle comptait faire éclater publiquement son mécontentement. Dès le printemps, le F.N.T.R. avait annoncé des actions pour la rentrée. Mais on pensait généralement qu'elles prendraient, une fois de plus, la forme « classique » de barrages de routes ou d'« opérations escargots » plus ou moins localisées. Les transporteurs ont choisi une autre voie. Et ce n'est pas l'état-major, mais le base — les hommes de terrain des syndicats départementaux — qui a fait ce choix.

En laissant pendant trois jours les camions au garage, ce n'est pas aux automobilistes que l'on veut faire peur, mais aux pouvoirs publics. En mai 1982, les routiers ont montré qu'ils pouvaient, seuls, faire vivre une France privée de tout autre moyen de transport : aujourd'hui, ils veulent prouver que, sans eux, le pays s'aspire. Même s'ils s'en défendent, c'est bien leur politique qu'ils veulent manifester. Même si les lieux et les circonstances sont très différents, comment ne pas rappeler que les premières grèves de camionneurs, dans le Chili d'Allende, n'avaient, elles aussi, pour seul prétexte, au début, que la défense de la profession ?

JAMES SARAZIN.

(1) On compte en France environ trente mille entreprises de transport routier employant quelque trois cent cinquante mille personnes.

### FORTE DIMINUTION DE LA FLOTTE DE BP

La British Petroleum a annoncé une nouvelle réduction importante de sa flotte pétrolière, apprend-on dans les milieux spécialisés de Londres.

Jadis l'une des plus importantes du monde, cette flotte a déjà été réduite de plus d'un cinquième depuis l'été 1981. Mais depuis lors, sa filiale maritime BP-Shipping a continué d'enregistrer de lourdes pertes, bien que ses difficultés aient été atténuées (temporairement) par la réquisition de plusieurs tankers par le ministère de la défense britannique pendant la guerre des Malouines.

BP dispose encore actuellement sous pavillon britannique de quarante-cinq pétroliers d'un tonnage total de 4,3 millions de tonnes de port en lourd. Outre la diminution de la consommation pétrolière mondiale ces dernières années, les besoins de BP en navires ont d'autant plus diminué qu'elle tire désormais une grande partie de ses approvisionnements de la mer du Nord et d'Alaska, d'où le brut est transporté aux côtes par des oléoducs. — (A.F.P.)

### Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe  
les ateliers de 3 à 33 ans  
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-6  
Téléphone (01 50) : 707-35-61

## « Comme ça, j'ai économisé près de 400 Francs. »

Moi, je fais attention aux kilomètres. Ma voiture, je la prends pour aller travailler, pour faire les courses, pour sortir le soir... Les grands voyages, je les fais en train.

Quand j'ai fait remarquer à mon assureur que je faisais moins de 9000 km par an, il m'a parlé de l'Auto-kilomètre. Heureusement que je suis assurée à Rhin et Moselle -

Assurances Françaises. Ils offrent toujours une solution personnalisée.



Renseignements auprès des 500 agents Rhin & Moselle Assurances Françaises Languedoc



## FAITS ET PROJETS

### POUR RECONQUÉRIR LES FRICHES INDUSTRIELLES

Une convention Etat-région pour la « reconquête des friches industrielles » a été signée dans le Nord, à Louvroil, par M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire à M. Noël Joseph, président (P.S.), de la région Nord-Pas-de-Calais. C'est dans cette ville qu'est apparue, vers les années 70, ce que l'on a appelé une friche industrielle, après le démantèlement d'une unité d'Usinor, qui n'a laissé aux abords de la ville qu'un champ saboteux d'une cinquantaine d'hectares.

La convention signée vise aussi d'autres sites : l'un des « cimetières français » à Desvres dans le Pas-de-Calais (18 hectares), l'usine d'engrais de la COFAR à Lully, dans le Nord, l'usine P.O.U.K. à Wavrin dans le département de la métropole nord (18 hectares). — (Corresp.)

### MONTPELLIER ET SES « PLACES AU SPORT »

Le conseil municipal de Montpellier vient de lancer une opération « Pour tous » placée sous le signe de la détente, du loisir et de la santé. Pour la maire, Georges Frêche (P.S.), il s'agit d'encourager le sport de loisir, sur le terrain, dans le quartier, près de l'école, dans les grandes salles, dans son club du dimanche, dans la cour d'une maison pour tous, le sport en famille, sans effort, sans transports inutiles.

## SPORTS

### FOOTBALL

### LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR LA HONGRIE (1 à 0) Culte du souvenir et leçons du passé

Après avoir vécu intensément une exaltante Coupe du monde, les footballeurs et le public français vont devoir s'adapter à leur tour au changement. Qualifiés d'office pour le prochain championnat d'Europe des nations, qui aura lieu en France en 1984, l'équipe tricolore n'a plus le moindre match de compétition à disputer jusqu'à la fin de l'année. L'est, en réalité, beaucoup moins lorsqu'on constate la désaffection quasi générale pour des rencontres qualifiées d'amicales. Comme on l'a vu le 6 octobre lors de la rencontre France-Hongrie (1-0) au Parc des Princes.

Même avec l'étiquette de revanche contre la Hongrie pour la troisième place de la Coupe du monde, le match France-Pologne, disputé il est vrai dans le désert de Paris un 31 août, avait fourni un premier événement en attirant moins de vingt mille spectateurs. Presque autant de déboîles que leurs supporters, les footballeurs français, un mois après avoir troqué les sommets, avaient d'ailleurs subi à cette occasion leur plus sévère échec à domicile (4 à 0) depuis 1938.

Avec le retour des trois grands absents du match contre la Pologne, Michel Hidalgo, Didier Six, les deux frères retenus ce jour-là par leurs clubs respectifs à Turin et à Stuttgart, et Alain Giresse qui revêtait à Madrid son trophée de joueur le plus combattu de la Coupe du monde, Michel Hidalgo, le directeur technique de l'équipe de France, a fait de ce match du 6 octobre contre la Hongrie une célébration des héros de la campagne espagnole. La nomination comme chevalier de la Légion d'honneur et la remise, le 4 octobre, à chacun des participants de l'« aventure d'un chevron », de 600 000 F. pour les primes de matches et les opérations commerciales réalisées à cette occasion, se prélassent il est vrai à un tel rassemblement. Mais les festivités et la présence de moins de vingt mille spectateurs n'ont jamais été les meilleures conditions pour motiver des joueurs lors d'un match international.

Ce culte bien français du souvenir n'est certes pas incompatible avec la préparation du prochain championnat d'Europe. Grâce à une ligne médiane rayonnante, l'équipe de France s'est en effet forgée un style en Espagne, où elle a acquis une confiance et une expérience qui devraient lui conférer à l'avenir une autre dimension. L'âge de ces quatre monégasques — vingt-quatre ans pour Bernard Genghini, vingt-sept ans pour Michel Platini et Jean Tigana et trente ans pour Alain Giresse — est même un gage de maturité et de sérénité collective pour 1984.

Trop confiants sans doute dans leur maîtrise technique, les quatre compères ont eu tendance à rater contre les Hongrois, Autrichiens et suédois, donner l'ultime coup de rein pour porter l'estocade à un adversaire plus coriace que prévu. Pour contrer les techniciens français, Kalman Meszoly avait choisi de n'aligner que trois de ses titulaires à la dernière Coupe du monde et de faire confiance à un bloc de trois milieux de terrain et de deux attaquants.

Dès le mois d'octobre, quinze « places au sport » fonctionneront, c'est-à-dire une par quartier de Montpellier. Ce sont, dans l'esprit de la municipalité, des lieux d'accueil, de rendez-vous pour les habitants du quartier.

### LE PATRIMOINE ET LES PROPRIÉTAIRES PRIVÉS

L'assemblée générale de la demeure historique, association des propriétaires de monuments historiques privés, s'est réunie la semaine dernière au Palais des congrès à Paris en présence de cinq à six cents participants venus de toutes les régions françaises. M. Christian Patry, directeur du patrimoine, a donné lecture d'un message de M. Jack Lang. « Le fil conducteur de ma politique culturelle à l'égard du patrimoine architectural consistait à considérer l'appropriation privée des monuments historiques comme une forme utile de déconcentration. Cela conduira notamment à rechercher un système de convention entre les propriétaires d'une part, l'Etat et les collectivités locales, d'autre part. »

Répondant à ce message, le nouveau président de la demeure historique, M. Henri-François de Breuille, a indiqué que dès la publication du rapport Quénard (le Monde du 29 septembre), les deux associations responsables du patrimoine historique et les Vieilles Maisons Françaises, formeraient un groupe de travail commun, afin de proposer au ministre de la culture une « convention type » applicable aux monuments historiques d'intérêt public. — A. J.

quants de Raha Eto, le nouveau champion de l'Europe, pour la troisième place de la Coupe du monde, le match France-Pologne, disputé il est vrai dans le désert de Paris un 31 août, avait fourni un premier événement en attirant moins de vingt mille spectateurs. Presque autant de déboîles que leurs supporters, les footballeurs français, un mois après avoir troqué les sommets, avaient d'ailleurs subi à cette occasion leur plus sévère échec à domicile (4 à 0) depuis 1938.

Avec le retour des trois grands absents du match contre la Pologne, Michel Hidalgo, Didier Six, les deux frères retenus ce jour-là par leurs clubs respectifs à Turin et à Stuttgart, et Alain Giresse qui revêtait à Madrid son trophée de joueur le plus combattu de la Coupe du monde, Michel Hidalgo, le directeur technique de l'équipe de France, a fait de ce match du 6 octobre contre la Hongrie une célébration des héros de la campagne espagnole. La nomination comme chevalier de la Légion d'honneur et la remise, le 4 octobre, à chacun des participants de l'« aventure d'un chevron », de 600 000 F. pour les primes de matches et les opérations commerciales réalisées à cette occasion, se prélassent il est vrai à un tel rassemblement. Mais les festivités et la présence de moins de vingt mille spectateurs n'ont jamais été les meilleures conditions pour motiver des joueurs lors d'un match international.

Ce culte bien français du souvenir n'est certes pas incompatible avec la préparation du prochain championnat d'Europe. Grâce à une ligne médiane rayonnante, l'équipe de France s'est en effet forgée un style en Espagne, où elle a acquis une confiance et une expérience qui devraient lui conférer à l'avenir une autre dimension. L'âge de ces quatre monégasques — vingt-quatre ans pour Bernard Genghini, vingt-sept ans pour Michel Platini et Jean Tigana et trente ans pour Alain Giresse — est même un gage de maturité et de sérénité collective pour 1984.

Trop confiants sans doute dans leur maîtrise technique, les quatre compères ont eu tendance à rater contre les Hongrois, Autrichiens et suédois, donner l'ultime coup de rein pour porter l'estocade à un adversaire plus coriace que prévu. Pour contrer les techniciens français, Kalman Meszoly avait choisi de n'aligner que trois de ses titulaires à la dernière Coupe du monde et de faire confiance à un bloc de trois milieux de terrain et de deux attaquants.

SPORTS EQUESTRES. — Pierre Durand monté sur Jappeloup a pris, le 7 octobre, la tête du classement provisoire du championnat de France de saut d'obstacles au terme de la première épreuve qualificative qui réunissait les trente-deux meilleurs cavaliers français de la saison à Fontainebleau. Pierre Durand, précédé d'un demi-point Patrick Carron sur Eole IV et de deux points le champion national en titre, Laurent Elia, sur Guenou.

TENNIS. — Dernier Français en lice au Tournoi de Barcelone doté de 200 000 dollars, Thierry Tulasne s'est qualifié, le 7 octobre, pour les quarts de finale en battant l'Espagnol Alberto Tomba (7-5, 6-7, 6-4). Les favoris Vilas, Wüstenberg, Clerc, Giménez et Lendl se sont également qualifiés.

مكتبة الأصيل



# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### Promenades à l'italienne

#### Pèlerinage en Ombrie

« L'ITALIA ha un cuore verde », dit le slogan touristique. Et c'est vrai. L'Italie a un cœur vert : c'est l'Ombrie. Même dans la sécheresse de cet été finissant, les douces collines qui descendent des Apennins étalent devant le voyageur un vaste tapis vert, composé de longues vallées et de plaines traversées de rivières et arrosées par des lacs et des sources. Mais, plus que la topographie, ce sont les villes, puis joyaux d'architecture médiévale, qui attirent les touristes.

Plus qu'ailleurs, peut-être.

##### Saint François, le premier communiste ?

M. Roberto Abbondanza porte bien son nom. Par sa masse imposante, sa volubilité et la chaleur de ses convictions, on comprend la phrase biblique : « parler avec l'abondance du cœur ». Pour autant, M. Abbondanza, archiviste, professeur de l'histoire et du droit des institutions politiques à l'université de Pérouse, et cheville ouvrière de l'exposition franciscaine, est communiste et ancien communiste culturel du gouvernement régional d'Ombrie. Qui dit communisme en Italie, cependant, ne dit pas matérialisme scientifique, athéisme militant ou néo-réalisme soviétique. Et, tout en se défendant de faire de l'hagiographie, M. Abbondanza ne peut

pas escher l'amour qu'il porte au pauvre d'Assise — « c'est-il pas le premier véritable communiste ? » — ni sa grande connaissance de l'apport franciscain au développement de la société et de l'art ombrien.

Et puis, plus terre-à-terre, il s'agissait, pour les organisateurs de l'exposition, de « prouver à l'État que la région était capable de réaliser seule des idées originales ». L'exposition, ouverte

(1) Saint François d'Assise : expositions en Ombrie pour le huitième centenaire. Assise : histoire et art ; Foligno : miniatures ; Narni : églises et couvents ; Todi : manuscrits et bibliothèques ; Pérouse : documents et archives. Trois très beaux catalogues, abondamment illustrés, sont publiés aux éditions Electa, Milan.

dans cinq villes à partir du mois de juillet, a coûté environ 12 milliards de lire, dont une grande partie a été fournie par des petites et moyennes industries, des banques privées et des caisses d'épargne, et des subventions d'autres régions. C'est la première fois qu'une telle collaboration a lieu en Italie et les résultats sont encourageants. On espère que 10 millions de touristes auront été attirés en Ombrie (population : 800 000 habitants) par l'exposition, qui fermait ses portes fin novembre.

L'exposition elle-même est ambitieuse : d'abord par sa taille — elle se déploie dans cinq villes régionales différentes — et puis par sa richesse — c'est la première fois qu'un tel ensemble de « franciscains » manuscrits, œuvres d'art, miniatures, etc., — dispersés à travers le pays, et même au-delà. Ce travail minutieux de recherche et de reconstitution a révélé des trésors insoupçonnés, enfouis dans des bibliothèques ou des églises. La dispersion, par vent, perte, voire destruction, de l'héritage artistique franciscain est en partie imputable à Napoléon, qui a supprimé les ordres religieux italiens en 1789.

En pèlerins dociles, nous nous sommes remis à notre opulente digne pour l'agencement de la visite. D'abord, il fallait rendre hommage au haut lieu où tout a commencé à la fin du dou-

zième siècle : Assise. Sur un contrefort du mont Subasio, la ville s'étend au soleil, éblouissante grâce au marbre local dont elle est bâtie, rose, gris et blanc. On n'échappe pas à la tournure pieuse, mais combien riche en souvenirs, des monuments qui témoignent de la naissance de l'épopée franciscaine. La basilique de saint François, caput et mater de l'ordre, avec ses deux églises superposées, le tombeau du saint, dont la vie est retracée dans les superbes fresques peintes par Giotto et ses élèves : le sanctuaire de saint Damien, où le crucifix parla à saint François et où celui-ci a composé son « Cantique des créatures » ; la basilique de sainte Claire, où est exposé le corps momifié de la sainte.

L'exposition d'Assise, dans les salles du Santo Convento, est d'un caractère général et place l'épopée de saint François dans l'histoire de l'Europe avant de montrer l'expansion de l'ordre des Frères mineurs et du culte du saint, au moyen des légendes (littéralement : les textes à lire) rédigés par les disciples de François, qui manifestent, il faut le reconnaître, moins un intérêt pour les détails biographiques de sa vie qu'un désir de faire éclater ses vertus exemplaires et culminent dans les fantaisies poétiques des Fioretti.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 18.)

#### L'Adriatique a mauvaise mine

COMMENT sejourner l'Adriatique ? L'enjeu est de taille puisque sur ses rives, et notamment sur la Riviera de Romagna entre le delta du Pô et les premiers contreforts des Marches s'étend l'un des plus grands ensembles touristiques d'Europe.

Le 10 septembre, toutes les activités du littoral de l'Adriatique se sont arrêtées pendant deux heures pour une première « grève générale écologique ». En effet, depuis 1975, à la fin de l'été la mer est recouverte par d'énormes concentrations d'algues rouges ou vertes. Chaque année, « l'invasion » prend de l'ampleur et devient d'autant plus préoccupante. Si le manteau d'algues reste limité à une bande de 4 ou 5 kilomètres à quelques milles au large de la côte où la mer se transforme en marécage nauséabond, les résultats du phénomène arrivent jusqu'aux plages où sont jetés des centaines de poissons morts, asphyxiés par manque d'oxygène.

L'Adriatique se meurt d'eutrophication, c'est-à-dire d'un développement rapide et incontrôlé d'algues qui se nourrissent d'un excès de rejet en mer de déchets organiques et industriels. De tels phénomènes s'étaient souvent produits dans des lacs de régions industrielles, rarement en mer, où le mouvement des flots assure à l'eau le renouvellement de son oxygène. Mais justement, l'Adriatique est une mer close.

Les déchets de la civilisation moderne, affirme Mme Laura Conti, biologiste et animatrice d'une ligue pour la protection de l'environnement dépendant de l'ARCI, transforment cette mer en un gigantesque laboratoire où se recomposent un habitat disparu depuis des millions d'années. C'est comme et nous retournons au début de l'évolution. On assiste à la substitution d'organismes complexes, comme les poissons, mollusques ou crustacés, par des organismes unicellulaires comme ces algues microscopiques.

##### L'exemple de Cervia

Ces algues gongoleux poliedra ou gongoleux tannemalis, qui ont un cycle saisonnier, se développent grâce à un excès de richesse en phosphore de l'eau. Dans l'Adriatique débouche en effet le Pô, dont le bassin hydrographique est de 75 kilomètres carrés et constitue les principales artères d'une des régions industrielles les plus importantes de l'Italie, où est concentrée pour 83 % la production du pays.

Le fleuve rejette chaque année dans la mer 80 milliards de mètres cubes d'eau chargée de 75 millions de tonnes de matières en suspension, dont 28 000 tonnes de phosphore, soit 48 % de l'ensemble du phosphore rejeté en mer par l'Italie. Ce phosphore arrive à la mer par le biais d'engrais de déchets humains ou animaux, mais surtout par les produits détergents. Lutte contre la pollution du Pô, et par conséquent contre celle de l'Adriatique, implique de développer au maximum les stations d'épuration de tous les centres urbains de l'Italie industrielle.

Les modalités d'application de la loi Merli contre la pollution, votée en 1976, ne sont toujours pas pleinement entrées en vigueur. De surcroît, de nombreuses régions n'ont pas eu ou pas voulu utiliser les fonds qui étaient à leur disposition, constate M. Luciano Chicchi, assesseur régional à l'environnement en Emilia-Romagne. Mais

il tient néanmoins à souligner que, dans sa région, n'est pas le cas et que désormais sont épurés 90 % des rejets urbains. Cette conscience de la lutte pour l'environnement est réelle en Emilia-Romagne, comme en témoigne le fait qu'une station du littoral de l'Adriatique telle que Cervia a été l'une des premières villes italiennes à installer un épurateur.

Mais la véritable difficulté, on le trouve en amont. La région d'Emilie a demandé au gouvernement d'adopter un programme d'urgence portant à la fois sur les modalités d'application de la loi Merli, sur l'assainissement du Pô, mais aussi d'adopter des mesures législatives fixant à un maximum de 5 % le phosphore contenu dans les produits détergents en Italie. N'hésitez pas sur ce point à risquer une boutade, l'assesseur à l'environnement de Ravenna affirmait : « Le slogan pour les détergents devrait être désormais : « Un blanc un peu moins blanc pour une mer un peu plus bleue. »

Le gouvernement italien a commencé à prendre conscience de ce problème, comme en témoigne une déclaration du président du conseil à Rimini : « L'eutrophication de l'Adriatique doit être considérée comme un problème national. Les communes concernées ne peuvent pas faire face seules, le gouvernement fera son devoir. »

MARC SEMO.

#### Milan, ville ouverte

TEMOIGNAGE d'un mesuré d'une puissance qui ne se dément pas depuis plus de dix siècles, le *duomo* de Milan atteste de la splendeur passée des Visconti qui ont fait de la capitale lombarde au quatorzième siècle une cité moderne, cœur d'un duché à peine conquis.

Cent trente-cinq flèches, deux mille deux cent quarante statues érigées autour d'Adam et d'Eve à la gloire de la cité, un mastodonte de marbre au charme irrésistible, c'est une œuvre de longue, très longue haleine qui enveloppe d'un délire mystique la notre froideur de cinq siècles, à midi pile, un rayon de soleil s'en vient frapper une ligne méridienne tracée dans le pavement, comme pour rappeler qu'ici ou est en Italie et que la cathédrale, royaume magique, appartient bel et bien à la vie milanaise, de son histoire, qui valent bien un ou plusieurs séjours.

Bien que cela devrait convaincre les voyageurs d'oublier pour un temps, un jour au moins, cinq ou six siècles mieux, les autoroutes de contournement et autre *via tangenziale* qui les conduisent, au pire tout droit à la mer, au mieux vers Florence ou Rome, pour goûter un peu de la vie milanaise, de son histoire, qui valent bien un ou plusieurs séjours.

Certes, l'agitation de la gare encourage le touriste à reprendre le premier train pour ailleurs, certes la circulation effrène l'automobiliste soucieux de la per-



Milan : le *duomo* (détail).

fection de ses chroniques et de ses carrosses, mais il faut que cesse le mépris de beaucoup pour une ville ouverte, inventive comme la preuve aujourd'hui et jusqu'à l'an prochain l'omniprésence d'un nom qui a envahi depuis le printemps les murs de la cité. Léonard de Vinci, accueilli en grande pompe par la capitale lombarde.

Partout des expositions qui promettent les visiteurs du Castello Sforzesco au Palazzo Clerici, du musée de la science au Palazzo di Brera, du Palazzo Reale au musée Pezzoli (lire l'article d'A. Chazet, paru le 24 juin

1982 et intitulé : « Léonard ou l'artiste omniprésent »), la meilleure façon de découvrir la ville.

Milan, à l'inverse de son dôme, n'a rien d'excentrique. Tout le contraire : l'urbanisation s'est ici élaborée à l'aide d'un invisible compas. Couronnes après couronnes, on passe de banlieues où l'ore et la tulle ne parviennent pas à venir à bout de la lépre d'habitations à loyers modérés, au centre-ville circonscrit par des boulevards à la gloire des seigneurs de la ville.

Inévitablement, toutes les avenues conduisent à la cathédrale, le véritable cœur de ville,

flanquée au sud de deux exemplaires de l'architecture de la période fasciste et de la Torre Velasca, qui fut en 1958 l'un des premiers gratte-ciel d'Europe, et au nord d'un chef-d'œuvre de la fin du siècle dernier, l'arche et la galerie qui célèbrent le souvenir de Victor-Emmanuel II. Succession de cafés élégants et de boutiques qui ne le sont pas moins, cette galerie à la haute verrière témoigne du Milan d'aujourd'hui, actif, créateur, argenté, en deux mots, très vivant.

OLIVIER SCHMITT.

(Lire la suite page 18.)

**LES 83 SOLEILS SELECTOUR**  
83 destinations soleil et neige classées par prix.

**selectour voyages**  
Le bon conseil au bon moment

Pour recevoir gratuitement le dépliant « Les 83 soleils », nommez un bon à votre agence Selectour. Adresse : Agence Selectour Voyages, 30, rue La Paillarderie, 75001 Paris.

**POUR VOTRE VOYAGE... MADAME EST NOTRE INVITEE!**

De la fin novembre 1982 au 31 Mars 1983, soyez l'un des hommes d'affaires à voyager entre Paris, Lausanne, Milan, Venise et Londres dans le plus prestigieux des trains.

Pour vous, le Venice Simplon-Orient-Express sera le train d'affaires vous assurant la facilité d'un départ et d'une arrivée au cœur des villes.

Aussi, pour le prix d'un seul billet, vous pourrez voyager en compartiment double, accompagné de Madame.

Dès maintenant, contactez votre agent de voyages, ou

Venice Simplon-Orient-Express  
11 rue Lincoln 75008 Paris

Tél. 256 17 50  
Téléc. 28 06 31 VSOE P

**CHARTERS TRANSATLAS**  
Le champion du voyage discount

Exemples de prix minimum au 1.07.1982, transport aérien seul, pas de frais de dossier.

BANGKOK : 3350 F	MEXICO : 4790 F
TUNISIE : 1150 F	INDE : 2990 F
BRESIL : 5940 F	CEYLAN : 3450 F
SENEGAL : 2800 F	KENYA : 3750 F
MAROC : 1400 F	U.S.A. : 2300 F

Nos tours du Monde à partir de 7100 F et nos circuits camping.

**TRANSATLAS** LCA 931  
10, rue de Turenne  
75004 PARIS. Tél. 271.50.56  
Métro St-Paul

Envoyez-moi votre brochure Transatlas. Frais de port : 3 F en timbre.

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

55/100/100/100



## PROMENADES A L'ITALIENNE

## EN OMBRIE

(Suite de la page 17.)

Deuxième halte : Foligno, ville célèbre pour sa *Giostra della Quintana*, joute équestre opposant les dix quartiers de la ville, qui remonte aux joutes chevaleresques du Moyen Âge et constitue aujourd'hui une des attractions touristiques de l'éta. Autre spécialité : la cuisine ombrienne, dégustée dans les vieilles tavernes de la ville.

Dans le Palazzo Trinci de Foligno, on a réuni une collection éblouissante de miniatures. En présentant un nombre considérable de manuscrits inédits, on peut dire que cette exposition offre, pour la première fois, une vue d'ensemble de la vie quotidienne, aussi bien civile que religieuse, en Ombrie aux douzième et treizième siècles.

Narni, au sud de la province, est peu fréquentée par les touristes. Pourtant l'exposition consacrée ici aux églises et aux couvents franciscains, ne manque pas d'intérêt. Le rapide essor des ordres mendiants — les franciscains, mais aussi les dominicains et d'autres moins connus — a exercé une profonde influence sur l'architecture religieuse médiévale. En renonçant aux « beautés » provenant de leur état et en se mettant résolument au service de « Dame Pauvreté », ces « frères » (qui refusaient le

titre de chanoine) ont traduit dans le domaine architectural les vertus évangéliques qu'ils pratiquaient. Pas d'églises imposantes par leur taille ou leur ornementation, pas de fioritures ni de fresques peintes : c'est en toutes lettres dans les règles primitives. S'il existe encore de merveilleux exemples de ces églises franciscaines dépourvues, heureusement pour nous, on a vite abandonné cette ascèse artistique au profit d'une esthétique moins puritaine.

Deux dernières étapes — à une cadence accélérée, car il y a des limites à nos capacités d'absorption : Todi, où sont exposés les manuscrits provenant des bibliothèques franciscaines, et enfin Pérouse, capitale de la région et ville d'art, très ancienne par ses vestiges étrusques et monuments médiévaux, très moderne grâce aux milliers d'étudiants qui fréquentent ses deux universités.

Cette dernière partie de l'exposition a pris pour thème un sujet en apparence plus rebutant : les documents et archives. Il faut avoir un esprit d'entomologiste pour se pencher avec délectation sur ces « écrits publics » — documents juridiques, testaments ou codicilles, actes notariés, bulles pontificales — même s'ils présentent une remarquable coupe d'histoire de l'époque. Et c'est là où l'on touche du doigt les limites de la plus belle exposition. Est-ce possible d'en faire une reproduction audiovisuelle sans en perdre toute la saveur ?

Cela est particulièrement vrai de saint François, dont la joie de vivre et la folle mystique sont parfaitement insaisissables. Mais il ne faut pas décrire une tentative originale et, par bien des aspects, réussie. Même l'ombre de saint François vaut le déplacement ! Et que ceux qui ne pourront se rendre en Ombrie avant la fin novembre se consolent : une partie de l'exposition, sous forme photographique, sera envoyée par la suite dans plusieurs pays, et notamment la France.

ALAIN WOODROW.

## A MILAN

(Suite de la page 17.)

Non loin de là, petit détour sur le chemin de la Scala, qui ne va pas au-delà de l'hommage à Léonard, que pour les visiteurs munis d'un billet de spectacle, une petite place presque entièrement close : la Piazza Mercanti. Dominée par le Palazzo dei Giureconsulti, construit en 1564, elle est bordée du Palazzo Della Ragione, construit en 1333 et qui fut jusqu'au dix-huitième siècle le siège de la commune. La Loggia degli Osii et le Palazzo Della Scuola Fasinate complètent un ensemble architectural médiéval unique à Milan, à l'abri de l'agitation et qui a le mérite supplémentaire d'être animé par un restaurant fort agréable (voir l'encadré ci-dessous).

Puis, que de découvrir les œuvres magnifiques de Bramante à la Pinacoteca di Brera, et tout particulièrement son Christ à la colonne, mieux vaut s'initier au talent de cet artiste en se rendant à l'église Santa-Maria-Delle-Grazie, construite à la fin du quinzième siècle par Solari. C'est en effet Donato Bramante

qui, en 1492, ajouta à cet ensemble exemplaire du passage du gothique à la Renaissance sa « tribuna », une coupole à seize pans sur quatre arcs immenses, ainsi qu'une sacristie et un merveilleux petit cloître.

Juste à côté de la façade de l'église, dans le refectoire de l'ancien couvent des dominicains, on découvre, surgissant de l'obscurité, le célèbre *Cenacolo Vinciano*. Là, sur une paroi, à la demande de Ludovico le More, entre 1495 et 1497, Léonard a peint la plus belle de toutes les saintes Gènes. Derrière l'horrible échafaudage qui la cache un peu trop — un superbe travail de restauration est en cours, dont les premiers résultats tiennent des larmes au plus obéissant des artistes, — on retrouve avec émotion les douze apôtres rassemblés au Cénacle autour de Jésus...

## Sur les « canali »

Autre étape obligée d'une promenade milanaise, le Castello Sforzesco, immense quadrilatère, rouge de ses briques, reconstruit en 1450 pour abriter la famille Sforza, qui succédait trois ans plus tôt à celle des Visconti à la tête du duché de Milan. Quatre fortifications moroses d'architecture à ne pas manquer : la *Più Rondanini*, dernière œuvre de Michel-Ange, merveilleusement inachevée, le tombeau de Gaston de Foix, la *Salita delle Asce*, dont le décor de la voûte aurait été conçu par Léonard, et, enfin, la très belle pinacothèque où les œuvres de Lippi, Poppa, Bergamone et Bellini ne ravissent pas la vedette au très beau tableau *Vierge et Saints* de Mantegna.

La découverte ne s'arrête pas là, et nombreux seront les quartiers qui se révéleront au visiteur. Il en est un, attachant, qui est devenu la coqueluche des intellectuels milanaïsi, de la jeunesse « branchée » et des amateurs de bières à la mode : celui des *canali*, petits canaux qui s'écoulent du centre-ville vers le sud et qui menaient jadis aux malsons campagnardes des grands de Milan.

## La route des chartrons

Par là, sur les pas des Sforza, la route conduit tout droit à la chartronne de Pavie, plus belle encore que celle de Châtavalle. Au cœur de la plaine qui vit Charles Quint défait par les armées françaises fut commencé, en 1396, par Gian Galeazzo Visconti, le plus beau monument de la Renaissance lombarde. Tout est splendide à la mode : celui des *canali*, petits canaux qui s'écoulent du centre-ville vers le sud et qui menaient jadis aux malsons campagnardes des grands de Milan.

L'étape de Pavie s'impose aussi, qui ne doit pourtant pas empêcher celle de Vigevano, siège d'un évêché et cité ducal. C'est le berceau de Ludovico le More et de Francesco II Sforza qui recèle en son cœur une des plus belles places d'Italie et un joyau de la Renaissance. Attribué à Bramante, cette place est entièrement fermée, bordée sur trois côtés d'arcades très légères et de maisons aux façades peintes, toutes semblables. Elle descend en pente douce vers le Dôme, dont la façade baroque ponctue ce splendide chef-d'œuvre de l'architecture de la fin du quinzième siècle. Milan, ville étape ancienne, pour voyageur d'aujourd'hui.

OLIVIER SCHMITT.

## Le Monde des PHILATÉLISTES

Dans le numéro d'octobre (96 pages)

A propos de la grille rouge

Seize nouvelles notices des timbres français

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques : 10 francs

11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris

Tél. (1) 246-72-23

## TAUROMACHIE

## LA CORRIDA EN CONGRÈS

QUAND la porte du toril s'ouvre, avec fracas pour laisser jaillir ce superbe toro du comte de la Maza, rayon de soleil paré entre deux nuages et bœuf à l'arène minérale. Juste avant pour ce seigneur ardent, fier, ébrié, armé de yunque particulièrement affûtée, se prépare à livrer son dernier combat. Ce combat est fleuve. Sous la pluie et dans la bourrasque. On voit, le cœur serré, Pao Ojeda se diriger vers la bête immobile et dont les flancs sont secoués par une puissante respiration. Le vent soulève la muleta du torero, découvrant trop vite le corps ainsi offert, sans défense, à la charge du bœuf. Ojeda comprend. Il oublie alors qu'il est un artiste. Il devient macho. Et se bat. Mais ce toro est seulement un diable. Ses cornes trébuchent sans cesse le matador, dont le ventre se creuse. Et, soudain, cette dernière passe de dos, où la bête foule le terrain de l'homme en suivant l'étoffe qui glisse, diabolique, devant elle. C'est l'écroulement. Il se profile avec l'épée. Puis il salue la foule, qui l'applaudit. En le regardant, on pense alors à Montherlant, qui a écrit à propos des toreros : « On est-ce qu'ils mettent leurs instincts pour être minces comme cela ? Ils ont pourtant des intestins pulpeux, à l'occasion, les toreros, les débiles... Mais quelle étrange folie que le combat d'un autre âge entre un homme et un toro à l'époque où le T.G.V. file à travers les garrigues... »

Nul n'oublie, même si leur combat ne fut pas à la hauteur de leur prestance, ces magnifiques bêtes présentées par le comte de la Maza. Rares dans les rudes toros d'Espagne, ils ont l'occasion de découvrir de tels toros, destinés par Goya ou peint par un poète érudit. Curieux bonhomme que don Leopoldo de la Maza y Falcó, propriétaire terrien, maire de Léon-de-la-Frontière (Savoie), ami du général Franco, colonel de la légion étrangère espagnole pendant la guerre civile, en cours de laquelle il perdit un œil, et qui vient d'être élu président de l'Association des éleveurs andalous. Un club très fermé. Mais, comme l'écrit M. Pierre Dupuy, directeur de la revue *Toros*, don Leopoldo échangeait volontiers ses titres « contre une vuelta en plaza de Madrid ».

Alors qu'événement le Foris des Vendanges, Nîmes accueillait en ce mois de septembre le

soixante-huitième congrès de la Fédération des sociétés taurines de France. Cette manifestation est notamment émaillée par les propos de M. Henri Capdeville, président de la fédération, qui a réclaté « la reconnaissance officielle de la corrida en France, mais uniquement dans les régions de tradition ».

De nombreux aficionados estimant en effet qu'après les propos de M. Jack Lang, ministre de la culture, plaçant pour le développement de la culture régionale, la corrida est particulièrement concernée. Il est temps en effet de lever le voile hypocrite qui couvre les courses de taureaux en France, où elles ne sont, en fait, que tolérées. Une telle initiative assainirait tout d'abord le marché financier des spectacles taurins, dont les Espagnols dront toutes les folies. Elle permettrait, enfin, de rendre légale la profession de torero vivant en France, car les toreros français ne rentrent dans aucune catégorie professionnelle. Ils doivent donc payer de 100 à 200 francs sans être pris en charge socialement. En cas d'accident — fréquent dans leur métier — ou de maladie grave, ils doivent faire appel à une caisse d'aide sociale ou à la solidarité professionnelle, et se transformant ainsi en indigents. Alors que « les toreros », ces toreros français bénéficient d'une couverture sociale puisqu'ils cotisent à la Sécurité sociale espagnole, leur profession étant, en effet, reconnue dans ce pays.

Pourtant, tous les ans, au sud de la Loire, une quarantaine de villes françaises proposent une centaine de spectacles qui brassent des sommes d'argent pouvant atteindre 40 millions de francs. Et cela sans tenir compte des retombées économiques pour le commerce des villes qui organisent les fêtes. « Le succès économique des spectacles taurins incite les municipalités, quelle que soit leur coloration politique, à reconduire ou à développer encore plus l'organisation de corridas sans jamais envisager de poser le cas social des toreros », souligne un matador français, qui ajoute : « Il faudrait sans doute qu'un accident mortel se produise en France pour que l'on se décide à aborder cette question. » La bête est dans le camp du minotaure de la culture. Il devra agir, car « sans taureau le peuple est triste et la fête loquace ».

JEAN FERRIN.

## SPORTS D'HIVER EN

## ROUMANIE

SKI ALPIN ET  
SKI DE FOND  
à Sinaia, Prédéal  
et Poiana-Grasov

FÊTES DE NOËL ET DU  
JOUR DE L'AN

1 SEMAINE à partir de  
1.895 F tout compris  
avec remontées mécaniques  
illimitées

Inscriptions auprès de votre agence de voyages.

Enseignement et documentation  
OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN  
38, av. de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. 742.25.42 et 742.27.14.

DOCUMENTATION "Vacances d'hiver en Roumanie"

à envoyer à M. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_



OFFLINE

## TABLES LOMBARDES

Après un spectacle à la Scala, on se retrouve au *Charleston*, 9, piazza del Liberty, tél. : 738-531.

Après une visite au Dôme les pas se perdent piazza Mercanti, où l'on découvre la très bonne cuisine du ristorante Mercanti, tél. : 80-52-198.

Pour une soirée pleine de chaleur, avec la « Tout-Milan » des arts et de la culture : la Grotta et ses savoureuses pitas noires, 13, via Bergamini, tél. : 862-917.

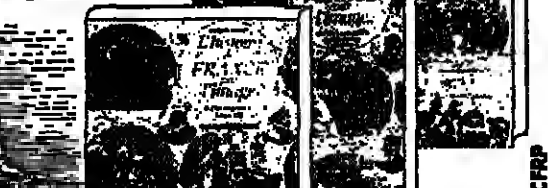
Pour les gens plus pressés et qui ont peur de rater leur avion, tout près de l'aéroport se trouve la terrasse délectable de la Viscontini, tél. : 547-03-91.

## L'HISTOIRE DE FRANCE PAR L'IMAGE

Jacques Boudet. Préface d'Arthur Conte.



Une histoire de France en 3 volumes qui renoue avec une tradition de respect de la chronologie et qui redonne son importance à l'image, grâce à une illustration originale et souvent émouvante. Une histoire de France à mettre entre toutes les mains. Chaque volume 200 pages, prix 139 F.



Bordas

LE MONDE A LIVRES OUVERTS

RÉSIDENCES secondaires ou principales  
Campagne • Mer • Montagne

Avignon. Station neige et campagne. Chalet bois, 12, sur lac, bois. Cond. except. pr. chalet témoin. 276 800 F T.T.C.

Capri-Lesais, à pl. de Bagnac-sur-Corbière. 65000 Clermont-Ferrand - (72) 92-47-23

Aude : QUILLAN. Vue panoramique sur Pyrénées. PROPRIÉTÉ de 84 ha. ruine de 220 m2. 1 080 000 F. BERGESE de 230 m2. 420 000 F.

MAISON DE MAÎTRE. 138 m2 hab. sur terrain de 1 ha. Diverses poses. Hôtel-rest. mais. rez. Prix : 1 200 000 F. Tél. 63-20-00. 11500 QUILLAN.

VIENNOIS (40). Face au lac de Port-d'Audret. Résidence de FESTAQUE. Studios T1 - T2 - T3. Vendus entièrement meublés. LIVRAISON JUILLET 83. À partir de 173 000 F. Parking couvert compris.

SOULAC-SUR-MER (33). Entre Océan et piscine. LE GRAND LARGE. Studios T1 - T2 - T3. Vendus entièrement meublés. LIVRAISON JUILLET 83. À partir de 168 000 F. Parking compris.

Renseignements : C.O.F.A. - Place Pierre-Curie - 33370 ARTIGUES - BORDEAUX

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ TEL. : \_\_\_\_\_

سكزانت الأصل



## Hippisme

## L'Arc et les poulains d'éprouvette

ERTAINS morts n'en finissent pas de ressusciter. C'est le cas de Marcel Bouscass.

Après la victoire d'Akiyda dans l'Arc de Triomphe, dimanche, c'est le silhouette et le sursaut de l'Arc de Triomphe qui nous reviennent à l'esprit sur nos écrans de T.V. Mais l'intéressé — il l'a lui-même souligné — n'était là, en quelque sorte, qu'à titre d'exécuteur testamentaire. Le triomphe était celui de Marcel Bouscass. Un triomphe, à dire vrai, né non pas de quelque trait de génie, mais de la ruine même du vieux lion. Il est des destins dans lesquels les pires revers sont le terreau des plus grands succès. C'est peut-être à ce titre formidable contrepoint que se reconnaissent les élus. Marcel Bouscass en était un.

A la fin de sa vie, pressé de toutes parts, les décomptes s'annoncent, n'ayant plus les moyens de fonder son élevage sur un étalon de qualité, il avait élevé à ce rang un jeune cheval qui n'avait gagné que le Grand Prix de Marseille, mais en qui se concentraient les meilleurs « sangs » des grandes années de l'écurie : Labus.

Il mourut avant que les premiers fils et filles de Labus ne fussent en âge de paraître en piste. Il ne sut donc jamais le joyau que lui avait tendu le dévouement. L'Arc de Triomphe, à qui les syndics de la famille Bouscass avaient, quelques mois avant le mort de ce dernier, vendu en bloc les décomptes de l'écurie (pour la somme tout de même rondelette de 35 millions de francs), ne le devina pas non plus : jugeant Labus indigne de sa jumenterie, il le donna aux Haras nationaux et le cheval partit « servir », dans la Manche, des juments de selle au tarif de 500 F la carte.

Il est maintenant un des deux ou trois étalons français les plus riches. Akiyda, la gagnante de l'Arc, est une de ses filles, engendrée avec une jument de Marcel Bouscass juste avant la mort de celui-ci. Dans sa progéniture (où l'on ne compte qu'un seul produit n'ayant pas gagné) s'étaient déjà révélés depuis deux ans, des sujets de première grandeur : Dala, Ardesh, Labus, Fila, Akard, tous nés de poulainières ayant appartenu au vieux propriétaire et conçus juste avant la fin de celui-ci. Parmi ces juments,

une mention particulière à Lioata, la mère précocement d'Akiyda. Allée à Mill Reef, elle avait déjà donné un gagnant de Jockey-Club : Acamas.

Avec Labus, elle a produit un gagnant du Grand Prix de Saint-Cloud, Akard, et, maintenant, une gagnante de l'Arc. Elle atteint à la célébrité mondiale.

La révélation de Labus ravive un certain aspect du problème de l'insémination artificielle. L'Agriculture socialiste est favorable à cette pratique, déjà assez largement utilisée dans les pays de l'Est et en Allemagne fédérale, expérimentée, chez nous, avec le champion de concours hippique Galsubet. Le nouveau directeur des Haras nationaux, Jean-Pierre Launay, a refusé, voilà quelques jours, d'aller participer, en Angleterre, à une conférence internationale sur les courses parce que les organisateurs, le Jockey-Club anglais, avaient refusé d'inscrire l'insémination artificielle à l'ordre du jour de la réunion.

## Opposés à l'insémination artificielle

L'insémination artificielle est, au stade actuel des techniques d'élevage, la seule pratique qui pourrait faire baisser sensiblement les prix des pur-sang et les ramener au niveau des bourses françaises. Nous sommes de ceux qui sont persuadés qu'elle aura inéluctablement droit de cité ; que, déjà, le dilemme est : admettre l'insémination artificielle et faire front au défi financier américain ; ou bien la refuser mais alors couper le lien américain, laisser les chevaux de milliardaires, issus des plus grands étalons du monde, trop chers pour nos bourses, se battre entre eux au pays des milliardaires, et ramener nos compétitions au niveau de nos propres étalons, c'est-à-dire un ou deux échelons en dessous.

Mais — et voilà où surgit Labus — on ne peut non plus avoir recours à l'insémination artificielle sans limite et sans garde-fou. Car, que se serait-il passé si la pratique avait été admise vers les années 1976-1977 ? Jamais Marcel Bouscass ne se serait servi de Labus comme

étalon. Les Vaguely Noble, Mill Reef, voire les défunts Ribot et See Bird en éprouvette ayant été accessibles à un homme quasi ruiné, c'est à ces éprouvettes qu'il aurait fait appel. Labus aurait été, dès l'origine, voué à la production de chevaux de selle ou aurait été vendu à l'écurie Bouscass dans les grandes années de celle-ci. Notre élevage de pur-sang aurait perdu un capital génétique dont on ne fait peut-être encore qu'entrevoir la richesse.

A cet égard encore, le vieux capitaliste libéral a quelque raison de se retourner dans sa tombe. Toutes les grosses fortunes internationales qui ont investi dans le pur-sang, tous ceux qui furent les compagnons de banque — et de passage de Marcel Bouscass, sont farouchement opposés à l'insémination artificielle. La propriété des grands étalons — non d'éprouvette, divisibles quasi à l'infini — c'est leur affaire et le fondement (au moins théorique) de leurs empires hippiques. Or, voici le compagnon disparu, l'ancien complice, qui — à travers sa ruine, et grâce à elle — leur fournit leur meilleur argument. Il n'est pas certain que le vieux homme se serait réjoui de cette complicité-là : à l'exception de lord Grenard en Angleterre et, en France, de l'Arc de Triomphe, qui lui laissa jusqu'au bout le jouissance d'une pouliche afin que ce casaque ne disparût pas avant lui — les amis l'avaient totalement laissé choir, les dernières années.

Que les spéculations génétiques ne nous fassent tout de même pas oublier les péripéties de la piste. Autant que la victoire d'Akiyda et de Labus, l'Arc a été celle d'Yves Saint-Martin. Il a le génie de Longchamp. Il sait exactement où, à chaque mètre, y placer son cheval, où le reprendre, où le lancer à l'attaque... La course d'Akiyda a été la copie conforme de celle de Sassafras, avec laquelle il avait gagné en 1970 : quatrième position, le long de la corde, pendant tout le parcours, puis démarrage de loin et en une seule fois, dès que les chevaux de tête — en l'occurrence Biale et Bon Sang — commencent à faiblir.

LOUIS DÉNIEL

## CAVALIERS ET GLOCHARDS

Le voyage à cheval est à la mode. On ne compte plus les cavaliers qui partent, avec ou sans sponsor, à l'épave du monde au pas de leurs chevaux. Tous, sans doute, ont, peu ou prou, le sentiment que voyager à cheval, dans un monde mécanisé à outrance, eût été à leur ouvrir les portes des cours et des maisons. A suivre le périple d'un de ces voyageurs, il semble pourtant que la réalité soit moins simple...

Jean-François Ballester est une figure connue dans le monde de la grande randonnée. Après plusieurs voyages à cheval en solitaire, il est parti, avec une équipe, pour un « Buenos Aires - New-York » : 15 000 kilomètres et deux ans de chevauchée. Depuis, tous les mois, Ballester et sa compagne laissent, dans la revue Cheval Magazine, le récit de leur expédition. Voici quelques extraits des réflexions de Ballester dans le numéro d'août, un an après avoir quitté la France, alors qu'il venait de passer l'équateur, ayant traversé l'Argentine, le Pérou, la Bolivie et l'Équateur : « La fait de voyager à cheval favorise souvent les contacts. Pour nous, cela n'a pas toujours été le cas. Les cavaliers et clochards, nous sommes et tenons à rester... En conséquence, pour l'homme du « campo », pour le paysan de la montagne, nous avons souvent l'air de riches voyageurs. Bien que notre bourse ne soit pas trop épaisse, nous dépensons certains soins, uniquement pour nourrir les chevaux, des sommes qui paraissent à ce paysan de vivre plusieurs semaines. Mauvais point de contact ! Nous ne sommes, au premier abord, que le « gringo » qui passe. Quant au riche, à l'homme de la classe supérieure, notre accoutrement, que nous ne changeons pas, l'incite à nous prendre pour des minables. Il ne nous reçoit et nous aide — le cas échéant — qu'à cause de la performance que nous avons accomplie (...). Comme ça, contacts, ces rapports ambigus sont souvent frustrants. Nous vivons trop souvent, par la force des choses, repliés sur nous-mêmes (...). Car, plus loin, Ballester reconnaît : « Les pays, les gens, nous ne les aurions pas découverts comme nous avons pu le faire, sans nos chevaux. »

Mais un bref communiqué annonce, dans le numéro suivant de Cheval : « La bureaucratie a eu raison du sport et de la performance. » Confrontés à une série de problèmes insolubles, Ballester et sa compagne ont finalement abandonné à Panama. L'époque n'est plus aux Tschiffely (1)... — J.-L. A.

(1) En 1928, Aimé-Félix Tschiffely, Suisse d'origine, partit seul avec deux chevaux « criollos » de Buenos Aires, afin de rallier New-York. Le trio mit deux ans et demi à couvrir l'Amérique. Tschiffely est souvent cité comme un « pionnier » du tourisme équestre.

## La vie nomade.

## la vraie

Première pour les vélocypédistes : 1 600 kilomètres sur deux roues au cœur du Rajasthan jusqu'à la fête de Pushkar en compagnie de Georges Schaller, ethnologue, cinéaste et conférencier vivant en Inde depuis 1975. Vingt personnes maximum, du 26 novembre au 17 décembre prochains. On doit amener sa bicyclette. Forfait Paris-Paris : 7 500 F.

\* Renseignements et inscriptions : Guilde européenne du raid, 4, rue de Vaudrard, 75015 Paris, tél. : (1) 328-97-52.

## Réservée

## aux plus de cinquante ans

L'association Renouveau vient de faire paraître son catalogue Escapade 3, qui s'adresse donc aux amoureux du voyage de plus de cinquante ans.

Randonnées à pied, en canoë, en vélo, en mer et pêche, voile, tennis dans huit régions de France, de la Bretagne à la Côte d'Azur, des prix raisonnables et le gage d'une organisation sérieuse. Décidément, vivement la retraite !

\* Renouveau : 2, rue Trémoille, 75009 Chambray, tél. : (1) 70-37-72. Délégation à Paris : 18, rue de l'Hotel-de-Ville, 75004 Paris, tél. : (1) 278-25-42.

## L'automne

## dans le Sud-Ouest

La fédération des comités départementaux du tourisme de l'Aveyron, du Gers, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne vient d'éditer sa première brochure intitulée l'Automne au cœur du Sud-Ouest.

Très heureuse initiative, qui rassemble en seize pages glorieuses, photos couleur, mise en pages parfaites, tous les renseignements sur les rivières, les hôtels, les campings et les vacances actives d'un pays qui s'en va des gorges du Tarn jusqu'à Montauban.

\* Pour obtenir gratuitement ce catalogue, il faut s'adresser à : Accueil du Sud-Ouest, B.P. 351, 82005 Montauban Cedex, tél. : (63) 53-31-10.

## La Crête à vélo

Des vacances sportives mais sans entraînement forcé, sans esprit de compétition, ne sacrifiant rien au confort, voilà les mots d'ordre de Vélotour, un voyageur marseillais spécialiste des deux-roues. Il propose aux amateurs de partir à la découverte de la Crête en groupes, d'un mois à quatre cyclistes — le maximum est fixé à trente — pour un prix de 4 550 francs, pour neuf jours, de Paris à Paris. Encadrement technique de Raphaël Gémiani, hôtels, repas compris.

\* Vélotour, 352, avenue du Prado, B.P. 2, 13256 Marseille Cedex 6, tél. : (91) 76-21-60.

## A Londres, au Palace

## pour 390 F

Jusqu'au 2 novembre prochain, Rank Hotels vous propose de séjourner dans des hôtels de luxe de la capitale britannique, à des prix, ma foi, fort intéressants. Ainsi, pour 390 francs, on pourra loger au White House — quatre étoiles — pendant deux nuits, petit déjeuner anglais compris. On peut choisir le forfait avion pour 1 080 francs, dans le même hôtel et aux mêmes conditions. La catégorie luxe est accessible à partir de 450 ou 1 170 francs, au Royal Lancaster, et le prix le plus élevé (1 710 ou 1 400 francs) vous sera demandé pour rejoindre l'Athénium.

\* Renseignements et réservations : V.P.S., 9, avenue de la République, 75011 Paris, tél. : 337-65-72.

## L'Inde

## en liberté

Le gouvernement indien vient de décider de rétablir le « landing permit » ou autorisation d'entrer dans ce pays sans visa pour un séjour de tourisme qui ne dépassera pas trente jours. Toutefois, les visiteurs qui se rendent régulièrement dans ce pays (plusieurs fois dans l'année) doivent se munir d'un visa avant leur départ de France.

L'office du tourisme indien de Paris vient, lui, de publier la nouvelle édition de sa brochure Vacances en Inde. On y trouvera tous les séjours des voyageurs et associations françaises ayant inclus cette destination dans leurs catalogues.

\* Pour obtenir la brochure « Vacances en Inde 1982-1983 », il suffit d'écrire à l'Office national indien du tourisme, 8, boulevard de la Madeleine, 75003 Paris.

## En route

## pour le Cézallier

Le Cézallier, ça ne vous dit rien ? Et le Lembronnais, pas plus ? Alors, le pays des couzes, vous brille ? Non, bon. Voilà trois terres de randonnée, à pied, à ski, à cheval, en canoë, à vélo, entre Issoire, Massiac, Muret et Besse-en-Chandesse. Il faudra revoir vos leçons de géographie.

Pour vous y aider, le petit dépliant tout à fait remarquable édité par l'association pour le développement de la randonnée pédestre dans le Massif Central. Un répertoire des villes et villages d'accueil et de leurs modes d'hébergement, de leurs mœurs et services, un recensement du patrimoine local et des curiosités naturelles, bref un petit opuscule bien fait à ranger soigneusement dans le tiroir du haut de la commode du couloir, avec les cartes routières.

\* Chamblaz, 5, rue Pierre-le-Vénérable, 63000 Clermont-Ferrand, tél. : (73) 92-82-60.

L'un des 20 meilleurs palaces du monde\* est à Paris : le Meurice.

\* Gault & Millau (Déc. 81) citant un sondage de Institutional Investor

Nouvelle entrée par la rue de Castiglione : marbres de Carrare, tonalités vieux rose et bouton d'or reflétés par les miroirs, surprenants arrangements de fleurs rares.

Salon Pompadour, Salon des Quatre saisons, Salon des Tuileries : éclats des lustres, charbonnement délicat des tissus, sobre raffinement du mobilier.

Le bar vient d'être redécoré : laques précieuses, cachemires tur-

quoises et rouges, cristaux de Bohême. Langues du monde entier.

Le restaurant rouvrira début octobre : un éblouissant vitrail aux dominantes émeraude, terre de sienne, mauve. Une atmosphère de jardin irréel créée par Micheline Lefebvre : tons pastels, blancheur des porcelaines, noir des habits, taches vives de l'argenterie.



HOTEL MEURICE  
UN HOTEL INTER-CONTINENTAL  
6, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.60

## Foies Gras PROMOTION ART VILLAGE

Pour mieux nous faire connaître, nous pouvons vous accorder le Port entièrement gratuit et vous offrir en cadeau, le Guide des Restaurants Inconnus de Gascogne (édition 82) pour l'achat de :

Deux blocs de Foie Gras de Canard 200 g net (6 parts) par bloc, à 96 F l'un, soit 400 g pour le prix total de 192 F (conservation garantie 4 ans) (1).

Pour l'achat d'un seul bloc (96 F à notre tarif au 1<sup>er</sup> avril dernier) il vous faudrait ajouter 14 F pour les frais d'envoi.

Nous sommes une toute petite entreprise (5 employés) et nous expédions de Saint-Clar (Gers), sous notre marque Art Village, toute une gamme de spécialités savoureuses. Nos clients sont peu nombreux, mais fidèles, et nous échangeons avec eux un courrier personnel et amical (nous n'avons pas d'ordinateur). N'ayant pas les moyens de faire

des pages de publicité en couleurs, nous proposons chaque année une promotion très avantageuse qui encourage les gastronomes à faire connaissance avec notre maison.

Nous faisons aussi des efforts en faveur des artisans restaurateurs de nos campagnes. Notre Guide des Restaurants Inconnus de Gascogne vous fera découvrir les performances gastronomiques de trente restaurateurs de nos villages qui proposent des menus somptueux à des prix d'autrefois. (Le 1<sup>er</sup> août 1982, on m'a servi chez M. Debard à Auvillar le repas suivant pour le prix de 55 F : melon, jambon de pays, crudités et pâté de campagne, ensuite saumon frais, ensuite canard à l'orange, ensuite gigot d'agneau pommes persillées, ensuite salade, ensuite fromages, enfin pâtisserie !). Nous envoyons notre Guide seul pour 26 F port compris.

BON DE COMMANDE à retourner à Art Village  
32380 Saint-Clar. Adressez-moi votre colis contenant :  
deux blocs de Foie Gras de Canard 200 g net chacun et vos  
Guides en cadeaux au prix total de 192 F port gratuit.

Mon nom \_\_\_\_\_

Mon adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement de 192 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP 3 volets ☐ mandat-lettre

☐ Je préfère contre-remboursement (+ 18 F). Etes-vous déjà client Oui ☐ Non ☐

(cochez les cases correspondantes).

(1) Composition : Foie Gras de Canard reconstitué 98 %, sel et épices 2 %.

Si vous n'avez pas encore reçu votre bon de commande, écrivez-moi à l'adresse ci-dessus. Je vous enverrai un bon de commande en double exemplaire. Les adresses postales des clients de l'étranger doivent être précises. Les adresses des clients de l'étranger doivent être précises. Les adresses des clients de l'étranger doivent être précises.







## Jeux

échecs N° 990

VASSILI  
SMYSLOV

Le prochain Tournoi des candidats au titre de champion du monde sera disputé entre les grands maîtres Kasparov, Beliavsky, Hübner, Korchnoi, Portisch, Torre, Ribbi et Smyslov. Outre la performance de Zoltan Ribbi, il faut admirer le retour de l'ancien champion du monde Vassili Smyslov qui, à l'âge de soixante et un ans, a remporté la seconde place du tournoi de qualification de Las Palmas.

1. 64 65 20. T x h4 (1) F25  
2. C23 C24 21. T x h4 C24  
3. F25 F26 (2) 22. C x h4 (2)  
4. 64 (2) 23. F x h4 (2)  
5. 65 (2) 24. C23 25. F25 (2)  
6. F25 C24 26. D24 D25 (2)  
7. 64 (2) 27. C23 28. C24 (2)  
8. 65 (2) 29. T x h4 (2)  
9. 64 C27-27 (1) F25 (1)  
10. T x h4 (2) T28 27. C27 T x h4  
11. 64 C28 28. C28 F x h4  
12. T28 C28 29. D x h4 T x h4  
13. F25 T28 30. F25 (2)  
14. D25 T28 (1) 31. T28 C23+  
15. F25 C23 32. D23 D24+  
16. D23 C23 33. D23 D24+  
17. 64 C24 34. D24 D x h4 (2)  
18. T x h4 35. T28 T x h4+  
19. C25 (2) 36. T x h4+ abandon (2).

Blancs : D. MESTEL  
Noirs : V. SMYSLOV  
(Tournoi de Las Palmas, 1982.)

bridge N° 987

UNE ATTAQUE  
MORTELLE

Dans les trois matches des éliminatoires du Championnat du monde de Rio, cette table fut la seule où le contrat de 4 Piques fut battu.

♠ A 10 6 5  
♥ A V 10 9  
♦ 8 5 4 3 2  
♣ 8 7 3  
N O E S  
♠ V 5 2  
♥ R D 4 8  
♦ 8 7 4 2  
♣ R D  
♠ R D 10 9 6 4  
♥ 8  
♦ R D 9 8 5  
♣ 5

Ann. : O. don. E-O vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
Kuo Passell Huang Brachman  
1 ♥ passe 3 ♥ 4 ♠  
passe contre passe...

Comment la défense a-t-elle fait chuter QUATRE PIQUES ?

## Réponse

On peut-on espérer faire quatre levées sinon en comptant Carreau ? Mais quelles peuvent être les reprises du partenaire ? Vraisemblablement le roi de Cœur et peut-être aussi le roi de Trèfle.

C'est donc un des rares cas où il est normal de prendre le risque d'entamer le roi de Cœur en contre-attaque. Et Kuo a donc joué le 9 de Cœur. Est-il pris avec la dame, et il comprit que Ouest voulait lui donner la main afin qu'il contre-attaque Carreau et non pas Trèfle, car il avait donné une indication de préférence en jouant un gros Cœur (le 9) au lieu d'un petit.

Huang contre-attaqua donc Carreau, mais il prit soin, lui aussi, de faire un appel de préférence à Trèfle en jouant le plus petit Carreau.

Après avoir coupé le 3 de Carreau, Kuo joua une seconde fois

sous un As, mais à Trèfle ! Est prit le 7 de Trèfle d'Ouest avec la dame et continua Carreau pour faire chuter le contrat avec un Cœur, un Trèfle et deux coupes à Carreau.

Dans un des autres matches, Ouest passa d'entrée et le Brésilien Chagas, en Sud, ouvrit de « 4 Piques ». Il fit onze levées car il était beaucoup plus sûr, cette fois d'attaquer sous un As.

## COURRIER DES LECTEURS

« J'apprends beaucoup par vos problèmes », écrit Mme Germon, bien que certains soient un peu trop difficiles. » Tandis que R. Gouin estime « que les problèmes sont trop faciles ! » Comme il s'agit presque toujours de coups réellement joués à la table, il faudrait s'efforcer, au début, de cacher les mains adverses pour que les problèmes ne soient jamais faciles.

## Le silence doré

Dans cette donne d'un championnat d'Amérique la manche a été chutée à une des deux tables parce qu'un des adversaires (Ouest) avait gardé le silence.

♠ R 8 8 4  
♥ A R V 10  
♦ 4  
♣ R V 10 9  
N O E S  
♠ R 9 2  
♥ D 3 2  
♦ A D V 7 2  
♣ 8 5 2  
♠ A V 7 5  
♥ 8 6 5  
♦ R 10 8 6 5 3  
♣ —

Ann. : O. don. N-S vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
Cohen Fegervary Sides Baza  
passe 1 ♠ 1 ♠ passe  
1 S.A. contre passe 4 ♠...  
Ouest a entamé le 9 de Carreau pour l'As d'Est, qui a rejoué la dame de Carreau. Comment Baza

a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHERES  
On a une image, ici, du mécanisme complexe des contre-marchés. Sud n'aurait pas contre « 1 Carreau », car le contre n'aurait pas été de pénalité, mais aurait montré simplement une main positive. En revanche, Nord a contre « 1 S.A. » pour indiquer une bonne main, et Sud a sauté à « 4 Piques », car Nord (qui était certainement très court à Carreau) devait avoir quatre Piques.

Sans convention particulière, Sud doit contre « 1 Carreau » ou, à la rigueur, dire « 1 Pique ». A l'autre table, les annonces avaient été :  
Ouest Nord Est Sud  
passe 1 ♠ 1 ♠ contre  
passe 2 ♠ passe 2 S.A.  
passe 3 ♠ passe 3 ♠  
passe 4 ♠ passe passe...  
Celle fois, Sud a contre (au lieu de passer) un contre négatif qui promet simplement quelques valeurs.

PHILIPPE BRUGNON.

dames N° 182

TRAPEZISTE  
VOLANT

1. 22-24 25-27 28-30 31-33 34-36 37-39 40-42 43-45 46-48 49-51 52-54 55-57 58-60 61-63 64-66 67-69 70-72 73-75 76-78 79-81 82-84 85-87 88-90 91-93 94-96 97-99 100-102 103-105 106-108 109-111 112-114 115-117 118-120 121-123 124-126 127-129 130-132 133-135 136-138 139-141 142-144 145-147 148-150 151-153 154-156 157-159 160-162 163-165 166-168 169-171 172-174 175-177 178-180 181-183 184-186 187-189 190-192 193-195 196-198 199-201 202-204 205-207 208-210 211-213 214-216 217-219 220-222 223-225 226-228 229-231 232-234 235-237 238-240 241-243 244-246 247-249 250-252 253-255 256-258 259-261 262-264 265-267 268-270 271-273 274-276 277-279 280-282 283-285 286-288 289-291 292-294 295-297 298-300 301-303 304-306 307-309 310-312 313-315 316-318 319-321 322-324 325-327 328-330 331-333 334-336 337-339 340-342 343-345 346-348 349-351 352-354 355-357 358-360 361-363 364-366 367-369 370-372 373-375 376-378 379-381 382-384 385-387 388-390 391-393 394-396 397-399 400-402 403-405 406-408 409-411 412-414 415-417 418-420 421-423 424-426 427-429 430-432 433-435 436-438 439-441 442-444 445-447 448-450 451-453 454-456 457-459 460-462 463-465 466-468 469-471 472-474 475-477 478-480 481-483 484-486 487-489 490-492 493-495 496-498 499-501 502-504 505-507 508-510 511-513 514-516 517-519 520-522 523-525 526-528 529-531 532-534 535-537 538-540 541-543 544-546 547-549 550-552 553-555 556-558 559-561 562-564 565-567 568-570 571-573 574-576 577-579 580-582 583-585 586-588 589-591 592-594 595-597 598-600 601-603 604-606 607-609 610-612 613-615 616-618 619-621 622-624 625-627 628-630 631-633 634-636 637-639 640-642 643-645 646-648 649-651 652-654 655-657 658-660 661-663 664-666 667-669 670-672 673-675 676-678 679-681 682-684 685-687 688-690 691-693 694-696 697-699 700-702 703-705 706-708 709-711 712-714 715-717 718-720 721-723 724-726 727-729 730-732 733-735 736-738 739-741 742-744 745-747 748-750 751-753 754-756 757-759 760-762 763-765 766-768 769-771 772-774 775-777 778-780 781-783 784-786 787-789 790-792 793-795 796-798 799-801 802-804 805-807 808-810 811-813 814-816 817-819 820-822 823-825 826-828 829-831 832-834 835-837 838-840 841-843 844-846 847-849 850-852 853-855 856-858 859-861 862-864 865-867 868-870 871-873 874-876 877-879 880-882 883-885 886-888 889-891 892-894 895-897 898-900 901-903 904-906 907-909 910-912 913-915 916-918 919-921 922-924 925-927 928-930 931-933 934-936 937-939 940-942 943-945 946-948 949-951 952-954 955-957 958-960 961-963 964-966 967-969 970-972 973-975 976-978 979-981 982-984 985-987 988-990 991-993 994-996 997-999 1000-1002 1003-1005 1006-1008 1009-1011 1012-1014 1015-1017 1018-1020 1021-1023 1024-1026 1027-1029 1030-1032 1033-1035 1036-1038 1039-1041 1042-1044 1045-1047 1048-1050 1051-1053 1054-1056 1057-1059 1060-1062 1063-1065 1066-1068 1069-1071 1072-1074 1075-1077 1078-1080 1081-1083 1084-1086 1087-1089 1090-1092 1093-1095 1096-1098 1099-1101 1102-1104 1105-1107 1108-1110 1111-1113 1114-1116 1117-1119 1120-1122 1123-1125 1126-1128 1129-1131 1132-1134 1135-1137 1138-1140 1141-1143 1144-1146 1147-1149 1150-1152 1153-1155 1156-1158 1159-1161 1162-1164 1165-1167 1168-1170 1171-1173 1174-1176 1177-1179 1180-1182 1183-1185 1186-1188 1189-1191 1192-1194 1195-1197 1198-1200 1201-1203 1204-1206 1207-1209 1210-1212 1213-1215 1216-1218 1219-1221 1222-1224 1225-1227 1228-1230 1231-1233 1234-1236 1237-1239 1240-1242 1243-1245 1246-1248 1249-1251 1252-1254 1255-1257 1258-1260 1261-1263 1264-1266 1267-1269 1270-1272 1273-1275 1276-1278 1279-1281 1282-1284 1285-1287 1288-1290 1291-1293 1294-1296 1297-1299 1300-1302 1303-1305 1306-1308 1309-1311 1312-1314 1315-1317 1318-1320 1321-1323 1324-1326 1327-1329 1330-1332 1333-1335 1336-1338 1339-1341 1342-1344 1345-1347 1348-1350 1351-1353 1354-1356 1357-1359 1360-1362 1363-1365 1366-1368 1369-1371 1372-1374 1375-1377 1378-1380 1381-1383 1384-1386 1387-1389 1390-1392 1393-1395 1396-1398 1399-1401 1402-1404 1405-1407 1408-1410 1411-1413 1414-1416 1417-1419 1420-1422 1423-1425 1426-1428 1429-1431 1432-1434 1435-1437 1438-1440 1441-1443 1444-1446 1447-1449 1450-1452 1453-1455 1456-1458 1459-1461 1462-1464 1465-1467 1468-1470 1471-1473 1474-1476 1477-1479 1480-1482 1483-1485 1486-1488 1489-1491 1492-1494 1495-1497 1498-1499 1500-1502 1503-1505 1506-1508 1509-1511 1512-1514 1515-1517 1518-1520 1521-1523 1524-1526 1527-1529 1530-1532 1533-1535 1536-1538 1539-1541 1542-1544 1545-1547 1548-1550 1551-1553 1554-1556 1557-1559 1560-1562 1563-1565 1566-1568 1569-1571 1572-1574 1575-1577 1578-1580 1581-1583 1584-1586 1587-1589 1590-1592 1593-1595 1596-1598 1599-1601 1602-1604 1605-1607 1608-1610 1611-1613 1614-1616 1617-1619 1620-1622 1623-1625 1626-1628 1629-1631 1632-1634 1635-1637 1638-1640 1641-1643 1644-1646 1647-1649 1650-1652 1653-1655 1656-1658 1659-1661 1662-1664 1665-1667 1668-1670 1671-1673 1674-1676 1677-1679 1680-1682 1683-1685 1686-1688 1689-1691 1692-1694 1695-1697 1698-1699 1700-1702 1703-1705 1706-1708 1709-1711 1712-1714 1715-1717 1718-1720 1721-1723 1724-1726 1727-1729 1730-1732 1733-1735 1736-1738 1739-1741 1742-1744 1745-1747 1748-1750 1751-1753 1754-1756 1757-1759 1760-1762 1763-1765 1766-1768 1769-1771 1772-1774 1775-1777 1778-1780 1781-1783 1784-1786 1787-1789 1790-1792 1793-1795 1796-1798 1799-1801 1802-1804 1805-1807 1808-1810 1811-1813 1814-1816 1817-1819 1820-1822 1823-1825 1826-1828 1829-1831 1832-1834 1835-1837 1838-1840 1841-1843 1844-1846 1847-1849 1850-1852 1853-1855 1856-1858 1859-1861 1862-1864 1865-1867 1868-1870 1871-1873 1874-1876 1877-1879 1880-1882 1883-1885 1886-1888 1889-1891 1892-1894 1895-1897 1898-1899 1900-1902 1903-1905 1906-1908 1909-1911 1912-1914 1915-1917 1918-1920 1921-1923 1924-1926 1927-1929 1930-1932 1933-1935 1936-1938 1939-1941 1942-1944 1945-1947 1948-1950 1951-1953 1954-1956 1957-1959 1960-1962 1963-1965 1966-1968 1969-1971 1972-1974 1975-1977 1978-1980 1981-1983 1984-1986 1987-1989 1990-1992 1993-1995 1996-1998 1999-2001 2002-2004 2005-2007 2008-2010 2011-2013 2014-2016 2017-2019 2020-2022 2023-2025 2026-2028 2029-2031 2032-2034 2035-2037 2038-2040 2041-2043 2044-2046 2047-2049 2050-2052 2053-2055 2056-2058 2059-2061 2062-2064 2065-2067 2068-2070 2071-2073 2074-2076 2077-2079 2080-2082 2083-2085 2086-2088 2089-2091 2092-2094 2095-2097 2098-2099 2100-2102 2103-2105 2106-2108 2109-2111 2112-2114 2115-2117 2118-2120 2121-2123 2124-2126 2127-2129 2130-2132 2133-2135 2136-2138 2139-2141 2142-2144 2145-2147 2148-2150 2151-2153 2154-2156 2157-2159 2160-2162 2163-2165 2166-2168 2169-2171 2172-2174 2175-2177 2178-2180 2181-2183 2184-2186 2187-2189 2190-2192 2193-2195 2196-2198 2199-2201 2202-2204 2205-2207 2208-2210 2211-2213 2214-2216 2217-2219 2220-2222 2223-2225 2226-2228 2229-2231 2232-2234 2235-2237 2238-2240 2241-2243 2244-2246 2247-2249 2250-2252 2253-2255 2256-2258 2259-2261 2262-2264 2265-2267 2268-2270 2271-2273 2274-2276 2277-2279 2280-2282 2283-2285 2286-2288 2289-2291 2292-2294 2295-2297 2298-2299 2300-2302 2303-2305 2306-2308 2309-2311 2312-2314 2315-2317 2318-2320 2321-2323 2324-2326 2327-2329 2330-2332 2333-2335 2336-2338 2339-2341 2342-2344 2345-2347 2348-2350 2351-2353 2354-2356 2357-2359 2360-2362 2363-2365 2366-2368 2369-2371 2372-2374 2375-2377 2378-2380 2381-2383 2384-2386 2387-2389 2390-2392 2393-2395 2396-2398 2399-2401 2402-2404 2405-2407 2408-2410 2411-2413 2414-2416 2417-2419 2420-2422 2423-2425 2426-2428 2429-2431 2432-2434 2435-2437 2438-2440 2441-2443 2444-2446 2447-2449 2450-2452 2453-2455 2456-2458 2459-2461 2462-2464 2465-2467 2468-2470 2471-2473 2474-2476 2477-2479 2480-2482 2483-2485 2486-2488 2489-2491 2492-2494 2495-2497 2498-2499 2500-2502 2503-2505 2506-2508 2509-2511 2512-2514 2515-2517 2518-2520 2521-2523 2524-2526 2527-2529 2530-2532 2533-2535 2536-2538 2539-2541 2542-2544 2545-2547 2548-2550 2551-2553 2554-2556 2557-2559 2560-2562 2563-2565 2566-2568 2569-2571 2572-2574 2575-2577 2578-2580 2581-2583 2584-2586 2587-2589 2590-2592 2593-2595 2596-2598 2599-2601 2602-2604 2605-2607 2608-2610 2611-2613 2614-2616 2617-2619 2620-2622 2623-2625 2626-2628 2629-2631 2632-2634 2635-2637 2638-2640 2641-2643 2644-2646 2647-2649 2650-2652 2653-2655 2656-2658 2659-2661 2662-2664 2665-2667 2668-2670 2671-2673 2674-2676 2677-2679 2680-2682 2683-2685 2686-2688 2689-2691 2692-2694 2695-2697 2698-2699 2700-2702 2703-2705 2706-2708 2709-2711 2712-2714 2715-2717 2718-2720 2721-2723 2724-2726 2727-2729 2730-2732 2733-2735 2736-2738 2739-2741 2742-2744 2745-2747 2748-2750 2751-2753 2754-2756 2757-2759 2760-2762 2763-2765 2766-2768 2769-2771 2772-2774 2775-2777 2778-2780 2781-2783 2784-2786 2787-2789 2790-2792 2793-2795 2796-2798 2799-2801 2802-2804 2805-2807 2808-2810 2811-2813 2814-2816 2817-2819 2820-2822 2823-2825 2826-2828 2829-2831 2832-2834 2835-2837 2838-2840 2841-2843 2844-2846 2847-2849 2850-2852 2853-2855 2856-2858 2859-2861 2862-2864 2865-2867 2868-2870 2871-2873 2874-2876 2877-2879 2880-2882 2883-2885 2886-2888 2889-2891 2892-2894 2895-2897 2898-2899 2900-2902 2903-2905 2906-2908 2909-2911 2912-2914 2915-2917 2918-2920 2921-2923 2924-2926 2927-2929 2930-2932 2933-2935 2936-2938 2939-2941 2942-2944 2945-2947 2948-2950 2951-2953 2954-2956 2957-2959 2960-2962 2963-2965 2966-2968 2969-2971 2972-2974 2975-2977 2978-2980 2981-2983 2984-2986 2987-2989 2990-2992 2993-2995 2996-2998 2999-3001 3002-3004 3005-3007 3008-3010 3011-3013 3014-3016 3017-3019 3020-3022 3023-3025 3026-3028 3029-3031 3032-3034 3035-3037 3038-3040 3041-3043 3044-3046 3047-3049 3050-3052 3053-3055 3056-3



Le Monde

# société

## ÉDUCATION

A NANCY

### Des parents occupent une classe pour obtenir le départ d'une institutrice

De notre correspondant

Nancy. — Depuis le lundi 4 octobre, des parents d'élèves de l'école Marcel-Leroy, à Nancy, occupent la classe de leurs enfants afin que leur institutrice ne puisse assurer ses cours. Celle-ci, Mlle Denise B..., une quinquagénaire aussi fière qu'effacée, attend dans la salle de classe voisine que la situation évolue. Titulaire depuis 1958, elle avoue ne pas comprendre ce que lui reprochent les parents. Ceux-ci, lorsqu'ils sont interrogés, ne fournissent que des réponses vagues. Tout au plus lui reprochent-ils l'absence de discipline dans ses classes.

En fait, l'étrange réputation de Mlle B... est née lors de son arrivée en 1981 à l'école Marcel-Leroy. Les parents d'élèves, déçus de l'ambiance de sa classe, élargissent l'inspection. Avec suffisamment de force, semble-t-il, pour que l'institutrice donne son accord afin d'être déplacée durant un an, le temps que les esprits se calment. Malheureusement, elle change d'école, mais pas de quartier. Sa réputation forgée par des parents d'élèves en 1981 la poursuit pour devenir, finalement,

une rumeur alarmante lors de son retour cette année à Marcel-Leroy. La rentrée intervient dans un climat de crise et de chuchotements. Des parents chargent leurs enfants d'école. L'inspecteur départemental, M. Romens, estime qu'il n'y a strictement rien dans le dossier de Mlle B... qui donne matière à sa mutation ou à son changement d'activité : « Les parents sont actuellement dans la plus stricte illégitimité, et je n'aimerais pas que la force publique intervienne là où il ne faut apparemment qu'un peu de bon sens ». Le syndicat SNI-P.E.G.C., qui n'a pas même été sollicité par l'institutrice, estime que, en aucun cas, les parents n'ont raison de décider du départ d'un fonctionnaire. Nous n'accepterons jamais que s'instaure un type de relations basé sur la contrainte ».

Les parents — qui appartiennent aux deux fédérations de parents d'élèves — inquiets seront reçus par un membre du conseil général, puis par l'inspecteur d'académie.

JEAN-LOUIS BEMER.

## FAITS ET JUGEMENTS

### M. Badinter : je ne change pas.

Interrogé dans le *Quotidien de Paris* du 8 octobre sur l'interprétation de sa récente circulaire au parquet (*le Monde* du 7 octobre), M. Badinter affirme que sa politique reste la même : « Quelque soit la circulaire, retrouvera toujours les mêmes pensées et les mêmes lignes d'action depuis que suis ministre : fermeté vis-à-vis de la criminalité et de la grande délinquance et recherche de sanctions diversifiées — comprenant, outre l'emprisonnement de courte durée, des mesures telles que la confiscation du véhicule ou du permis de conduire — vis-à-vis de la petite délinquance. »

A propos des commentaires contradictoires dont sa circulaire a fait l'objet dans la presse, M. Badinter déclare : « J'ajoute que je n'ai aucune raison de changer, même si ça ne fait pas monter ma cote dans les sondages. »

La circulaire Badinter suscite d'autres réactions. L'Union syndicale des magistrats (modérée) déclare qu'elle « ne peut que souscrire aux recommandations de la circulaire du garde des sceaux de poursuivre avec fermeté la criminalité sous toutes ses formes et de venir en aide aux victimes ». L'U.S.M. estime que la petite délinquance « est une préoccupation constante des magistrats » et que ceux-ci ne peuvent être taxés de « laxisme » sur ce point. Enfin, M. Michel d'Allières, sénateur (R.I.) de la Sarthe, demande, dans une question écrite à M. Badinter, si ses instructions au parquet recommandant d'éviter le recours aux peines de prison pour les petits délits « sont bien opportunes à un moment où se développe en France un grave climat d'insécurité ».

### Prostitution et cotisations

Grenoble. — La police grenobloise vient de mettre fin aux activités d'un club de rencontres créé il y a dix-huit mois, qui s'adressait à une clientèle aisée, pouvant déboursé plus de 800 F pour un moment passé avec une prostituée. Pour assurer le maximum de discrétion à son entreprise, Mlle Martine Boidard, trentenaire et un an, avait installé son agence « Relations publiques », appelée également « club de l'élite », sur le même palier que l'entrée d'un petit hôtel de huit chambres, l'hôtel Albert-1<sup>er</sup>.

Ouverte pendant les heures de bureau, l'agence assurait un fonds de roulement non négligeable pendant la journée aux hôteliers, Raymond et Colette Terrier.

Les clients de l'agence n'avaient qu'à faire quelques mètres pour se rendre dans l'une des chambres de l'hôtel, où ils retrouvaient l'une des vingt-cinq prostituées que contactait Mlle Boidard. Si la plupart d'entre elles étaient des professionnelles connues des services de police, quelques-unes étaient, selon le substitut du procureur de la République, M. Bernard Vigny, de simples « goulottes d'occasion », issues souvent des milieux aisés de la ville et qui « recherchaient l'aventure, sinon une libération ».

Quant aux adhérents du club, qui payaient un droit d'inscription de 2 000 F par an, ils ont pu être

identifiés grâce à un petit carnet. Le juge d'instruction a inculqué et écroué, jeudi 7 novembre, Mlle Boidard et les hôteliers. Il lui reste maintenant à rechercher quels liens entretenait la directrice de ce club avec le milieu du proxénétisme grenoblois et lyonnais, un tel réseau de prostitution ne pouvant survivre, selon les magistrats, en dehors de l'emprise des proxénètes de ces deux villes. — (Corresp.)

### Deux médecins de la Pégola jugés par défaut

Inculpés d'homicide involontaire, deux anciens médecins de la clinique parissienne la Pégola, les docteurs Michel Popescu, chirurgien âgé de soixante-quinze ans, et Aziza Benkirane, anesthésiste réanimatrice, trente-huit ans, ne se sont pas présentés jeudi 7 octobre devant la seizième chambre du tribunal de Paris, qui a décidé de les juger par défaut.

Ils avaient à répondre de leur responsabilité dans le décès survenu le 16 mars 1978 d'une patiente, Mme Andrée Viaux, déjà mère de cinq enfants, qu'un médecin du Planning familial avait adressée à la Pégola pour une ligature des trompes.

Le docteur Popescu, aujourd'hui à la retraite, s'est retiré en Roumanie, et Mme Benkirane est établie au Maroc. Partie civile au nom du mari et des enfants de la victime, M. Louis Labadie a demandé 1 million de francs de dommages et intérêts. Jugement le 28 octobre.

### Convoqueur voleur

M. Hubert Pisseau, premier juge d'instruction à Paris, a inculqué, le 7 octobre, M. Roger Le Postec, 51 ans, ancien sous-officier, convoqueur de fonds depuis 1974, à la société Protection Ile-de-France (P.I.F.). M. Le Postec a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire.

Pris de boisson, M. Le Postec s'était récemment vanté d'avoir dérobé, le 27 janvier 1978, dans la chambre forte de la P.I.F., un sac contenant 135 000 F qu'il avait réussi à dévaliser, profitant du fait qu'il était demeuré seul quelques instants alors que, selon la règle, il aurait dû rester constamment en compagnie d'un collègue. Dégrossi, il a confirmé devant les policiers qu'il était bien l'auteur de ce vol.

### OUTRAGE

La cours d'assises du Bas-Rhin, siégeant à Colmar, jugeait, jeudi 7 octobre, une affaire de viol. Comme lors de la plupart de ces procès, des militantes féministes étaient présentes. Cette fois, cependant, la partie civile a préféré demander le huis-clos, ce que la cour a accepté. Une voix a alors traversé le brouhaha : « C'est dégueulasse ! »

Annie Collin, éducatrice spécialisée, auteur de ces mots, a été sur le champ inculquée d'outrage à magistrats et jurés. Elle comparaitra le 14 octobre devant le tribunal correctionnel de Strasbourg.

Après cet incident, la cour a siégé. Le violateur, M. Gérard Ferrandis, vingt-trois ans, peintre en bâtiment a été condamné à quatre ans d'emprisonnement, dont trois avec sursis. Après le viol, il avait envoyé des fleurs à sa victime, pensant ainsi se faire pardonner.

## UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

### Les langues vivantes entre la pédagogie et la tactique

La vieille idée reçue selon laquelle collégiens et lycéens français sont incapables d'articuler correctement une phrase en langue étrangère est-elle périmée ? Nombre de professeurs, interrogés par le Monde de l'éducation (1), répondent oui sans hésiter. Ou plutôt, ils admettent que leurs élèves multiplient les fautes ou les a-peu-près dans leur expression (orale ou écrite), ils soulignent qu'ils n'ont plus peur de parler. Le cours de langue serait même devenu l'heure où l'on peut s'exprimer en toute liberté, l'heure où il est permis de dire ce qui vous passe par la tête tout en trébuchant sur les mots.

Vive le cours de langue, donc. Et vive les méthodes nouvelles — audiovisuelles, audio-orales, suggestopédagogiques, etc. — qui ont favorisé cette éclosion de la parole dans des cours traditionnellement consacrés à la grammaire et à la littérature, d'autant plus mal reçus qu'ils faisaient référence à une langue étrangère à peine vivante.

Mais l'autosatisfaction affichée par les praticiens consciencieux doit être modulée. Sans aller jusqu'à dire, comme M. Pierre Barteaux dans son rapport de l'an dernier, que « nos élèves sont, à 99 % incapables de faire une phrase de leur cru », il faut reconnaître que, trop souvent, les résultats ne sont pas à la mesure des efforts déployés. Et il est bon de rappeler que la diversification des langues — l'enseignement français en prévoit une douzaine possibles — est pour l'essentiel un leurre : près de

94 % des élèves optent pour l'anglais première langue. Quant au choix de l'allemand ou du russe, par exemple, il est de plus en plus dicté par le souci de rejoindre le « grand » établissement ou la « bonne » section, c'est-à-dire la plus sélective.

Cette évidence apparaît d'avantage encore avec l'introduction du portugais et de l'arabe dans de nombreux établissements. Considérés comme langues d'immigrés, ces langues sont délaissées par la plupart des Français de souche et même par les familles de migrants avides d'assimilation. On assiste ainsi à un double phénomène : alors que le cours de langue abandonne de plus en plus son aspect littéraire au profit de l'expression spontanée, le choix d'une langue se fait sur des critères de moins en moins linguistiques et de plus en plus tactiques. Ce que la pédagogie gagne d'un côté, elle le perd de l'autre.

Le Monde de l'éducation ne se limite pas à la France dans son enquête. Il montre que, dans d'autres pays d'Europe, la politique linguistique fait aussi la part trop belle à l'anglais, sans pour autant avoir les résultats miraculeux qu'on prétend parfois. L'expression orale est une chose. La maîtrise d'une langue étrangère en est une autre, surtout lorsqu'il s'agit d'y avoir recours dans sa vie professionnelle.

(1) Le Monde de l'éducation n° 87 (octobre 1982), 10 F.

## JUSTICE

### Bibliographie LE COMBAT DE ROGER DELPEY

Roger Delpey, numéro d'écrou 200 163, n'a pas fini de régler ses comptes. Quand il sort, le 28 novembre 1980, de la prison de la Santé à Paris, après deux cents jours d'incarcération, il déclare : « Je n'ai pas l'intention de me taire. » En mars 1981, il publie un premier ouvrage intitulé *la Manipulation*, consacré à ses entretiens avec l'ancien empereur Bokassa (*le Monde* du 25 mars 1981). Aujourd'hui, le confident du monarque déchu raconte, dans un livre intitulé *Prisonnier de Giscard*, son affaire et ce que fut sa détention.

Arrêté le 10 mai 1981 par les policiers de la D.S.T., à sa sortie du « bureau populaire libyen » (ambassade), il sera inculqué, après six jours de garde à vue, d'« intelligence avec des agents d'une puissance étrangère », en l'occurrence la Libye. Une ordonnance de non-lieu sera finalement rendue en sa faveur le 2 novembre 1981.

*Prisonnier de Giscard* est le récit de cet ancien membre du corps expéditionnaire en Indochine, victime d'une véritable lettre de cachet. L'auteur adresse tout d'abord « une lettre ouverte à un ancien président qui brûle de le redevenir ». S'adressant à l'ancien chef de l'Etat, M. Delpey écrit notamment : « Votre défaite électorale a été précipitée par de graves manquements à l'honneur et à la responsabilité, en raison d'actes sur lesquels, jusqu'à ce jour, vous vous êtes refusé à vous expliquer, à vous justifier. »

Dans le détail, Roger Delpey explique ce que furent ses journées de garde à vue. Il rapporte ses interrogatoires par les policiers qui ne cherchaient qu'à récupérer les cent quatre-vingt-sept documents qui lui avaient été remis par Jean-Bedel Bokassa. Des documents, affirme-t-il, qu'il a récupérés aujourd'hui et qu'il garde en réserve. Seront-ils rendus publics un jour ? Peut-être dans un prochain livre qui aura pour titre *la Diamanterie*.

*Prisonnier de Giscard* n'apporte aucune révélation. Roger Delpey continue son combat contre l'ancien chef de l'Etat et pour faire éclater la vérité sur son « ami Bokassa », après plus de six mois d'emprisonnement pour « raison d'Etat ».

M. B.-R.

\* *Prisonnier de Giscard*, par Roger Delpey, aux éditions Jacques Grancher, 60 francs.

• *L'indemnisation des victimes d'attentats*. — Interrogé à l'Assemblée nationale par M. Edouard Frédéric-Dupont (Paris, app. R.P.R.), le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'un projet de loi sur l'indemnisation des victimes d'attentats pourrait bientôt voir le jour. Actuellement aucun texte ne prévoit cette indemnisation.

## SAC : du rapport au livre

Les parlementaires l'ont lu, les citoyens peuvent en faire autant. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les activités du Service d'action civique (SAC) — rendu public fin juin — est désormais en librairie. A dix mille exemplaires.

Ce n'est pas le Documentaire française — service public — qui est à l'origine de cette publication et de cette diffusion mais un éditeur indépendant, M. Alain Moreau. Après avoir publié de nombreux ouvrages — tels *Le combat milieu*, *Le combat barbouze*, *D comme drogue*, où il est beaucoup question de l'ancien service d'ordre gaulliste, aujourd'hui dissous, M. Moreau désire en effet vivement faire paraître chez lui ce rapport.

M. Moreau a écrit au président de l'Assemblée nationale : « Il me serait tout particulièrement agréable, et cela s'inscrit dans la ligne éditoriale de ma maison, compte tenu des ouvrages déjà publiés sur ce sujet, d'éditer sous ma marque les recherches de cette commission [parlementaire]. » Et M. Louis Mermaz lui a répondu : « (...) J'ai informé le bureau de l'Assemblée nationale de votre intention. Il ne voit pas d'inconvénient à cette publication, du moment que le rapport est reproduit avec authenticité. »

L'affaire entendue, les Editions Alain Moreau ont limité tout risque d'erreur. Elles ont tout soigneusement photocopié, réduit et imprimé le rapport original : neuf cent quatre-vingt-dix pages ; il s'agit, selon M. Moreau, d'un document de référence c sur lequel il faudra vraiment travailler un jour ». Le fait qu'il soit largement diffusé par un éditeur privé ne choque évidemment pas l'intéressé puisque le rapport parlementaire sur le SAC est public, dit-il, et appartient « à tous ». N'ayant pas de droit d'auteur à verser, il peut vendre les deux volumes cent trente-cinq francs.

Ce n'est certes pas la première fois qu'un éditeur publie un rapport parlementaire. Ainsi les Editions 10-18 ont-elles publié, il y a plusieurs années, le rapport de M. Julien Schwert sur les activités des sociétés pétrolières en France. M. Moreau se félicite de poursuivre ce travail d'édition. La publication des éditions de témoignages, rendues publiques par la commission sur le SAC, lui semble surtout intéressante et novatrice en France. Aux États-Unis, ces éditions, les célèbres « hearings », connaissent souvent un grand succès.

LAURENT GRELSAMER.

## POLICE

### Jeux de massacre

Le couplet résonne haut et fort, distinctement : « Aux armes, citoyens ! Formez vos bataillons ! Marchons, marchons. Qu'un sang impur abreuve nos sillons ! » Refrain d'hier qui prend comme un air de circonstance, ce jeudi soir 7 octobre, à la Bourse du travail de Paris. Ce sont les salles qui font les meetings, et celle-ci avait de l'énergie à revendre, de cette spontanéité qui déborde l'attente des orateurs. Aucun signal, aucune invite, rien d'une mise en scène quand l'assistance entonne, en ouverture, cette *Marseillaise* martiale. Ou quand elle évoque une chaine de télévision américaine, présente, et couvre de huées les chaînes françaises, absentes. Ou encore quand elle se précipite sur les noms du ministre de l'Intérieur et du garde des sceaux pour crier : « Démission ! La porte ! »

Il s'agit donc là, un millier de ces « policiers de France » qu'une banderole, à la tribune, invitait à être « déboutés ». Debout pour acclamer les tribuns du jour, leaders de l'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.P.), associée à la Confédération générale des cadres (C.G.C.). Debout encore pour saluer et blanchir leurs héros, victimes de la « chasse aux sorcières » : cet officier de paix principal du 18<sup>e</sup> arrondissement qu'un délégué C.G.T. avait dénoncé pour ses propos « xénophobes », et ces deux gendarmes de la paix emprisonnés en mars dernier après ce qui paraissait être une « bavure ». Ils n'étaient pas venus seuls : autour d'eux, appartenant à la même unité mobile de sécurité de nuit, on reconnaissait deux des gendarmes inculpés pour la fusillade de la rue Rossini.

Aux orateurs de désigner les cibles, à la salle le jeu de massacre. Sous le regard de pierre d'un Jean Jaurès en buste grésille, l'impatience, à l'égard des gros et des grands, des pouvoirs et des ministres, était ici assurée du succès. Sus donc à M. Bernard Delaplace, le leader de la Fédération autonome, ennemi juré, « qui accuse, salet, trahit dans la boue les collègues qui ont le tort de faire leur métier de flic ». Car il faut savoir, ajoute M. Paul Flo-

rentz, « ou nous faisons notre métier de flic, avec tout ce que cela suppose, y compris la couverture a priori par le ministre, ou alors nous baissons le pantalon. Et si nous sommes ici ce soir (...), ce n'est certainement pas pour nous déculotter ! ».

Sus à tout ce qui gouverne ! A ces régimes de droite qui, hier, nous avaient « cocufiés », à cette gauche qui, aujourd'hui, installe ses « commissaires politiques ». « Des charlots ! », lance la salle ; « en culé ! », renchérit une voix quand l'on évoque Gérard Monette, le syndicaliste autonome devenu conseiller technique au ministère et, puis, « plus personne ne sait qui commande dans la police nationale », conclut l'orateur, puisque « des promesses, nous en avons des wagons en remorque », bientôt « il ne nous restera plus qu'à prendre la carte [du parti] ou le mequis ». C. La maquis ! Le mequis !, lui répond-on en chœur.

M. Florentz a beau rappeler à ses amis que « nous sommes encore en démocratie, à ce qu'il paraît », son collègue en syndicalisme, M. Ferdinand Le Deu, a beau assurer qu'il entend « rester dans la légalité », rien n'y fait, l'excitation et le plaisir du verbe l'emportent. « On va les crever ! », s'entend répondre le représentant de la C.G.C., qui dit le politique « néfaste » du pouvoir. Un « Badinter, un poteau ! » salue l'envolée de M. Rémy Helbwax proclamant qu'il n'y a « jamais eu autant d'insécurité dans nos rangs ». Un « A Moscou, à Moscou ! » accueille une nouvelle évocation de M. Bernard Delaplace, l'homme des déclarations « outrancières, irresponsables, insensées », alors que nous, ajoute M. Helbwax, « nous n'avons jamais été les larbins de la droite, nous ne serons jamais les larbins de la gauche ». « Mort aux rouges ! », pour finir, à l'adresse du gouvernement « social-communiste » stigmatisé par le dernier orateur.

« Pour une idée, au service d'une bonne cause », avait promis le banderole qui décorait la tribune.

EDWY PLENEL.

(Publicité)

### UNIVERSITÉ DE REIMS U.E.R. LETTRES ET SCIENCES HUMAINES CENTRE DE RECHERCHE SUR LA LECTURE LITTÉRAIRE

Analyse des processus mis en œuvre dans le rapport entre le lecteur et un texte littéraire.

D.E.A. 3<sup>e</sup> CYCLE

Renseignements au secrétariat du département de français 57, rue Pierre-Taittinger, 51096 REIMS Cedex. Tél. : 15 (36) 08-33-33, poste 697.

ESI Les entreprises vous recherchent avec un

**INFORMATIQUE**

Vous avez un baccalauréat de base, souhaitez vous spécialiser, maîtriser : DEA, DESS, Doctorat.

**L'ECOLE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE**

ouvrait un nouveau cycle de formation de 100 informations de

**HAUT NIVEAU**

(durée 1 année - stages) sous permettra d'acquiescer en Informatique.

Admission sur tests, dossiers et entretien.

**ECOLE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE**

Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

94-98, r. Carnot, 93100 Montreuil Tel. : 859-69-69.

L'ONISEP vient de publier :

**guide pratique de la scolarité**

Vous obtenez la scolarité à l'école, au collège, au lycée, au lycée professionnel, au lycée technique, au lycée agricole, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d'enseignement sportif, au lycée d'enseignement agricole, au lycée d'enseignement technique, au lycée d'enseignement professionnel, au lycée d'enseignement général et technologique, au lycée d'enseignement scientifique, au lycée d'enseignement artistique, au lycée d



## SCIENCES

### M. Chevènement précise que les actuels directeurs d'unités de recherche conservent leurs fonctions

Purge ou, au contraire, réforme souhaitée et souhaitable ? L'une des mesures du projet de réforme des statuts de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - la fixation à douze années de la durée maximale pendant laquelle les directeurs d'unités de recherche pourront exercer ces fonctions - alimente actuellement un débat de polémique (le Monde du 8 octobre). Le Quotidien de Paris, dans son édition du 7 octobre, estimait que cette mesure, aurait notamment pour conséquence « le licenciement par l'Etat de soixante-cinq « patrons », dont un prix Nobel ».

Pour sa part, le professeur Jean Dausset, prix Nobel de médecine, nous a déclaré que, contrairement à certaines informations, il n'était pas personnellement opposé à ces dispositions, désirant voir cesser ses fonctions au 1<sup>er</sup> octobre 1984. M. Dausset estime qu'au total il s'agit là d'une bonne mesure, la mobilité étant absolument nécessaire à tous les niveaux de la recherche. « Nos laboratoires, a-t-il ajouté, meurent aujourd'hui de sécheresse ». A l'inverse, le professeur Michel Boiron (hôpital Saint-Louis, Paris,

groupe de recherche sur la virologie des leucémies) estime « regrettable, le caractère systématique d'une telle mesure, » et « craint que les perturbations qui risquent de l'accompagner ne nuisent dans certaines unités à la continuité des recherches actuellement engagées ».

De son côté le syndicat S.G.E.N.-C.F.D.T. de l'INSERM, tout en se déclarant favorable à la limitation des mandats, estime que cette réforme est « une mesure technocratique qui ne prend pas en compte la nécessaire démocratisation de l'ensemble des secteurs de recherche » et que « le système hiérarchique, à tous les niveaux, restera aussi pesant qu'avant ».

Nous publions ici le communiqué du ministère de la recherche et de l'industrie (nos dernières éditions du 8 octobre) précisant que, contrairement à certaines interprétations, la limitation du mandat des directeurs d'unités de recherche ne sera pas appliquée rétroactivement. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Philippe Lazar, directeur général de l'INSERM, commente ces dispositions.

### La mise au point du ministre

Le ministère de la recherche et de l'industrie, « pour couper court à une campagne qui tend à dénaturer complètement l'esprit et la lettre des textes qui visent à assurer la promotion et le renouvellement des responsables dans notre appareil de recherche », a publié le 7 octobre le communiqué suivant :

« La loi sur la recherche prévoit que les fonctions de direction et de responsabilité dans les unités de recherche ne sont attribuées que pour une durée déterminée.

« Cette disposition a été adoptée à la suite de concertations et de débats nombreux et soignés, en particulier lors du colloque national sur la recherche. Ces débats ont tous fait ressortir l'importance d'un renouvellement des idées et des hommes. L'immobilité des fonctions et la concentration des pouvoirs sont, au

jourd'hui, antinomiques d'une recherche de qualité.

« Les décrets en cours de préparation concernant le C.N.R.S. et l'INSERM fixent à douze ans la durée maximale pendant laquelle les directeurs d'unités peuvent exercer de façon consécutive plusieurs mandats (par exemple trois mandats de quatre ans). Cette période est suffisante pour permettre de former une équipe, de conduire un programme de recherche et de préparer heureusement la promotion de nouveaux responsables.

« Bien entendu, il n'est pas question de donner un caractère rétroactif à l'application de ces dispositions. Les mandats en cours qui excèdent la limite de douze ans seront poursuivis jusqu'à leur terme. Ceux qui arriveront à expiration dans les trois prochaines années pourront être prolongés par le di-

recteur général de l'organisme jusqu'au 31 décembre 1983.

« De cette manière, organismes directeurs et personnels de laboratoire pourront préparer sereinement et démocratiquement, au cours d'une période qui correspond à celle de l'application de la loi d'orientation et de programmation, un plan de renouvellement des responsabilités qui tienne compte des réalités scientifiques et des nécessaires évolutions.

« Il n'y a donc rien qui justifie l'agitation orchestrée par la droite réactionnaire sur le thème d'une pseudo-purge dans notre appareil de recherche public.

« Il s'agit tout simplement d'organiser à l'intérieur de celui-ci, par la voie démocratique et institutionnelle, un renouvellement qui s'opère dans d'autres pays occidentaux (souvent cités en exemple) par d'autres voies autrement plus brutales. »

### UN ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSERM

#### Purge politique ? « Une idée saugrenue »

« Le ministère de la recherche et de l'industrie vient de préciser que la durée maximale pendant laquelle les directeurs d'unités de recherche de l'INSERM pourront exercer leur activité sera limitée à douze années. Quelles sont les raisons d'une telle décision ? Ne risque-t-elle pas de perturber gravement le fonctionnement actuel de plusieurs unités de renommée internationale ?

« La loi d'orientation et de programmation pour la recherche, votée en juin dernier par le Parlement, prévoyait que la durée des mandats serait limitée. Les décrets en préparation pour le C.N.R.S. et l'INSERM ne font que mettre en œuvre cette disposition légale.

« Il est tout à fait symptomatique que cette mesure annoncée il y a quelques semaines au C.N.R.S. n'ait alors soulevé aucun tollé. Il y a pourtant, au C.N.R.S. aussi, nombre d'unités de renommée internationale ! Elles n'ont apparemment pas craint de voir leur fonctionnement gravement perturbé par une disposition qui vise tout simplement à introduire une dynamique dans les responsabilités de direction qui corresponde bien aux souhaits exprimés lors du colloque national sur la recherche et la technologie : développer les pouvoirs, accroître la mobilité fonctionnelle, mieux répartir les tâches en fonction des compétences et de leur évolution.

« Les futurs directeurs seront-ils choisis parmi les élèves des anciens « patrons » ou, au contraire, procédera-t-on à des « appels d'offre » dans les spécialités concernées ?

« La procédure de désignation des directeurs ne sera pas modifiée : elle se déroulera sous l'égide des instances scientifiques de l'organisme et de façon ouverte. Bien entendu, comme par le passé, les candidats pourront parfaitement émaner de l'unité dont la direction est vacante. Je dirai même que l'esprit du texte est de favoriser l'émergence de tels candidats potentiels au sein des unités dont il convient de renouveler la direction.

#### Favoriser l'évolution

« Ces dispositions n'auront aucun caractère rétroactif. Vous aurez la possibilité de prolonger les mandats en cours qui arriveront à expiration dans les trois prochaines années. N'y a-t-il pas là - contrairement à vos intentions démocratiques - une porte ouverte à l'arbitraire ? La possi-

bilité d'une « purge politique » dans l'appareil de recherche national ?

« Je suis tout à fait satisfait, au contraire, de l'existence de dispositions transitoires qui nous permettent de maintenir en fonction, pendant plus de trois ans, les directeurs dont le mandat dépasse douze ans. Il n'est pas question d'utiliser cette disposition de manière arbitraire, mais, bien au contraire, de la mettre à profit pour que les instances scientifiques puissent étudier, avec tout le sérieux et le temps nécessaires, les modalités d'évolution de nos unités de recherche, en tenant compte, est-il besoin de le dire, des vœux des principaux intéressés.

« Car, contrairement à ce que certains voudraient faire croire, de nombreux directeurs d'unités actuellement en fonction comptent bien profiter des nouvelles dispositions pour favoriser une évolution qu'eux-mêmes souhaitent, pour autant qu'elle ne puisse être interprétée comme un échec personnel. Quand à la possibilité d'une purge politique, je suis heureux que cette idée saugrenue n'ait été évoquée que par un journal si fortement marqué politiquement que nul ne s'y laissera prendre, pas même ceux qui partagent ses opinions !

« Le ministère invoque « une agitation orchestrée par la droite réactionnaire ». Certains directeurs d'unités de recherche qui ne contestent pas le bien-fondé d'une telle réforme soulignent, en revanche, son caractère maladroite et sa mauvaise présentation. Vous sentez-vous en partie responsable de la polémique qui agite les milieux de la recherche médicale ?

« Je ne suis pas étonné de l'exploitation faite par certains de toute amorce de réel changement, mais je ne saurais blâmer la spontanéité des réactions de ceux qui, ayant mal compris les mesures envisagées, ont tenu à le faire savoir. Depuis mon accession, en janvier dernier, à la direction de l'INSERM, chacun sait, dans l'organisme, que je me suis efforcé de développer l'information sous toutes ses formes.

« Il est tout à fait naturel que toute information sérieuse déclenche des réflexions voire des polémiques : c'est là l'essence même de la démocratie. Comment éviter que les arrières pensées politiques viennent quelque peu ternir ces débats ? Je suis sûr que chacun est capable de faire la part des choses et de porter un jugement personnel serein sur une mesure qui a pour seul objet de nous permettre d'accroître le niveau

et la compétitivité de la recherche française. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

## MÉDECINE

### LA « SEMAINE DU CŒUR » La prévention des maladies cardio-vasculaires doit commencer dès l'âge scolaire

La Semaine du cœur, organisée par la Fédération de cardiologie (1), a lieu jusqu'au 10 octobre sur le thème de la prévention des maladies cardio-vasculaires dès l'âge scolaire.

La Fédération de cardiologie s'adresse ainsi aux jeunes, aux parents et aux enseignants en rappelant que les maladies cardio-vasculaires qui frappent l'adulte évoluent dès l'enfance en raison des risques que sont le tabagisme précoce, l'alimentation déséquilibrée et l'insuffisance d'activité physique et sportive.

Les maladies cardio-vasculaires continuent à représenter en France la première cause de mortalité avec plus de deux cent mille morts par an, souligne à cette occasion le professeur Minnie Brochier, présidente de la Fédération. Elles atteignent des sujets de plus en plus jeunes. Pourtant, la lutte contre les facteurs de risques devrait permettre d'éviter l'apparition de bon nombre de ces maladies. La prévention, pour être efficace, doit commencer dès le plus jeune âge, ajoute-t-elle.

Les lésions d'athérosclérose, précise de son côté le professeur Claude Pernot, de Nancy, principales responsables des affections cardio-vasculaires de l'adulte dans les pays développés, commencent dès l'enfance. Ces lésions (plaque « lipidique » ou dépôts graisseux) sont encore réversibles. A partir de l'âge de dix ans, elles subissent un développement important, et c'est à ce stade qu'un certain nombre de facteurs vont déterminer leur transformation en « plaque fibreuse » ou athérosclérose proprement dite.

L'action éducative devra donc porter sur les erreurs alimentaires, le tabagisme précoce qui favorise la survenue d'infarctus chez les adultes jeunes (entre trente-cinq et quarante-cinq ans), l'insuffisance d'activités physiques notamment. Pour les écoliers, on expliquera qu'il y a un risque pour leur santé à associer tabagisme et contraception orale.

(1) 50, rue du Rocher, 75008 Paris. - Tél. : 522-52-51.

## AÉRONAUTIQUE

### Le partenaire ouest-allemand d'Airbus-Industrie va licencier 1 500 à 2 000 salariés

Le premier constructeur aéronautique ouest-allemand, Messerschmitt-Bölkow-Blohm (M.B.B.), va licencier entre 1 500 et 2 000 salariés de ses six usines du nord de l'Allemagne en 1983, a annoncé à Hambourg le directeur du secteur « transport et trafic aérien » du groupe, M. Johann Schaeffer, en motivant cette décision « par les difficultés du marché international civil ».

M. Schaeffer a souligné qu'il n'y avait pas « de signes concernant une amélioration nette dans l'utilisation des moyens de production de l'Airbus après le deuxième semestre 1982 ». M.B.B. a décidé, a ajouté M. Schaeffer, de diminuer dès maintenant le nombre de ses travailleurs plutôt que de devoir appliquer, plus tard, des mesures de rationalisation draconiennes.

Quelque 16 000 personnes travaillent dans les établissements de M.B.B. situés dans la région de Hambourg. M.B.B., qui participe au projet européen Airbus, emploie en tout 39 000 salariés.

relèvent les observateurs, au moment où la compagnie thaïlandaise Thai Airways envisage de remettre en cause les termes d'un contrat portant sur l'acquisition de deux Airbus-A 300-600, dont la livraison, prévue pour septembre 1984, est menacée d'un retard de dix-huit mois.

## LES DEHOUSSABLES

Des canapés entièrement déhoussables, fixes ou convertibles en lits à lattes de bois, élégants le jour et reposants la nuit.

## READYMADE

38 et 40, rue Jacob - 75006 PARIS. Tél. 260.84.25 et 28.01.



### Une conversation de salon

(Entendu au 69<sup>e</sup> Salon de l'Automobile à Paris).

- Cher ami, avez-vous vu la nouvelle Buick Century ?  
- Oui mon cher, évidemment. Tout le monde l'a vue !  
- J'admire son luxe traditionnel américain.  
- Et sa technologie d'avant-garde... Pensez... !  
- Une traction avant, moteur transversal... So direction assistée à crémaillère... Quelle précision !  
- Oh ! Ses lignes, cher ami, ses lignes aérodynamiques !  
- Ah ! Cette finition, exceptionnelle quoi !  
- Ou, cher ami, elle a tous les automatismes du confort américain ! Entre-nous, saviez-vous qu'elle

est disponible en France ?  
- Mais oui ! En deux versions 4,3 l diesel V6, 12 CV ou 2,8 l V6 essence, 13 CV.  
- Allons la voir, elle me manque déjà.



THE NEW AMERICANS FROM GENERAL MOTORS  
CHEVROLET PONTIAC OLDSMOBILE BUICK CADILLAC

Salon de l'Auto, Porte de Versailles du 30 Septembre au 10 Octobre Stand T12 Hall C, ou alors chez les distributeurs officiels à Paris : J. CHARLES 16<sup>e</sup> - Tél. 524.43.33 ou R. PETIT S.A. 19<sup>e</sup> - Tél. 607.93.92.

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة جامعة القاهرة" (Library of Cairo University).



## Le Monde

## culture

## THÉÂTRE

« LA FUITE EN CHINE » PAR LE TSE

## L'invasion des mots

En traversant le foyer avant d'entrer dans la petite salle du Théâtre de Paris (ex-Modérne) on passe devant une ruelle obscure sous vitre, devant des pans de murs visqueux sur lesquels goutte une eau douteuse. La salle y compris fauteuils et plafond est tendue de beige, la scène est encadrée de sculptures boursouflées, mais le décor lui-même (de Fabio Palamidese) représente avec un réalisme insupportable le salon bien rangé, austère et de bon goût d'un écrivain fasciné par la Cité interdite, face à la colline de la Contemplation. Et l'on voit par la baie, comme une ombre blanche contre le ciel, les lignes d'architectures féériques.

L'histoire se passe au début du siècle, dans une Chine convulsive sapée par la décadence, les révoltes, la guerre. Mais rien ne peut perturber le calme de ce salon soigné où l'action est seulement véhiculée par les mots. *La Fuite en Chine*, parodie théâtrale (signée Bernard Minoret et Danielle Vézalles) d'un roman de Victor Segalen, René Leys, confronte un homme qui se nourrit de fiction, l'écrivain (Facundo Bo) et un jeune affabulateur (Jérôme Nicolin) fils d'un commerçant belge et qui se rêve écrivain. La réalité intervient par la voix d'un gros traf-

COLETTE GODARD.

## « Au bois lacté » de Dylan Thomas

Dylan Thomas qualifie lui-même *Au bois lacté* de « pièces pour voix ». Auteur d'émissions géniales à la R.B.C., le poète, qui aimait bien la radio, avait imaginé pour elle cette chronique d'une journée dans la vie d'un petit village gallois - quelques mois avant sa mort en 1953. Devraient se succéder sur le plateau vingt, trente personnages différents pour qu'écoulent les habitants de ce Clochecroft de révolutions (le talier, le commis, le facteur, etc.). Les comédiens de P.A.R.D.T. (1) sont sept. Alors, ils changent de casquette pour passer d'un rôle à l'autre. Les rôles, coiffes et autres accessoires sont suspendus aux branches d'un arbre à chapeaux que l'on voit. C'est l'astuce de mise en scène conçue par Stephen Medley. Le spectacle ? Ni médiocre ni convaincant. Surtout pas une lecture en sonne, où Joëlle Coeuret est la seule à avoir adopté un comportement théâtral. - M.L.B.

\* Théâtre La Bruyère, 20 h 30.

(1) Association pour la réalisation et la diffusion théâtrale.

**MAIRIE DE PARIS**  
**Festival d'Île-de-France**  
EGLISE DE LA SLPETRIERE  
Dimanche 10 octobre, à 16 heures  
**GUSTAV MAHLER**  
**ORCHESTRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE**  
Direction : Jacques MERCIER  
ENTREE LIBRE  
Renseignements : 277-92-26

DU 12 AU 17 OCTOBRE **14-18**  
par le THÉÂTRE DES DEUX RIVES  
Alain Bezu a fait un grand et beau travail. LA CROIX  
Un spectacle rare, nouveau et humain  
LES NOUVELLES LITTÉRAIRES  
L'un des plus beaux  
des plus beaux spectacles  
qui nous aient vus. (FIGARO MAGAZINE)  
Mise en scène  
Alain BEZU  
THÉÂTRE NATIONAL ODEON 325 70 32

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES  
Affolée, émouvante  
dans la scène très violente  
de l'agression, Veronique Jannot  
apparaît ensuite comme une figure de rêve.  
LE MONDE  
**TIR-GROUPE**

## MUSIQUE

FIN DE LA BIENNALE DE VENISE

## « Le Prince Igor », de Mauricio Kagel

La ville de Monteverdi et de Vivaldi, où Wagner écrit Tristan et mourut, est aujourd'hui celle de Stravinski qui compose pour elle ses deux derniers chefs-d'œuvre (le Canticum sacrum et Turen) avant d'y repasser pour toujours.

Pour célébrer son centenaire, la Biennale s'est transportée à San Michele, l'île des morts. Il est enterré dans le jardin réservé aux orthodoxes, au milieu des cyprès, des pins et des camélias. Une dalle toute simple, un nom : Igor Stravinsky (avec cette orthographe qu'il avait adoptée), sans date, sans phrase, avec juste une petite croix d'or : à côté, la tombe de sa femme, Vera, récemment disparue, où les fleurs et les palmiers achèvent de se dessécher.

## CINÉMA

« Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ », de Jean Yanne  
Record

Qu'on se le dise. Le record de la meilleure première journée d'exploitation a été battu par un film français, écrit et réalisé par Jean Yanne. *Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ* (43 199 entrées dans vingt-huit salles), mieux que *Blade Runner* cette année (23 520 entrées dans trente-quatre salles, 152 000 la première semaine), voici *Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ* (33 966 spectateurs en quarante et une salles, Paris et périphérie confondues, le 6 octobre).

D'un côté, l'histoire. Cléopâtre est une peste, César aime les petits gros. Le conseil de la bièvre prend Hux Marcel, garagiste, comme tête de Turc. De l'autre, les clichés d'aujourd'hui. Les fonctionnaires sont mal payés, la compagnie de sécurité romaine est bête, les gladiateurs font grève, les commerçants grognent, la publicité envahit les stades (*panem, vinum et boursium*). Yves Mourousi annonce à la télé la conférence des pays producteurs d'avoine, Léon Zitrone commente la course de chars, il est le divin enfant, « magnétophone est événement ».

Michel Serrault-César a son numéro, il est parfait. Coluche (Ben-Hur et pharaon) est un formidable brave garçon, Françoise Fabian a de l'habillage en femme de consul, Daniel Emilfork, Michel Constantin et Darryl Cowl ont de la présence.

Faut-il y aller ? Ne pas se croire obligé. C'est une bouillie égypto-romano-contemporaine sans potion magique, une quinzaine commerciale sans conflit. Voilà bien le cinéma comme français : des idées sans scénario. Alors restons dans le ton et affirmons tout net : un peu, nous ne nous en sommes pas des bœufs !

CLAIRE DEVARREUX.

\* Voir les films nouveaux.

« Nous apprécions la mort du décorateur de théâtre Roger Harth, survenue le 30 septembre. Il était âgé de cinquante-six ans. Spécialisé dans les spectacles de boulevard, il était depuis 1966 le directeur de presque toutes les pièces d'« Au théâtre ce soir », sur TF 1.

**Copies Couleurs**  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL  
75012 PARIS - 347.21.32

De l'autre côté de la chapelle orientale s'élève le monument en forme de tabernacle, étroit et sobre, de Serge Diaghilev devant lequel pourrissent deux chaussons de ballerine, un blanc et un noir.

L'église Renaissance de San Michele est intime, douce sous un plafond à coissons dorés, peuplés d'anges consolateurs, avec un rovasant oratoire marqué de marbres pour cacher les douleurs. Mais, dehors, les ténèbres couvrent la terre et la mer, déchirées par des éclairs : des torrents d'eau noient les pèlerins, comme si la nature s'associait à l'hommage de Mauricio Kagel qui a conçu pour Stravinsky une œuvre perdue page tragique : « Prince Igor, Stravinsky ».

De la sacristie viennent des coups sinistres, comme si l'on clouait un cercueil, auxquels répondent dans le chœur les gémissements d'un « lion » (encore appelé « machine à vapeur »). Un ensemble aux couleurs lugubres (bleu, cor anglais, tuba, cor et percussions) accompagne la voix formidable de Boris Caronelli : « Ni sommeil ni repos pour moi, ma tourmentée, la nuit ne m'apporte ni réconfort ni oubli. Je revis encore mon passé, seul dans le silence de la nuit ».

Mettant dans la bouche du défunt les paroles du Prince Igor de Borodine, Kagel leur donne un sens métaphysique effrayant, accentué par une déclaration plus russe que nature, qui allie le parlé et le chanté, la psalmodie orthodoxe, l'humilité desespérée de Borodine, le délire visionnaire de Mausskysky, qui saute de l'extrême grave râlant ou folletto baroque, tandis qu'alentour les instruments crient et menacent, et que gelaient les crécelles liturgiques sautées par l'épouvante. A la porte de la sacristie, apparaît enfin le percussionniste frappant avec un marteau sur la planche qu'il porte comme une croix sur l'épaule ; le cor anglais joue trois notes ascendantes, l'esquisse d'un motif d'espérance qui se dissout dans l'air.

Comment juger de la sincérité de Kagel ? Russe par sa mère, il a du moins saisi l'occasion de pétrir son héritage avec ses puissances maïns, avec son énorme tempérament, où, par-delà l'humour toujours quelque peu caméléonesque (11), glisse la nature de vrai musicien lyrique. On n'oubliera pas ses terreurs ponctuelles qui évoquent irrésistiblement quelque « Jugement dernier ».

## La chanson du cygne

Le dernier concert de la Biennale en hommage à Stravinski présentait, à côté des sublimes Threni et de trois pages minuscules et célestes de Béla, de Hense et de Carter, la création d'un chef-d'œuvre, le Psautier 131, de Nicola Castiglioni (1932), élève de la « modeste » d'une fraîcheur toute franciscaine. Un ruisseau de musique vif-argente, circulant entre le piano, le glockenspiel, le xylophone, le clavecin, le triangle, engendré d'embolie un paysage exquies : le piccolo lance un chant d'oiseau, hier plus ressemblant que ceux de Massiani ; deux voix tissent dans l'air des broderies légères. Les chœurs de femmes

psalmodient (en hébreu) les premières strophes avec une allégresse grise, puis les hommes prennent le texte à leur charge, dans une couleur plus sombre. La lumière revient, et l'œuvre s'achève par une merveilleuse chanson de lo soprano, sans accompagnement, où les dernières paroles sont enchaînées dans d'extraordinaires vocalises de rossignol, de rouge-gorge ou de pinson. Je ne sais, une musique de premier matin du monde.

Castiglioni exalte curieusement dans le programme « la modestie de Stravinsky » : n'était-ce pas plutôt son propre portrait que faisait inconsciemment ce musicien, dont le visage était, les yeux noirs, le grand nez triangulaire, évoquant à s'y méprendre ceux d'un grand cygne méditerranéen ?

Mardi, les eaux de la lagune ont envahi la place Saint-Marc, la Biennale est terminée : peu de festivités, mais elle aura apporté autant de belles œuvres depuis longtemps.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Dans un discours prononcé en préface à son œuvre, Kagel a déclaré : « Stravinski aimait tellement l'humilité, spécialement quand elle remplissait son verre, que ce dut être pour lui une joie éternelle de trouver son ultime demeure dans cette île unique où l'humilité est à tous moments sensible ».

## DANSE

## Le Ballet de Harlem à Paris

(Suite de la première page.)

Épaulé par Balanchine, aidé par la Fondation Ford, il finit par trouver en 1969 un vieux garage à Harlem dans la 122<sup>e</sup> Rue, à deux « blocks » de l'endroit où il est né. Il y installe une école ouverte à tous les jeunes. Malgré ses yeux de braise et son charisme éperdu, il a gardé la tête froide. Conscient de sa responsabilité envers les élèves, il organise son école et son théâtre-danse comme une entreprise rentable. Il s'engage comme codirecteur Karl Shook, aussi blond que sombre, ancien professeur chez Catharine Dunham puis au Dutch National Ballet d'Amsterdam.

Lorsque nous avons visité le Théâtre Dance de Harlem, voici deux ans, la bâtisse de brique rouge de deux étages au sol uniformément recouvert de lino bruisait comme une usine. Dans le grand studio, dans un fauteuil roulant, Tamarit Lockard, épouse de Balanchine, étoile fautive en pleine gloire par la polymélie, donnait une classe de perfectionnement. La troupe remportait alors un beau succès au City Center.

« Pendant longtemps, expliqua Arthur Mitchell, je me suis mordu les lèvres devant les avances. Le public blanc réagissait mal lorsque je dansais un pas de deux avec Allogra Kent ou Suzanne Farrell. Pour les danseuses noires, c'était pis, on disait qu'elles étaient impossibles sur pointes, qu'elles n'avaient pas le « tendu » de jambe, qu'elles étaient trop souples. Les professeurs disaient aux enfants noirs : vous ne pouvez pas danser le ballet, apprenez

## ROCK

Les Immates au Bataclan

## Toute l'histoire

Avant tout les Immates sont un groupe de scène, un fameux groupe, qui a du panache, capable des concerts les plus chauds à force d'acquiescer ses riffs foudroyants dans les petites salles, les clubs et les pubs de la campagne anglaise. Pes un groupe franchement original, non, mais un groupe qui porte en lui l'histoire du rock, de Chuck Berry aux Pretty Things en passant par le rhythm'n blues et les groupes punk américains des années 60.

Toujours menés par Pete Gunn, le guitariste, qui n'a pas son pareil pour écrire des originaux aussi aguerris que les standards, les Immates ont changé de formule après la troisième album, avec le troisième album, avec les départs du batteur Jim Russell et surtout du chanteur Bill Hurley, devenu aphone. Barry Masters lui succède, avec une voix dans le même registre et un jeu de scène spectaculaire qui l'a fait distinguer au sein d'Eddie and the Hot Rods, l'un des pionniers de ce mouvement anglais qui, en retrouvant la vitalité et l'énergie première du rock'n roll, avait préfiguré, en 1976, l'explosion punk.

ALAIN WAIS.

\* Au Bataclan, le vendredi 8 octobre, à 20 heures ; le 9 à Maisons-Alfort ; le 12, à Bourges ; le 13, à Rouen ; disographie chez WEA.

la modern dance - non que les Noirs soient plus d'aptitude à la modern dance, mais parce qu'ils estiment que la modern dance, qui se pratique pieds nus, est bonne pour un peuple primitif... J'ai voulu prouver qu'une école et un ballet noir sont à l'égale d'une compagnie blanche ; j'ai voulu transcender le vie quotidienne des gens de notre peuple de Harlem en l'amenant à l'image de l'idéal classique.

« L'école est située dans un quartier pauvre, mais, au début, tout le monde a voulu nous aider. Les plus démunis ont donné quelque chose en disant que c'était pour acheter des chaussures de danse aux enfants. Nous avons dû expliquer aux parents ce que nous voulions, expliquer que, pour un garçon, danser dans un ballet est aussi gratifiant que d'être un champion sportif. Par la suite, il a fallu faire les entrées. La sélection pour la compagnie est sévère : certes, nous tenons compte des vaines petites canards, qui pourraient devenir de beaux cygnes, mais nous devons concentrer notre énergie, notre temps, nos ressources, pour amener les élèves à une haute qualité professionnelle ».

Cette qualité éclate lorsque le rideau se lève au Châtelet sur les Quatre Tempéraments. Les traditionnelles ballerines au teint de porcelaine ont pris des couleurs d'ambre et d'ébène, mais elles restent fidèles au canon « balanchinien ». Petite tête, chignon serré, jambes interminables, elles possèdent la vivacité et la musicalité requises. Poignets cassés, pointes volubiles, bassin agité, elles amplifient - et c'est un régal - le style de fresque de la chorégraphie.

Les garçons sortent surtout mis à l'honneur dans *Troy Game*, de Robert North. On imagine une douzaine d'athlètes surgissant par rafales et se livrant sur des rythmes de percussions à des sauts, des poursuites stoppées net, des traversées folles émaillées de gags dans le genre présentation Arthur Rank. Chaque entrée, très attendue, est corréée à un soliste ; le public hurle, trépigne. On demeure plus réservé sur l'interprétation du ballet *L'oiseau de feu* (version John Terras), traité dans un style net qui n'a pas grand-chose à voir avec l'esprit de l'œuvre originale. On aurait bien aimé, en revanche, qu'Arthur Mitchell nous offre une de ses chorégraphies personnelles comme *Rhythmicon* ou *Biosfera*, basées sur la ritual africain. Ce n'était sans doute pas son propos pour ce premier contact parisien.

MARCELLE MICHEL.

\* Théâtre musical de Paris, 20 h 30, jusqu'au 10 octobre.

« Le congrès annuel de la Société française Shakespeare s'ouvre samedi 9 octobre à la Sorbonne, par une conférence publique donnée sous les auspices de l'International Shakespeare Association. M. Yves Bonnefoy, professeur au Collège de France, fera un exposé sur le thème du « théâtre dans le théâtre », à propos de Jules César. De nombreux spécialistes de Shakespeare, et professeurs de théâtre interviendront au cours d'une série de débats publics, les dimanches 10 et lundi 11 octobre à la Sorbonne et à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (à partir de 9 heures).











# RADIO-TÉLÉVISION

# CARNET

## VU Quel matelaim !

Quel aniel, cette a Histoire de la vie a ! On attendait avec impatience ce gros monceau, ce géant annoncé dès fin août par TF 1. Huit émissions, un feuilleton préparé pendant quatre ans par le trio Desgrupes-Lalou-Barrière pour raconter huit milliards d'années, l'histoire de la matière, l'origine de l'univers, le processus de la vie, l'apparition de l'homme, tout ce qu'on aime, avec les questions essentielles : d'où vient-on ? Où va-t-on ? On s'est endormi littéralement, étouffé par la masse.

On ne sait pas trop pourquoi (ou plutôt si) Pierre Desgrupes, étant P.-D.G. de la deuxième chaîne, il ne faudrait pas croire que cette série qui passe sur la première est un abus de pouvoir... les responsables de TF 1 ont bien tenu à faire savoir que le projet remonte à « l'éventail 81 » (Desgrupes n'était alors responsable que du magazine « Médias »). Il était inutile de le préciser, on dirait que le projet remonte à plus de vingt ans. C'est de la télévision de papa, du vieux documentaire, comme on n'en fait plus. De belles photos, de belles images (la matière qui pulse, s'effile, les étoiles comme des champs de fleurs) mais avec là-dessus un commentaire qui ne vous lâche pas, qui vous tombe sur la tête comme un cours en classe (on n'a pas le temps de souffler ni de respirer, il faut prendre des notes !). On le sent écrit à l'avance, il est sans faille, d'un ton pédagogique et légèrement pompeux (avec des formules ronflantes sur « le combat titanique entre le jour et la nuit » et des impératifs « regardez ! » pour faire vibrer). C'est du marbre.

Il est difficile de faire une émission scientifique. Il faut être à la fois savant et simple. Premier obstacle, il faut résoudre la contradiction entre la nécessaire spécialisation (éditoriale) et le souci de s'adresser à tout le monde. Cela ne suffit pas. Restent toutes les questions et réflexions sur l'approche, la mise en images, la pensée, d'une émission : la manière à tout inventer.

Le vent de la science risque de souffler bientôt sur les chaînes. On sait que Jean Lallier (qui vient d'être nommé directeur général adjoint de TF 1) est un fou de la science : il a lancé, tandis qu'il était responsable de l'unité de production et documentaire et magazine sur A 2, des coproductions ambitieuses avec la télévision américaine sur le carrosse et sur les océans que l'on verra prochainement. Espérons que, l'on découvre le monde autrement que si l'on était encore à l'école.

CATHERINE HUMBLLOT.

• M. André Holleaux, P.-D.G. de FR 3, vient de procéder à de nouvelles nominations. M. Serge Weinberg, trente et un ans, ancien élève de l'ENA, qui était le chef de cabinet du ministre du budget, devient directeur général adjoint, chargé des questions administratives et financières. M. Michel Blanc, trente-neuf ans, licencié en droit, qui exerçait à la direction des personnels civils du ministère de la Défense, est nommé conseiller technique pour les affaires administratives et financières. M. Romaric Sulger-Bud, vingt-neuf ans, licencié en histoire, qui était chargé des problèmes de communication à France-Rail, devient conseiller technique pour la régionalisation. Enfin, M. Simon Chiche reste conseiller technique pour les affaires sociales.

• La Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (F.N.S.A.C.-C.G.T.) s'est vu refuser le droit, par M. Joël Le Tac, président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), de réunir son prochain congrès, du 18 au 21 octobre, dans les locaux de cet établissement. M. Le Tac déclare qu'il ne veut privilégier aucune organisation syndicale avant les élections au comité d'entreprise de l'INA, qui doit avoir lieu le 23 novembre.

La F.N.S.A.C.-C.G.T., qui a décidé de passer outre à ce refus, fait valoir que ses congrès se sont toujours tenus dans des locaux relevant des ministères de la culture ou de la communication, et elle indique qu'elle a eu l'accord de la C.F.D.T., majoritaire à l'INA.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### DIMANCHE 10 OCTOBRE

• M. André Le Fort, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, est invité à l'émission « Le grand jury-R.T.L.-le Monde » sur R.T.L. à 18 h 15.

• M. Charles Fiterman, ministre des transports, est reçu au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 heures.

Vendredi 8 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

**PIT & RIK**  
COCO BOYS  
émission de  
STÉPHANE COLLARO  
chantent  
**RATAPOIL UGUSSE**  
ou « les hommes des cavernes »

- 20 h 35 Variétés : Coco-Boy. Émission de S. Collaro ; réalisation : J.-R. Bouyer. Avec Skatka, Lou and the Bananas, Kim Wilde, Jed Marlon.
- 21 h 35 Série : L'Esprit de famille. Il faudra l'arrivée de la grand-mère bourgeoise, véritable tornade en robe noire et robe de dentelle, pour arranger les fougues de la fille aînée. Un feuilleton habilement mis en images mais sans surprise.
- 22 h 30 Documentaire : Homéophores naturelles. Le peuplier, le pèlerin et la mer.
- 23 h Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : Papa poule. 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Triva. « Le corps a ses raisons » : Alain Corbin, le Misme et la Jonquille ; Jean Juler, Chirurgien de père en fils ; Pierre Leenhardt, le Journal de grossesse d'un père célibataire ; Hugues de Montembert, la Lumière assassinée ; Edmonde Morin, la Rouge Différence.
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 5 Ciné-club : « Gentleman Jim ». Film américain de Raoul Walsh (1942), avec E. Flynn.

A. Smith, J. Carson, A. Hale, J. Loder et W. Frawley. A la fin du siècle dernier, l'ascension vers le titre de champion du monde du boxeur Jim Corbett. Un des plus beaux films réalisés par Raoul Walsh. Une épopée à la fois lyrique et intimiste. Avec aussi un solide humour irlandais.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

**La ligne rose**  
GALERIES LAFAYETTE

- 20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.). Publicité pharmaceutique : taxe, oui mais... 20 h 35 La nouvelle vendredi : Mexico, les braises rugissent encore. Rapprochement de J.-C. Bultier ; réal. : A. Garm. J.-C. Bultier a voulu montrer la problématique Nord-Sud à travers un pays comme le Mexique, un pays du tiers-monde qui a « décollé », mais qui montre ce décalage entre deux mondes, ce qui de la richesse et celui de la détresse. Un document très rigoureux et pas facile à tourner.
- 21 h 30 Interview de M. Mobutu Cese Soko, président du Zaïre, en direct de Kinshasa.
- 21 h 55 L'Horizon des hommes. Cette nouvelle émission fait le point sur les problèmes d'énergie nucléaire, de génétique, de radio-astronomie, etc.
- 22 h 50 Journal.
- 23 h 20 Prélude à la nuit. Mozart : Symphonie n° 39 en mi bémol, par l'Orchestre symphonique de Radio-Berlin, sous la direction de W. Böhm.

FRANCE-CULTURE

- 20 h, Relecture : Benjamin Péret.
- 21 h 30, Black and Blue : Red Norvo, xylophone, vibraphone.
- 22 h, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 20, Concert (émission de Stuttgart) : « Pelléas et Mélisande », musique de Debussy ; « Concerto pour violon et orchestre », de Tchaïkovski ; « Symphonie en si bémol », de Chausson ; « La Valse », de Ravel, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. M. Plasson ; sol. : V. Trenkner.
- 22 h 15, La nuit sur France-Musique : Les mots de Françoise Xenakis ; 23 h 5, Écarts ; Portrait de C. Ruzichelli ; 0 h 5, Musiques traditionnelles.

Samedi 9 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h 40 Accordions, accordions.
- 11 h La séquence du spectateur.
- 11 h 30 La maison de TF 1.
- 12 h Journal.
- 13 h 35 Pour échanger.
- 14 h Magazine auto-moto. Moto : championnats du monde de vitesse ; auto : Vingt-Quatre Heures de Montréal.
- 15 h 30 Archibald le magicien.
- 16 h 35 Trente millions d'amis.
- 17 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
- 18 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Droit de réponse. Émission de Michel Poin. L'association, avec M.M. Jean Lévêq (Europe 1), R. Langlois (A2), L. Bodard, écrivain, Ph. Boucher (le Monde), R. Lécia (Nouvelles littéraires), R. Gicquel (TF 1).
- 21 h 50 Série : Dallas. L'ambassadeur J.R. se bat contre la paralysie et continue de contrôler le son lit d'hôpital toutes ses affaires. Miss Elle découvre le fusil qui a servi à tuer sur J.R.
- 22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept. Au sommaire : La télévision des années (République fédérale d'Allemagne) ; Le projet Paris-Lyon-Marseille ; Mieux un rêve dans votre maison ; Rio, capitale de la violence ; Le grand témoin de la semaine sera M. Bernard Hanon, P.-D.G. de Renault.
- 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 15 A.N.T.I.O.P.E. Journal des sourds et des malentendants.
- 11 h 30 Idées à suivre.
- 12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Drôle de dames.
- 14 h 20 Série : San Ku Kai.
- 14 h 50 Les jeux du stade. Automobile ; Basket ; Boxe.
- 17 h Récré A 2.
- 17 h 50 Les carnets de l'aventure. La passion de Leo Dickason : filmer des exploits sportifs sur les pentes de l'Himalaya ou en Patagonie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.). Automobiles : Peut-on acheter européennes ?
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Bournaud.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. Avec Sheila, Julio Iglesias, Patti LaBelle, Frida, Louis de Funès, Michel Galabru, etc.
- 21 h 50 Série : Daul en 24 heures. D'après le roman de Vladimir Ponom. Réal. : F. Cassenti. Avec A. Cury, R. Bohringer, F. Clementi. Une série en quatre épisodes sur les six mois qui ont suivi la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Une adaptation surprise de ce roman reportage, rédigé dans le feu de l'action juste après la débâcle. Cassenti a substitué au réalisme une dimension mythique.
- 22 h 50 La grande parade du jazz : Italian all Stars. Émission de J.-C. Averty. K. Windig, C. Fuller, D. Diana (trombones), E. Piermarini (piano), G. Basso (saxo), G. Tommaso (contrebasse), T. de Piscopo (batterie).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 12 h Objectif entreprise.
- 13 h 30 Horizon : Le magazine des armées.
- 14 h 30 Entrée libre.
- 15 h 30 Pour les jeunes.
- 16 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 On sort ce soir : Un conseil de classe très ordinaire. De P. Bournaud. Spectacle du Théâtre de l'Aquarium, mise en scène de J.-L. Benati, avec J. Peller, A. Sot, T. Buc. Un conseil de classe de terminale à la veille du baccalauréat. Un huis clos qui est une caricature têtue d'un monde de milieu scolaire, des élèves ou professeurs.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 55 Prélude à la nuit. Tableaux d'une exposition, de Moussorgsky. Version piano : M. Beroff.

FRANCE-CULTURE

- 8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : De droite ou de gauche, l'héritage culturel est-il dévalé ?
- 9 h 7, Nostalgie de monde contemporain.
- 10 h 45, Dénarçhes, avec Roger Corbeau.
- 11 h 2, La musique prend la parole.
- 12 h 5, Le point des arts.
- 13 h 5, Les samedis de France-Culture : De l'imagination au réel, trois regards : R. Raimondi, R. Lieberman, P. Faggioli.
- 16 h 20, Le livre d'or : cycle d'orgue à Avignon.
- 17 h 30, Pour mémoire : la matée des autres. Tambours d'écrit : un culte de possession au Mali occidental.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Rousseau juge de Jean-Jacques.
- 20 h, Théâtre ouvert : « Écritures de femmes ». Ulrich Heiger, fragments, avec M. Caccia, R. Jourdan, A. Marcon, L. Petit-Jacques, J.-J. Sheffer, E. Stochl.
- 22 h, Ad lib.
- 22 h 5, La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 8 h 2, Avis de recherche : œuvres de Beethoven, Moussorgsky, Grieg, Florentz, Poulis ; 11 h, La tribune des critiques de disques ; Turandot, de Puccini (première parution) ; 12 h 35, Avis de recherche, œuvres de Weber, Ravel.
- 13 h 30, Tous en scène : Marilyn Monroe.
- 14 h 4, Concert lecture : Orchestre Philharmonique des Pays de Loire.
- 15 h 30, Dossier disque : œuvres de Bruckner.
- 16 h 30, Concert (donné le 3 juin 1982 à la Halle aux grains de Toulouse : œuvres de Honegger, Schenker, Debussy, Varèse, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. M. Plasson ; sol. M. Beroff, piano.
- 18 h, Le disque de la tribune : Turandot, de Puccini (dernière parution).
- 19 h, Concours international de guitare : œuvres de Gerhard, Torroba, Albéniz, Ravel, Saucier.
- 19 h 35, Les pêcheurs de perles : Toscanini, Gershwin.
- 20 h 30, Concert : (donné le 26 août 1982 à la faculté de droit d'Assas) : « Concerto grosso », de Handel ; « Concerto pour violoncelle et orchestre, en ré majeur », de Boccherini ; « Grave, pour violoncelle et orchestre à cordes », de Prêtre ; et fugue », de Lutoski ; « Sonate pour cordes », de Rosini, par l'Orchestre de chambre de Pologne ; dir. J. Makaym ; sol. M. Maizy, violoncelle.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Poissons d'or.

## Naissances

• Catherine BERGERON et Charles BENILLOU ont la joie d'annoncer la naissance de Thomas, à Paris, le 5 octobre 1982, 16, rue Stanislas, 75006 Paris.

• M. Lionel ZINSOU-DERLIN et M<sup>me</sup>, née Marie-Christine Lux, ont la joie de faire part de la naissance de Marie-Cécile, Agalola, le 27 septembre, 45, rue Mathurin-Régner, Paris (15<sup>e</sup>).

## Mariages

• Le proviseur Jean de MICELI, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, médaille de vermeil de la Ville de Paris, et la baronne, née Marie-Gabrielle Mas, sont heureux de faire part du mariage de leur fils.

Pascal-Dominique, lieutenant de cavalerie, avec M<sup>me</sup> Nadine PERRIER. Le mariage sera célébré samedi 9 octobre 1982 en l'église Saint-Louis des Invalides, à 16 h 30. 1, avenue du Parc-des-Princes, Paris (16<sup>e</sup>). Manoir de l'Eyrail, 19400 Argentat, 14 Frankenstrasse, 7840 Mulheim (R.F.A.).

## Décès

• Le doyen, le président du Comité consultatif médical, Le vice-doyen, Les assesseurs, L'ensemble des professeurs et enseignants de la faculté de médecine de Créteil, L'ensemble de ses collègues, de l'Hôpital Henri-Mondor et des hôpitaux associés, ont la tristesse de faire part du décès du professeur Jacques BARBIZET, chevalier de la Légion d'honneur.

• M<sup>me</sup> Pierre Charron, son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Mirail, M<sup>me</sup> Thérèse Journe, M. Jacques Dione, Ses neveux et ses amis, ont la douleur de faire part de la perte cruelle de leur fille, sœur et amie, en la personne de M<sup>me</sup> Elisabeth DIONE, décédée pieusement en son domicile, le 7 octobre 1982. Les obsèques auront lieu le mardi 12 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Ferdinand (Paris-17<sup>e</sup>). Elle nous a donné l'exemple de l'amour et de la générosité. 83, chaussée Jules-César, 95120 Erment.

• On nous prie d'annoncer le décès de M<sup>me</sup> ECKMAN, née Andrée Herrschmidt, veuve de Nicolas Eckman, artiste peintre.

L'inhumation aura lieu le lundi 11 octobre, à 14 h 30, au cimetière d'Ivry Parisien.

• M<sup>me</sup> Chantal Laurent, sa compagne, M<sup>me</sup> Sophie et Nathalie Goutal-Darby, ses filles, Sa famille, Tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques GOUTAL-DARBY,

survenu subitement le 6 octobre 1982, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 9 octobre 1982, à 15 heures, en l'église de Rives, commune de Sainte-Geneviève-sur-Argence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bousquet, 12420 Sainte-Geneviève-sur-Argence.

**ROBLOT S.A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

## Remerciements

• M<sup>me</sup> Lucile Bascouret, M. et M<sup>me</sup> Pierre Simmuni, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages ou envoi de fleurs, se sont associés à leur peine lors du décès de M<sup>me</sup> Blanche BASCOURET DE GUERARDI.

• M<sup>me</sup> Elie Lauriol, M. et M<sup>me</sup> Marcel Ducasse, M. et M<sup>me</sup> Claude Lauriol, M<sup>me</sup> Alice Orth, très touchés par les messages de sympathie reçus à l'occasion du décès de M. Elie LAURIOL, pasteur, remercient particulièrement les personnes qui leur ont adressé leur témoignage.

• Le 10 octobre, il y a un an, Dominique ELIAKIM-DUBUS nous a quittés. Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

• En ce huitième anniversaire de la mort de Jean TRABUT, une pensée ou une prière sont demandées à ceux qui l'ont connu et aimé.

## Messes anniversaires

• La famille et les amis de Antoine GOLA rappellent à votre pensée le deuxième anniversaire de sa disparition (12 octobre 1980). La messe des artistes de l'église Saint-Roch sera célébrée à son intention le dimanche 17 octobre, à 11 h 45.

## Soutenances de thèse

### DOCTORAT D'ÉTAT

• Université d'Angers, mardi 12 octobre, à 14 h 30, U.E.R. de droit, M<sup>me</sup> Marguerite Nelly Bailly : « L'esthétique en droit administratif français ».

## Listes de Mariage

### AUX TROIS QUARTIERS

### Chœurch's

famous English shoes

collection complète en plusieurs largeurs

J. CARTIER

chaussure pour homme

à 30 m de la rue Tronchet

23, rue des Mathurins 8<sup>e</sup> - tél. 265.25.85

## SURVEILLANCE

### ALARME

### PROTECTION

13-14-15 octobre 1982

PALAIS DES CONGRES - PORTE MAILLOT - PARIS

COLLOQUE EXPOSITION INTERNATIONALE FILMS

1982-1983

du 5 au 23 octobre  
**TRICOTS FACILES**  
chez  
**PHILDAR**  
un album tricotés 5F  
au lieu de 12'

NOUVEAU DROUOT - SALLE N° 7  
LE LUNDI 11 OCTOBRE 1982 à 14 h  
VENTE par ORDONNANCE JUDICIAIRE  
à la requête de la  
BANK SEPAH (Téhéran)  
**NOMBREUX TAPIS d'ORIENT**  
par le ministère de :  
M<sup>me</sup> PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN  
Commissaires priseurs associés  
16, rue de la Grange-Batelière, 75009 PARIS  
Téléphone : 770-88-38  
M<sup>me</sup> Hervé CHAYETTE  
Commissaire priseur, 10, rue Rossini, 75009 PARIS  
Téléphone : 770-38-88  
Experts : MM. P. et D. CHEVALIER, tél. : 788-41-41.  
EXPO. : samedi 9 octobre de 11 à 18 h



	Le Monde	Le Monde
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	La nuit	TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04	
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10	
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45	
IMMOBILIER	31,00	36,45	
AUTOMOBILES	31,00	36,45	
AGENDA	31,00	36,45	

## OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

- **CHEF DE PRODUITS**  
Rupolin Frete-Anticorrosion VM 6541 K
- **CHEF DE PRODUITS HOSPITALIERS**  
ICI Pharma VM 12607 E
- **CHEF DE PROJET**  
VM 8584 E
- **ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
VM 8584 C
- **CONSEIL ET CONTROLE DE GESTION**  
centre de la France VM 7324 AC
- **INGENIEUR CHIMISTE**  
Adjoint de production Isère VM 15696 A
- **ASSISTANT GESTION DU PERSONNEL**  
Savoie VM 10477

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature.

**EGOR S.A.**  
8 rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MARSEILLE PERPIGNAN NANTES NIMES MONTPELLIER

## emplois internationaux

Famille ALLEMANDE rech.  
seule fille AU PARI  
R. HOLT HOLSTENSTR. 187.  
D-2000 HAMBURG 50.

## propositions diverses

L'Etat offre de nombreuses  
possibilités d'emplois stables.  
Sont rémunérés à titre et ta  
avec ou sans diplôme.  
Demandez une documentation  
sur notre revue spécialisée  
FRANCE-CARRIERES (C16)  
B.P. 40208 PARIS.

## secrétaires

Recherches  
**2 SECRÉTAIRES**  
**STÉNOGRAPHES**  
EXPÉRIENCES  
pour Société  
région VINCENTES  
niveau BAC ou BTS  
Notions anglaises, urgent.  
Envoyer C.V., photo,  
sous n° 6.089 à TEXEL P.A.,  
34, boulevard Haussmann  
75008 PARIS, qui transmettra.

## DEMANDES D'EMPLOIS

Vendeur biologiste  
spécialisé en médecine  
vétérinaire tropicale  
Ecrire sous le n° 1055.288 M  
RÉGIE-PRESSE  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Officier retraité dynamique, lon-  
gue expér. civ. mil., emploi  
temp. partiel gestion animation  
association, organisme social  
ou autre.  
Ecr. s/n° 7.115 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme de confiance, universi-  
taire, Master of Science, cher-  
che employeur pour représen-  
ter ses intérêts en Suisse.  
Ecr. s/n° Chiffre p. 115 338, à  
Publicis, C1-1008 Louvain.

Ex-colleaboratrice du journal,  
recherche emploi grand public  
ou aide comptable, libre de  
suite, Salarié 4-50 F.  
Téléphone : 472-82-58 ou  
473-89-40.

Rech. TRAVAIL 12 rue dactylo-  
graph. angl. transcriptions  
8 F/page. (06) 51-57-58.

**ANNONCES CLASSEES**  
**TÉLÉPHONEES**  
**296-15-01**

## Le Centre d'Informations Finan-

cières recherche  
**FUTURS CADRES**  
**COMMERCIAUX**  
- Dynamiques et ambitieux.  
- Côté de cont. haut niveau.  
- Très bonne présentation.  
- Série des responsabilités.  
Pour R.V. 553-51-30, p. 210.

A. Bagnieu, la Société Les  
Chapieriers de Paris recrute :  
1) TECHNICIEN confirmé  
charpente bois atelier études  
des plans suivi des affaires.  
2) TRES BON TECHNICIEN  
niveau ingénieur en charpente  
et constructions métalliques.

Ecrire avec C.V., photo,  
présentations et date de disponi-  
bilité au 46, rue des Minimes,  
92220 BAGNEUX.

## WARCO WESTINGHOUSE

Equipe internationale rech.  
**SON DIRECTEUR**  
**EXPORTATION**  
Ce poste nécessite une forma-  
tion d'ingénieur, une expérience  
réussie dans la vente de pro-  
duits industriels à l'étranger. La  
situation proposée implique des  
qualités de disponibilité, la sen-  
sibilité de négociation et une pra-  
tique courante de l'anglais (au-  
tres langues appréciées).

Env. C.V. à Mme GRELE  
B.P. n° 2, 93270 SEVRAN.

## 1 INGENIEUR EXPORTATION

Ce poste implique une pratique  
d'au moins 5 ans de l'exporta-  
tion de produits industriels, la  
pratique courante de l'anglais  
est indispensable.  
Env. C.V. à Mme GRELE  
B.P. n° 2, 93270 SEVRAN.

## CENTRE D'AMBIANCEMENT

ESTHETIQUE FEMME  
recherche  
**JEUNE FEMME**  
- 30 ans minimum :  
- présentation impeccable :  
- bon niveau intellectuel.  
PSYCHOLOGUE pour s'occu-  
per relations et mini-direction.  
Tél. pour R.V. à M. RAMM,  
298-54-30.

## RECHERCHONS

**CADRES COMPTABLES**  
(95-120.000 F Paris sud)  
pour organisme mutualiste  
diplômés DEC, DEC, DEC  
débutants et confirmés

**CHEF COMPTABLE**  
(120.000 F banlieue sud)  
pour société de distribution  
diplômé DEC, comptable 9  
jusqu'au bilan.

**INGENIEUR SYSTEME**  
120-150.000 F (France-Nord)  
Matériel IBM sur logiciel MVS  
**AFIPEC CONSEIL**  
1, Cité Paradis 75010 PARIS.

**CABINET ALIOT**  
recherche  
Ecole de Commerce  
expérience 2 ans minimum, si  
possible cabinet Anglo-saxon.

Contacteur Cabinet A. MARTIN  
associé, 60, bd Malesherbes,  
Paris-8°. Tél. 264-95-64.

## COLLABORATEURS

Ecole de Commerce  
expérience 2 ans minimum, si  
possible cabinet Anglo-saxon.

Contacteur Cabinet A. MARTIN  
associé, 60, bd Malesherbes,  
Paris-8°. Tél. 264-95-64.



emploi / régionaux

## POUR PROVINCE

**IMPORTANT CABINET DE CONSEILS**  
recherche  
**UN JURISTE**  
- ayant bonne pratique du DROIT DES  
SOCIÉTÉS,  
- expérience professionnelle indispensable.  
Discret absolu garanti.  
Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 9760 à  
**VALENS CONSEIL**  
B.P. 359 - 75064 PARIS Cedex 02

## IMPORTANT SOCIÉTÉ

PÉTROLIÈRE  
cherche  
pour son usine S.O.  
**TECHNICIEN**  
**BTS ou DUT**  
Formation électromécanique  
avec connaissances transf.  
mécaniques plastiques pour l'étude et  
mise au point technique et  
procédés nouveaux.  
Expérience indispensable, ges-  
tion un atelier. Age souhaité :  
30/35 ans environ.  
Ecrire n° 1.558, P.B.C. J'AN-  
NONCE 22, route d'Espagny,  
31081 TOULOUSE CEDEX.

**CHANTIER NAVAL**  
(C.A. 300 MF) recherche  
l'ASSISTANT  
de son Directeur Général pour  
poste TECH.-COMMERCIAL.  
- Formation supérieure (ingé-  
nieur ou Officier de marine).  
- Connaissance du milieu offi-  
cière souhaitée.  
- Anglais courant exigé.  
- Lieu de travail : PARIS.

Ecr. JD/165 HAVAS S.N.P.  
B.P. 907-75023 Rouen Cedex.

**SOCIÉTÉ DE MATIÈRES**  
DE MINES (C.A. 100 MF)  
recherche  
**ASSISTANT DIRECTEUR**  
GÉNÉRAL  
pour développer ce secteur.  
- Formation supérieure.  
- Expérience dans activités  
minières exigée.  
- Anglais souhaité.  
- Lieu de travail : PARIS.

Ecr. JD/165 HAVAS S.N.P.  
B.P. 907-75023 Rouen Cedex.

**SOCIÉTÉ DE MATIÈRES**  
DE MINES (C.A. 100 MF)  
recherche  
**ASSISTANT DIRECTEUR**  
GÉNÉRAL  
pour développer ce secteur.  
- Formation supérieure.  
- Expérience dans activités  
minières exigée.  
- Anglais souhaité.  
- Lieu de travail : PARIS.

Ecr. JD/165 HAVAS S.N.P.  
B.P. 907-75023 Rouen Cedex.

**SOCIÉTÉ DE MATIÈRES**  
DE MINES (C.A. 100 MF)  
recherche  
**ASSISTANT DIRECTEUR**  
GÉNÉRAL  
pour développer ce secteur.  
- Formation supérieure.  
- Expérience dans activités  
minières exigée.  
- Anglais souhaité.  
- Lieu de travail : PARIS.

Ecr. JD/165 HAVAS S.N.P.  
B.P. 907-75023 Rouen Cedex.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente après subrogation au Palais  
de Justice d'Evry (91), rue des  
Mazères, le 19 octobre 1982, à 14 h

**UNE MAISON**  
24, rue de l'Alsace-Vosges à  
**YERRES (91)**  
MISE A PRIX : 60.000 FRANCS  
Cons. préalable pour enchérir.  
Pr. rem. s'adresser à M<sup>re</sup> TRUXILLO  
et AKOUN, avoc. ass. à Evry (91),  
4, bd de l'Europe, tél. 079-35-45 ;  
au greffe du T.G.I. d'Evry,  
où le cahier des charges est déposé.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN APPARTEMENT**  
de 2 pces, cuis., au 9<sup>e</sup> ét., bdt. face  
CAVE, dans ent. immob. PARIS 12-  
85-93, AV. DE SAINT-MANÉ  
et 2 à 6, rue Montfau  
MISE A PRIX : 60.000 F.  
S'adr. à M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET,  
DELMAS, avoc. associés à Paris (12),  
18, rue Dauphine, tél. 260.39.13. Tous s.  
pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nan-  
terre, Créteil. Sur les lieux pour visit.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. sais. immob. Palais de Justice  
Paris, le 21 octobre 1982, à 14 h

**UN LOGEMENT**  
compr. 3 p. princ. au 4<sup>e</sup> ét. du bdt. a  
l'avenue d'Italie CAVE  
dans ent. à Paris (13)  
**75, AVENUE D'ITALIE**  
Mise à Prix : 25.000 F.  
S'adr. M<sup>re</sup> BETHOUT et LEOPOLD-  
COUTURIER, avoc. ass. à Paris (13),  
14, r. d'Anjou, t. 265-92-75 ; M<sup>re</sup> PINOT-  
hais, Paris, 12, r. Bayen. Tous s. pr.  
T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Cré-  
teil ; et sur les lieux pour visiter.

</







# ÉTRANGER

## La Turquie reste sous l'étroite surveillance du F.M.I.

**Ankara.** — Encore une année d'austérité budgétaire pour les investissements en Turquie, dont l'économie reste étroitement surveillée par le Fonds monétaire international (F.M.I.) malgré l'évident — mais toujours insuffisant — succès enregistré au cours de ces deux dernières années dans la lutte contre l'inflation.

Le budget turc pour 1983, présenté fin septembre par le ministre des finances, M. Katsoglian, s'élève à 2 600 milliards de livres turques (1), en augmentation de 44 % par rapport à celui de 1982, établi, il est vrai, pour dix mois. La progression réelle est d'environ 20 % — comme l'a indiqué le ministre lui-même — en prévision de la mise en place, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983, d'un nouveau taux de 20 %. Cette estimation est jugée « *trop optimiste* » par des observateurs pour lesquels, même avec une politique monétaire strictement appliquée, ce taux ne pourrait être atteint qu'à début de 1984. Pour 1982, la prévision de 20 % s'est avérée, en fait, en hausse des prix atteignant au moins 30 % en fin d'année.

Malgré l'ambition d'« accroître les investissements et de freiner le chômage » formulée par M. Kafaloglu, les dirigeants turcs demeurent fidèles à la politique monétariste qu'ils pratiquent depuis janvier 1980 : 1 194 milliards de livres, soit

46 % du total, seront affectés aux dépenses de fonctionnement : 852,1 milliards (32,7 %) aux transferts et seulement 554,9 milliards (21,3 % contre 22,8 % en 1982) aux investissements.

Comme d'habitude, c'est la défense qui se taille la part du lion avec 450 milliards de livres auxquelles s'ajoutent quelque 47 milliards de livres de la marine, soit au total 497 milliards (19,1 % du budget contre 19,6 % pour 1982). Viennent ensuite l'éducation avec 286 milliards (11 % contre 10,4 %), le développement rural qui reçoit 96,4 milliards (3,7 %) et la santé 74,7 milliards (2,9 %). Quant aux investissements d'infrastructure, priorité est toujours accordée à l'énergie et aux transports, alors que l'irrigation reçoit 172,6 milliards de livres (6,6 %), les routes ont 127,3 milliards de livres (4,9 %).

## Des espoirs limités

Après avoir rappelé que le produit national brut s'est accru de 4,3 % en 1981 et progresserait du même pourcentage en 1982, M. Kafaoglou estime qu'un taux de 4,8 % serait à portée de main en 1983. Ce score, quoique remarquable parmi les

membres de l'O.C.D.E., ne permet cependant que de nourrir des espoirs bien limités : les entreprises turques n'ont pas ressenti les principales victimes du décalage, car ce qu'elles obtiennent de la politique monétariste reste toujours en deçà de la hausse réelle des prix, tandis que le chômage atteint 17 % de la population active, selon les statistiques officielles. D'autre part, des entreprises industrielles turques, habituées jusqu'à ces dernières années à emprunter à des taux dérisoires, se trouvent à présent victimes du renchérissement des crédits, tandis que les stocks s'accumulent à cause de la mévente de leurs produits.

Le secteur bancaire, quant à lui, éprouve également de sérieuses difficultés, notamment du fait des faillites entassantes de *banquiers* privés avec lesquels certains établissements traitent fréquemment. En outre, la dépréciation de la livre turque par rapport au dollar a atteint presque 30 % au cours de l'année écoulée, ce qui rend les importations de biens d'équipement, dont l'industrie turque a besoin, de plus en plus chères. Cependant, le montant des dettes calculées en dollars s'accroît continuellement en monnaie nationale, ce qui crée éga-

lement des difficultés de liquidités. La dette extérieure turque — intérêts compris — se situe aux environs de 20,5 milliards de dollars.

En revanche, les entreprises qui réussissent à exporter leurs produits se portent nettement mieux. C'est, du reste, le seul succès tangible de la politique monétariste : les exportations turques atteindront vraisemblablement 6,1 milliards de dollars en 1982, contre 4,7 milliards en 1981, et on prévoit 7 milliards de dollars en 1983.

Sur le plan intérieur, M. Katsoglou veut rassurer les industriels inquiets, dont les usines ne tournent qu'à la moitié de leur capacité (il s'agit des secteurs du textile, des matériaux de construction, des produits de consommation durable, de l'électronique et de l'équipement). On indique que l'état vitendra « sélectivement » au secours de certaines entreprises en difficulté. Toutefois, il y a toujours le problème des fonds. Comment trouver les ressources supplémentaires sans augmenter la masse monétaire en circulation ? L'augmentation des impôts ne tolérera pas que l'impasse budgétaire et l'inflation reprennent le galop effréné d'il y a quelques années.

**ARTUR UNAL**

**ARTUN UNSAL**

(1) Une livre turque est égale à 0.04 franc.

## La dépréciation du yen accroît les doutes des milieux d'affaires japonais

### De notre correspondant

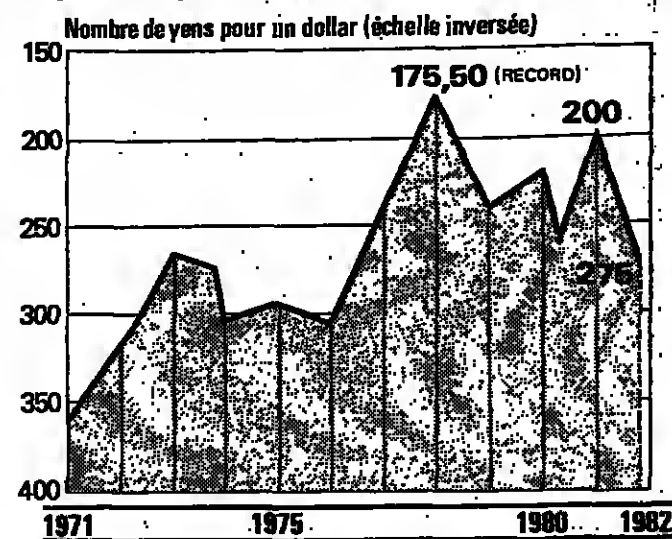
Tokyo. — Coté sur le marché des changes à près de 274 pour 1 dollar, après avoir débuté l'année à 220, le yen (1) a atteint cette semaine son cours le plus bas par rapport à la semaine dernière depuis le mois de juin 1977.

Les interventions sporadiques et limitées de la Banque centrale ne modifient guère cette dépréciation, jugée désormais préoccupante par les autorités japonaises, compte tenu notamment de la stagnation des exportations.

• L'érosion graduelle et constante du yen depuis dix mois est intervenue en dépit des performances encourageantes de l'économie en 1981 et des prévisions de forte croissance pour 1982, prévisions d'ail-

de sorties de capitaux importantes, encouragées par la différence des taux d'intérêt japonais et étrangers, que dans la tenue de la balance commerciale du Japon au dans l'évolution de la compétitivité de son économie », affirme un expert occidental.

« Pour l'instant, ajoute-t-il, les contradictions existant entre les objectifs intérieurs et extérieurs de la politique monétaire ont contraint la Banque du Japon à maintenir dans d'étroites limites la hausse des taux d'intérêt à court terme. » En effet, une hausse plus prononcée affecterait sans doute gravement le P.M.E., qui pèsent d'un poids considérable dans l'économie japonaise et qui connaissent des difficultés. Par









هكذا من الأصل

## AFFAIRES

L'AFFAIRE DES HARICOTS VERTS SURGELÉS

### Belladone ou ivraie ?

Aucune intoxication n'a jusqu'ici été décelée après l'ingestion de haricots verts surgelés de la marque Hiofrost, où la découverte de baies de belladone avait déclenché une mise en garde du ministère de la consommation. Cependant, la direction de la consommation et de la répression des fraudes a entrepris de reconstituer l'ensemble du stock de haricots incriminés (2,6 tonnes) en provenance de Belgique.

Le secrétaire d'Etat belge aux affaires sociales, M. Firmin Aerts, a déclaré dans un communiqué, jeudi 7 octobre, que la firme belge « n'a exporté sa production 1982 de haricots verts surgelés que vers la France ».

« Il est possible que, lors du ramassage mécanique des haricots verts, des plantes de belladone aient été arrachées en même temps et se soient trouvées mélangées aux légumes dans le processus de fabrication », poursuit le communiqué.

L'inspecteur de la santé belge chargé de l'enquête n'a rien trouvé de suspect dans les installations et les produits de la société, qui, pour sa part, proteste contre les informations diffusées en France, estimant « intolérable qu'une marque soit sabotée de cette façon » et qu'aucune instance officielle française n'ait pris contact avec elle avant de diffuser ces informations.

Enfin, la Fédération belge des entreprises de transformation de légumes a déclaré que la belladone « ne se trouve pas sous nos climats ». On y trouve en revanche l'ivraie, nommée « morelle noire », mauvaise herbe dont les baies ressemblent à celles de la belladone mais qui ne comporte pas de « risque vénéreux prononcé ».

### La société Bauknecht-Industrie est mise en règlement judiciaire

Metz. — La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg vient de prononcer la mise en règlement judiciaire de la société Bauknecht-Industrie, implantée près de Saint-Avold, en Moselle. Cette entreprise employant 820 salariés bénéficiait depuis le 21 juin dernier d'une suspension provisoire de poursuites. Cette procédure n'a pas permis de résoudre les difficultés financières que connaît l'usine Bauknecht de Valmont, spécialisée dans la fabrication de congélateurs et de réfrigérateurs. La société n'a en effet, pas été en mesure, au terme des trois mois prévus par la législation, de présenter un plan d'apurement de son passif (376 millions de francs).

Bauknecht-Industrie est une filiale du groupe allemand Bauknecht qui a déposé lui aussi, son bilan il y a plusieurs mois. Un syndicat a été nommé, M. Siro de Sarreguemines. La chambre commerciale du tribunal de Strasbourg statuera le

18 octobre prochain sur le sort de la société de commercialisation Bauknecht-France qui a présenté un plan de redressement. Devant cette situation, il apparaît que la recherche d'un partenaire permettant à Bauknecht-Industrie d'avoir un ballon d'oxygène financier devient un impératif.

Le syndicat C.G.T. n'a pas caché qu'il lui y a plusieurs semaines, qu'il présentait une solution française pour sauver l'entreprise. Comme le groupe nationalisé Thomson n'a pas encore fait connaître de réponse aux propositions qui lui ont été faites, les pouvoirs publics se sont retournés vers le groupe néerlandais Philips. Déjà prêt à racheter le secteur électroménager de la firme de Stuttgart, par le biais d'une participation minoritaire au capital (20 %) le reste étant détenu par un pool de banques, Philips intégrerait le réseau commercial de Bauknecht-France (le Monde du 6 octobre). — (Corresp.)

### Les pouvoirs publics veulent élargir les compétences de l'Institut de développement industriel (IDI)

L'Institut de développement industriel (IDI) a été créé, lundi 4 octobre, avec les deux groupes français de l'automobile et plusieurs banques, une filiale spécialisée dans le secteur des composants automobiles : PIDICA (Institut de développement pour les industries de composants automobiles). Cette initiative, encouragée par les pouvoirs publics et qui vise à associer les constructeurs à la restructuration du secteur des composants, confirme l'importance que le gouvernement a accordée à l'IDI dans la conduite de sa politique industrielle.

Établissement financier de droit privé (l'Etat ne détient que 49 % de son capital, les banques nationales, le Crédit agricole et des compagnies d'assurances le reste), administré de surcroît par des industriels, l'IDI constitue un instrument de choix pour le nouveau pouvoir. Ses interventions (prises de participations dans le capital des entreprises privées) conservent un caractère privé et n'entraînent en tout cas pas d'élargissement du secteur nationalisé. Créé il y a douze ans, l'IDI a pour vocation primitive d'intervenir dans les affaires de taille moyenne (de 300 à 600 millions de francs de chiffre d'affaires de moyenne) théoriquement bien portantes mais dont le développement est entravé par le manque de fonds propres.

Après avoir bésité longuement, le gouvernement a décidé non seulement de conserver l'IDI dans sa forme et dans son fonctionnement actuels, mais aussi de développer son action et son rôle. La nomination de M. de La Martinière au poste de président (le Monde du 10 juillet) constituait un indice de cet intérêt renouvelé du pouvoir vis-à-vis de l'IDI. Plusieurs lettres de mission devraient prochainement le confirmer, en précisant l'élargissement de ses tâches.

Les pouvoirs publics devaient, en effet, dans une lettre générale concernant la maison mère, demander à l'IDI de développer son action dans deux directions : d'une part, des interventions en aval de l'industrie proprement dite (distribution), d'autre part, le conseil de stratégie aux entreprises, activité à laquelle l'IDI s'est essayé modestement mais avec succès depuis deux ans. L'IDI restera de droit privé, tenu de subvenir à ses propres besoins, l'extension de son action étant financée par des augmentations de capital souscrites, comme par le passé, par l'ensemble de ses actionnaires.

Le rôle de l'IDI devant demeurer conforme à sa vocation initiale, une filiale spéciale, sorte d'« IDI bis », devrait être créée afin de gérer les participations prises par l'Institut, à la demande des pouvoirs publics.

### Codec-UNA se range aux côtés de la chaîne Novotel pour s'assurer le contrôle de Jacques Borel International

Un important retournement de situation est intervenu jeudi 7 octobre à l'occasion d'une réunion du conseil de surveillance de Jacques Borel International (J.B.I.) appelé à se prononcer sur l'offre publique d'échange déposée le 6 octobre par Novotel-Sieb sous une version « améliorée » par rapport à son O.P.E. initiale du 15 juin dernier (le Monde du 8 octobre).

Le conseil de surveillance de J.B.I. déclare dans un communiqué qu'il « a pris connaissance de la nouvelle offre publique d'échange de Novotel-Sieb qui a été déclarée recevable par les autorités de tutelle et qu'il en a accepté les termes à l'unanimité ». Mais le document publié à l'issue de la réunion ajoute, et c'est là le point capital, que « la société Codec-UNA a, de son côté, pris la décision de rejoindre l'ensemble des membres du conseil et d'apporter ses titres à la nouvelle offre de Novotel-Sieb ».

Du coup, les actionnaires de Jacques Borel International ont beau jeu de souligner que les membres du conseil de surveillance et du directeur de J.B.I. « représentent, au total, un peu plus de 62 % du capital de la société », ce qui assure pratiquement le succès de l'offre publique d'échange de Novotel sur Jacques Borel International dont la validité a été prorogée au 5 novembre 1982.

Le « tour de table » de J.B.I. se trouve à présent clarifié. D'un côté figurent les principales banques et institutions financières qui se sont toujours déclarées favorables au projet de fusion entre la chaîne hôtelière Novotel et J.B.I. et dont la participation (34 %) se trouve confortée par les 28 % environ que détiennent la coopérative de commerçants indépendants Codec-UNA et la banque Lazard.

De l'autre, la société de restauration collective Sodexho, présidée par M. Pierre Bellon, concurrente directe de Jacques Borel International et qui vient d'offrir publique d'achat (O.P.A.) en ce sens auprès des autorités boursières après avoir reçu le « feu vert » de la commission de la concurrence (le Monde du 7 octobre). La participation de la société Sodexho dans J.B.I. est évaluée aux alentours de 18 % et le solde du capital de cette dernière, soit environ 20 %, se trouve réparti dans le public.

Pendant les longues semaines où l'on a vu Sodexho et Novotel se lancer dans une véritable bataille boursière, M. Michel Reigner, actionnaire de J.B.I. depuis le début de 1980, s'est toujours tenu à égale distance des deux belligérants, refusant jusqu'à présent de céder aux sollicitations de MM. Gérard Péisson et Paul Dubrille, les patrons de la chaîne Novotel qui ont également pris les commandes de J.B.I. en mai 1981.

Aujourd'hui, M. Reigner a changé d'avis « pour ne pas être l'élément déstabilisateur », ainsi qu'il nous l'a confié vendredi matin. Le directeur-général de Codec-UNA explique sa décision par trois raisons : la conjoncture économique qui s'est singulièrement dégradée depuis quelques mois dans le secteur de la distribution ; la modification des termes de l'O.P.E. annoncée par Novotel le 6 octobre (portant de 50 % à 55 % le nombre d'actions J.B.I. susceptibles d'être échangées contre des obligations convertibles Novotel), ce qui a constitué pour lui « une opportunité nouvelle », enfin, les rencontres qu'il a eues avec les cadres et les dirigeants de Jacques Borel International.

SERGE MARTI.

### FACE AUX JEUNES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

### M. Chirac plaide l'abrogation des lois Auroux et la dénationalisation de l'ensemble du crédit et de l'industrie

Parce qu'il se dit persuadé que les prochaines élections législatives dans trois ans et demi conduiront à l'alternance démocratique, M. Chirac, devant les jeunes dirigeants d'entreprises de l'Île-de-France, réunis le 7 octobre à Paris, définit les grandes lignes de sa politique économique s'il revenait au pouvoir.

« Il faudra abroger purement et simplement les lois Auroux », affirme le président du R.P.R., dénonçant « ces lois dangereuses qui ne répondent à aucun dessein social mais à un dessein politique ». M. Chirac se dit d'ailleurs optimiste sur cette abrogation : « De tels textes mettent longtemps à entrer en vigueur, mais ils n'auront pas le temps de gangrener notre économie. Si les dirigeants nationaux du C.J.D. ne se sont pas montrés défavorables aux lois Auroux, force est de constater que leur base a visiblement accueilli avec joie les propos de l'ancien premier ministre ».

« L'Etat n'a aucune vocation à gérer les entreprises », ajoute M. Chirac, qui se dit donc « partisan de dénationaliser ». « A quelque chose malheur est bon, affirme-t-il, grâce aux nationalisations récentes, on pourra dénationaliser la totalité du secteur bancaire. Dans l'industrie, si la sidérurgie semble devoir demeurer dans le secteur public faute de preneurs, M. Chirac envisage de dénationaliser ce qui a été récemment nationalisé et même ce

qui l'a été plus tôt dans le passé ». Quant à la méthode, « il suffira de transformer des obligations en actions ».

Parce que la politique actuelle, à l'échec économique traditionnel des socialistes ajoutée, selon M. Chirac, « une régression sociale — la première depuis 1945 — qui porte un coup fatal à l'image de marque historique des socialistes », le président du R.P.R. annonce « un plan de redressement qui sera pris par ordonnance ».

Interrogé par l'un de ces patrons qui se disent « libéraux » sur les moyens de lutte contre « la dénationalisation rampante du chancelier communiste » dans la fonction publique, M. Chirac, s'il « refuse la chasse aux sorcières », n'en reconnaît pas moins qu'il faudra « dénoncer au nom des principes de la République » ces hauts fonctionnaires « suspects d'obéir d'abord à leur parti ».

### ÉNERGIE

#### UN PIPE-LINE AMÉRICAIN POUR L'U.R.S.S. ?

Alors qu'un juge fédéral de Washington vient de décider de jurer les actions de Dresser-France et de Croisot-Loire pour réclamer une levée des sanctions qui les frappent et que les firmes ouest-allemandes, qui participent à la construction du gazoduc euro-sibérien privées de technologie américaine continuent de s'indigner, M. Hammer, président d'Occidental Petroleum, a présenté, le 7 octobre un grand projet de coopération avec l'U.R.S.S. Avec deux représentants d'une autre firme américaine Bechtel, M. Hammer a soumis aux soviétiques un projet de transport de charbon sous forme liquide par pipe de Sibérie à Moscou. Une opération qui selon le « Washington Post » serait aussi importante que le gazoduc euro-sibérien. « J'espère », dit sagement M. Hammer, que nous n'aurons pas le même genre de problème ». Le secrétaire d'Etat M. George Shultz et la secrétaire à la Défense, M. Weinberger, sont, à cet égard, d'anciens responsables de Bechtel. La Maison Blanche, interrogée par la presse américaine, a toutefois répondu qu'elle ne se prononcerait sûrement pas favorablement à un tel projet.

## AUTOMOBILE

### Ouf !

En juillet, les chiffres avaient pris plus d'un commentaire de court. Pour la première fois, amorçait-on, la balance extérieure de l'industrie automobile faisait apparaître un déficit. On avait beau connaître les difficultés des deux groupes français, contraints de céder à leurs concurrents, notamment allemands, plus de 40 % d'un marché jusqu'à mieux gardé, la nouvelle avait de quoi surprendre.

Qu'on se rassure, elle était fautive. Les résultats définitifs — et rectificatifs — font apparaître pour le seul mois de juillet, au lieu d'un déficit de 384 millions de francs, un excédant de 817 millions, et pour les deux mois d'été un excédant de 1,4 milliard de francs. Total pour

les huit premiers mois de 1982 : 12 milliards de francs, les exportations (43,6 milliards) continuant d'excéder largement les importations (31,6 milliards).

Ce n'est pas un résultat brillant. Les exportations de voitures françaises ont stagné en volume au cours des huit premiers mois de l'année, et même diminué de 10,6 % en juillet-août. Dans le même temps, les importations ont gonflé de 24,4 % de janvier à fin août, pour prendre un petit tiers du marché (30,6 %). Ce n'est quand même plus la catastrophe entrevue cet été. D'autant que, tous les indicateurs le confirment, l'automne s'annonce moins mauvais en tout cas pour Renault, qui a raplé en septembre se part traditionnelle du marché.

## AGRICULTURE

LORS DE SON VOYAGE A MOSCOU

### Mme Edith Cresson souhaite conclure des accords-cadres agro-alimentaires

Mme Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, va se rendre à Moscou, du 13 au 17 octobre, avec l'intention d'obtenir la signature de plusieurs accords-cadres agro-alimentaires, destinés à rééquilibrer le commerce entre les deux pays, fortement bénéficiaire à l'avantage de l'U.R.S.S. L'un de ces accords portera sur la livraison de céréales par la France.

Mme Cresson, qui sera reçue par plusieurs responsables soviétiques, doit inaugurer à Moscou une exposition — AGROPROM — qui rassemblera des productions de trois cents entreprises françaises spécialisées dans le matériel destiné à l'agro-alimentation.

La balance des échanges commerciaux entre les deux pays est défavorable à la France (— 4,8 milliards de francs pour les six premiers mois de cette année) ; aussi, Mme Cresson compte-elle « mettre en garde » ses interlocuteurs sur les conséquences que pourrait avoir sur les relations politiques franco-soviétiques la persistance d'un tel déficit, dit-on dans l'entourage du ministre de l'Agriculture.

[Mme Cresson sera le premier ministre français à se rendre à Moscou depuis le 13 décembre 1981, jour où fut instauré en Pologne l'état de siège. M. Michel Jobert, ministre du Commerce extérieur, était alors dans la capitale soviétique où il devait assister à la signature d'un contrat entre une firme française et un organisme russe.]

**NOUVEAU**

## Parce que cet hiver vous coûtera trop cher

Équipez votre installation de chauffage d'un **micro-therm 300**

- Programmation de la température par saison, par semaine, par jour et par heure !
- Economie programmable (nuit, absence, etc...)
- Branchement immédiat (2 fils à raccorder)
- Investissement déductible des impôts !

Le Micro-Therm est un thermostat équipé d'un microprocesseur qui lui donne une fiabilité totale. Le Micro-Therm 300 s'adapte sur toutes les installations traditionnelles de chauffage, fuel, gaz, électrique.

Il vous permet de programmer immédiatement ou à l'avance, la température ambiante que vous désirez dans l'appartement.

Renseignez-vous vite auprès de votre installateur habituel, ou demandez documentation gratuite et liste des dépositaires dans votre département auprès de :

**SAERI, BP 308, 13609 Aix Cedex, Tel (42) 23.26.60, Telex 401.149**



# SOCIAL

## Prenez garde aux classes moyennes !

(Suite de la première page.)

L'étendue de la couche intermédiaire en question n'en demeure pas moins difficile à saisir, car son homogénéité est fort loin d'être démontrée. On dit d'ailleurs les classes moyennes, ce qui sous-entend qu'il y en a plusieurs, et non la classe moyenne, comme on dit la classe ouvrière ou la classe dirigeante. Aussi bien les Américains, qui voudraient bien faire croire qu'il n'existe pas chez eux de réelle différence de classe, sont-ils les premiers, lorsqu'ils vous visitent une ville, à vous montrer les quartiers où vivent les classes moyennes - « supérieures » (upper middle class) et « inférieures » (lower middle class). On s'étonne qu'ils n'aient pas encore jugé nécessaire, jusqu'à présent, d'isoler une classe moyenne qui serait vraiment moyenne. En France, un patron de P.M.L., un cadre « supérieur », se considèrent facilement comme appartenant aux classes moyennes, sans qu'on sache trop si un petit cadre en fait partie.

L'hétérogénéité de ce groupe, dont la croissance du produit national, l'extension de l'éducation, l'automatisation et le développement du secteur tertiaire ont énormément grossi les effectifs, explique à la fois que ses contours soient imprécis et qu'il pèse politiquement d'un grand poids. Car c'est là surtout que se trouvent ceux qui hésitent, à chaque élection, sur la meilleure façon de voter, et dont l'attitude, en fin de compte, fait pencher la balance.

Pour la gauche, dans tous les pays d'Europe, il y a là un problème fon-

damental. L'instinct profond des classes moyennes les pousse généralement à un conservatisme réformiste : Valéry Giscard d'Estaing l'avait bien compris, qui disait que la France voulait être gouvernée au centre, quitte à identifier abusivement la France à ses classes moyennes, et à en déduire plus abusivement encore qu'elle voulait être gouvernée par lui, alors qu'il était si manifestement sûr d'appartenir à la classe supérieure.

Quand une partie desdites classes moyennes se décide à voter à gauche, on du moins à laisser la gauche tenter sa chance, rien n'autorise à conclure à une soudaine conversion. La France a vu se produire chez elle, l'an dernier, un avatar du ras-le-bol universel qui vient de ramener Olof Palme, après quatre ans d'exil, à la tête de la Suède, et qui a de fortes chances d'installer au pouvoir à Madrid, à la fin du mois, une coalition singulièrement proche de celle que le même phénomène vient de chasser de Bonn. Un tel soutien est par définition conditionnel, et le gouvernement en est grand danger de le perdre s'il ne s'attaque pas assez aux racines du mécontentement qui a assuré sa victoire, et s'il s'attaque trop aux revenus et privilèges de ceux sans le concours desquels il n'aurait pu gagner. Les manœuvres électorales de la Kennedy, la multinationale du cuivre et de la C.I.A. n'auraient pas eu raison d'Allende si n'avait pas, en bonc partie du fait d'une mauvaise gestion économique, perdu le concours des classes moyennes.

nients d'une éventuelle alliance avec les travailleurs.

En Espagne, le centre, qui avait rapidement accédé au pouvoir après la chute de Franco, s'est maintenant scindé. L'ancien chef du gouvernement, Adolfo Suarez - qui a démissionné il y a un an sans avoir jamais vraiment dit, ne fût-ce qu'à son roi, pourquoi - a fait sécession de l'Union démocratique du centre en créant son propre Centre démocratique et social aux initiales bien de chez nous. En Grèce, l'Union démocratique du centre, qui semblait un moment devoir jouer un grand rôle, s'est vue abandonnée par son principal leader, Georges Mavros, et n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Nc parlons pas de la Belgique, où la querelle communautaire crée des situations à la limite de l'insupportable. Ni des Pays-Bas, où la multiplicité des partis conduit à des résultats analogues. L'Allemagne, en revanche, fournit l'exemple le plus éloquent du paradoxe qu'on vient de signaler, puisque le parti responsable de l'éclatement de la coalition et du retour de la droite est le même qui avait subi, quelques jours plus tôt aux élections régionales de Hesse, une déroute spectaculaire, aggravée par la disposition constitutionnelle qui enlève aux formations n'ayant pas eu 5 % des voix tout droit à représentation parlementaire. Reste que, comme le note très justement l'*Economist*, c'est un des deux grands partis ne peut espérer accéder ou demeurer au pouvoir s'il n'obtient pas un large soutien des classes moyennes, et que les fameux « verts », les anarcho-écologistes, lorgnent eux aussi dans cette direction-là.

L'affaire, à Bonn comme ailleurs, n'est pas de celles que l'on peut se permettre de traiter à la légère. C'est le dépit des classes moyennes d'avant-hier et d'aujourd'hui qui fait Thermidor, Badinguet, Hitler, Mussolini, Franco, Pinochet. Ce sont elles qui ont enterré au Portugal la révolution des « célestes ». Légitimement conscientes de leur rôle de pivot de l'équilibre national, convaincues que le statut social et l'aisance, de plus en plus relative dans beaucoup de cas dont elles jouissent, sont la juste récompense du travail de leurs parents et de leur propre, elles supportent mal de les voir remettre en cause, soit délibérément, soit du fait de la crise économique générale. La tentation alors les guette de l'abstention, du poujadisme, ou du recours à un pouvoir musclé.

Quand on est la Grande-Bretagne, c'est-à-dire quand on a la démocratie chevillée au corps, on trouve une « dame de fer » qui cumule le statut de avec, pour employer le charabia

de saison, un « profil typiquement middle class », sans pitié pour les libertés. La démocratie, sur le continent, n'a malheureusement pas les mêmes racines. L'arrestation de trois officiers supérieurs, à Madrid, vient rappeler, en pleine campagne électorale, que, comme nous le disait un jour Santiago Carrillo, le principal parti politique espagnol demeure l'armée. Qui peut être certain qu'elle laissera les socialistes de Felipe Gonzalez, grands favoris des élections, venir au pouvoir, surtout s'ils devaient faire alliance avec Adolfo Suarez, auquel les militaires n'ont toujours pas pardonné la légalisation du P.C. ? Déjà, en Turquie, l'armée a mis fin à la présidence de la République, et la Russie, l'armée a mis fin depuis deux ans aux droits de l'homme en veuilleuse.

Ce n'est certes pas le cas de l'Allemagne, où, contrairement à la tradition séculaire des Junker, les militaires se gardent de la moindre interférence dans la vie politique. Il n'empêche que l'étoile de Franz Josef Strauss remonte, et que de vieux fantômes nationalistes que l'on voyait croire évanouis pour toujours commencent à se réveiller, autant d'ailleurs à gauche qu'à droite, à la faveur d'une crise qui est d'abord une crise de confiance, d'identité. Rien n'assure que la merveilleuse démocratie éclose dans le crépuscule des dieux nazis soit promise à l'éternité.

Quant à la France, on ne voit certes pas un militaire prestigieux reprendre à son compte les tentatives putschistes dont l'Algérie avait été l'occasion. Malgré quelques présences troublantes dans un entourage, personne, connaissant un tant soit peu Jacques Chirac, le seul candidat homme fort du moment, ne l'imagine vraiment dans la peau d'un dictateur. Reste que ce pays a une vieille tradition de guerres civiles et que le climat d'intolérance dans lequel sombre si facilement, à gauche comme à droite, le débat politique autorise pour l'avenir bien des inquiétudes. Nulle tâche ne devrait être plus urgente que de l'apaiser, de manière à procurer à la nation l'union, le calme, la résolution sans lesquels elle est assurée de mal supporter la tempête qui balaye le monde.

Parce qu'elles se trouvent très exactement au centre de l'échiquier politique et social, les classes moyennes, tout en participant comme les autres, bien entendu, aux sacrifices imposés par la rigueur des temps, devraient se voir reconnaître un rôle essentiel dans la recherche de cet équilibre intérieur dont nous avons tellement besoin.

ANDRÉ FONTAINE.

## CONFLIT DANS LES HAUTS-DE-SEINE

### Les salariés de l'usine Voisin occupent leur entreprise menacée de fermeture

Les quatre-vingt-neuf salariés de l'usine Voisin, située 21, rue Parmentier à Puteaux (Hauts-de-Seine) ont entamé le mercredi 5 octobre au matin une grève avec occupation des locaux. Cette usine qui fabrique des moteurs et des machines à mouler à l'usage de l'industrie automobile, avait été rachetée en février 1982 par le groupe italien FATA. Quelques mois plus tard, Fata décidait la liquidation de l'usine Voisin et la mise au chômage de ses salariés au 1<sup>er</sup> septembre.

Au nom de la section locale C.G.T., M. Nestor Delben a réclamé « une intervention des ministères de l'Industrie et de l'Emploi pour tenter de sauver l'entreprise ». De son côté, M. Bernard de Sereville, P.D.G. de la Fata en France (qui regroupe trois usines), a indiqué que l'entreprise Voisin est « moribonde » et qu'il se tient prêt dans les prochains jours à signer son arrêt de mort. « Notre groupe, a précisé M. de Sereville, confronté aux graves difficultés des industries

d'équipement de l'industrie automobile, a décidé une restructuration en profondeur des activités et pour ce faire, de nouveaux investissements financiers et industriels en France. Ce processus est actuellement bloqué à la suite des décisions négatives des autorités de tutelle directes ». Ainsi le gouvernement Mauroy porte, toujours selon M. de Sereville, une lourde responsabilité dans le sort de l'usine Voisin. (Corresp.)

● Sécurité sociale : Elections toujours prévues au premier semestre 1983. — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a affirmé jeudi 7 octobre en fin de matinée, au cours d'une déclaration à la presse consécutive à une rencontre avec les directeurs régionaux des caisses d'assurance-maladie, que « la date du 1<sup>er</sup> juillet 1983 sera tenue pour les élections aux conseils d'admini-

stration des caisses de Sécurité sociale ». Le ministre a par ailleurs démenti toute volonté de surseoir au remboursement d'une grande partie des médicaments homéopathiques. Quant à son différend avec M. Rallie, le ministre de la santé, il l'a conclu en ces termes : « Quand un projet de loi est adopté par le conseil des ministres, il est le projet de loi du gouvernement entier ». (Corresp.)

## LE COMITÉ D'ENTREPRISE DE LA SOCIÉTÉ 3-M REFUSE LE LICENCIEMENT DU SYNDICAT ALPINISTE.

Le comité d'entreprise de la société 3-M France a refusé, jeudi 6 octobre, à l'unanimité, le licenciement de MM. Jean-Pierre Etienne, délégué C.F.D.T., et Michel Lefèvre, militant de ce syndicat, tous deux hospitalisés en raison de la grève de la faim qu'ils poursuivent depuis deux semaines. Pour obtenir la réintégration de son camarade, M. Etienne, s'était suspendu dans un hamac, à 40 mètres du sol, devant les fenêtres du siège social de la société à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). A l'origine du conflit : le licenciement de M. Lefèvre, technicien du service après-vente à Vesoul (Haute-Saône), qui avait refusé des propositions de reclassement dans d'autres régions (le Monde du 23 septembre).

## Une expression politique insuffisante

En imposant la bipolarisation, complétée par la double bipolarisation de la droite (Giscard-Chirac), comme de la gauche (P.C.-P.S.), le système électoral français paralyse les tentatives des classes moyennes pour se structurer politiquement. En démoigne la coupure en deux, du parti radical, longtemps force politique principale de la République. Mais le fait est que, à l'étranger aussi, ces classes moyennes, qui comptent tant politiquement, ont bien de la peine à trouver une expression politique propre.

Le parti social-démocrate britannique de Roy Jenkins et de David Owen, qui paraissent avoir quelque chance l'an dernier de remettre en question l'éternelle alternance des Tories et du Labour, a fait une chute verticale dans les sondages depuis qu'un Churchill en jupon a redonné aux antipodes le blason de l'empire. Il en est aujourd'hui à s'interroger sur les avantages et les inconvé-

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### TOTAL Compagnie Française de Raffinage

La C.F.R. publie les éléments relatifs à son activité au cours du premier semestre 1982 et à ses résultats au 30 juin 1982.

Les ventes de la C.F.R. se sont élevées à 12 152 000 tonnes, accusant ainsi une baisse de 17 % par rapport au premier semestre 1981. Celui-ci avait toutefois été marqué par d'importants mouvements d'exportation d'équilibre du raffinage. Compte tenu de la hausse des prix, le chiffre d'affaires s'est élevé de 2 274 787 000 F. Le tonnage traité dans les raffineries de la C.F.R. a diminué de 26,7 %, l'importance de ce retrait étant attribuable à l'accroissement des importations de produits finis.

Le résultat net de la compagnie est une perte de 1 350 309 000 F. Cette perte est supérieure à celle que la C.F.R. avait enregistrée pour l'ensemble de l'année 1981, qui s'élevait à 1 178 580 000 F. Au premier semestre 1981, la perte avait été de 31 744 000 F.

La marge brute d'autofinancement est négative de 1 025 219 000 F. Elle était positive de 306 673 000 F au premier semestre 1981.

Calculé sur la base des coûts instantanés de remplacement des quantités vendues, le résultat de la C.F.R. est au premier semestre 1982 une perte de 1 964 000 000 de francs contre une perte de 2 785 000 000 de francs au premier semestre 1981.

Le maintien de très mauvais résultats en 1982 est essentiellement le consé-

quence de la non répercussion dans les prix des produits pétroliers taxés de la hausse rapide du cours du dollar. Jusqu'au 12 mai 1982, date où la non-répercussion de celui des prix des produits pétroliers a été mise en application pour la première fois, de manière limitée, ces prix étaient en effet pratiquement bloqués. De plus, la mauvaise conjoncture pétrolière a pesé sur les prix des produits finis.

Le redressement espéré pour le deuxième semestre est malheureusement compromis par une application partielle, dans le cadre du blocage général des prix, de la formule de prix, alors même que le dollar a poursuivi son mouvement rapide de hausse.

Sur le plan des approvisionnements, la compagnie poursuit ses efforts pour réduire ses coûts d'acide, tant en ce qui concerne les achats de pétrole brut que les importations de produits finis. Dans le domaine industriel, elle bénéficie de la mise en service, intervenue en juillet 1982, d'une unité de craquage catalytique à la raffinerie des Flandres.

Le résultat net ci-dessus exposé s'entend après une dotation aux amortissements de 287 430 000 F, et une dotation nette aux comptes de provisions à long terme de 37 660 000 F. Dans ce montant figure la reprise de la provision spéciale de réévaluation, à hauteur de 15 538 000 F. Diverses provisions ont été constituées dans le domaine de la pétrochimie et des élastomères.

### Données statistiques

	1 <sup>er</sup> semestre 1981	1 <sup>er</sup> semestre 1982
Ventes de produits	14 635 000 t	12 152 000 t
Pétrole brut traité	14 070 000 t	10 320 000 t
Chiffre d'affaires	22 190 589 000 F	21 747 787 000 F
Marge brute d'autofinancement	306 673 000 F	- 1 025 219 000 F
M.B.A. sur coût instantané de remplacement	- 2 447 000 000 F	- 1 639 000 000 F
Amortissements (réévalués)	267 333 000 F	287 430 000 F
Résultat net	- 31 744 000 F	- 1 350 309 000 F
Résultat net sur coût instantané de remplacement	- 2 785 000 000 F	- 1 964 000 000 F

### Locafrance

Au cours des huit premiers mois de 1982, l'activité commerciale de Locafrance a connu une vive reprise.

A fin août 1982, les investissements hors taxes de Locafrance et de sa filiale Ordinafrance se sont élevés à un total de 1 445,5 millions de francs contre 1 122,2 millions de francs à fin août 1981, ce qui représente une progression de 29 %. Au niveau du groupe, les investissements en matériels en France ont atteint 1 634,7 millions de francs contre 1 185,7 millions de francs pour la même période de l'exercice 1981 (soit + 37,8 %).

A la même date, les loyers hors taxes de Locafrance et de sa filiale Ordinafrance se sont élevés à 1 501,5 millions de francs contre 1 378,9 millions de francs à fin août 1981, soit une progression de 8,9 %.

Le résultat financier de Locafrance au 30 juin 1982 a atteint 24 millions de francs, contre 29 millions de francs au 30 juin 1981. Pour l'ensemble de l'exercice 1982, le résultat devrait être au moins égal à celui de l'exercice précédent, qui s'était élevé à 46,8 millions de francs.

La très forte progression des investissements des huit premiers mois de l'exercice a conduit le Conseil d'Administration de Locafrance à décider l'émission, au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 1982, d'un nouvel emprunt obligataire de 350 millions de francs.

### sdn CENTREST

Au cours de sa réunion du 3 septembre, le conseil d'administration a examiné les comptes des six premiers mois de l'exercice 1982. Ceux-ci se traduisent par une augmentation du bénéfice avant impôt qui passe de 9 490 000 F au 30 juin 1981 à 10 260 000 F au 30 juin 1982.

Durant le premier semestre 1982, l'activité est demeurée soutenue et s'est, en particulier, traduite par un effort important d'apports en fonds propres aux entreprises (participations au capital, prêts participatifs, prêts obligataires convertibles, etc.). Ces dernières formes de financement sont d'ailleurs appelées à connaître un nouvel accroissement, compte tenu des fonds dont dispose désormais la S.D.R. à la suite de sa récente augmentation de capital. Celui-ci est en effet passé de 45 098 800 F à

8,9 %. Les loyers hors taxes du Groupe ont atteint 1 593,8 millions de francs contre 1 442,5 millions de francs à fin août 1981, ce qui représente une progression de 10,5 %.

Le résultat financier de Locafrance au 30 juin 1982 a atteint 24 millions de francs, contre 29 millions de francs au 30 juin 1981. Pour l'ensemble de l'exercice 1982, le résultat devrait être au moins égal à celui de l'exercice précédent, qui s'était élevé à 46,8 millions de francs.

La très forte progression des investissements des huit premiers mois de l'exercice a conduit le Conseil d'Administration de Locafrance à décider l'émission, au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 1982, d'un nouvel emprunt obligataire de 350 millions de francs.

Le résultat financier de Locafrance au 30 juin 1982 a atteint 24 millions de francs, contre 29 millions de francs au 30 juin 1981. Pour l'ensemble de l'exercice 1982, le résultat devrait être au moins égal à celui de l'exercice précédent, qui s'était élevé à 46,8 millions de francs.

La très forte progression des investissements des huit premiers mois de l'exercice a conduit le Conseil d'Administration de Locafrance à décider l'émission, au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 1982, d'un nouvel emprunt obligataire de 350 millions de francs.

Le résultat financier de Locafrance au 30 juin 1982 a atteint 24 millions de francs, contre 29 millions de francs au 30 juin 1981. Pour l'ensemble de l'exercice 1982, le résultat devrait être au moins égal à celui de l'exercice précédent, qui s'était élevé à 46,8 millions de francs.

Le résultat financier de Locafrance au 30 juin 1982 a atteint 24 millions de francs, contre 29 millions de francs au 30 juin 1981. Pour l'ensemble de l'exercice 1982, le résultat devrait être au moins égal à celui de l'exercice précédent, qui s'était élevé à 46,8 millions de francs.

Dans sa séance du 3 septembre, le conseil d'administration a décidé de procéder à l'attribution gratuite d'actions aux anciens actionnaires conformément aux décisions arrêtées au cours de sa réunion du 22 mars 1982. Le capital de la société est ainsi porté à 108 000 000 de francs.

L'introduction à la cote de la Bourse de Nancy des actions nouvelles est prévue pour le 11 octobre.

## CHEFS D'ENTREPRISE

VOUS RECHERCHEZ DES BUREAUX, DES LOCAUX COMMERCIAUX et INDUSTRIELS

Le Monde

VOUS PROPOSE

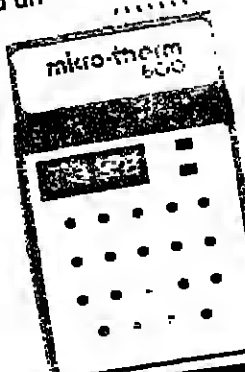
MARDI et MERCREDI

DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE DES AFFAIRES SÉLECTIONNÉES PAR DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

NOUVEAU

Pour que cet hiver vous coûte moins cher

Équipez votre pompe à chaleur d'un micro-therm 600



- Programmation de la température par saison, par semaine, par jour et par heure !
- Économie programmable (nuit, absence, etc...)
- Branchement immédiat ! (4 fils à raccorder)
- Investissement déductible des impôts !

Le Micro-Therm est un thermostat équipé d'un microprocesseur qui lui donne une fiabilité totale. Le Micro-Therm 600 s'adapte sur toutes les installations équipées d'une P.A.C. Il est le seul programmeur actuel spécialement étudié pour les systèmes EDF PERCHE et GTI. Il apporte un nouveau confort et des économies supplémentaires sur l'exploitation de la pompe à chaleur.

Renseignez-vous vite auprès de votre installateur habituel, ou demandez documentation gratuite et liste des dépositaires dans votre département.

SAERI, BP 308, 13609 Aix Cedex, Tel (42) 23.26.60, Telex 401.149

مكتبة الأمل



## MÉTÉOROLOGIE

**SITUATION LE 8.10.1982 A 0 h G.M.T.**

accident de la route se produit, on met en cause la formation des auto-écoles. Il est aberrant que, dans le même temps, on permette à des candidats libres de se présenter. D'ailleurs seuls 30 % d'entre eux sont repus aux examens contre 50 % des candidats libres par les auto-écoles », affirme Alain Mercédal, vice-président délégué de la C.S.N.C.R.A. (Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile) (4). Ces chiffres sont contestés par le S.N.E.P.C. qui estime que le pourcentage de réussites obtenu est sensiblement le même. Il reconnaissant que les candidats libres causent proportionnellement davantage d'accidents.

Alors ? Il est quasiment impossible aujourd'hui de passer son permis de conduire grâce à une auto-école à moins de 3 000 ou 4 000 F ! Let même beaucoup plus si l'on choisit de suivre des « stages » de conduite. La formule du libre apprentissage n'est pas faite pour conseiller à tout le monde, et les conducteurs les moins habiles devront sans doute se résoudre à confier leur enseignement à des professionnels. Mais on ne voit vraiment pas ce qui empêcherait les apprentis conducteurs mieux prédisposés, ou plus doués, de se présenter en candidats à l'examen de permis de conduire public et c'est à leur honneur, n'est-ce pas ?

- (1) C.D.I.A. (Centre d'information et de documentation de l'assurance) : 1, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris, tél. (1) 824-96-12.
- (2) A Paris, l'apprentissage libre de la conduite est purement et simplement interdit.
- (3) S.N.E.P.C. (Service national des examens du permis de conduire), 7, rue Louis-David, 75016 Paris, tél. (1) 504-60-63.
- (4) C.S.N.C.R.A. (Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile), 6, rue Léonard-de-Vinci, 75016 Paris, tél. (1) 502-19-10.

### Evolution probable du temps en France

Le loi ne détermine pas les modalités de cette justification. Des attestations de présence pourront être retirées à partir du lundi 11 et jusqu'au vendredi 22 octobre, aux jours et heures d'ouverture des bureaux, à l'ambassade de Belgique à Paris et aux divers consulats de Belgique en France.

Les bureaux de l'ambassade et les postes consulaires seront fermés le dimanche 10 octobre.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'ambassade ou au consulat de Belgique le plus proche.

**TIRAGE N° 40**  
**DU 6 OCTOBRE 1982**

**Evolution probable du temps en France**  
entre le jeudi 8 octobre à 0 heure et  
le vendredi 9 octobre à 24 heures :  
La France restera encore sous l'in-  
fluence d'une vaste zone dépression-  
naire centrée sur le nord de l'Allema-  
gne.

PRÉVISIONS POUR LE 9 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

les régions du Centre et du Nord-Est.

Après la dispersion des brouilles et brulards matinaux, le temps sera généralement assez bien ensoleillé, favorisant une remontée des températures maximales. Les vents faibles domineront du nord-ouest. Cependant, près des Pyrénées, des pluies et quelques orages éparses seront encore possible.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

**Le Monde**  
D I M A N C H E

Au sommaire du numéro du 10 octobre

**L'Algérie regarde Dallas**

La célèbre famille Ewing fascine

et exaspère l'Algérie socialiste  
et musulmane.

Réportage de Joëlle Stolz

## Les sourciers du travail futur

Les «emplois d'initiative locale»  
veulent capter l'innovation à la base

et encourager l'esprit d'entreprise

## DIPLÔME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

*3<sup>e</sup> cycle*  
sous l'égide de

## L'Institut Supérieur

PEUVENT ÊTRE CANDIDATS

**les ingénieurs, titulaires d'une maîtrise, d'un  
ou diplôme de l'enseignement**

**DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS POUR LA SESSION 1991**  
**LE 13 OCTOBRE 1990**

**INFORMATIONS**

**DIPLOME INTERNATIONAL  
DE GESTION ET MARKETING**  
3<sup>e</sup> cycle  
Institut Supérieur  
de Commerce et de  
Marketing

**Institut Supérieur d'**  
45 rue Spontini - 75116 PARIS - Tél. :

**DIMANCHE 10 OCTOBRE**

**LUNDI 11 OCTOBRE**  
 • Le Musée Rodin - 15 heures  
 77, rue de Varenne, M<sup>me</sup> Hulot.  
 • Église russe - 15 heures, devant  
 mairie du 15<sup>e</sup>, M<sup>me</sup> Pennec.  
 • De Saint-Julien le Pauvre à Saint-  
 Jacques du Haut-Pas - 15 heures, ja-  
 din de Saint-Julien le Pauvre (Cais-  
 nationale des monuments historiques).  
 • Hôtel Biron - 15 heures, métro V-  
 renne (M<sup>me</sup> Haulter).

**CONFÉRENCES** —  
14 h. 30, 80, rue Taibout : « Art  
civilisation de l'Égypte » (Le monde  
son histoire).  
14 h. 45 : 28, avenue George-  
M= Boucher : « Leningrad - Venise  
Nord » (Age d'or de France).  
14 h. 45 : 23, quai Conti, M= S. T.  
sier : « La médecine pénitentiaire et  
droits de l'homme ».  
19 heures : 62, rue Madame : « Pi

**ARTISANAT.** — Les Ateliers d'« Trois Soleils » propose des activités d'expression artistique d'artisanat destinées aux enfants, aux adolescents et aux adultes exerçant une activité ou se perfectionnant.

## ATIONAL AGEMENT


## Le Gestion

ON D'OCTOBRE 1982  
2  
management  
FRANCISCO

\_\_\_\_\_

## PLACEMENT:

**e Gestion**  
16 (1) 553.87.46



**TIRAGE N°40**  
**DU 6 OCTOBRE 1982**

6

11

13

17

28

45

21

**NUMERO COMPLEMENTAIRE**

	NOMBRE DE CRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE IPOUR 1 FI
6 BONS NUMEROS	12	<b>1 017 504,20 F</b>
5 BONS NUMEROS + numero complementaire	86	<b>63 594,00 F</b>
5 BONS NUMEROS	4 892	<b>3 903,40 F</b>
4 BONS NUMEROS	224 507	<b>81,50 F</b>
3 BONS NUMEROS	3 620 437	<b>7,50 F</b>

**PROCHAIN TIRAGE LE 13 OCTOBRE 1982**

**VALIDATION JUSQU'AU 12 OCTOBRE APRES-MIDI**

**Le Monde**  
D I M A N C H E

Au sommaire du numéro du 10 octobre

**L'Algérie regarde Dallas**

La célèbre famille Ewing fascine et exaspère l'Algérie socialiste et musulmane.

Réportage de Joëlle Stolz

**Les sourciers du travail futur**

Les «emplois d'initiative locale» veulent capter l'innovation à la base et encourager l'esprit d'entreprise

**DIPLÔME INTERNATIONAL  
DE GESTION ET MANAGEMENT**  
*3<sup>e</sup> cycle*  
sous l'égide de  
**l'Institut Supérieur de Gestion**

**PEUVENT ÊTRE CANDIDATS**  
les ingénieurs, titulaires d'une maîtrise, d'un diplôme IEP, d'un titre  
ou diplôme de l'enseignement supérieur

**DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS POUR LA SESSION D'OCTOBRE 1982**  
**LE 13 OCTOBRE 1982**

Programme international de gestion et management  
cycle de 20 mois à **PARIS** et **SAN FRANCISCO**  
avec une alternance d'expérience professionnelle.  
(possibilité de financement par prêt d'honneur personnalisé)

**INFORMATIONS**

**DIPLÔME INTERNATIONAL  
DE GESTION ET MANAGEMENT**  
*3<sup>e</sup> cycle*  
**Institut Supérieur de Gestion**  
45 rue Spontini - 75116 PARIS - Tél. : 16 (1) 553.87.46







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. **MUSÉES** : « Ambitions culturelles et réelles », par J.-P. Fourcade ; « Les ampoules lumineuses », par Gabriel Matzneff ; « Termes promises et lieux communs », par Jean Ravel ; Réponse à... Jean Ravel.

### ÉTRANGER

3-4. **EUROPE** : ESPAGNE : l'enquête sur la tentative de putsch. — L.F.A. : les élections régionales en Espagne. — 5-6. **AFRIQUE** : La production alimentaire par habitant a chuté de 10 % en dix ans en Afrique. — L'ouverture de la conférence de Kinshasa. — 7. **PROCHE-ORIENT** : L'Arabie saoudite : le président Gensoul a formé un cabinet « apolitique ». — 8-9. **ASIE** : LA CORÉE DU SUD A LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE CROISSANCE.

### POLITIQUE

14. Les relations entre les socialistes et les communistes. — 15. Les travaux de l'Assemblée nationale.

### ÉQUIPEMENT

16. TRANSPORTS.

### LOISIRS ET TOURISME

17. PROMENADES A L'ITALIENNE : pèlerinage en Ombrie ; Milan, ville ouverte ; l'Adriatique a mauvaise mine. — 18. TAURINACHIE. — 19. HIPPIQUE. — 20. PLAISIRS DE LA TABLE ; PHILATELIE. — 21. JEUX.

### SOCIÉTÉ

22. SPORTS. — 23. ÉDUCATION. — 24. POLICE. — 25. SCIENCES. — 26. MÉDECINE. — 27. PRESSE : à Dijon, des militants de la C.G.T. confisquent le matériel de composition des Dépêches.

### CULTURE

28. THÉÂTRE : la Fuite en Chine, par le TSE. — MUSIQUE : le Prince Igor, de Maurice Kargel, à la Biennale de Venise. — CINÉMA : Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ, de Jean YVES. — 29. RADIO - TÉLÉVISION. — VU : « Quel matériel ? ».

### ÉCONOMIE

30-31. ÉTRANGER. — La dépréciation du yen accroît les ventes des milieux d'affaires japonais. — La Turquie reste sous l'étrange surveillance du F.M.I. — CONJONCTURE : la sortie du blé des prix. — 32. AFFAIRES. — 33. SOCIAL.

**RADIO-TÉLÉVISION (27)**  
INFORMATIONS (34) :  
SERVICES (34) :  
Automobile : le permis de conduire ; Météorologie ; Journal officiel.  
Annonces classées (28-29) ; Carnet (27) ; Programmes spectacles (25-26) ; Mots croisés (21) ; Bourse (35).

Le numéro du « Monde » daté 8 octobre 1982 a été tiré à 525 273 exemplaires.

Publié par

**1500 mach. écrire Duriez**  
TOUTES les meilleures marques, TOUTES les plus durables, les plus ou moins chères : Olympia, Hermès, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Triumph, Adler, Eclair, Mamelec (Olivetti 400 F) ou électroniques (Brother 350 F), à barres, sphères, marguerites, touches correction, etc. 31 styles de carnets. Sur stock. Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaires. Satisf. ss. 8 jrs ou remboursé. 112, Bd St Germain. M<sup>o</sup> Odéon.  
Dernière Heure : Toute électronique pour sac à main, 2,3 kg, épaisseur 4,5 cm : 1880 F.

A B C D E F G H

## Des ministres marocains en visite à Paris jugent « excellentes » les relations bilatérales

Le roi Hassan II tient à ce que la visite de M. Mitterrand au Maroc, les 28 et 29 octobre, soit un succès et il cherche à mettre tous les atouts de son côté pour y parvenir. Ainsi, outre le conseiller du souverain, M. Ahmed Reda Guedira, cinq ministres ont pris contact avec le gouvernement français et la presse. M. Abdelatif Joubart (finances), Azeddine Laïk (éducation nationale), M. Hamed Douiri (Plan et formation professionnelle), M. Moulay Ahmed Alaoui (ministre d'État) et Belkacem (information). Ce dernier a rejoint Kinshasa où il représente le Maroc au sommet franco-africain. M. Karim Lamrani, directeur général de l'Office chérifien des phosphates, est également à Paris.

En ce qui concerne le conflit du Sahara, M. Guedira a estimé que « la France est restée car elle ne combat ni pour ni contre le royaume ». Il n'a pas précisé ce qu'un autre conseiller du roi, M. Ben Souda, était allé faire à Alger où il était prévu en compagnie de M. Arafat, mais il a tenu à rappeler : « Les dirigeants algériens nous affirment qu'ils ne s'engageront pas dans un conflit ouvert avec le Maroc ».

M. Laraki avait, la veille, inauguré à la Cité universitaire, la Maison du Maroc qui accueillera deux cent trente étudiants du troisième cycle, alors que quelque vingt-cinq mille jeunes Marocains sont détentés d'une bourse annuelle de 1 000 francs. M. Guedira, le ministre a estimé que les relations culturelles entre les deux pays sont également excellentes. M. Joubart, portant un jugement analogue sur les relations économiques, a indiqué qu'un troisième accord financier sera signé entre Paris et Rabat avant la fin de l'exercice en cours. Enfin, M. Douiri a affirmé qu'une place privilégiée sera réservée à la coopération technologique française dans le plan quinquennal 1981-1985 doté d'une enveloppe de 120 milliards de francs. — P.S.

## L'enquête sur l'affaire Boureghat

Vingt-quatre heures après que Mme Khadija Allouah-Boureghat, dont on était sans nouvelles depuis le 28 septembre, se soit présentée aux C.R.S. du poste de contrôle de l'autoroute de l'Ouest, à Saint-Cloud (le Monde du 8 octobre), les policiers de la brigade criminelle se montrent extrêmement discrets sur les conclusions qu'il convient de tirer de cette affaire.

Les premières déclarations de Mme Allouah-Boureghat, qui a quitté, ce vendredi 8 octobre, dans l'après-midi, l'hôpital de Saint-Cloud, et a été entendue au quai des Orfèvres, présentent trop de lacunes et de contradictions pour qu'on puisse être accablé de sa version des faits. Si elle a bien été, comme elle l'a cessé de l'affirmer, « enlevée par deux hommes de type marocain », elle n'a pas fourni aux enquêteurs de précisions.

Rand, qui les autorités marocaines faisaient savoir le 7 octobre que Mme Allouah-Boureghat « n'est pas d'origine marocaine », et, par conséquent, n'est apparue ni de près ni de loin, « la femme royale marocaine », précisait en outre que ses trois frères sont impliqués « dans une affaire de chantage et de trafic d'armes », l'ambassadeur du Maroc en France, M. Youssef Ben Abbès, déclarait, le même jour, que le « roman policier » dépeint à Paris, la réapparition de Mme Allouah-Boureghat « confirme la thèse marocaine selon laquelle il y a probablement une machination derrière cette disparition, destinée à saboter le prochain voyage du président François Mitterrand au Maroc ».

En ce qui concerne le conflit du Sahara, M. Guedira a estimé que « la France est restée car elle ne combat ni pour ni contre le royaume ». Il n'a pas précisé ce qu'un autre conseiller du roi, M. Ben Souda, était allé faire à Alger où il était prévu en compagnie de M. Arafat, mais il a tenu à rappeler : « Les dirigeants algériens nous affirment qu'ils ne s'engageront pas dans un conflit ouvert avec le Maroc ».

M. Laraki avait, la veille, inauguré à la Cité universitaire, la Maison du Maroc qui accueillera deux cent trente étudiants du troisième cycle, alors que quelque vingt-cinq mille jeunes Marocains sont détentés d'une bourse annuelle de 1 000 francs. M. Guedira, le ministre a estimé que les relations culturelles entre les deux pays sont également excellentes. M. Joubart, portant un jugement analogue sur les relations économiques, a indiqué qu'un troisième accord financier sera signé entre Paris et Rabat avant la fin de l'exercice en cours. Enfin, M. Douiri a affirmé qu'une place privilégiée sera réservée à la coopération technologique française dans le plan quinquennal 1981-1985 doté d'une enveloppe de 120 milliards de francs. — P.S.

**USA OFFRE SPECIALE**  
voyage d'affaires ou court séjour  
ALLER/RETOUR  
tarifs sans restrictions  
NEW YORK 2.990 F  
CHICAGO 3.390 F  
WASHINGTON (BWI) 2.990 F  
Demandez notre brochure « offre spéciale »  
tarifs 1/90 jours.  
au départ de Luxembourg  
Consultez votre Agent de Voyages ou  
**ICELANDAIR**  
9, bd des Capucines  
75002 Paris ☎ 742.52.26

## M. NOËL COPIN EST NOMMÉ RÉDACTEUR EN CHEF A « LA CROIX »

M. Noël Copin, chef du service politique d'Antenne 2, est nommé rédacteur en chef du quotidien la Croix, dont M. Jean Gélamur est le P.-D.G. M. André Géraud et Jean Potin demeurent rédacteurs en chef du quotidien et les journalistes de la Croix qui, par accord interne, ont le droit d'émettre un veto suspensif à la nomination d'un rédacteur en chef, n'ont pas, à l'unanimité des présents, utilisé ce droit, précisant-on à la direction du journal.

Tout en étant à Antenne 2, M. Noël Copin n'en continuera pas moins de collaborer à la Croix. De même pourrait-il garder une collaboration journalistique avec la télévision. [Né à Besançon le 22 décembre 1925, M. Noël Copin, licencié en philosophie, d'abord au quotidien la Croix en qualité de reporter, il « court » tout les travaux du conseil d'administration de la Croix de 1961 à 1967, chef du service politique de la Croix de 1967 à 1971, en 1971, il est nommé, en 1971, à Antenne 2 pour y prendre la direction du service politique, puis, en 1974, directeur de l'information par intérim, enfin rédacteur en chef à Antenne 2 en août 1981, chargé du service politique.]

## FAUSSES FACTURES : SIX NOUVELLES INCULPATIONS

Six employés de la mairie de Marseille ont été inculpés, jeudi 7 octobre, par Mlle Chantal Coux, d'insubordination, de fausses factures, de fausses factures. Les six agents municipaux, qui, selon des informations officielles, apparaissent au service du bâtiment, et dont les identités n'ont pas été révélées, ont été inculpés de corruption et de complicité d'escroquerie et laissés en liberté. Depuis le début de l'enquête, en juillet dernier, seize personnes ont été inculpées dans cette affaire de fausses factures opérée au détriment de la mairie de Marseille, de la caisse primaire d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône et du centre hospitalier régional de Nice. Parmi elles, vingt-sept fonctionnaires et agents municipaux de la ville de Marseille feront l'objet de poursuites. Mlle Chantal Coux a ouvert, quatre informations distinctes, depuis la découverte de ces fautes.

(Publié)

## Dale Carnegie :



## Parlez avec efficacité

EN 14 SOIRÉES ATTRAYANTES, apprenez à mieux exprimer vos idées. Développez assurance et facilité de contact. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie. 100 % pratique, enseignée dans 52 pays.

D'anciens participants vous renseigneront aux conférences d'information gratuites :

Paris : Mar. 12 Oct.,

Soirée Carnegie, 19 h

22, av. Wagram, Paris-17<sup>e</sup>

(ne Ezelle)

Lens : Mar. 12 Oct.,

SIADP, 19 h

rue Marcel-Sembat

Béthune : Jeu. 21 Oct.,

Chambre commerce

et industrie, 19 h

6, rue Sadi-Carnot

Entraînement Carnegie présenté

à Paris par G. Weyne

(3) 24-27-01

## Weekends SPECIAUX

29 oct. au 1<sup>er</sup> nov.

11 nov. au 14 nov.

22 nov. au 26 nov.

30 nov. au 2 jan.

ROME

Train : 1620 F

Avion : 3550 F à 3805 F

VENISE

Train : 1730 F à 1820 F

Avion : 2720 F à 2980 F

Prix au 30/09/82 par personne au départ

de Paris en chambre double

et d'excursion

Demandez le programme à

votre agence de voyages ou à CIT

3 Bd. des Capucines - 75002 Paris

## Difficile négociation sur l'assurance-chômage

## Le patronat refuse une majoration des cotisations

Rapide réunion débouchant sur un constat d'échec ou journée-marathon pour aboutir à un projet de compromis ? Les deux hypothèses étaient envisagées, vendredi matin 8 octobre, au début de la sixième réunion entre syndicats et patronat sur le sauvetage du régime paritaire d'assurance-chômage qu'est l'UNEDIC.

Le problème posé aux gestionnaires de l'UNEDIC est de taille : comment rétablir l'équilibre financier d'un système d'assurance qui sous le poids croissant des chômeurs et surtout des pré-retraités (garantie de ressources) serait, sans mesures nouvelles, en déficit cumulé d'environ 30 milliards de francs en 1983, le « trou » étant déjà de 7 milliards de francs cette année. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C., qui ont ébauché un front commun, ont, en dernière minute, proposé un plan à trois volets (le Monde du 7 octobre) : des économies d'environ 7 milliards par réduction de certains droits, plafonnement des allocations, durée réduite d'indemnisation, aide de l'Etat de 10 à 12 milliards de francs y compris la contribution de solidarité des fonctionnaires, et majoration d'un point (dix milliards de francs) de la cotisation salariale mais aussi patronale. Cette solution, selon les syndicats, a l'avantage de faire participer toutes les catégories : pas seulement les chômeurs dont les droits seraient réduits et les salariés qui verseraient majorer l'effort contributif mais aussi les patrons et les contribuables.

Pour le C.N.P.F., qui a présenté un plan d'économies drastiques, portant sur 20 milliards de francs — en fait 15 milliards de francs selon de nouveaux calculs de l'UNEDIC — et prévoyant l'aide accrue de l'Etat, il ne peut être question de majorer les cotisations patronales. Face à la grosse croissance des P.M.E., le C.N.P.F. estime, que petites ou grandes, les entreprises ne pourraient supporter un accroissement de charges. Toute majoration de cotisation, estime-t-il, accroîtrait les difficultés des firmes et menacerait l'emploi, aggraverait le chômage et poserait le problème du déficit de l'UNEDIC.

Un compromis était pourtant espéré : un nouvel effort des syndicats pour accepter des économies supplémentaires et la loi d'acceptation par le patronat, à court ou moyen terme, d'un léger relèvement des cotisations patronales. Côté syndicats, les leaders confédéraux ont rappelé qu'ils étaient décidés à éviter un échec qui pourrait être désastreux puisqu'il impliquerait l'intervention de l'Etat, à la fois par décret, à réviser l'assurance-chômage. La veille, la C.G.C. et F.O. avaient en effet lancé de nouvelles propositions. M. Jean Menin, secrétaire général de la C.G.C. écrivait dans la Lettre

confédérale : « Pour la première fois, les partenaires sociaux négocient un accord de régression sociale ». C'est ce qui explique les difficultés de la négociation : nous n'avons le choix qu'entre une très mauvaise solution et une catastrophe absence de solution. La « très mauvaise solution » se traduit par des réductions de droits, de durée et des conditions d'attribution des différentes allocations versées aux demandeurs d'emploi, ainsi que par une augmentation des cotisations supportées par les entreprises et les salariés. La « catastrophe absence de solution » se traduit par une « nationalisation » de l'UNEDIC et, peut-être, des régimes complémentaires de retraite. »

Four notaire part, concluait M. Jean Menin : « nous sommes prêts, quoi qu'il nous en coûte, à tout faire, le 8 octobre, pour parvenir à la « très mauvaise solution ». Encore faut-il que le C.N.P.F. veuille bien se résigner à accepter l'augmentation des cotisations que de toute façon, le gouvernement lui fera supporter s'il n'y avait pas d'accord ».

Quant à M. André Bergeron, il déclarait jeudi : « Il n'y a jamais eu de situation insurmontable, l'ancien d'ultima ratio ». « Si d'urgence les choses se présentaient mal, la Confédération prendrait une initiative en vue de relancer la négociation sous d'autres formes. » « Puissent les dirigeants du C.N.P.F. comprendre à la fois leur devoir et leur intérêt. »

La recherche d'un nouveau compromis pourrait se traduire par une concertation tripartite — syndicats, patronat, gouvernement — ou un appel à ce dernier pour que les pouvoirs publics puissent clairement l'apport financier de l'Etat et les conditions qu'ils posent. — J.-P. D.

**NOUVELLES BRÈVES**  
● Le temple baptiste de Jérusalem (dans la partie occidentale de la ville) a été complètement détruit dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 octobre à la suite d'un incendie qui a aussi détruit sa bibliothèque, mais n'a pas fait de victimes. Le porte-parole de la police a déclaré qu'il s'agit d'un « acte criminel ». Selon la radio, il pourrait avoir été commis par des « religieux extrémistes ». Les autorités ont déclaré qu'elles défendent comme le prosélytisme auquel se livre la congrégation baptiste. — (A.F.P., U.P.I.)

● L'accord culturel franco-israélien est toujours en vigueur, dit-on au quai d'Orsay, après les déclarations de M. Rosonne, ambassadeur d'Israël, mardi 5 octobre, devant les membres d'une organisation juive. M. Rosonne avait dit, d'après l'Agence télégraphique juive que « les relations culturelles franco-israéliennes sont gelées, Paris n'ayant pas renouvelé l'accord culturel qui venait à échéance en juin ». Cet accord a été conclu en 1959 pour une durée indéfinie, précise-t-on au quai d'Orsay. La France a simplement fait ajourner sine die, en juin, la réunion, qui se tient tous les deux ans, de la commission culturelle franco-israélienne. En raison de l'invasion du Liban par Israël, le gouvernement français jugeait cette réunion inopportune.

● La « fiction » que constitue le maintien de la Guyane française comme département d'outre-mer doit disparaître, a estimé le président du Guyana, M. Forbes Burnham, à Cayenne, doit être décolonisée, « elle en a le droit », a ajouté le président Burnham au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite de cinq jours au Brésil. — (A.F.P.)

● Le Suédois Stig Blomqvist (Audi Quattro) a gagné, vendredi 8 octobre, le rallye de Sanremo comptant pour le championnat du monde de la spécialité. Il a devancé le Finlandais Hannu Mikkola (Audi Quattro) et l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl (Opel Ascona 400), leader au classement du championnat devant la Française Michèle Mouton (Audi Quattro). Les deux dernières épreuves du championnat sont le rallye de Côte-d'Ivoire du 28 octobre au 3 novembre et le R.A.C. de Grande-Bretagne du 20 au 25 novembre.

**PIANO: LE BON CHOIX**  
● Location à partir de 220 F par mois.  
● Vente à partir de 293,15 F par mois. (Crédit souple et personnalisé).  
● Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.  
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.  
**hamm**  
La passion de la musique.  
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tel. 544.38.66. Parking à proximité.

مكتبة الأمل



## LIRE

### ● Les sourciers du travail futur :

quinze mille « emplois d'initiative locale » sont destinés à capter la créativité économique et l'innovation sociale.

(Lire page IV.)

### ● Mettez une puce dans votre moteur :

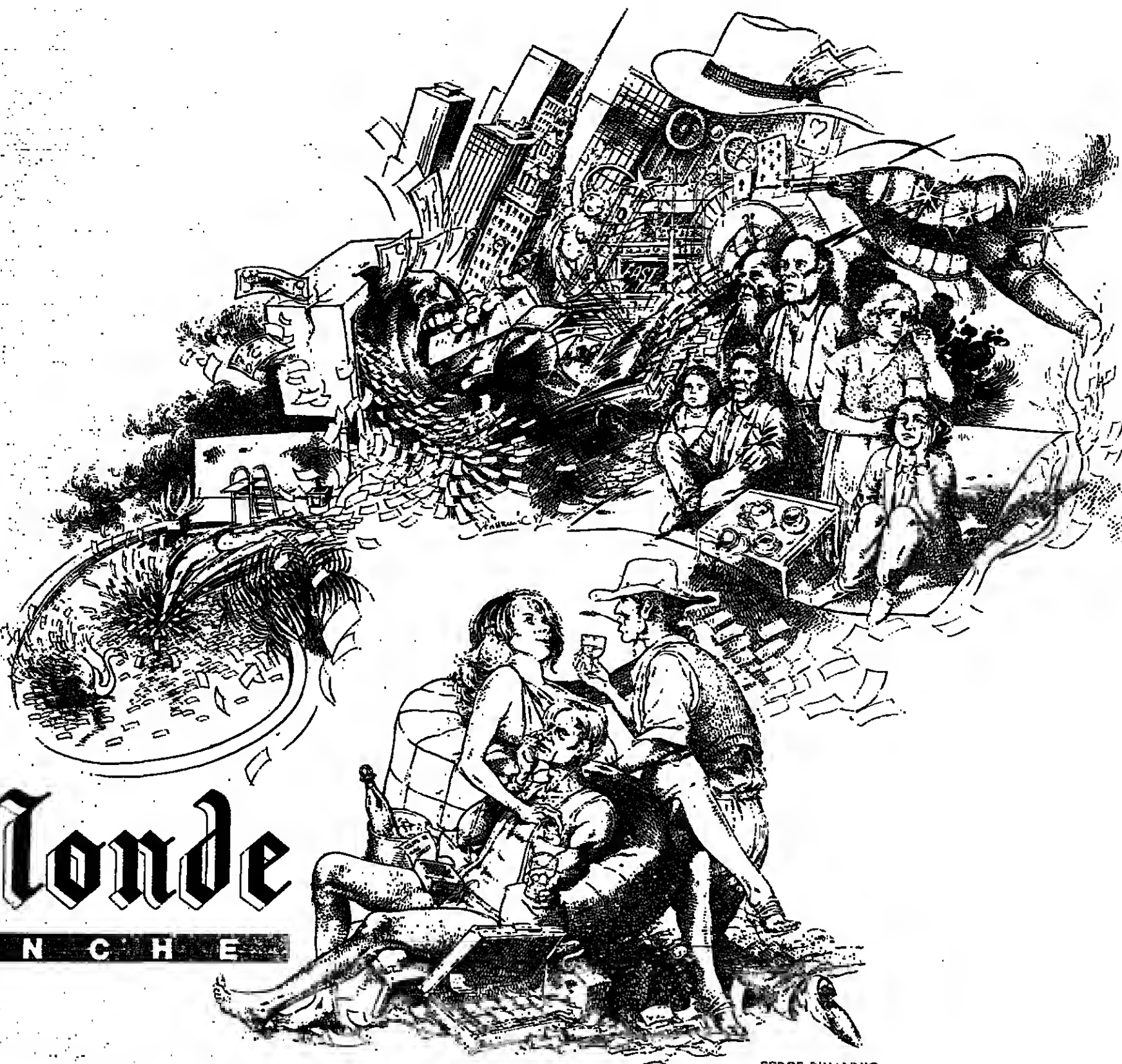
l'électronique va, bientôt envahir l'automobile. De multiples réglages seront opérés automatiquement par des micro-processeurs. Et l'on pourra même « parler » à son véhicule...

(Lire page VI.)

### ● La résurrection de Franz Rosenzweig :

L'étoile de la rédemption, l'un des grands textes de la pensée juive, est traduit en français, soixante ans après sa perution.

(Lire page IX.)



# Le Monde

## DIMANCHE

## L'Algérie regarde « Dallas »

L'irruption de la célèbre famille Ewing dans l'Algérie socialiste et musulmane — et passionnée de télévision — n'a pas manqué de provoquer des remous. Fascination au départ et rejet progressif.

**A**U commencement, Dieu avait donné à l'Algérie le désert, des collines au pelage mauve, l'odeur des oursins qui remonte le soir de la mer et le Sélecto — qui est à peu près le jus de fruit édénique perfectionné par la Société nationale des eaux minérales. Et il vit que tout cela était très bon. Beaucoup plus tard, comme les Algériens, à l'instar d'une bonne partie de l'humanité, s'enquiquinaient fermement après le turbin, il leur donna « Dallas », un feuilleton supervitaminé, à raison de deux doses par semaine. A Alger, une rumeur persistante assure que Dieu n'est pour rien dans cette affaire, et que les Américains (toujours eux !) en portent l'entière responsabilité : « Je te jure, ils nous en ont fait cadeau pour nous remercier de notre succès diplomatique dans la libération des otages de leur ambassade à Téhéran ». La R.T.A. (1) conteste évidemment cette version. Elle paie rubis sur l'ongle 3 500 dinars (2) l'épisode, « chiffre calculé sur la base du nombre de téléviseurs recensés dans le pays, et en l'absence de tout gain publicitaire ». Vraiment un cadeau, lorsqu'on sait que la télévision britannique verse la modique somme de 210 000 F pour chaque rediffusion d'un épisode de la célèbre série (3).

En tout cas, les Algériens ont su bien avant nous qui avait « tué » J.R. : ils connaissent par cœur ses tortueuses combines,

la liste des amants de Sue Ellen, les péripéties de la récente carrière politique de Bobby et la nouvelle coiffure de Pamela. Auparavant diffusé deux fois par semaine, le feuilleton a repris après le ramadan, mais seulement le mercredi soir. La fièvre des nuits de Carême évanouie, Alger ressemble à s'y méprendre à une calme sous-préfecture. L'air est tiède ; les gens fument et bavardent sur leur balcon, ou arrosent leurs plantes, et leurs voisins du dessous par la même occasion. Rires et engueulades. A la télé s'achève un documentaire sur l'architecture arabe en Espagne. « Tu vas voir, c'est bientôt l'heure de « Dallas », tout le monde va rentrer ». En deux minutes, les balcons sont désertés, les conversations éteintes. Dans chaque appartement ou presque vacille la flamme bleutée du téléviseur.

Aucune production étrangère — et la R.T.A. en diffuse parfois de fort bonnes — n'a jamais eu un tel impact sur le public algérien. Impressionné, le *Washington Post* a envoyé un de ses fins limiers enquêter aux portes du Sahara, dans la riche et austère capitale du M'zab. « Ce soir, on joue « Dallas », lui annonça un de ses interlocuteurs, résumant ainsi avec sobriété le silence religieux qui pesait sur la ville et la présence d'innombrables antennes de télévision hérissant les lignes harmonieuses des maisons du Sud (4).

Personne ne sait exactement combien il y a de postes de télévision en Algérie. Les enquêtes

sur la consommation culturelle menées au tout début de la dernière décennie, qui traçaient le profil classique d'un pays sous-développé où les médias se résument pratiquement à la radio, sont aujourd'hui largement dépassées (5). Ces dernières années, de très nombreux foyers ont acquis un téléviseur (malgré leur prix : de 7 000 à 10 000 dinars, alors que le SMIC est à 1 500 dinars), grâce à des parents immigrés, aux importations massives et au démarrage d'une industrie locale d'électroménager. Tout laisse penser que cette tendance va encore s'accroître et creuser le fossé entre les derniers héritiers d'une tradition orale et la masse énorme des jeunes scolarisés (la moitié de la population a moins de quinze ans, presque un quart moins de six ans !), qui ont pour héros, comme ailleurs, l'abominable Goldorak, l'incroyable Hulk et le détestable J.R.

### Télé-gynécée

Très sensible à cette évolution, l'Elat a beaucoup investi dans la télévision. « C'est le seul moyen de communication qui fonctionne du nord au sud, souligne Azzedine Mabrouki, un journaliste d'El Moudjahid (6) qui travaille également pour la R.T.A. Les gens lisent peu la presse : El Moudjahid est fait à Alger et n'arrive que dans l'après-midi à Tamanrasset, à 4 000 kilomètres de là. Tandis que l'image télévisée est transmise par satellite. Il n'y a pas beaucoup de pays qui utilisent un satellite à usage interne :

l'Algérie, le Canada, l'Inde et bientôt le Pakistan. L'Elat a énormément investi dans le matériel ultra-sophistiqué dont nous disposons, avec maintenant un projet de télé par câble pour les villes du Sud ».

Alors que beaucoup de gens ont pris l'habitude d'écouter les radios étrangères, surtout France-Inter et Monte-Carlo, la télévision est un monopole absolu de l'Elat et renforce constamment son influence au détriment d'autres moyens d'expression traditionnels ou modernes. Exemple : Constantine. Taillée jadis aux mesures d'un orgueilleux rocher dominant les hauts plateaux, la cité éclate, sous la poussée de son demi-million d'habitants, en longues coulées de béton grisâtre, en constructions anarébiques. Ici se bâtissent à grands renforts de milliards saoudiens la plus grande mosquée d'Afrique, un chef-d'œuvre de marbre et de bois précieux qui pourra rassembler douze mille fidèles. Mais l'unique salle de spectacle digne de ce nom est fermée à la suite d'une désastreuse tentative de rénovation, et il n'y a que cinq cinémas, plus la cinémathèque où se risquent quelques femmes, pour l'essentiel étudiantes ou lycéennes.

Comme le café, la rue, le stade et la place publique, le cinéma est en Algérie un lieu réservé aux hommes par des lois non écrites mais bien réelles, et François Chevaldonné note que « dans les agglomérations modestes de l'intérieur, l'introduction de la télévision chez la pe-

tite et moyenne bourgeoisie coïncide dans le temps avec la suppression des quelques séances spéciales organisées jusque-là par le cinéma local pour le public féminin ». Conscients du problème, les animateurs de la cinémathèque de Constantine ont proposé aux lycéennes des séances non mixtes de ciné-club, Enorme succès. Et francements de sourcils dans les hautes sphères. « Il paraît que vous avez des difficultés avec ce ciné-club de lycéennes ? » glissait-on discrètement aux organisateurs. Après quelques allusions, les animateurs de la cinémathèque ont jugé prudent d'arrêter l'expérience.

### « Ils vivent comme vous »

« Même pour un milliard l'Algérie aurait acheté « Dallas », affirme Abdou B., rédacteur en chef des *Deux Ecrans*, la revue du cinéma et de la télévision. Il faut remplir les heures de télé ou alors n'assurer que deux ou trois heures de programme par jour. Mais le tournant a été pris il y a dix ans, et aujourd'hui il serait impensable que la télé ne fonctionne pas : elle est toute la vie sociale, elle n'a pas de concurrent ! Des boîtes ? Il n'y en a pas. Des « restos sympas » ? Il n'y en a pas. Des concerts ? Il n'y en a pas. Reste « notre » R.T.A. ».

Seule compensation à l'enfermement des femmes et à la pauvreté des loisirs offerts à la jeu-

nesse, la télé est une lucarne sur le monde étranger ; on se laisse fasciner par sa nouveauté, à condition d'y retrouver un théâtre d'ombres familières auxquelles accrocher son identité. La famille Ewing, malgré ses Stetson, ses cabriolets sport et son nom de chewing-gum trop longtemps mastiqué, est d'abord la Sainte Famille, hors de laquelle l'individu isolé — Cliff Barnes par exemple — se découvre sans protection et sans ressource. « Les gens de « Dallas », ils vivent comme nous ! » s'exclament des patriarches dont l'autorité s'étend sur des fratries entières. Quand un François de Levallois, dont la mère habite Malakoff, voit Jock Ewing manger ses œufs au bacon en face de ses fils en costume trois pièces et de ses brus en petit tailleur, il pense : « Ils sont fous ces Texans ». Alors que la même scène n'a rien de tellement exotique pour des familles algériennes rompues à la cohabitation de plusieurs générations, quel que soit leur niveau social.

JOELLE STOLZ.

(Lire la suite page VII.)

- (1) La Radio-Télévision algérienne.
- (2) 5 000 francs environ.
- (3) Précisions données par le rédacteur en chef de revue de la R.T.A.
- (4) Lesley Thornton, in le *Washington Post* du 12-13-81.
- (5) Voir la thèse de François Chevaldonné sur « La communication inégale », Paris-VIII, mai 1979.
- (6) Quotidien de langue française, il tire à 200 000 exemplaires.

مكتبة الأمل



هكذا من الأصل

# COURRIER



## A l'est de l'Elbe

Dans l'article de M. Etienne François (*le Monde Dimanche*, 26 septembre 1982), « l'Allemagne de M<sup>me</sup> de Staël », l'auteur signale le contraste entre l'alphabetisation dans l'Allemagne située à l'ouest de l'Elbe, déjà très développée au dix-huitième siècle, et celle de l'Allemagne située à l'est de l'Elbe, faiblement alphabétisée. Il ne discute pas les causes, mais il fait d'abord éclater l'expression « Allemagne située à l'est de l'Elbe », car l'Elbe traverse Dresde, capitale de la Saxe, « le pays le plus instruit de la terre », selon M<sup>me</sup> de Staël. Il semble plus correct de parler des régions situées à l'est de la Prusse et du Mecklembourg : ce sont les pays des Junkers, grands propriétaires terriens, où le serfage n'a été aboli qu'au début du dix-neuvième siècle, mais où l'économie et même quelques restes de législation sont restés féodaux jusqu'en 1945. Il est évident que de telles conditions sociales ont eu une influence retardataire sur l'alphabetisation de la population.

Mais un autre facteur semble également important : ces pays n'étaient que très partiellement de langue allemande : il y a des régions autour de Poznan (Posen), Town (Thorn), Bydgorz (Bromberg) et la Haute-Silésie qui étaient toujours polonaises. Mais les autres régions aussi avaient des minorités slaves ou allemandes qui ont résisté à la germanisation, sans pouvoir recevoir une instruction dans leur langue maternelle. Les Allemands les appelaient Kechoubes (en Prusse-Orientale, Wendes, etc.). Aujourd'hui ne persiste que les Sorabes de Lusace, en R.D.A. Mais toutes ces régions étaient germanisées assez tardivement et d'une façon inégale : en 1945, il y avait à Breslau (Wrocław) cinquante mille habitants de langue polonaise.

Par conséquent, on peut supposer que, d'une part, les autorités féodales n'avaient pas l'intention

d'alphabetiser leurs serfs, mais que, d'autre part, les populations s'opposaient à une scolarisation en langue allemande, sans avoir la possibilité d'être instruites dans leur langue maternelle. Mais cela semble encore être un sujet tabou pour les historiens allemands, et l'esprit français, très centralisateur, peut difficilement distinguer entre frontières politiques et frontières linguistiques.

E. EDLINGER.  
(Paris.)

## Le prix G

Tout débuta comme une rumeur : on parla très vite du livre entre amis, entre collègues. Ceux qui ne l'avaient pas encore lu n'étaient pas les moins passionnés. Le livre semblait avoir ceci de particulier qu'il faisait naître chez les mêmes personnes jugements et émotions contradictoires. Elles disaient les personnages graves ou bien légers, le style serré ou ample. Vantaient la grande culture de l'auteur, apparemment dans chaque phrase, ou son extrême simplicité.

Ensuite vinrent les articles des critiques. Un œil averti eut peut-être discerné un certain flou dans les appréciations portées, mais l'ensemble était très élogieux, et personne ne s'étonna lorsque le livre figura sur la sélection retenue par le jury du prix G.

Le jour où le prix devait être attribué, l'un des membres du jury se trouve dans une situation particulièrement embarrassante. Malgré des demandes pressantes, il n'avait pu obtenir de son libraire qu'il lui procurât le livre : l'éditeur répondait invariablement que les tirages étaient épuisés dès leur sortie. Il semblait être le seul dans son cas, tous les autres membres parlaient avec enthousiasme d'un livre que, par crainte de paraître ridicule, il n'osait pas avouer n'avoir pas lu.

C'est ainsi que, cette année-là, le prix G fut décerné par neuf voix contre zéro à un livre qui n'avait jamais été écrit.

ELISABETH RACINE.  
(Sept. 1982.)

● Précision : L'article du *Scientific American* sur le principe anthropique cité dans l'article de Gérard Klein « Les extraterrestres sont parmi nous » (*le Monde Dimanche*, 19 septembre 1982), a été publié en français dans le numéro de février 1982) de *Pour la science*. Il y était complété d'un intéressant commentaire de M. Brandon Carter, maître de recherches au C.N.R.S.

## Compte joint

1<sup>re</sup> épisode : Il y a deux ans, m'installant en province, j'ouvrais un compte bancaire à la Société Générale. Un an plus tard, mon ami me rejoint et nous transformons mon compte en compte-joint.

Conséquence : le compte de Melle Jeanne Durand devient le compte de M. Pierre Dupont ou de Melle Durand. Mon prénom est escamoté, mais surtout il va de soi qu'il ne peut y avoir de compte au nom de Melle Jeanne Durand ou de M. Dupont, même si j'ai été le premier à ouvrir ce compte.

2<sup>me</sup> épisode : Nous démenageons et faisons transférer notre compte.

● 1<sup>er</sup> problème : L'employée de l'agence (informatisée alors que l'ancienne agnec, à Lille, ne l'était pas) m'informe qu'elle va avoir des difficultés à établir une carte bleue à mon nom et que si j'étais mariée, il n'y aurait pas de problème. Je me retrouve quelques semaines plus tard avertie qu'une carte bleue au nom de Jeanne urand est disponible à mon agence. Consolation : mon concubin reçoit un avis semblable au nom de Pierre Dupont. Les choses se sont heureusement arrangées...

● 2<sup>me</sup> problème : La S.G. nous établit des cartes Express. Nous recevons une carte chacun, la première au nom de Pierre Dupont, la seconde au nom de Pierre Dupont, cette dernière m'étant bien entendu, destinée...

Nous en sommes là pour l'instant et attendons la suite des événements.

[Bien entendu, l'intéressée ne se nomme pas Jeanne Durand ni son ami Pierre Dupont. Mais leur identité véritable figure dans la lettre qui nous a été adressée.]

## PARTI PRIS

### Tribus

Deux correspondants qui portent le même nom et appartenant vraisemblablement à la même famille très nombreuse — l'un signe : « père de dix enfants », l'autre « grand-père de vingt petits-enfants » — ont vivement réagi, chacun de son côté, à l'enquête de Liliane Delvasse : « Les grandes tribus » (*le Monde Dimanche* du 26 septembre).

Le second se dit persuadé que nous aurons reçu « un certain nombre de lettres conçues dans le même esprit » que la sienne. C'est-à-dire hautement défavorables. Il n'en est rien. Sans doute, dans les familles très nombreuses où on lit le *Monde Dimanche*, a-t-on mieux compris que, lorsque, par exemple, il est question du « nombre idéal d'enfants par famille », il s'agit, comme la suite l'indique, du nombre de rejetons que les Français estiment « idéal » et non d'une règle imposée par la statistique ou par le *Monde Dimanche*.

Le premier correspondant « redoute », écrit-il, en vous lisant, de voir la Caisse d'allocations familiales verser les prochaines mensualités contre le port obligatoire de soixante-douze milla nouvelles étoiles jaunes » parce que, dit-il, en décrivant les divers types de familles aisées pourvues de beaucoup d'enfants, nous nous livrons à des « dénonciations catégorielles ».

A ces indignations, il serait facile de répondre avec le même vivacité : rien, à première vue, ne les justifie dans une enquête où n'entre aucune délation et que n'inspire aucune idéologie, qu'elle soit nataliste ou antinataliste.

Il vaut mieux s'interroger sur la pourquoi des réactions de nos correspondants. Il existe dans certaines très grandes familles un sentiment minoritaire. Elles étonnent, comme l'indiquait Liliane Delvasse. Et perçoivent parfois cet étonnement comme une manifestation de rejet par une majorité qui justifie par l'ironie son égoïsme foncier... Ainsi des « tribus » se referment-elles sur elles-mêmes en se persuadant que la malignité les entoure. Elles se veulent — et sont très souvent — un exemple. Elles supportent mal d'être considérées comme l'exception.

Réaction qui, n'en déplaise à nos correspondants, perd de sa raison d'être. De multiples enquêtes récentes montrent que malgré les vents et les marées des dernières déconies la famille, en France, se porte mieux que jamais. Même si elle a perdu, dans les rapports internes, son style patriarcal.

JEAN PLANCHAIS.

## VOUS ET MOI

### Kim et Chacha

« Cambodge : tous les bébés sont morts », titrait un quotidien. Bien que l'histoire leur ait tendu plus d'une embuscade et que la vie n'ait guère été gentille avec elles, Kim et Chacha, mes jeunes voisines, ont eu plus de chance. Je les entends gratter à ma porte. Abandonnant l'idée de défendre contre tous le plus d'heures possible de solitude tâcheronne, je me lève. Douces et modestes comme deux bêtes à bon Dieu, elles se glissent dans mon bureau.

Kim est une jeune fille de six ans. D'Indo, où elle est née, elle n'a gardé qu'une petite robe vert serpent et des cheveux de soie noire. Chacha, deux ans et demi, est presque encore une petite bébé. Je l'ai connue alors qu'elle n'était qu'un tout petit paquet de laine. Coiffée en nid d'oiseau, elle a également l'air d'un oiseau tombé du nid. Mais, son lèpin (d'appartement) dans les bras, déjà se scier accumule — ça toupet ! — les coussins pour s'asseoir au niveau de la table. Elle est charmante mais ce qu'elle est polissante !

Nous avons des relations pittoresques. J'avoue. Il fut un temps où plus les enfants étaient petits, plus ils me faisaient peur. Quand Chacha prenait dans sa main même le mien pour le serrer avec le force d'un boa constricteur, j'étais inquiet. Mais nous nous sommes apprivoisés et, si j'utilise le même rascail que M. Gelsbourg, elles n'en ont cure.

Il était une fois... Pour le plaisir de faire plaisir, je vais une... fois de plus leur conter les fables de ma fontaine. Ne prétendant pas à l'originalité, je puise dans le répertoire : les classiques, il n'y a que ça ! Bien qu'elles sachent tout sur les citrouilles changées en carrosses, Candillon, Peau d'Ane, Riquet à la Houpe et le marquis de Carabas (que je marie, au passage, avec la fée Carabosse), Kim et Chacha sont folles de ces histoires. Elles-mêmes aussi pleines de ressources que le Chat Botté, elles s'attendent toujours avec la même bonne volonté à le voir disparaître « ... jusqu'à ce qu'il ne reste plus que son sourire ». Permettez-moi de leur offrir pour elles c'est tout comme.

« Si j'étais la reine », m'interrompt Kim, d'un air sucré, en faisant claquer la bulle de son Melscher comme je le lui ai enseigné.

« La reine ? »

« ... Je me lèverais à 9 heures et je prendrais mon petit déjeuner au lit. Je mettrais une robe à train et ma couronne, puis je donnerais mes ordres. A midi, il y aurait le déjeuner avec beaucoup de poissons. L'après-midi, je ferais (elle ne sait pas) mon livre sur les lapins, assise sur mon trône. Puis, je changerais de couronne pour regarder la « télé ».

Dans ses yeux café, un sourire caché. Chacha, plus opaque, sourit aussi mais se tait. Elle peut rester toute l'après-midi sans nous parler, mais amicalement.

« Que fais-tu, bout de chou ? »

Toujours très occupée à exécuter ses farces, Kim, qui n'aime rien tant que se grimer, surgit, déguisée en horrible créature pour nous crisper de peur. « Hou... ! Hou... ! »

Chacha pousse un cri de souris étranglée. En dragon, sa sœur lui fait peur, en effet. Cette dernière éclate de rire. Elle n'y tient plus ! Elle est boursée d'électricité et sa joie explose comme un coup de tonnerre. Il y a des gens qui s'amusent d'un rien. « Aujourd'hui, nous allons dessiner. »

Kim, qui construisait avec des livres et des cahiers une maisonnette sur la table « pour le cas où il y aurait des néons », lâche tout. L'idée lui paraît intéressante. Je distribue « feutres » et papiers. Chacha va se contenter de multiplier les zigzags en épuisant sur la table à la traverser. Miss Kim, qui sait tout de même écrire son nom — partout, hélas ! — ivre en secret d'augmenter son petit moi, va plus loin. D'abord l'immensité de ses désirs picturaux la paralyse. Puis ce sont des pagodes aux toits incurvés qu'elle fait jaillir

du papier avec une force terrible. Ainsi, tirant la langue, explore-t-elle des sentiments dont elle ne soupçonne même pas l'importance. D'un crayon titonnant, elle cherche à émousser les communications, ne serait-ce qu'avec elle-même. La (très) gros œuvre achevé, elle tient à m'entraîner dans ses émotions. Elle me tend le dessin. Un sourire suave glisse sur son petit visage plat. C'est d'une grande laideur mais si simple ! Je souris à mon tour. Pas le cœur de le blesser. Si elle ne comprend pas tout, elle « voit » tout. Éléphants à l'abandon !

Bon, bon... tout cela est très enfantin et peut-être bête. Mais j'aime mes deux petites « Chinoises » et leurs regards de deux et six ans. Ils me fascinent. Ce sont des jeunes personnes si présentes, si surprenantes ! Au début, créatives et tout, sauf radieuses, elles souriaient déjà mais à tel point que ça m'alarmait tant il crevait les yeux que leur pauvre rictus n'exprimait que leur désarroi d'Asiatiques devant un monde sans bonté — monde dont leur perception laissait, du reste, beaucoup à désirer. Mais désormais ça leur fait plaisir de vivre et le plaisant sourire qui écoumpagne, quand vient le soir, le minuscule « au revoir » qu'elles me décochent, non seulement signifie que je leur pleis mais aussi que nous sommes très contents les uns des autres.

Sur le pailier, Chacha dans mes bras, je salue hâtivement son petit cœur comme celui d'un moineau qu'on tient dans le main. Très digne, Kim me tend, elle, sa main de velours pâle.

Laura deux jeunes vies sont déjà si pleines de tourments que je donnerais beaucoup pour connaître la suite de leur histoire. Mais d'ores et déjà je m'interroge sur leurs pensées entortillées et l'univers mystérieux qui est le leur. A quoi rêvent les petites filles jeunes ?

PIERRE LEULLETTE.

## Les jeunes lisent Jünger

Dans le *Courrier du Monde Dimanche* du 19 septembre 1982, j'ai pris connaissance avec stupefaction de la lettre d'Albrecht Betz, universitaire et écrivain allemand, intitulée « Qui lit Jünger ? ». Albrecht Betz écrit : « (...) Aucun écrivain important ne se reconnaît en lui (...). Il paraît superbement ignorer, entre autres, Julien Gracq dont le *Ravage des Syries* s'étend en somme sur certaines falaises de marbre... Qui lit Jünger ? Des milliers de Français en particulier et, parmi eux, beaucoup de jeunes (j'ai vingt-neuf ans) ; au reste, si personne ne le lisait, j'imaginerai que les responsables du Livre de Poche et des éditions Gallimard/Folio n'auraient pas la légèreté de le publier en poche.

Sur le fond, comment peut-on « juger » un homme vivant sur tel écrit de 1925 ou 1930 ? Ce qui importe d'abord, c'est l'itinéraire intellectuel et spirituel tout au long d'une vie ; alors qu'approche la fin du parcours, la pensée jüngerienne actuelle ne peut pas être récupérée par les conservateurs, contrairement à ce que pense A. Betz, pas plus d'ailleurs que par les révolutionnaires classiques. La reconnaissance de certaines traditions prémonit contre le déclinisme des systèmes totalitaires de ce siècle et laisse place à l'éclosion de valeurs qui, plus tard, se fortifieront à leur tour en traditions.

DOMINIQUE BRÉGIROUX, conservateur à la Bibliothèque nationale (Monsieur.)

## Médaille

J'ai lu avec intérêt l'article intitulé « Le sergent d'infanterie » paru dans la rubrique « Généalogie » du *Monde Dimanche* du 12 septembre 1982. Permettez-moi de répondre à une question que vous posez en fin d'article. Vous demandez pourquoi ce sergent d'infanterie a reçu une médaille de la reine d'Angleterre. La réponse est simple. Vous précisez dans la colonne précédente qu'il s'agit d'un soldat qui a participé à la guerre de Crimée. La reine Victoria a accordé à cette occasion deux médailles commémoratives. De toutes les « commémoratives », ce furent les premières. Elles furent accordées par la reine à tous les soldats qui avaient participé à la guerre de Crimée, et concernaient l'une la Crimée et l'autre la Baltique.

Le port de la première fut autorisé en France par décret impérial du 26 avril 1856 et le port de la deuxième par décret du 10 juin 1857.

GILDA BERNARD, inspecteur général des archives de France.

## Lege quasso...

Réponse en forme de suite à la communication de M. Ferdinand Villachère, retraité à Perpignan (*le Monde Dimanche* du 29 septembre 1982).

En somme, il suffirait qu'un gouvernement fort et décidé prenne un décret-loi, net, tranchant et sans bavure : « Le mariage entre fonctionnaires est interdit, notamment entre enseignants. S'il est passé outre, l'un ou l'autre, au choix, pourra travailler sans traitement, ainsi il ne sera pas procédé à la retenue de 6 % pour la retraite, laquelle ne sera donc légalement payée ».

(Le philosophe Ortega y Gasset écrivait en marge d'un article de revue et qui tonnait contre la danse : « Este tipo no sabe bailar ! »)

RAOUL I. MICHEL (Paris.)

● Précision : M. Claude Assolant sous-préfet de préfecture que se lettre sur l'éditorial, publiée dans le *Monde Dimanche* du 19 septembre 1982, était une réimpression de la note ironique de celle de M. Paul Gard (« Orléan », 5 septembre) et « visait à défendre l'écrit ».



# AUJOURD'HUI

## Autogestion au hameau

Aidé par des volontaires étrangers, un groupe de jeunes a choisi l'utopie pour réveiller un village abandonné sur le plateau du Cézallier.

**L**e hameau est mort en 1947 avec la disparition de la vieille paysanne qui entretenait, seule depuis 1920, le dernier feu. Moins de dix maisons serrées l'une contre l'autre et mangées presque toutes par la végétation égarée de framboisiers et de parures de menthe... La première, montée au siècle dernier, avait été baptisée « la ferme de la misère ». Mizera lui doit son nom.

L'ACAVIJA (Association pour la construction et l'animation d'un village international de jeunes en Auvergne) a jeté là son aigre voix, maintenant trois ans. Elle avait le choix, car on trouve d'autres hameaux-fantômes presque à portée de fronde.

Chaque été, en juillet et en août, la vie retourne à Mizera. Des groupes se relaient par rondes de cinquante. La liste des nations représentées est longue. Cette année, celles de l'Est n'ont envoyé personne. C'est la première fois. Jean-Louis Barlogis, le responsable du village au mois d'août, le regrette. « Le travail manuel est universel, il abat la barrière du langage », dit-il, désignant les jeunes, écossais affaîlés à la construction d'un mur.

A nos côtés, le maire d'Anzat-le-Lugnet (Puy-de-Dôme), Roger Boyer, laisse entendre qu'il faudrait être bien sot pour refuser cette oasis d'enthousiasme dans une commune en plein dépeuplement. Un crève-cœur. Entre les deux derniers recensements, Anzat-le-Lugnet a encore perdu 72 habitants. Entamé, depuis la guerre, l'incorruptible dépeuplement se traduit aujourd'hui par la présence de moins de 7 habitants au km<sup>2</sup>. La situation se répète à travers tout le Cézallier, une zone de plateaux, à plus de 1 000 mètres d'altitude, entre monts Dore et monts du Cantal.

On rapporte qu'Anzat est la commune la plus ventée de France. En hiver, les congères de neige bloquent régulièrement les chemins et les routes. Presque à lui seul l'isolement suffirait à alimenter les rêves de départ. Dans le temps, les jeunes gens « montaient » à la mauvaise saison vers la capitale pour « faire le ramoneur ». Le fils de Roger Boyer sert aujourd'hui dans un café de Saint-Germain-des-Près.

### « Ça supprimerait peut-être les hôpitaux ! »

Episodiques ou définitifs, ces abandons par vagabonds ont forgé des âmes résignées. Les revenus, ont toujours été faibles. Le dernier semblant d'industrie vient de disparaître : trois ménages traitaient 15 000 litres de lait en période de pointe. La coopérative a rapatrié cette activité dans son centre de Besse-en-Chandesse, à 30 kilomètres. Restent 70 agriculteurs et 3 commerçants. Plus de maçon, plus de charpentier...

Quand il a fallu remplacer le boulanger, la commune s'est fendue de 600 000 francs, afin de favoriser les conditions de travail du nouveau venu, et, parmi les dix candidats au poste, l'a emporté celui qui comptait le plus grand nombre d'enfants : quatre gosses de plus permettaient de sauver la seconde classe du village.

On en est là à Anzat-le-Lugnet, pays de célibataires et de vieux, pour lesquels on recule de soixante-cinq ans à soixante-dix ans l'âge limite pour la remise des colis de Noël. Roger Boyer lèche, avec un humour re-

foilé, à l'auvergnate : « Bon an, mal an, on se fait nos soixante-cinq à soixante-huit paquets. Alors, s'il fallait appliquer les nouvelles dispositions de la retraite ! »

Devant une des maisons évanouies de Mizera, un jeune homme, venu pour une parenthèse de trois semaines dans une année de militantisme en faveur du tiers-monde, constate, comme stupéfait, qu'il a aussi à agir bien plus près de sa porte. C'est la première découverte qui frappe les « habitants de passage » du hameau. Roger Boyer s'insurge parfois en les informant des méfaits de la décentralisation, qui a fait descendre dans les régions

Jean-Luc Mornand, vingt-sept ans, le président de l'association, est le premier à glisser sur le sujet, car il y a mieux à raconter. L'aventure de Mizera est d'abord née de la volonté d'un petit groupe de Clermontois qui avaient fait ça commun, au début des années 70, l'expérience d'un chaletier international à Vaucluse dans les Hautes-Alpes. Séduits, ils décidèrent de monter leur propre chaletier en Auvergne.

### La vraie vie

L'ACAVIJA voit ainsi le jour en 1974. Il lui faut quatre ans de patience pour aboutir. La recherche du village approprié prend

Ferrand, ont été consultées. Verdict : trop fragile.

C'est Jean-Louis Bessas, le facteur d'Anzat, qui a exploré cette voie. Les idées doivent surgir en accord avec la vocation rurale de la commune. La recherche tourne autour de l'élevage et de la transformation de produits agricoles : « Il faut un créneau qui permette la vente aux particuliers ». Dès le départ, tous ont refusé l'exploitation du « culturel » : comme l'explique Jean-Louis Barlogis, pas question de s'engager dans la filière touristique des « stages bouffe » où l'on s'amuse à dépecer le cochon.

A Mizera, l'économie s'oppose à l'idéologie. Le village sera

temps, répète Jean-Louis Barlogis. Ils étaient déjà « engagés dans l'autogestion » avec le P.S. lors du lancement de l'association. Mais ils tenaient à l'explorer sans bruit hors du champ des idées ; à la vivre - la plus pleinement possible - La vie quotidienne sur le chantier est imprégnée d'autogestion. Le séjour du mois d'août réunissait quatre groupes indépendants : celui de Concordia, association de chantiers internationaux de jeunes, dont l'ACAVIJA est le correspondant régional ; celui d'un établissement psychiatrique proche de Nancy composé de cinq inadaptés mentaux accompagnés d'un éducateur ; celui d'un lycée

## CROQUIS Rencontre

— « Alors chère Madame, comment allez-vous aujourd'hui ? »

— On fait aller. Vous savez, quand on a le cœur, les reins et la mauvaise circulation que j'ai, il faut bien du courage.

— Ah ça oui, Madame. Et votre mari ?

— Toujours sans travail. Voilà six mois qu'il tourne en rond et qu'il m'empêche de faire mon ménage. Tout ça n'est pas drôle, allez.

— Vos enfants travaillent bien à l'école. Vous devez en être bien fière ?

— L'ainé ça va à peu près. Il n'a pas encore décidé ce qu'il fera plus tard. Mais il n'est qu'en cours élémentaire. Il a le temps. Per contre le petit me donne bien des soucis. Il me fait angine sur angine et en plus il se fait déjà remarquer. En maternelle, vous vous rendez compte !

— Bon, il faut que je rentre maintenant. Mon mari n'aime pas rentrer dans une maison vide et je n'ai pas encore préparé la soupe. Au revoir. — « A demain. »

Les petites filles se séparent. Il reste encore sur leurs visages des traces fugaces de cette gravité un peu triste que donne le jeu. Tous les soirs, en rentrant de l'école, elles jouent à l'avenir.

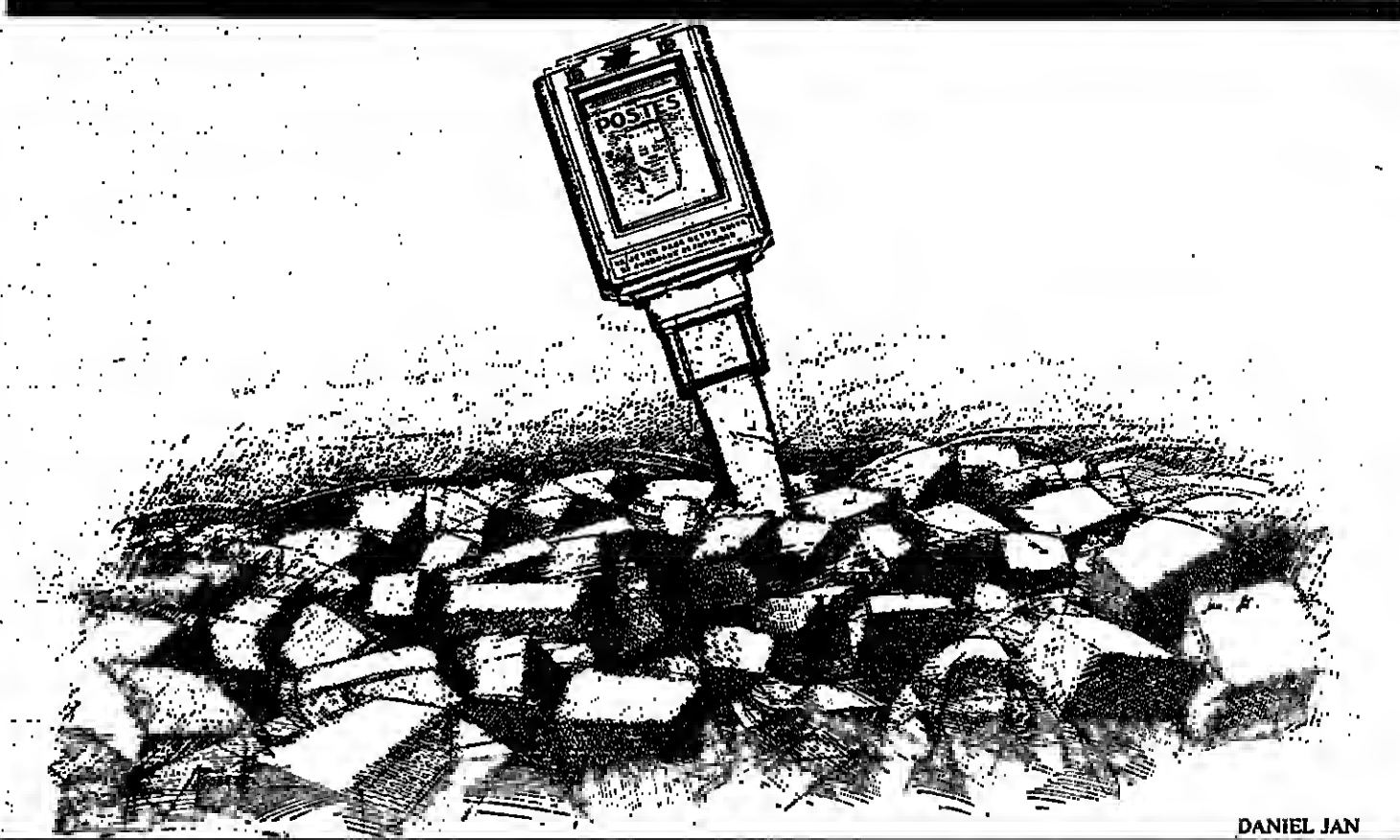
CHANTAL SENAQUE.

tout moment à la demande d'un groupe) a établi au début du séjour les grandes orientations du travail et défini les horaires. Chaque soir, le conseil de village, ouvert aux responsables ainsi qu'à ceux qui le désirent, veille à leur application. « C'est aussi une instance de propositions, de recherche, d'échanges. Traduction simultanée en anglais pour les étrangers... Nous ne voulons pas d'exclus », explique Jean-Louis Barlogis. Chacun parle lentement pour que la traduction se fasse efficacement. J'avoue que nos réunions prennent parfois un rythme bizarre. Et puis, comme le mot autogestion est intraduisible en anglais, nous prenons du temps pour l'expliquer aux nouveaux.

A Mizera, on parle beaucoup : « Un Tchèque nous a reproché un manque d'efficacité et trop de parole. Mais les Polonais ne nous ont jamais rien dit de ce genre. Les jeunes des pays de l'Est nous intéressent, car ils sont ouverts à la vie collective. » Lorsqu'il expose « en ville » ses idées sur l'installation d'une petite entreprise autogérée à Mizera, Jean-Luc Mornand enregistre quelques sourires en coin, surtout dans les administrations.

Une lourde utopie, l'aventure de Mizera ? « Peut-être », répond-il, envahi de tous les doutes qui peuvent naître devant tant d'inconnues. « En tout cas, on la vit. Ça n'est déjà pas si mal. » Dans peu de temps, la première maison du village sera entièrement remise à neuf pour accueillir des groupes. Une deuxième, destinée à ceux qui lanceront l'activité économique, renaitra bientôt aussi. Mizera est aujourd'hui un peu plus qu'une part de rêve.

LIBERT TARRAGO.



DANIEL JAN

d'« en bas » les productions des montagnes : « Le saint-nezair et les salaisons fabriquées en masse à 600 mètres d'altitude, ça ne vaut rien ! Qu'on nous aide à en faire davantage ici. Ça supprimerait peut-être les hôpitaux ! » Visiblement, il est beureux sur le chaletier : cette jeunesse en truelles et marteaux lui fait rudement plaisir...

Ses administrés se sont d'abord méfiés. Dans cette société paysanne, imperméable aux initiatives spectaculaires, combien de doigts ont dû se visser discrètement contre les tempes en voyant débarquer l'opération Mizera ? Comment imaginer qu'on puisse venir se poser sur une terre qui ne manque jamais de rappeler son ingratitude ? Et des étrangers, en plus...

Aujourd'hui, des doutes et des réticences rôdent, encore mais personne à Anzat-le-Lugnet ne se plaint. Sans doute parce que l'ACAVIJA a su toucher la sensibilité de la population. Elle a aidé à la rénovation du cimetière et remis en route deux des fours à pain de la commune. On échange des services avec plusieurs agriculteurs : ceux-ci se détournent parfois du chemin des champs pour venir « boire le canon » et observer le travail de ces petits « ouvriers ». Les deux ou trois qui possèdent masure à Mizera espèrent sans doute réaliser une bonne opération lorsque le Parc naturel régional des volcans — acheteur pour l'association — leur fera des propositions, mais il paraîtrait inconvénient à tous d'évoquer ces espérances, totalement naturelles ici, car on y a le sentiment de propriété à vif.

beaucoup de temps. Le montage financier également. Jean-Luc Mornand et ses compagnons ne visent pas uniquement à remonter les murs défaits de Mizera. Ils souhaitent ancrer une activité économique dans le village défunt en y installant une famille. La vraie vie... Plusieurs projets, tous en liaison avec l'agriculture, passent au tamis d'études serrées. L'un, concernant l'apiculture, vient d'être écarté. La direction départementale de l'agriculture, l'école supérieure de commerce de Clermont-

ua jour autogéré ! Peu importe quand... « Nous avons la vie devant nous », dit Jean-Luc Mornand. Nous nous sommes donné de trente à trente-cinq ans pour aller au bout. « Quelles formes revêtira l'organisation du village ? » Nous n'en savons rien, répond-on. Une seule certitude : il n'y aura pas de propriétaires privés. Une autre tout de même : Mizera ne vivra pas en autarcie, ce qui explique que nous ayons tenu à établir des échanges avec la population de la commune. Les responsables de l'ACAVIJA sont tous là pour long-

écossais ; enfin, celui de l'ACAVIJA.

Ce dernier reçoit ses adhérents ainsi que les gens de passage : « On vient quand on veut et on part quand on veut. C'est notre loi. On s'y tient scrupuleusement, bien que cela pose des problèmes d'organisation. » Ce groupe réunit en son sein le collectif d'animation. Deux domaines restent gérés collectivement : le chantier et la taverne, le lieu de rencontre installé dans la première maison remise en état.

L'assemblée générale de village (elle peut être convoquée à

Kentucky Straight Bourbon Whiskey

6 ans d'âge

Four Roses



## EMPLOI

# Les sourciers du travail futur

Destinés à encourager la créativité économique et l'innovation sociale mais utilisés aussi comme palliatifs du chômage les « emplois d'initiative locale » ont du mal à maintenir le cap.



**G**ADGET sympathique ? Encouragement à ceux qui font preuve d'un dynamisme inventif ? Outil pour construire une société différente ?... Les emplois d'initiative locale (E.I.L.) dont 15 000 exemplaires ont été distribués d'ici à la fin de 1982 - tiennent encore une place modeste dans la réalité française, mais on commence à pressentir qu'ils pourraient y jouer un rôle important.

Bambin-Stop. Un joli dessin plein de fraîcheur sur une demi-feuille de papier blanc. C'est le tract-affiche de la « crèche parentale » et halte-garderie que des habitants de Marsac-sur-Isle, petite commune voisine de Périgueux (Dordogne), viennent de créer pour leurs enfants et ceux du quartier. Les parents, mais aussi des amis, des voisins - de l'adolescence au troisième âge - viennent tour à tour s'occuper des enfants. Mais il faut un pivot à cette équipe, quelqu'un qui fasse le planning des présences bénévoles, l'économat et les démarches administratives, et c'est Anne-Marie qui en a été chargée par l'association. Pour cette période de démarrage, qui est un peu une aventure puisqu'il a fallu louer un pavillon, trouver des meubles, de la vaisselle, des jouets, sans avoir encore assez d'enfants inscrits pour couvrir les frais et payer le salaire d'Anne-Marie, l'association a obtenu un E.I.L., soit une subvention de 36 000 francs, qui va sérieusement alléger pour un an la charge du salaire d'Anne-Marie.

« Nous avons appris par hasard l'existence de ces E.I.L. par un article paru dans le journal Sud-Ouest. Début juin, j'ai téléphoné à la direction départementale du travail : on m'a demandé d'envoyer mon dossier avant le 12 juin, ce que j'ai fait. Il a été aussitôt transmis à un membre du groupe départemental chargé des E.I.L. et, le 1<sup>er</sup> juillet, une décision favorable était prise. »

Bambin-stop constitue, en effet, sans hésitation possible, un de ces « projets de route nature, économique, sociale, culturelle », répondant à des besoins non satisfaits jusqu'à présent ou valorisant des ressources inexploitées (1) que le programme E.I.L. veut promouvoir. D'autre part, cette « crèche parentale » a de bonnes chances de s'autofinancer pour l'essentiel, une fois passée la période de démarrage, conformément aux exigences officielles. Enfin elle répond également à ces dernières en fournissant du travail à une personne au chômage.

Villeneuve-d'Ascq, dans le Nord. Des immeubles cubiques à perte de vue. Dans un appartement perdu parmi les autres, la SCOT (Société coopérative de travailleurs) Auxiburo (2) réunit plusieurs personnes qui par suite d'accidents de la route ou de maladies ne peuvent plus exercer leur premier métier. Elles ont décidé de lutter ensemble contre le chômage en créant une entreprise de « prestations de services en administration, organisation, secrétariat pour petites entreprises », en particulier pour commerçants et artisans. « On les aide à régler leurs problèmes de « paperasses »... Parce qu'il existe une « demande locale non satisfaite » dans ce domaine, parce qu'il s'agit d'une création d'activité pour des personnes « ayant des difficultés particulières d'insertion dans la vie active », parce que la SCOT est une forme nouvelle d'organisation du travail, la petite équipe d'Auxiburo, qui démarre sans rien en poche, a obtenu quatre E.I.L.

Beauregard-et-Bassac, un minuscule village de Dordogne, n'a pratiquement pas profité jusqu'ici de la manne touristique

qui inonde une bonne part du Périgord. Éloigné des vallées prospères, il n'avait plus guère que deux cents habitants quand Patricia, son jeune maire, a entrepris de lui rendre la vie. « Nous avons obtenu un premier E.I.L. voilà un an pour démarrer un service d'aide à domicile pour personnes âgées, mères de famille... C'est un succès : il a fallu embaucher récemment une deuxième personne. Comme nous n'avons plus aucun commerce, nous avons demandé un deuxième E.I.L. pour ouvrir un café-restaurant-épicerie... Ce dernier fonctionne depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, tenu par un jeune couple las de la vie en ville et des horaires d'usine. »

« Nous avons d'autres projets : nous voulons attirer ici un tourisme populaire et ouvrir un atelier d'artisanat en bâtiment car nous manquons d'artisans par ici. » Pour les mettre en place, l'équipe enthousiaste et acharnée qui peu à peu se forme

Landes, on a entrepris d'utiliser l'eau pure des rivières qui courent dans les zones les plus dépeuplées du département pour créer un réseau de petits élevages de truites. Il y en aura onze à la fin de cette année : l'association les Aquaculteurs de la Haute-Loire qui les rassemble (4), vient de mettre en route une SCOP chargée de conditionner et de commercialiser l'ensemble de leur production. Sept E.I.L. leur ont été attribués cette année pour aider les initiateurs à passer les 12 à 14 mois que dure l'élevage d'une truite.

Le département des Landes est de ceux qui ont su le mieux utiliser les E.I.L. pour lancer des initiatives économiques intéressantes : relance de l'exploitation des cimes de pins (jusqu'ici considérées comme des déchets encombrants), création d'une coopérative de charpentiers pour promouvoir la construction en bois. Ailleurs, en Dordogne par

Par rapport aux grands travaux auxquels on a eu recours à diverses reprises, l'idée neuve est de partir des initiatives des citoyens et non de projets étatiques. L'administration canadienne va ainsi financer 280 000 emplois temporaires en cinq ans qui vont permettre des travaux d'amélioration de l'environnement, la construction de bâtiments communautaires, des activités à caractère social, des services collectifs.

## Une bouffée d'air pour les jeunes

Dans la foulée de cette première initiative, la plupart des programmes qui seront mis en œuvre dans les années suivantes au Danemark, au Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en R.F.A., en Belgique, ne chercheront à fournir que des emplois temporaires, d'une durée généralement pla-

teur n'ayant pas comme moteur le profit et visant à la satisfaction de besoins d'utilité publique, en permettant de travailler et de vivre « autrement ». Ce secteur où seraient produits des biens personnalisés serait composé de petites unités décentralisées remédiant aux excès du gigantisme et du taylorisme, sous la forme de « sociétés de travailleurs associés » ou de « coopératives ouvrières de production... »

Cette conception inspire très clairement le programme expérimental de création d'emplois d'utilité collective (E.U.C.) lancé au début de 1979. La circulaire du 5 avril évoque « l'aspiration à une plus grande qualité de la vie », le « désir de relations de travail à l'échelle humaine, dans un cadre communautaire et de petite dimension ». Elle parle de tirer parti de « créneaux locaux jusqu'ici inexploités » pour « par exemple... vivre au pays ». « Il faut mobiliser l'imagination et l'initiative à la base, hors des sentiers battus », disent également les textes officiels.

Cela suffit à donner sa raison d'être au programme - une aide mensuelle de 2 000 francs pendant douze mois - qu'on prévoit d'attribuer à cinq mille personnes. La montée du chômage amène à lui donner un deuxième objectif : créer des emplois, et qui plus est des emplois durables, capables au bout d'un an de s'autofinancer. C'est beaucoup demander à la fois. L'expérience des E.U.C., comme celle des E.I.L., est marquée par des contradictions entre ces deux objectifs, et par le risque de « banalisation » qu'implique le souci de créer des emplois solides.

Une première expérience, discrètement menée en 1977, avait révélé que ce souci conduisait régulièrement à privilégier les projets présentés par les collectivités locales, au détriment des petites entreprises, aux assises fragiles et à l'allure souvent marginale. Les E.U.C. ne pourront donc être attribués qu'à des organismes privés.

## « Plus c'est marginal, mieux c'est »

Garde-fou qui ne suffit pas pourtant à régler tous les problèmes : « Les administrations départementales, souligne une étude faite par des élèves de l'ENA, en janvier 1980, ont utilisé, pour collecter les projets, leurs réseaux d'information et leurs interlocuteurs habituels. Ces réseaux qui regroupent les associations ou institutions traditionnelles en rapport avec l'Etat n'étaient pas les plus aptes à révéler des actions innovantes... Les revendications d'autonomie, de convivialité, d'organisation communautaire ont pu être associées... à la marginalité subversive... Dans quelques départements, l'instruction commence même par une enquête des renseignements généraux... »

Pourtant, une fois les premiers malentendus passés, certains fonctionnaires se mettent à apprécier qu'on leur demande de se comporter en partenaires ouverts au dialogue. Ils sont quelques-uns à penser, comme Jean-Luc Crabol, de la direction départementale du travail de Périgueux : « Dire que plus c'est innovant, plus c'est marginal, mieux c'est, dans une circulaire administrative, c'est extraordinaire ! Il faut du courage pour fermer comme ça la porte aux notables et l'ouvrir toute grande au marginal... »

Pour contrebalancer des réticences prévisibles, la Délégation à l'emploi, au ministère du travail, s'était aussi réservée la possibilité d'un certain nombre

d'E.U.C., en utilisant, pour repérer les expériences les plus novatrices, des réseaux « extra-administratifs », comme le Centre d'information sur les innovations sociales, la revue, autrement, l'Atelier pour la création et l'expérimentation sociales...

Malgré ces efforts, les 5 000 E.U.C. ont profité en majorité aux associations bien assises, qui paraissent plus capables de maintenir les emplois créés (5), et beaucoup de projets aidés restent assez classiques. Mais les quelques réalisations, vraiment novatrices constituent un ensemble suffisamment prometteur pour que l'expérience soit développée après le 10 mai 1981.

Les E.U.C. deviennent alors E.I.L., la subvention par emploi passe de 24 000 à 36 000 francs. Dans la perspective de la régionalisation, l'impulsion du programme aussi bien que l'instruction sont confiées dans chaque département à un groupe élargi : on y trouve désormais, aux côtés des fonctionnaires, des élus des représentants des associations et de milieux socio-économiques.

Enfin, pour offrir des mesures concrètes, et pour développer le secteur public comme le souhaite une partie des milieux gouvernementaux, on multiplie le nombre des E.I.L. (15 000 en quinze mois), et on décide que les collectivités locales pourront en bénéficier.

Les exemples donnés au début de cet article permettent de se faire une idée des différents types d'activités qu'on va ainsi soutenir. Le panorama sera à peu près complet - au moins pour l'essentiel - si l'on y ajoute les boutiques de gestion (il s'agit d'environ une par mois actuellement), les petites entreprises montées pour aider à la réinsertion d'anciens détenus (Paginor à Lille), de familles marginalisées (APARE, Association périgourdine d'action et de recherche sur l'exclusion, à Périgueux), de jeunes au chômage (APILEC, Association populaire d'initiation à la libre entreprise collective, dans le Nord) ou en difficulté (le chantier-atelier Carmo à Villedu, dans les Hautes-Pyrénées), le Club loisir et sport CLES-Atelier à Saint-Denis, la Maison d'accueil des jeunes travailleurs - MAJT - à Lille, Eureka dans le Val-d'Oise... Citons également les « petites entreprises culturelles mises en place par des équipes militantes », particulièrement nombreuses, par exemple dans la ville de Bergerac : Théâtre de la Gargouille, Melchior (illustré) théâtre, Overlook (organisation de concerts rock et soutien à un groupe local de rock). Et les relais, sous forme coopérative, d'entreprises agricoles de formation, telles Sygicop à Hazebrouck. « Notre patron ne voulait plus de nous, on a décidé qu'on n'aurait plus de patron », Copland à Hagemaun dans les Landes.

Sur le nombre, il existe des E.I.L. très intéressantes et d'autres... sans intérêt. « Quinze mille emplois, c'est désirable par rapport aux deux millions de chômeurs. Un programme comme celui-ci ne se justifie donc que s'il se distingue très nettement des programmes de plein-emploi », reconnaît M. Yves Menier, à la mission promotion de l'emploi au ministère du travail (6). « Cette année, il a fallu mener une bataille épuisante », ajoute M. Alain de Romport, chef de la mission. Toute l'équipe, très motivée, a multiplié les déplacements pour tenter de maintenir le cap sur l'expérimentation économique et sociale.

Mais, avec l'ouverture du programme aux collectivités locales, la préoccupation de l'emploi, souvent emportée, comment refuser à une municipalité - pa-



dans le village et porte à bout de bras son renouveau aura peut-être à nouveau recours à des E.I.L.

En Lorraine, c'est une entreprise de méthanisation à partir de déchets alimentaires qui va démarrer grâce à des E.I.L. Des universitaires nancéiens ont créé une association, Promotech (3), pour faire bénéficier des demandeurs d'emploi de leurs inventions (dans les biotechnologies, l'automatisation des ateliers). L'expérience a déjà essaimé à Strasbourg et, prochainement, le fera dans le Nord et la région Rhône-Alpes.

## Autre initiative pour valoriser

Innovations techniques et ressources inexploitées : dans les

exemple, on cherche, avec l'aide des E.I.L. à élever des escargots, à sélectionner des moutons adaptés aux terrains les plus pauvres, à faire pousser du tabac blond et des fraises adaptées à la culture en coteaux. En Lozère, a réintroduire les rapaces utiles.

Le point de départ des emplois d'initiative locale se situe hors de France et remonte à 1971. A cette date, les Canadiens lancent un programme de lutte contre le chômage saisonnier qui sévit chez eux en hiver, le PIL, programme d'initiatives locales. L'idée de base est qu'il existe des besoins non satisfaits, des possibilités négligées, des travaux utiles qui restent en souffrance, et qu'il y aurait tout à gagner à faire faire ces tâches par les chômeurs, plutôt que de les laisser souffrir de l'inactivité tout en coûtant cher à la collectivité.

foncée à un an : une sorte de bouffée d'air donnée à des jeunes ou des adultes menacés de l'enlèvement dans un chômage permanent.

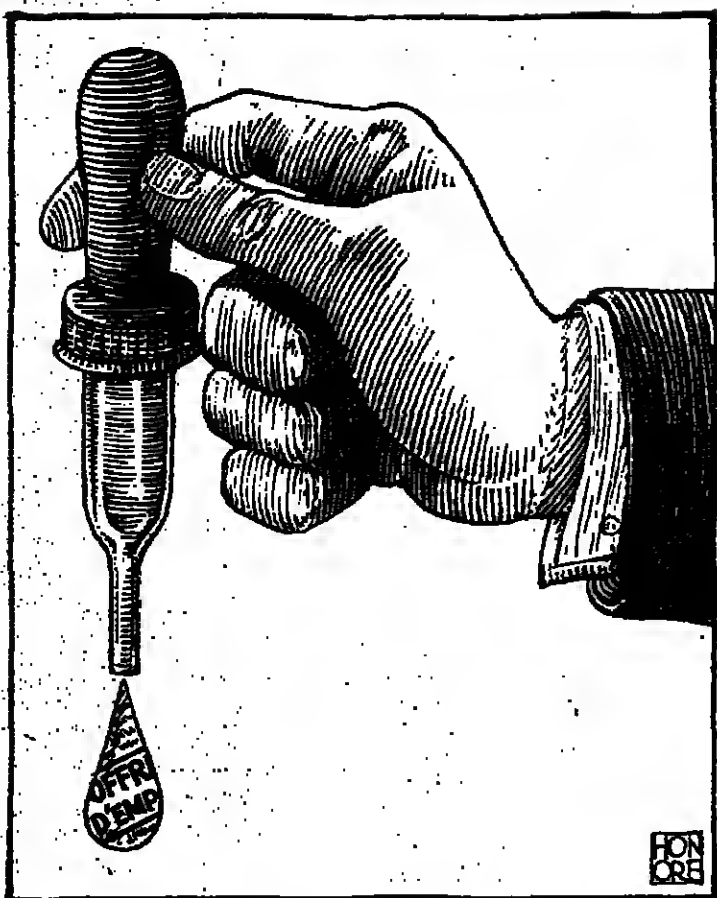
Ces nombreuses expériences ont provoqué assez vite en France une réflexion, notamment en 1975, lors de la préparation du VII<sup>e</sup> plan. Les aspirations nouvelles apparues en mai 68 et dans la foulée, que les pouvoirs économiques et politiques s'efforcent de « récupérer » et de désamorcer, s'insèrent de plus en plus profondément dans la vie sociale, par différents canaux. Pour ne donner qu'un exemple, le groupe Travail et société animé par Jacques Delors se prononce pour « la constitution, à côté de l'économie de marché... et de l'administration, d'un « troisième sec-



# DEMAIN

## Des « palmiers-éprouvettes » pour les pays arabes

Pour pouvoir exporter arbres et plants dans le Golfe et en Afrique du Nord, un horticulteur lyonnais a décidé de les produire en laboratoire...



que son projet n'a rien d'innovant. L'E.I.L., qui lui permettra d'embaucher un jardinier, un pompier, un garçon de bibliothèque de plus alors que ces emplois sont utiles et mettent les chômeurs au travail ? En novembre et décembre 1981, 70 % des E.I.L. ont été refusés par les collectivités locales. Si, depuis lors, la proportion a sensiblement baissé, plusieurs milliers d'E.I.L. se sont cependant perdus dans les sables du sous-emploi ; et, qui plus est, parfois, du clientélisme.

La campagne menée pour tenter de redresser la barre à partir de la fin de 1981 a, certes, éliminé les cas plus choquants. Mais il reste les « habillages », selon le mot d'André Delahedde, député d'Arras (Pas-de-Calais) : ainsi un cantonnier baptisé, pour faire novateur, animateur de l'espace rural. Même si les collectivités locales ont pu créer grâce aux E.I.L. un certain nombre d'emplois intéressants, sinon très neufs, une question fondamentale subsiste : « Est-ce qu'un emploi dont la pérennité va être assurée par l'impôt correspond à la démarche des E.I.L. ? Ou est l'initiative ? » André Delahedde, qui la formule, évoque à contrario le cas de la Maison de la nature et de l'environnement d'Arras : la municipalité soutient les initiatives d'une association mais ne se substitue pas à elle. « Cela permet à des responsables de se former et d'être mieux préparés à l'évolution des besoins de la population. Il n'y a, c'est clair, initiative que le temps d'une décision quand l'on crée un poste de fonctionnaire ». Le programme marche à reculons quand il multiplie ce type d'emplois.

### Une prime à l'esprit d'entreprise

On pourrait malheureusement en dire autant des E.I.L. obtenus par les grandes associations. Les projets sont souvent peu novateurs, celui qui l'occupe est rarement celui qui en a l'initiative ; on retrouve le salariat et les conditions de travail classiques. La formule E.U.C./E.I.L. retrouve son originalité lorsqu'elle est une prime - modeste mais souple et rapide - à une idée féconde, portée par quelques personnes qui manifestent une volonté acharnée. C'est un pari sur le minuscule ; on capte une énergie à la fois infime et énorme, celle d'un projet « autonome » que l'absence de moyens financiers menace de faire avorter. Celui, par exemple, de Mahé et Ambroise, accrochés à la réalisation d'un élevage d'escargots, à Montargis en Dordogne, celui d'Olivier et Guy à Nouton, dans le même département, mobilisés par un projet de trépan pour handicapés.

Cette prime à l'esprit d'entreprise des sans-capital, qui peut soutenir des entreprises classiques aussi bien que des SCOP ou des associations, est malheureusement souvent disproportionnée par rapport aux besoins : « C'est un traquenard », s'exclame Rabah, de l'Alma-Gare à Roubaix, ce quartier déserté où les coopératives se sont multipliées à l'occasion de la rénovation urbaine. On dit aux gens : allez-y, ils se lancent, et ils se retrouvent par terre. Trente-deux mille francs, ça a l'air de quelque chose à première vue, mais quand il faut louer le local, acheter le matériel, payer les assurances, le téléphone, on a tout de suite la coupe sous la gorge ! Sans parler des charges sociales. Beaucoup de bénéficiaires d'E.I.L. sont harcelés par les soucis d'argent, obligés de gaspiller une part importante de leurs énergies en démarches usantes.

L'E.I.L. est pourtant une bonne « carte de visite » pour obtenir quelques avances bancaires ou des subventions complémentaires (7). Mais il est urgent d'aller plus loin et d'organiser un réseau d'aides complémentaires sur plusieurs années. Faute de quoi, l'investissement humain est mal utilisé. Ce devrait être le rôle des appareils financiers de « l'économie sociale », mais on ne les a pas encore vus sur le terrain. Ou si peu.

Cependant, les E.I.L. vraiment porteurs d'avenir, qui font l'originalité des programmes, sont ceux qui assument fortement et de manière conjointe les deux termes « initiative » et « local ».

Le concept d'initiative, on l'a vu, perd sa substance quand il s'agit d'un emploi fonctionnarisé ou institutionnalisé. De même, un projet techniquement novateur aura un médiocre goût d'initiative pour les ouvriers qui le mettent en œuvre, s'ils le font dans le cadre d'une entreprise classique. Sans être manichéen - il y a de très sympathiques petites S.A.R.L. où les rapports de travail sont de meilleure qualité que dans certaines SCOP - on peut néanmoins penser qu'un projet qui se réalise dans l'esprit du « travail associé » assure mieux que d'autres la « libération de l'initiative à la base ». Et, puisque le contexte politique le permet, il y aurait sans doute intérêt à ce que les textes officiels situent clairement le programme E.I.L. dans cette perspective, même si on garde de la souplesse dans l'application.

Cela n'empêcherait évidemment nul de ces « nouveaux entrepreneurs » d'exploiter ses salariés, une fois devenu grand et puissant ; mais personne ne pourrait s'y tromper : les E.I.L. ne sont pas un banal programme d'aide à la création d'entreprises.

### De nouveaux acteurs de la vie locale

« Local »... Plus on donne de poids à ce terme, plus le programme E.I.L. révèle les virtualités qu'il contient. S'il remonte à la période qui a vu naître le slogan « vivre au pays » et les régionalismes refaire surface, ce n'est pas par hasard. Plus encore que de répondre à tel ou tel besoin local, il s'agit de produire de la vie locale : de « capter » toute manifestation de la volonté de vivre sur place pour l'aider à se réaliser. Dans cette perspective, aucun secteur n'est négligeable, qu'il s'agisse d'activités sportives ou théâtrales, de musique ou d'entraide entre agriculteurs.

Cet aspect « local » des E.I.L. se ressent très fortement sur le terrain : s'engager dans une activité semble un peu partout être en même temps s'investir dans un territoire. Deux façons liées de « prendre sa vie en main » ; une manière, aussi, de donner au projet, aventure personnelle, sa dimension sociale. A voir les échanges qui s'établissent entre Beaugard et Bassac, l'IRI (8), la direction départementale du travail, on perçoit que les E.I.L. ne prennent leur vraie dimension

qu'insérés dans un système d'échanges et de soutiens multiformes. On y trouve, en germe, une nouvelle génération d'acteurs de la vie locale, avec une éthique différente de celle des notables d'hier et d'aujourd'hui. Ce pourrait être un atout précieux pour la réussite de la régionalisation.

Si, du moins, sont rectifiées en 1983 les erreurs de 1981-1982. Ce devrait être le cas : aux dernières nouvelles, ne seraient aidés en 1983 que les projets d'organismes privés. Il devrait y avoir entre cinq et sept mille E.I.L. à attribuer, leur montant tourne autour de 40 000 F. On ne saurait donc à faire du nombre pour avoir une approche plus qualitative - « plus germinative », dit Alain de Romefort, qui pense que seront soutenus :

Les projets sociaux ou culturels présentés par des associations, lorsqu'il y aura une forte participation des usagers et une prise en charge au moins partielle du coût par eux. Des subventions publiques prendraient vraisemblablement le relais des E.I.L., mais les intéressés devraient maintenir leur contribution financière.

Les projets mettant en valeur des ressources locales ou des innovations technologiques dans une perspective d'initiative locale : petits projets donc, mais qui pourraient être d'un haut niveau technique.

Les créations de petites SCOP dans des secteurs « porteurs » (mais vraisemblablement pas les SCOP nées d'un sauvetage d'entreprise).

Il reste à faire un intense travail de prospection et d'information, pour que tous ceux qui ont envie de « faire quelque chose » sachent qu'il est temps de s'y mettre. Ce qui est loin d'être le cas. Il reste aussi peut-être à stimuler l'envie de créer. Pourquoi, par exemple, ne pas préparer des projets dès le lycée ? Entre professeurs et élèves... Pourquoi pas des enquêtes, des stages ? C'est déjà commencé d'ailleurs : il y a quelques mois, quatre étudiants, au sortir de leur école, sont allés faire un stage pour aider une SCOP à se monter. C'était dans le Gard, il s'agissait de valoriser le bois de châtaignier. Non seulement ils ont réussi à faire démarrer la SCOP, mais deux ont décidé d'y rester...

MARIE-CLAUDE BETBEDER

(1) Selon les termes du dépliant « Vous avez une idée... réalisez-la » publié par la Mission Promotion de l'emploi. On peut se le procurer, 9, rue Georges-Picard, 75014 Paris.

(2) Auxilium, 42-526, rue Baudouin-Del, Font-de-Bon, 59630 Villeneuve-d'Ascq. Tél. (20) 05-48-16.

(3) Promotech, 1, rue Graciville, 54042 Nancy cedex. Tél. (83) 37-04-75.

(4) Atrial, Mairie de Sabres, 40630 Sabres.

(5) Une étude - la seule actuellement disponible - portant sur deux mille cinq cents emplois créés, indique que plus de 88 % des organismes aidés étaient des associations, 65 % étant aidés depuis 5 ans et plus. Cf. Travail et emploi, revue publiée par le ministère du travail, n° 12, juin 1982. Voir aussi sur les E.U.C. Danielle Rocard « Travail et entretiens » dans le Monde du 27 juin 1980.

(6) Chargée de la gestion et de l'animation technique des E.I.L.

(7) Le conseil régional du Nord, par exemple, aide systématiquement les titulaires d'E.I.L. dans leurs dépenses d'investissement.

(8) Institut rural d'information, Gorodok 24200 Sarlat la Canéda. Tél. (33) 59-32-38.

O n'en compte pas moins de trois mille espèces. Certaines se sont acclimatées aux steppes, aux savanes et même aux hautes altitudes : le caryon andicola prospère dans les Andes, à plus de 4 000 mètres.

Qualifié de « prince du monde végétal » par le botaniste Linné, le palmier a toujours été porteur d'une note d'exotisme, d'évasion, de vacances. Ce qui explique sans doute l'engouement de M. Godillot, cet industriel qui fit fortune dans la chaussure militaire, pour cet « arbre du désert ». Devenu maire d'Hyères, il fut à l'origine de la plantation intensive de palmiers dans cette ville.

Déjà quelques jardiniers d'élite depuis 1860, s'essayant à la culture des palmiers, notamment le phoenix canariensis, originaire des Canaries, qui prospère dans le Midi, prendra bientôt le nom de « palmier de Hyères ».

La ville devient la capitale européenne du palmier. En cette fin du dix-neuvième siècle, on estime à 40 hectares la surface horticole consacrée à cet arbre. A la veille de la première guerre mondiale, vingt-deux « palméristes » expédient chaque année un million deux cent cinquante mille palmiers à destination, principalement, des pays européens.

Mais la crise économique et les grands froids de 1939 auront raison de cette culture intensive. En 1942, on ne compte plus que deux « palméristes ». Aujourd'hui, ils sont trois. Parmi eux, Gilles Chastel, directeur du Gros Pin, fondé en 1893 par son arrière-grand-père, Albert Geoffroy Saint-Hilaire.

Voilà douze ans, la société du Gros Pin a passé un marché mirifique avec le gouvernement du Liban pour les fêtes de Persépolis : un million de palmiers washingtonia de 1,50 mètre à 3 mètres. Ainsi que des dizaines de milliers de plants divers.

### Douze jours de voyage sans encombre

Du coup, Gilles Chastel (trente-deux ans) et son directeur commercial, Daniel Jacquemont (trente-huit ans), se sont lancés à la conquête des pays arabes : « Notre postulat était très simple : les pays du golfe Persique vivent en pleine mutation. Des voies de communication, des hôtels, des bâtiments administratifs ou commerciaux, des palais, se construisent à une cadence effrénée. Pour tous ces ouvrages, il faut une végétation d'appoint ou d'ombre. Notamment des palmiers. Nous pouvons produire un million et demi de jeunes plants d'ornement chaque année... »

Sans autre référence que sa tradition et son marché de Persépolis, cette entreprise « familiale et pragmatique », qui emploie quatre-vingt-dix personnes, réussit à se placer favorablement dans un marché où la Californie, la Floride, l'Espagne et l'Italie faisaient jusqu'alors autorité. Les premiers contrats sont signés en 1975 avec l'Arabie Saoudite, le Koweït, puis les Emirats du Golfe, le Liban, l'Irak. Les premières expéditions ont lieu en 1976. En 1980, les exportations représentent 10 % du chiffre d'affaires du Gros Pin : elles atteignent 25 % en 1981 et, cette année, on prévoit qu'elles avoisineront les 30 %.

C'est par milliers que les plants voyagent. « Le plus fréquemment », explique M. Chastel, nous utilisons des camions frigorifiques. Les plants sont maintenus à une température moyenne de 6°C. Par suite du traitement antitranstpiration

qu'ils subissent avant le départ, ils peuvent affronter les dix à douze jours de voyage sans encombre. Au-delà, les risques de perte sont plus grands et dépassent les 10 % généralement admis. Aléas qui peuvent tenir par exemple au zèle d'un douanier saoudien découvrant dans le feuillage des plants importés un escargot qui ne figure pas dans la nomenclature officielle des « nuisibles dont l'accès sur le territoire est autorisé ». D'où l'immobilisation de trois camions durant plusieurs jours à la frontière.

Les risques sont moindres quand les plants voyagent en avion. Le plus gros envoi de ce type a été réalisé en 1978 : cinq mille palmiers de 30 à 60 cm de haut et une vingtaine de palmiers de grande taille. Mais le prix des plants est alors multiplié par trois. Une coquette facture, quand on sait qu'un palmier est facturé au départ de 40 francs (pour un arbutus de 40 cm de haut) à 8 000 francs (pour un arbre de cinquante ans).

### Un champion dévastateur

Les répercussions du choc pétrolier de 1973 ont obligé les pépiniéristes à faire pousser leurs plants en serre. La hausse des coûts les a contraints à faire preuve d'ingéniosité. C'est le parti qu'a pris le Gros Pin, qui produit aussi une grande variété d'arbustes, de fleurs et de plantes décoratives. Gilles Chastel, ingénieur agricole, décide de tenter l'expérience in vitro : au lendemain de la seconde guerre mondiale, des chercheurs ont guéri de nombreuses maladies (touchant le fraisier, la canne à sucre, l'ail et la pomme de terre) en reproduisant les végétaux en laboratoire.

En 1979, il crée une première chambre de culture, de 10 mètres carrés : sous cent vingt tubes de néon, allumés seize heures par jour, des étagères à claire-voie sur lesquelles sont classés éprouvettes et bocaux étiquetés et numérotés. Plus de bouturage ni de semis. On prélève des cellules dans le méristème (le cœur) d'une plante ; on les met en culture sur un milieu gélatineux comportant tous les éléments nécessaires à la croissance. Bientôt apparaissent des parties vertes, puis des bourgeons, enfin des feuilles et des racines. La plante nouvelle est née.

Le passage de l'éprouvette à la serre reste délicat. Mais des résultats tangibles ont déjà été obtenus. Au cours de l'hiver 1979, le laboratoire produisait cent soixante dix mille jeunes plants de gerberas (fleur à couper qui ressemble à une marguerite multicolore). « Pour une quantité identique, il nous aurait fallu, si nous avions choisi une reproduction par bouture, 1 000 mètres carrés de serre, dit Gilles Chastel. Il n'y a pas de comparaison entre le chauffage d'un laboratoire de 20 mètres cubes à 24°C et celui d'une serre de 7500 mètres cubes à 18°C ». En outre, le système permet une rotation des plans plus rapide... une véritable production horticole industrielle. « Et à partir d'une seule plante, on obtient au moins dix fois plus de jeunes plants que par la méthode des boutures ».

Après l'ouverture en 1981 d'une seconde chambre de culture, la production in vitro de gerberas, fougères ou streptocarpus (plante d'appartement à clochettes bleues) se chiffre aujourd'hui par centaines de milliers d'unités.

Aujourd'hui cinq mille plants en moyenne sont exportés chaque année vers le Proche-Orient. Mais Gilles Chastel espère atteindre à nouveau les points de 1980, (vingt mille) et 1979

(trente mille). D'autant qu'aux marchés des pays arabes s'ajoute celui du Maghreb.

Pour d'autres raisons et d'autres plants : sur les quatre-vingt-dix millions de palmiers-dattiers dénombrés dans le monde, quatre-vingt millions se trouvent au Proche-Orient et au Maghreb. Or les pays d'Afrique du Nord sont atteints par le « bayoud ». Cette mycose du palmier, dont les premiers effets furent constatés il y a une cinquantaine d'années au Maroc, détruit inéluctablement certaines variétés. Au Maroc, comme en Tunisie et en Algérie, certaines palmeraies ont été détruites à plus de 50 % par le « bayoud ». La plupart du temps, ce sont les nomades eux-mêmes qui propagent ce champion dévastateur en repiquant des repousses ou en transportant de la terre se trouvant au pied des troncs.

« Là encore, la méthode in vitro peut être exceptionnellement intéressante », estime Gilles Chastel. Les plants sains ne suffisant plus à régénérer les plantations, il faudrait une production intensive pour reconstituer les zones atteintes par le « bayoud ».

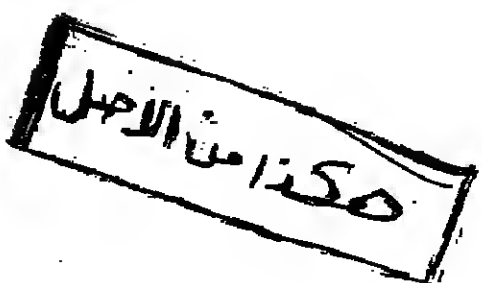
Depuis trois ans déjà, des travaux sont menés au Gros Pin en collaboration avec le Fère Beaudouin, chercheur au C.N.R.S. (à Angers). La méthode est identique à celle utilisée pour la reproduction des gerberas. Mais le passage du « palmier-éprouvette » de son bocal à la serre ne se fait pas sans mal. Le pourcentage d'échecs reste encore élevé : 80 % en moyenne. Cela n'entame pas l'optimisme de Gilles Chastel : « Avec la méthode habituelle, il faut cinquante ans pour produire un million de palmiers. Par la technique in vitro il ne faudrait pas plus de cinq ans ! »

De quoi ramener le palmier au prix de la fougère. Pour le moment, Gilles Chastel travaille encore sur sept unités de production « traditionnelles » : 35 hectares en tout sur lesquels prospèrent près de 2 millions de palmiers de 30 centimètres à 3 mètres de haut. Ce marché n'en est peut-être qu'à ses prémices.

Vénéré par les nomades qui le moment togolo (le précieux) le palmier est « arbre de vie » qui apporte en chaque oasis : nourriture, culture, bois de construction, etc. Mais depuis plusieurs décennies, chercheurs et agronomes s'intéressent au développement d'oasis « modernes ». A l'image de celles du Maroc ou d'Irak, celles du Nouveau-Mexique ou de Californie ont apporté des preuves concrètes de leur rentabilité. Vivant « les pieds dans l'eau et la tête au soleil », le palmier crée de véritables réserves hydrauliques. Des puits se multiplient et l'effet de serre naturel dû à la couverture de palmiers permet d'obtenir des rendements agricoles et horticoles élevés : fruits, agrumes, légumes, vigne, mais aussi coton de haute qualité.

A l'instar des États-Unis, l'U.R.S.S. favorise la multiplication et le développement de ces oasis. Lors de la construction de grands barrages, notamment dans les plaines d'Azerbaïdjan, elles ont permis des cultures cotonnières très modernes, de haut rendement et de haute qualité. Alors... après les oasis de Ryad et les oasis maghrébines, les « palmiers-éprouvettes » lyonnais pourraient-ils aider à reconquérir d'autres « déserts agricoles » - européens ou français ? Gilles Chastel ne se prononce pas. Mais il assure : « Cette technique sera au point dans quelques années. Elle apportera une véritable révolution dans l'horticulture... ne serait-ce que sur le plan de l'économie et de l'énergie ».

JOSÉ LENZINI.





هكذا من الأصل

## ELECTRONIQUE

# Mettez une « puce » dans votre moteur...

Les microprocesseurs permettront bientôt de régler automatiquement le freinage ou la température, de décoder les pannes et même de dialoguer « de vive voix » avec son automobile.

**L'**ELECTRONIQUE va transformer l'automobile et constituer un argument de choix essentiel pour le consommateur. Ses principales applications seront : les économies d'énergie, l'automatisation de certaines fonctions, l'amélioration de la fiabilité et de la sécurité, la simplification de la maintenance, la recherche d'une meilleure communication entre l'homme et son véhicule, et entre ce véhicule et l'environnement. « Ainsi s'exprime Jean Lagasse, directeur des affaires scientifiques et techniques à la Régie Renault. Après les calculatrices, les jeux vidéo, les jouets électroniques, l'électroménager, la téléphonie et tout le secteur de l'instrumentation, voilà l'automobile saisie par la fièvre du microprocesseur.

Premier axe de recherches, la régulation électronique du groupe propulseur. Il s'agit de définir des capteurs propres à mesurer des pressions, des couples, des vitesses, des positions, des températures ; en quelque sorte développer des instruments pour « ausculter » le moteur et augmenter son rendement. L'électronique permet de mettre au point des doseurs de mélange air-essence, des régulateurs de la température du moteur, des systèmes anti-cliquets qui régulent automatiquement l'avance de l'allumage. Une nouvelle chaîne de communication va se mettre en place dans le véhicule : saisie d'information par les capteurs, transmission à l'intérieur du véhicule, traitement pour obtenir des valeurs de commande, envoi d'ordres à des mécanismes actionnés. Des logiciels spécifiques assureront le traitement en temps réel de toutes les données.

L'électronique doit permettre au conducteur et aux passagers de mieux savoir ce qui se passe sous le capot afin de réagir rapidement. Des capteurs donnent déjà des indications sur l'état de certains organes : usure des plaquettes de frein, baisse de la charge d'une batterie, etc. ; ils seront améliorés et reliés à des tableaux de bord où l'affichage classique sera peu à peu remplacé par des écrans à diodes électroluminescentes ou à cristaux liquides. Dans certains cas, c'est une voix synthétique qui diffusera l'information. On peut imaginer, par exemple, que lorsque le filtre à air du moteur sera encrassé, cette voix avertira le conducteur en ces termes : « Filtre à air encrassé, consommation augmentée ». L'alerte peut porter sur une augmentation excessive de la température du moteur ou une baisse inquiétante du niveau du carburant. Les chercheurs qui étudient ces applications de la synthèse de la parole veulent éviter que le conducteur ait à quitter la route des yeux pour regarder des cadrans.

Le groupe P.S.A. présentera au prochain Salon de l'automobile un véhicule équipé d'un système de synthèse de la parole. En cas d'anomalies de fonctionnement de la voiture, une voix humaine reconstituée avertira le conducteur. Cette voix est commandée par des capteurs disposés sur les principaux organes mécaniques. Les messages concernent la montée en température du circuit de refroidissement (- stop, température d'eau anormale -), la baisse du niveau d'huile

(- stop, pression d'huile anormale -), d'usure des plaquettes de frein, la baisse de charge de la batterie, etc. D'autres messages apportent une aide à la conduite : portière mal fermée, oubli du frein parking au démarrage, ceinture de sécurité non attachée, baisse du niveau de carburant, etc.

Ces messages sont retransmis par l'autoradio du véhicule ou, s'il n'en possède pas, par un haut-parleur indépendant. Trois niveaux sonores sont prévus en fonction du régime du moteur. Le procédé utilisé consiste à mettre en mémoire des parties de voix humaines qu'un microcalculateur vient extraire et recomposer en fonction des informations envoyées par les différents capteurs. Le véhicule équipé, une 505 Peugeot turbo injection, est le premier de ce genre en France. Il sera commercialisé au début de l'année prochaine.

L'augmentation du nombre d'informations qui arrivent sur le tableau de bord posera des problèmes de câblage et de montage, tant le réseau qui aboutit aux divers cadrans est complexe. Dans les futurs véhicules, c'est une centaine de mètres de fils qu'il faudra ainsi raccorder. Les chercheurs ont trouvé des solutions à ce problème : soit utiliser la technique du « multiplexage » qui permet d'envoyer plusieurs messages simultanément sur le même fil (technique utilisée en téléphonie), soit remplacer les fils de cuivre actuels par des réseaux de fibres optiques. Ces fibres ont une capacité de transmission très supérieure au cuivre et offrent l'avantage d'être insensibles aux parasites électriques car elles ne véhiculent que de la lumière.

## Revivre la situation

L'électronique devrait faciliter la maintenance des véhicules par les mécaniciens grâce à des systèmes de diagnostic et de contrôle automatisés. Déjà, en raccordant une « prise diagnostic » installée sur le véhicule à des bancs d'essais, on peut obtenir des informations utiles sur le niveau d'usure des pièces ou des défaillances mécaniques et électriques. Ainsi, sur des boîtes de vitesses automatiques à commande électronique de certains modèles de la Régie, en écusant la mémoire du microprocesseur, on peut décoder une éventuelle défaillance d'un des capteurs qui commandent le passage des vitesses. Fini l'écoute du jeu dans les pignons !

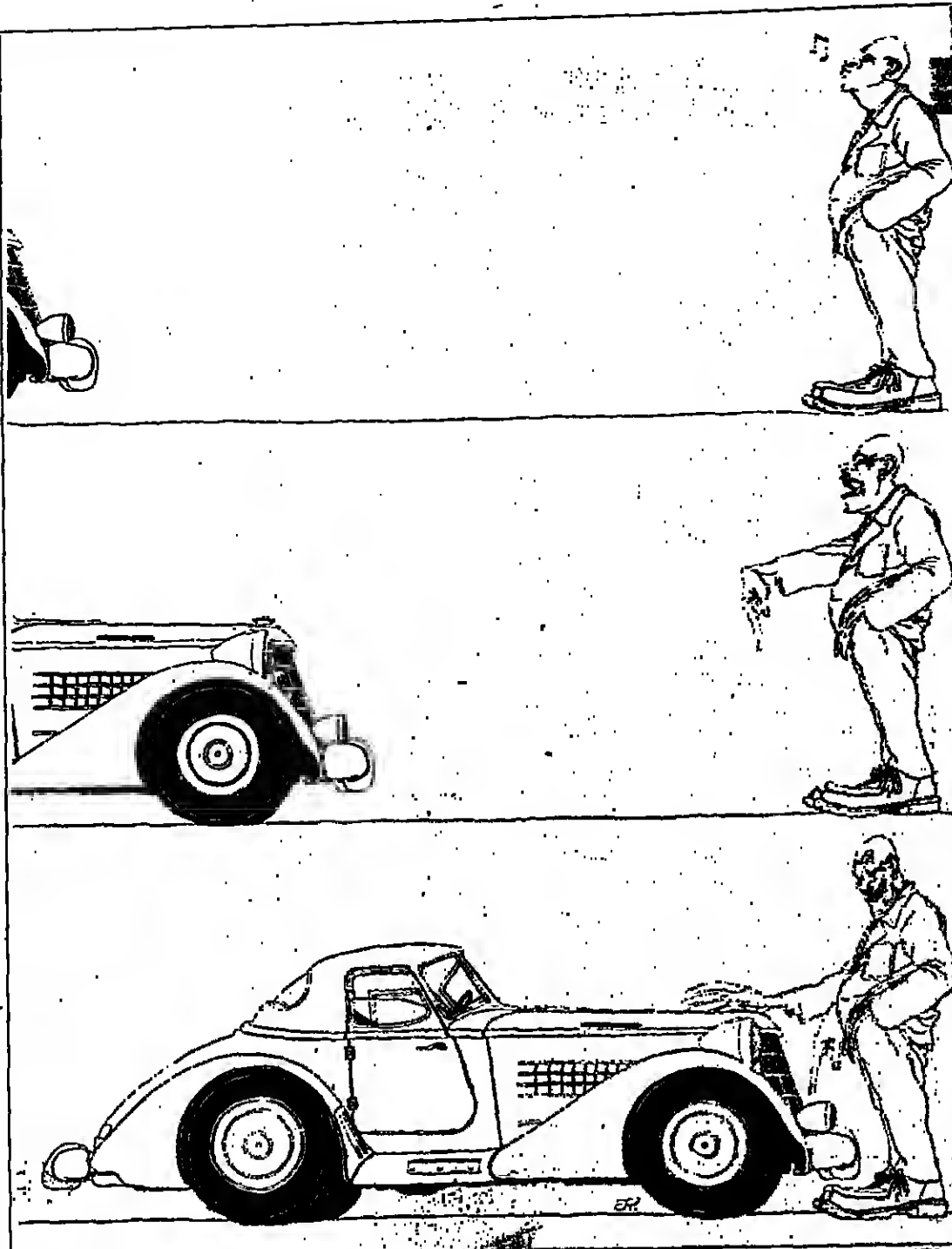
Cette possibilité de mettre des informations en mémoire permettra de régler le problème des pannes qui se produisent uniquement à chaud (lorsque le véhicule roule) et non à froid (quand son propriétaire va voir le garagiste). Le réparateur pourra « revivre » la situation de panne alors qu'il a plutôt tendance actuellement à rassurer le client en lui indiquant que son véhicule « tourne comme une montre » ou, pire, à changer des pièces qui fonctionnent parfaitement.

L'évolution technologique entraînera une amélioration du confort du conducteur et des passagers. Certains dispositifs permettront de maintenir dans l'habitacle une température constante, programmée à

l'avance, ou de commander automatiquement le dégivrage de la lunette arrière grâce à un capteur d'humidité. Les systèmes d'informations sur le trafic ou l'état des routes, qui existent déjà chez nos voisins (1), pourraient être élargis à une foule de renseignements pratiques : présence de concessionnaires dans le secteur traversé, possibilités de restauration, de logement et de distraction. Il suffit pour cela d'un système d'émetteurs et de récepteurs appropriés.

Le domaine de la sécurité est particulièrement concerné par le développement de l'électronique embarquée. Deux exemples, le freinage et l'éclairage. Microcalculateur et logiciels peuvent, en cas de panne ou de dysfonctionnement d'un organe du véhicule, assurer des solutions de secours sans que le chauffeur ait à intervenir. Des ingénieurs ont ainsi mis au point un dispositif antiblocage des roues en cas de freinage brutal. Un calculateur électronique reçoit des informations d'un capteur qui surveille la vitesse de rotation des roues. Lorsqu'une de ces roues se bloque, le calculateur envoie des impulsions qui libèrent le frein pendant quelques millisecondes. Si le conducteur pris de panique à la vue d'un obstacle enfonce de toutes ses forces la pédale du frein, cette très brève interruption de la pression sur les disques suffit pour débloquer la roue. Le véhicule conserve sa trajectoire alors qu'il serait dangereusement déséquilibré si la roue restait bloquée.

Pour l'éclairage, certains laboratoires ont mis au point des sys-



tèmes basés sur des cellules photo-électriques qui allument automatiquement les lanternes lorsque la lumière extérieure baisse ou qui commandent le passage des feux de route aux feux de croisement et réciproquement si un véhicule arrive en sens inverse ou non. Un autre système, le « correcteur d'assiette électronique » permet, grâce à un capteur situé sur les bras de suspension, de modifier l'inclinaison des

projecteurs en fonction du chargement du véhicule. C'est une version moderne de l'astucieuse tige de réglage qui avait fait son apparition sur les 2 CV Citroën (2).

## Parler à sa voiture

Il y a encore plus étonnant. Avez-vous déjà essayé de parler à votre voiture ? Peut-être quand elle était en panne et que, vous pestiez, contre la mécanique. Mais la plupart du temps vous n'y songez pas. Cela pourrait changer. La Régie Renault vient de présenter un véhicule expérimental qui obéit à la voix de son propriétaire. Exemples de commandes : « ouverture portes », « montée vitre droite », « essuie-glaces », « dégivrage », « feux de route », etc. Le dispositif électronique à microprocesseur est capable de reconnaître vingt-deux « formes » acoustiques correspondant à autant de commandes, au total une centaine de mots différents. Le système est programmable. Chaque conducteur doit enregistrer une première fois ses ordres pour que l'appareil puisse ensuite les reconnaître. Il dispose pour cela d'un micro-casque qui lui laisse les mains libres pour valider l'enregistrement en pianotant sur un boîtier de commande ressemblant à une calculatrice. Selon les ingénieurs de la Régie, la commande a été reconnue dans 96 % des essais, non reconnue dans 3 % des cas et confondue dans 1 %. La proportion d'échecs est faible, mais elle empêche d'utiliser ce système pour des commandes vitales comme le

freinage ou la conduite (d'autant plus qu'il n'est pas évident que les conducteurs acceptent de s'en remettre à un automatisme).

Quel est l'intérêt de cette innovation ? D'après ses promoteurs, elle peut apporter une aide précieuse à certains handicapés physiques. Ainsi en République fédérale d'Allemagne le groupe pharmaceutique qui avait mis sur le marché la Thalidomide finance des études de ce type. Renault, de son côté, estime que le marché potentiel national est de 10 000 à 15 000 véhicules. Mais les constructeurs d'automobiles ne sont pas uniquement des philanthropes. Leurs études se rendent pas seulement service aux conducteurs. Elles auront des prolongements dans deux secteurs très prometteurs : la bureautique (commande vocale de machines de traitement de textes) et l'automatisation de la production industrielle (commande de machines outils et de robots). Comme quoi, sans nous en douter, nous sommes parfois les cobayes involontaires des mutations technologiques.

RICHARD CLAVAUD.

(1) En République fédérale d'Allemagne les automobilistes peuvent recevoir sur un récepteur radio FM disposant d'un canal particulier des messages diffusés par les services officiels chargés de la surveillance du réseau routier et des informations sur la météo.

(2) Pour une description précise de certains systèmes, voir « L'innovation électronique » dans *Science et Vie*, hors série : « L'Auto 1982-1990 », n° 139, juin 1982.

## Un marché d'avenir

Comment réagira le consommateur lorsqu'il soulèvera le capot de son véhicule et trouvera des ensembles de boîtiers renfermant des composants électroniques, noyées dans de la résine pour des raisons de fiabilité, boîtiers irréparables qu'il faudra changer lorsqu'ils tomberont en panne ? Qui en pensent les réparateurs qui, dans leur grande majorité, ne sont pas formés à l'électronique ? Il faudra pourtant s'y habituer. Aujourd'hui, l'automobile ne représente qu'une faible part du marché total de l'industrie électronique : 6 % aux États-Unis pour un marché global de 6 milliards de dollars, 4 % au Japon pour un marché de 3 milliards et demi de dollars.

Mais les experts prévoient une percée rapide de cette électronique « embarquée ».

D'après eux, la croissance annuelle moyenne du marché français jusqu'en 1985 devrait être de 53 % pour les dispositifs de contrôle du moteur et de la transmission, de 23 % pour la production et la distribution de l'énergie dans le véhicule et le câblage, de 46 % pour la métrologie (mesures diverses) et de 24 % pour les dispositifs améliorant l'environnement et le confort. D'ici 1985, 85 % des systèmes d'allumage et 45 % des systèmes de carburateur devraient être électroniques (1).

La Régie Renault ne s'y est pas trompée et s'est engagée sur ce créneau promoteur en s'associant avec le groupe américain Bendix pour créer, à Toulouse, une filiale commune, Renix (51 % Renault et 49 % Bendix). Son chiffre d'affaires devrait passer de 207 millions de francs en 1982 à 700 millions en 1985. Renix produit, pour Renault et pour d'autres constructeurs, des allumages

électroniques (660 000 unités vendues en 1982), des boîtiers de commande électronique de boîte de vitesses (60 000 unités, dont une grande partie destinée à la version américaine de la R9, la Renault Alliance) et des systèmes anticliquets.

Un autre dispositif électronique, le Normelur, est destiné à maintenir le véhicule à une vitesse constante programmée par le constructeur. D'après Richard Tilié, P.-D. G. de Renix, ce produit marche très bien aux États-Unis, mais moins bien en France, car nous ne sommes pas assez disciplinés pour conserver la même vitesse pendant des kilomètres (même sur autoroute), malgré les économies de carburant que cela entraîne.

Seule ombre à ce tableau : les composants, qui représentent plus de la moitié du prix de ces produits, ne sont pas fabriqués en France mais importés des États-Unis, ce qui augmente d'autant la part de matériel étranger entrant dans la réalisation d'un véhicule « français ». Une part déjà très importante et qui inquiète nos équipementiers. A cette objection, Renix répond : « Si nous trouvons ici les mêmes composants au même prix, nous achèterons français ». Les mesures annoncées récemment pour relancer la filière électronique (2) permettront-elles de modifier cet état de fait ?

(1) Chiffres cités dans *Les Marchés européens de l'électronique 1980-1985*. Étude BIPE (Bureau d'information et de prévision économiques) - Eurotechnique, 1122, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly, tél. : 747-11-06.

(2) *Le Monde* du 30 juillet et 31 août 1982.

Des boîtiers par milliers ! LES CLASSER, LES RANGER ? RAYONNAGES, ÉTAGÈRES, A VOS MESURES. Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODESTE avec le RMI LEROY FABRI-SPÉCIALISTE qui a fait ses preuves « le Monde » du 29-3-1978 208, avenue du Maine, PARIS-14<sup>e</sup> Tél. : 540-57-40 (Métro Alesia).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérant : André Lacroix, directeur de la publication. Ancien directeur : Hubert Béraud-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982). Imprimé : du « Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS-13<sup>e</sup>. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395-2037.



CRIBLE PAR ANNIE BATLLE

# L'Algérie regarde « Dallas »

## A SUIVRE

### Musée au féminin

Les 3 000 m<sup>2</sup> d'un ancien entrepôt de Bonn ont été transformés en musée « pour la protection et la diffusion de l'art sous ses formes les plus modernes et féminines ». Quatorze organisations de femmes y ont réuni leurs efforts. La majeure partie de l'espace est dévolue à des sculptures, des peintures, des architectures, des peintures, des tissus. Il y a aussi une boutique de santé, un magasin, une agence et une organisation d'entraide, des cours d'histoire de l'art. Il y a peu de visiteurs mâles : « Les hommes semblent effrayés. Ceux qui franchissent le seuil se sentent pourtant tout à fait bien... ensuite », dit M<sup>me</sup> Piczen, une des fondatrices du Frauenmuseum. (International Herald Tribune, 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine tél. : 747-12-65).

### Environnement et santé

Le nombre de maladies graves en Norvège varie selon les conditions géographiques et climatiques, ainsi que la nature du sol. C'est ce qu'affirment des rapports du Centre d'études géologiques de Norvège (N.G.U.). Une des constatations, prouvées jusqu'ici, concerne la sclérose en plaques : la maladie est plus fréquente dans les régions où le sol renferme beaucoup de cuivre ; elle varie également avec l'altitude. Il y a une corrélation entre la fréquence de cancers du poulmon et la présence d'un élément très rare, le lanthane. (Mornington, B.P. Sentrum, Oslo 1, Norvège tél. : 0221 11-45-85).

## BOITE A OUTILS

### Economie informelle

1. Suède : économie blanche. Dans un petit livre qui fait le point de ses travaux en cours (The Future Works), le secrétariat suédois d'études prospectives rend compte de son programme « Forecasting and Political Planning for the Future ». L'opération et le programme politique pour le futur) et propose un autre modèle pour la Suède. Celui-ci repose sur la réalisation de l'économie informelle (celle qui échappe au système économique dominant). Comparativement à la plupart des prévisions, les prix des services augmentent et ceux des biens diminuent. Du coup, les services sont négligés par le secteur privé et ne sont pris en charge que par le secteur public qui s'asphyxie et se ruine.

La troisième section — activités ne correspondant pas à un salaire mais partagées, échangées dans le domaine domestique, celui de l'entraide sociale, des loisirs, de la recherche de l'autosuffisance — devrait être légalisée et soutenue, afin de constituer un élément équilibrant pour l'ensemble de l'économie. Une vraie rupture par rapport au modèle suédois classique (welfare state). (The Future Works, Secrétariat for Future Studies, Wenner, Green Center Sveavägen 165, P.O. Box 6710, S 11385 Stockholm, Sweden.)

2. Allemagne : résoudre la crise.

Rolf G. Heinz et Thomas Ott, des universités de Paderborn et d'Osnabrück, éditent, sous le titre « Zukunft », un livre (vol. 14, n° 3, 12 p.), les facteurs et les conditions qui influencent l'expansion du secteur économique « informel » : démythification de la valeur travail, de la croissance à tout prix, chômage croissant, préretraités, etc. Le développement de ce tiers secteur repose en tout cas sur un assouplisse-

ment de l'organisation et des horaires du secteur « formel », et de la réglementation en général. (Futuras, Oakfield House, Perryman Road, Hayward Heath RH 163 DH, U.K., tél. : (0303) 57 42 1).

### L'énergie du pédaler

« A l'époque des lasers et des sondes spatiales, le muscle s'affaiblit... » Au cours de l'ère technologique fulgurante qui est le nôtre, une grande partie de la population se trouve contrainte de s'écarter de son lieu de travail principal à cause de technologies peu appropriées. David Gordon Wilson, dans l'énergie du pédaler, se penche sur l'utilisation de la puissance musculaire, à travers l'histoire, pour des mécanismes divers : manivelles, tourilles, machines à pédaler. Il répertorie les utilisations inconnues de celles-ci : moyen de transport en Asie (tricycles), outil de travail dans les pays en voie de développement (pompes hydrauliques, trouilles, égrenouses à maïs...). Il présente le cycle à énergie, capable de faire fonctionner des ustensiles de cuisine, des outils agricoles et de générer de l'électricité (on peut monter soi-même un tel appareil). Enfin, il suggère d'autres applications du pédaler qu'il a expérimentées : tronçonneuse, presseur à cidre et même machine à laver, etc. (Éditions de la Lanterne, B.P. 1379, 25006 Besançon Cedex).

### Les « post-matérialistes » face à la crise

C'est le titre d'une étude de Ronald Inglehart (université de Michigan) dont rend compte le numéro de septembre de la revue Futuribles. L'auteur découvre un glissement des valeurs « matérialistes » (axées sur la subsistance et la sécurité) vers des valeurs « post-matérialistes » (aspirations à l'épanouissement personnel, et à la qualité de la vie). Les jeunes sont plus attachés aux valeurs « post-matérialistes » que leurs aînés. Mais c'est moins un problème d'âge que de génération : celle qui n'a pas connu la pénurie arrive à des postures.

La crise et les nouvelles pénuries risquent de bloquer la montée de ces valeurs « post-matérialistes » chez ceux qui ont déjà grandi dans ce climat, mais pas chez les autres. Car, et c'est un des intérêts de l'étude de le montrer, il y a un décalage entre la modification de l'environnement socio-économique et le changement des valeurs : les valeurs essentielles d'un individu reflètent les conditions qui ont marqué son enfance et son adolescence. (Futuribles, 55, rue de Varanne, 75007 Paris, tél. : 222-63-10).

## RENCONTRES DU FUTUR

### Les deux mondes

Les 2, 3, 4 et 5 décembre 1982 auront lieu les Rencontres d'Albi, sur le thème « Technologie du futur/futur de la culture ». Deux questions majeures seront étudiées : l'évolution des échanges entre l'art expérimental, les nouveaux modes de création et d'expression et le progrès scientifique et technique ; le rôle possible de la culture, et de l'art comme médiation entre la technologie de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et la société « post-industrielle ». Interviennent des scientifiques et technologues, des artistes, des sociologues et des théoriciens de la culture et de la science, et des représentants du monde politique. (Association Diffusion des arts plastiques, 17, rue de la Mairie, 81500 Lavaur, tél. : (63) 58-16-17.)

(Suite de la première page.)

La séduction exercée par cette saga familiale est peut-être d'autant plus forte que le mode de vie traditionnel est menacé : exode rural massif, crise du logement, chômage des jeunes. On se protège en renforçant son appartenance à la communauté familiale — et religieuse. Ce n'est pas un hasard si l'on enregistre une chute du nombre de consultations et d'internements psychiatriques durant la période du ramadan, qui coïncide avec un resserrement des liens familiaux.

### « Enrichissez-vous ! »

Le véritable exotisme de « Dallas », c'est le ballet incessant du fric, ces millions de dollars brassés au téléphone, ces obèses fabuleux, ces réunions au sommet dans le building tout plexiglas du clan Ewing où l'on ne parle ni de plans quinquennaux ni d'objectifs socialistes, mais de la seule question vraiment sérieuse en ce bas monde : comment gagner le maximum d'argent dans le minimum de temps. On peut même couper le son, on lira tout aussi clairement dans les reflets de la piscine, les chromes des bagnoles et les yeux des belles secrétaires de J.R. ce slogan simple et convaincant : « Enrichissez-vous ! ».

La force des images, conçues à l'origine pour le public occidental, se trouve multipliée en Algérie par la barrière linguistique, la version diffusée étant doublée en français, ce qui limite forcément la compréhension des dialogues par une bonne partie de la population. « Avec les femmes que je connais, on parle surtout de Pamela et de Sue Ellen, comment elles sont habillées, leur coiffure et tout ça, explique une jeune femme qui habite avec la famille de son mari, technicien spécialisé, dans la banlieue d'Alger. On aime bien aussi regarder comme elles vivent, leur maison. »

Parce qu'ils ne souffrent pas de la crise du logement, les Ewing ! Dans leur modeste ranch de Southfork les mâles peuvent mettre les pieds sur la table, et les femmes aller boudoir dans leur boudoir de cinquante mètres carrés sans gêner vraiment les autres. Ça doit faire plaisir à voir dans un pays où un logement sur deux n'a ni égot ni eau courante, et où le taux d'occupation moyen est de huit habitants par pièce. Mais le modèle Southfork fait aussi des ravages chez ceux qui en ont les moyens, avec des bonheurs divers dans les conceptions architecturales : du néobâteu-fort en parpaings sur quatre étages à la luxueuse résidence élitiste avec piscine.

« Tiens, lui, demande-tu où il habite : on se croirait à Dallas ! », m'annonce un ami en me présentant l'un de ces beaux élus. Profession : héritier. Uniforme : tennis de cuir, jean, polo et Ray-Bans. Il annonce froidement la couleur. « On est partis pour ainsi dire de rien, mais mes parents ont le monopole de la fabrication des enveloppes sur tout le territoire. Alors on est devenus riches et on s'est fait construire une maison de cinq étages sur 650 m<sup>2</sup> au sol, deux cents chambres, avec jardins et route privée. La plus grande partie est louée à une société canadienne. »

Car il existe des milliardaires en Algérie, notamment grâce à de prospères entreprises privées, qui ont le vent en poupe depuis que l'on critique les options industrielles prises au début des années 70, et l'on s'efforce de satisfaire les aspirations de la population au mieux-être. Des feuilletons comme « Dallas » — El Moudjahid ne se prive pas de dénoncer — la programmation de tels options quelle que soit leur origine — (7) — sont la meilleure des propagandes en faveur de la consommation à l'occidentale, d'un idéal de jouissance immédiate dont il n'est pas du tout cer-

tain que le pays ait à long terme les moyens.

Pour saisir à quel point « Dallas » est devenu une référence culturelle, il suffit d'observer l'ascension mythologique de Pamela Ewing (née Barnes). Les producteurs n'en espèrent sûrement pas tant : ils avaient propulsé sur le marché une jolie poupée nantie de tous les signes obligatoires de la féminité à l'américaine ; et la voilà promue en Algérie Grand Fantôme Sexuel et même objet utilitaire dans la conversation, ce qui n'était certainement pas prévu dans son contrat. « Pamela, Pamela », chantonnent les adolescents lorsqu'une belle fille passe dans leur champ visuel. « Pamela ! », lancent les spectateurs d'un match de football à l'adresse d'un joueur jugé trop peu offensif, trop « efféminé » sur le terrain.

### Pamela (syndrome de)

Pamela est, en effet, l'épouse moderne brevetée : sexy mais fidèle, émanée mais pas trop, pleine de sollicitude pour sa belle-mère, elle rêve d'avoir des enfants mais (un coup du destin) ne peut prendre le risque d'une maternité, ce qui lui permet de garder la ligne. Bref, Pamela c'est la jouissance légitime par tous et pour tous. Ou presque tous. L'irruption de la famille Ewing dans l'Algérie socialiste et musulmane n'a pas manqué de titiller à la fois les valeurs du socialisme et celles de l'islam, surtout lorsqu'elles se conjuguent sur le mode du puritanisme.

Certes, les épisodes sont au préalable soigneusement « filtrés ». Les journalistes de la R.T.A. évoquent en souriant le vieux fonctionnaire longtemps chargé de veiller à la moralité des émissions. Le « coupeur de bises », dont les principes sont toujours en vigueur, éliminait impitoyablement toute nudité ou suggestion de l'acte sexuel, mais tolérait les baisers... d'un couple marié, ou à l'extrême rigueur fiancé.

### Le nom du père

Mais « Dallas » doit être un véritable casse-tête pour les censeurs, tant le feuilleton offre de situations inconvenantes et aborde sans pudeur des sujets tabous. Ainsi du problème des naissances illégitimes et de la filiation, l'appartenance au clan Ewing — et les droits à l'héritage qui en découlent — étant l'un des ressorts d'une intrigue aussi complexe que filandreuse. « Dans ce pays, il est socialement impossible de ne pas porter le nom de son père, explique le docteur Mabfoud Boucebbi, psychiatre et chef de clinique (8), or l'islam interdit l'adoption pour éviter l'inceste, alors que, par ailleurs, le mariage entre cousins est recommandé, et que le taux d'union en consanguinité est de 34 % en zone rurale et de 29 % en zone urbaine — contre 1 % en Europe ! Le projet de loi sur l'adoption étant bloqué depuis 1963, comme le fameux code de la famille, la situation devient dramatique, car nous enregistrons de six à huit mille mariages illégitimes par an. Les enfants recueillis sont souvent traumatisés lorsqu'ils apprennent, en entrant à douze ans dans le cycle d'enseignement moyen, qu'ils ne portent pas le nom de la famille qui les a élevés. J'ai même connu un cas de suicide. »

Un épisode qui a particulièrement choqué les Algériens est celui où se révèle la véritable filiation de Ray (le brave régisseur du ranch Ewing), rejeton dont le père familial avait soigneusement dissimulé l'existence à sa tendre épouse. Horreur et consternation dans les chaudières d'outre-Méditerranée lorsque l'on comprend du même coup que la blonde Lucy a commis avec son oncle un

inceste. Tabou suprême d'une société où les conditions de logement et la répression sexuelle des jeunes en favorisent si puissamment la transgression.

### « Ça n'a pas de fin »

Objet de fascination au départ, « Dallas » est de plus en plus violemment rejeté par les téléspectateurs, lassés de couchedes adultères et de détails scabreux. « Ils vont trop loin, ils en rajoutent trop, au début on parlait du péché, maintenant on retombe sur les rapports sexuels ! », s'écrit Rachid, la trentaine, qui habite avec ses parents et ses sœurs et se rend régulièrement à la mosquée. « Souvent, on n'ose pas regarder ensemble « Dallas » parce qu'on sait qu'il y aura ce genre de choses. Si nous, les hommes, voyons que les femmes sont déjà installées devant le poste, nous préférons leur laisser la place... Parfois il y a des scènes gênantes : dans ce cas-là mon père fait semblant de chercher ses pantoufles et ma mère d'avoir oublié quelque chose à la cuisine ! » Cet usage séparé de la télévision, confirmé par plusieurs témoignages, inciterait les familles à acheter un deuxième téléviseur. Chaque sexe devant sa télé, et le « respect » sera sauve.

La morale sexuelle n'est d'ailleurs pas la seule invoquée. Pour cet ancien émigré qui a soutenu le combat du F.L.N., « c'est injuste de montrer des gens qui ont tant d'argent alors que tant de monde sur terre n'en a encore dans des gourbis », tandis que la presse algérienne déclare avoir reçu de nombreuses lettres protestant contre le contenu idéologique du feuilleton.

« Tu devrais venir discuter avec les femmes de chez moi, m'avait dit Rachid. Elles regardent toutes « Dallas » et elles ont sûrement des choses à te dire. » En effet sa mère, ses sœurs et ses nièces, qui vivent à longueur d'année dans l'espace clos de leur maison et de leur beau jardin soigné avec amour, manifestent une grande distance critique à l'égard des modèles proposés par « Dallas », et en premier lieu des personnages

féminins. La seule qui trouve grâce à leur yeux est la mère, Ellie : « C'est la vraie femme », elle est calme et forte de caractère, « elle aime ses enfants ». Mais quand elle estime avoir quelque chose à dire, elle le dit », déclare Rachida, la sœur aînée, qui, après un divorce, élève avec beaucoup de lucidité sa fille de treize ans. « Je préfère les feuilletons où les femmes donnent un bon exemple. On a besoin d'apprendre à être autonomes, mais les femmes de « Dallas » se conduisent souvent comme des enfants. Elles se cachent, se jettent dans les bras des hommes, ou dans l'alcool, comme Sue Ellen qui ne reste avec son mari que pour l'argent. Et leurs problèmes, à côté des nôtres, c'est mille fois rien ! »

Autre reproche quasi unanime parmi mes interlocuteurs : « C'est une histoire qui n'a pas de fin. » Epuisante, cette famille qui phagocyte tout ce qui l'entoure, rétablit toujours son insolente santé, et finit même par engluier le personnage de loin le plus excitant, l'ignoble J.R. « On le déteste tous, déclare Kamel, quatorze ans, des étoiles plein les yeux et des ambitions plein la tête. Mais si J.R. n'est pas là, le feuilleton n'est pas intéressant, parce que la famille reste toujours riche. »

Ce que les Algériens pardonnent le moins à « Dallas », en définitive, c'est de peindre à l'acide un monde immuable où les riches seront perpétuellement riches, malgré le délectable suspense introduit par les initiatives de J.R., le fringant capitaliste.

Avenglés par le succès, les producteurs du feuilleton ont voulu prolonger indéfiniment leur histoire. Ce faisant, ils l'ont vidée de sa substance même : l'attente de la défaite des méchants et de l'avènement d'une justice immuable. En d'autres termes, leur histoire est privée d'histoire. ■

JOELLE STOLZ.

(7) El Moudjahid du 24-3-82.  
(8) Mabfoud Boucebbi est l'auteur de Psychiatrie, société et développement, SNED, Alger 1979.

## REFLETS DU MONDE

### REPUBLICA

#### Les juges débordés de Salerne

L'équivalent napolitain de la Mafia sicilienne, la Camorra, se montre si active que les juges de Salerne en sont venus à crier au secours. Dans un rapport adressé au président de l'association nationale des magistrats italiens et que cite le quotidien la Repubblica, ils évaluent : « La Camorra nous assiege. Nous n'avons pas les moyens minimaux nécessaires pour combattre un phénomène qui prend des proportions éhontées. » Depuis le début de l'année, dans cette ville moyenne du Midi italien, cinquante crimes ont été commis. Le tremblement de terre et surtout les moyens mis par l'Etat à la disposition des sinistrés ont suscité une lutte à

mort entre ceux qui entendent bien s'acquiescer ces milliers. Au palais de justice, écrit la Repubblica, la rage et la méfiance règnent : « Il y a ici, déclare le secrétaire local de l'association des magistrats, une explosion de délinquance terrifiante. Or, nous sommes neuf en tout et pour tout tandis que la police dispose de vingt-six hommes et de deux voitures de patrouille. » Pour décrire le climat ainsi créé, le quotidien raconte que pour les funérailles du frère d'un mafieux notoire, tué dans un quer-apens, une petite ville a dû prendre le deuil et cesser toute activité durant une journée.

### KOLNER STADT-ANZEIGER

#### Papa poule aux manœuvres

Le quotidien de Cologne rapporte l'histoire suivante : « La Bundeswehr vient de prononcer un jugement digne de Salomon pour résoudre le problème d'un officier de réserve âgé de trente-huit ans qui était arrivé à la Glückauf-Kaserne d'Ulm en compagnie de son fils de quatorze ans pour participer aux manœuvres d'automne Cold Fire 82 de DORTMUND. Le père, technicien à domicile, affirmait qu'il n'y avait personne pour s'occuper du lycée durant la période des manœuvres.

« Les services compétents d'Arnsberg avaient rejeté la plainte contre l'appel qu'il avait déposé. Le commandant de la caserne reconnut que cet officier se trouvant dans une situation désespérée : il l'envoya, paraît-il, tremblant d'excitation, se faire examiner par le médecin militaire, qui constata qu'il était « mapte » à participer aux manœuvres pour des raisons de santé. Et c'est ainsi que le père et le fils purent rentrer à la maison. »



هكذا من الأصل

# CHRONOLOGIE

Septembre 1982 dans le monde

La chronologie par Philippe Boucher et Édouard Masurel paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

## ÉTRANGER

1. - **MEXIQUE** : Les banques privées, à l'exclusion des établissements étrangers, sont nationalisées et un contrôle généralisé des échanges est instauré pour faire face à la quasi-faillite financière du pays. (3, 4, 7, 8, 14 et 16).
1. - **POLOGNE** : Mort de Wladislaw Gomulka, dirigeant du pays de 1945 à 1948 et de 1956 à 1970 (2 et 8).
- 1-2. - **FRANCE-GRÈCE** : M. François Mitterrand se rend en visite officielle à Athènes, (du 1<sup>er</sup> au 6).
- 1-11. - **CHINE** : Le deuxième congrès du parti communiste chinois, réuni à Pékin, adopte la réforme des statuts du parti : le poste de président du parti disparaît, mais M. Hu Yaobang qui l'occupait reste le principal dirigeant en devenant secrétaire général. M. Hua Guofeng n'est pas réélu au bureau politique, et sur les 348 membres du comité central, 211 sont élus pour la première fois. Une « commission des conseillers » de 172 membres est créée, dont la présidence est attribuée à M. Deng Xiaoping, grand ordonnateur de ce congrès (du 1<sup>er</sup> au 15).
3. - **ITALIE** : Assassinat du général Carlo Alberto Dalla Chiesa et de sa femme. Il avait été nommé, le 2 avril, préfet de Palermo, chargé de coordonner la lutte contre la Mafia, qui serait responsable de l'attentat. Le 5, M. Emanuele De Francesco, chef des services secrets, lui succède. (du 5 au 13).
3. - **POLOGNE** : Plusieurs dirigeants du KOR (comité d'autodéfense sociale) sont mis en état d'arrestation : bien qu'internés depuis le 13 décembre 1981, ils sont rendus responsables des violences manifestées le 31 août, qui se sont poursuivies les 1<sup>er</sup>, 2 et 3, à Lublin où il y a eu 4 morts. D'autres incidents ont lieu, le 13, en particulier à Wrocław. (3, 4, 5-6, 8, 10, 16 et 18).
- 6-9. - **F.M.L.** : L'Assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, à Toronto, les banquiers s'inquiètent d'une possible asphyxie du système financier international. (du 5 au 10 et 14).
- 6-9. - **SUISSE** : Prise d'otages à l'ambassade de Pologne à Berne. Après l'arrestation des quatre membres du commando, qui s'étaient réclamés d'une « armée patriotique polonaise », les autorités helvétiques affirment qu'il s'agit d'un « acte essentiellement criminel ». (du 7 au 13 et 17).
8. - **PAYS-BAS** : Aux élections législatives anticipées, les socialistes obtiennent 47 (+ 3) des 150 sièges et redevennent le premier parti du pays. Mais la droite obtient une nette majorité grâce à la forte poussée du parti libéral conservateur (36 sièges : + 10) et malgré un tassement des chrétiens-démocrates (45 sièges : - 3) (7, 8, 10, 12-13 et 23).
10. - **DANEMARK** : M. Poul Schlüter (conservateur) forme un gouvernement minoritaire de centre-droit. Cette coalition a été formée après la démission, le 3, du cabinet social-démocrate minoritaire de M. Anker Jørgensen (4, 5-6, 9 et 12-13).
10. - **ESPAGNE** : Échec du premier tir commercial de la fusée européenne Ariane : après une défaillance du moteur du troisième étage, celui-ci et ses deux satellites sont détruits (11, 12-13, 14 et 29).
13. - **SUÈDE** : Mort de Marcus Wallenberg, magnat de la banque et de l'industrie (16 et 17).
14. - **ARGENTINE-GRANDE-BRETAGNE** : Londres et Buenos-Aires lèvent conjointement les sanctions financières édictées pendant le conflit des Malouines. Les sanctions commerciales restent en vigueur (14, 15 et 16).
14. - **MONACO** : Mort de la princesse Grace de Monaco après un accident de voiture dont elle et sa fille Stéphanie avaient été victimes la veille (du 14 au 20).
16. - **IRAN** : Sadegh Ghotbzadeh, ancien ministre des affaires

- étrangères de la République islamique, est fusillé pour « complot » (17).
- 16-20. - **FRANCE-GUINÉE** : La visite officielle en France du président Sekou Touré suscite des protestations contre les violations des Droits de l'homme en Guinée (11, et du 15 au 22).
  17. - **FRANCE-GRENADE** : M. Maurice Bishop, premier ministre de Grenade en visite à Paris, obtient l'accroissement de l'aide économique à son pays, le premier État socialiste des petites Antilles (17, 19-20 et 24).
  18. - **BELGIQUE** : Un inconnu tire contre des passants devant une synagogue dans le centre de Bruxelles. Quatre personnes sont blessées (19-20 et 21).
  19. - **SUÈDE** : Aux élections législatives, les sociaux-démocrates obtiennent 166 des 349 sièges (45,9 % des voix). Avec le soutien des 20 députés communistes, M. Olof Palme formera un gouvernement bourgeois le 8 octobre (du 17 au 21).
  22. - **SOCIÉTÉS MULTINATIONALES** : Le groupe néerlandais Philips et le groupe américain A.T.T. annoncent leur intention de coopérer dans le secteur des télécommunications. (24/IX et 1/X).
  - 22-25. - **CHINE-GRANDE-BRETAGNE** : A l'occasion de la visite de Mme Thatcher en Chine, des conversations sont engagées à propos de l'avenir du statut de Hong-Kong. (23, 24, 26-27 et 29/IX, 2/X).
  26. - **ALBANIE** : Une tentative de débarquement d'extrémistes albanais est mise en échec. (29 et 30).
  28. - **MONNAIE** : Le dollar atteint à Paris le niveau record de 7,18 francs. (12-13, 19-20, 28 et 29/IX, 3-4/X).
  30. - **CONSEIL DE L'EUROPE** : M. Mitterrand expose devant les parlementaires du Conseil de l'Europe les exigences et les devoirs des démocraties en matière de droits de l'homme. (30/IX, 1<sup>er</sup> et 2/X).
  30. - **FRANCE-ONU** : M. Mauroy, parlant devant l'Assemblée des Nations unies, attribue les « désordres » et « difficultés » du monde à l'« aveuglement des deux grandes puissances » et à « la montée des dogmes nationaux ». (1<sup>er</sup> et 2/X).

## Changement en R.F.A.

- Le 17, la démission des quatre ministres libéraux provoque l'écroulement de la coalition entre sociaux-démocrates et libéraux, au pouvoir en R.F.A. depuis 1969. La crise est née d'un désaccord sur le financement du déficit budgétaire.
- Ainsi que M. Helmut Schmidt demandait que soient organisées des élections anticipées, le parti chrétien-démocrate (C.D.U.) et le parti libéral (F.O.P.) s'entendent, le 20, pour déposer devant le Bundestag, le 1<sup>er</sup> octobre, une « motion de défiance constructive », ce qui permettrait à M. Helmut Kohl, président de la C.D.U., de devenir chancelier.
- Le 26, aux élections du Hesse, les libéraux n'obtiennent pas les 5 % de suffrages nécessaires pour être représentés à l'Assemblée régionale. Le S.P.D. ne perd qu'un siège et la C.D.U., qui demeure le premier parti du Land, n'a pas la majorité absolue. Les écologistes, avec 8 % des voix, conquièrent sept sièges.
- La 27, les chrétiens-démocrates et les libéraux concluent un accord de gouvernement (3, 10, 11 et à partir du 15).

Le 1<sup>er</sup>, alors que l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth s'achève, le président Reagan, précédé par le « temps d'un nouveau réalisme », présente de nouvelles propositions pour le Proche-Orient, qui cherchent à concilier les inquiétudes de Jérusalem et les droits légitimes des Palestiniens. Ces propositions sont aussitôt rejetées par le gouvernement israélien.

Le 5, Jérusalem autorise la création de nouveaux points de peuplement en Cisjordanie en opposition ouverte avec le « plan Reagan » qui recommandait le gel de la colonisation juive dans les territoires occupés.

Le 6, s'ouvre la « seconde phase » du douzième sommet arabe de Fès, suspendu en novembre 1981 en raison d'un désaccord sur le « plan Fahd ». Séules l'Égypte et la Libye ne sont pas représentées.

Le 9, la sommation s'achève par l'adoption d'un « plan de paix arabe » qui comprend huit points dont le septième (« Le Conseil de

sécurité garantira la paix entre tous les États de la région y compris l'État palestinien indépendant ») est considéré comme une « reconnaissance implicite » d'Israël. Jérusalem dénonce aussitôt l'intention des pays arabes de « parvenir à une destruction d'Israël par étapes ».

Le 11, le président égyptien Mubarak, de passage à Paris, exprime son soutien sans réserve à l'initiative « Reagan ».

Le 14, Bachir Gemayel, président libanais, est tué dans l'explosion du siège du parti phalangiste à Beyrouth. L'attentat n'est pas revendiqué.

Le 15, l'armée israélienne pénètre dans Beyrouth-Ouest. Malgré la résistance des milices progressistes libanaises, la capitale est entièrement occupée le 17.

Le 15 et 16, M. Yasser Arafat est à Rome. M. Bagin qualifie de « choquant » l'audience que le pape Jean-Paul II accorde, le 15, au chef de l'O.L.P.

Le 17, au Conseil de sécurité, Washington vote la résolution,

adoptée à l'unanimité, condamnant l'occupation de Beyrouth-Ouest par Israël.

Le 18, on apprend que plusieurs centaines de civils palestiniens viennent d'être massacrés dans les camps de Sabra et de Chatila, à Beyrouth-Ouest. La tuerie, perpétrée à 200 mètres des positions israéliennes, aurait été commise pendant trente-six heures par des miliciens phalangistes autorisés par les Israéliens à pénétrer dans les camps.

Le 19, le Conseil de sécurité condamne à l'unanimité ce « massacre criminel ». Le premier ministre libanais demande le retour rapide de la force multinationale d'interposition qui a quitté Beyrouth entre le 10 et le 13. En Israël, l'opposition travailliste réclame la démission de M. Begin et Sharon.

Le 21, M. Amrino Gemayel, frère aîné du président élu assassiné, est élu président du Liban au premier tour de scrutin par 77 voix et 3 bulletins blancs. Il entre en fonctions le 23.

Le 24, arrivant à Beyrouth encore occupée par l'armée israélienne, les premiers éléments du contingent français de la force multinationale de sécurité, composée de 3 800 soldats des États-Unis, de France et d'Italie. Les unités ne commencent à débarquer que le 29, lorsque les Israéliens auront totalement évacué Beyrouth.

Le 25, une manifestation de protestation, organisée à Tel-Aviv par le parti travailliste et le mouvement « La Paix maintenant », est la plus grande rassemblement de l'histoire d'Israël.

Le 28, le gouvernement israélien accepte de créer une commission d'enquête judiciaire sur les massacres de Beyrouth, après un premier refus, approuvé, le 22, par le Knesset.

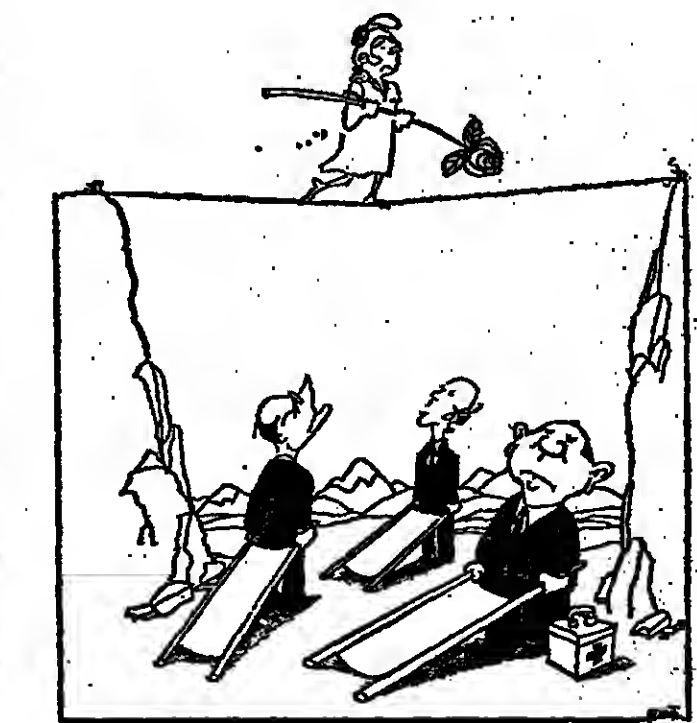
Le 30, à Beyrouth, les Libanais célèbrent la « rédemption », leur capitale, libérée par la guerre depuis sept ans (à partir du 3).

## FRANCE

5. - M. Jacques Lafleur est élu député R.P.R. de la Nouvelle-Calédonie avec 94 % des suffrages exprimés. Il s'est démis, le 6 juillet, pour protester contre le renversement de majorité au conseil de gouvernement (du 2 au 7 et 12 et 13).
8. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi sur la décentralisation dans les départements d'outre-mer qui prévoit la mise en place d'une assemblée unique élue à la proportionnelle en Guadeloupe, à la Réunion, en Martinique et en Guyane. Le 30, ce projet est adopté en première lecture par les députés (9, 10, 11 et 18/IX, 1 et 2/X).
10. - Quatre policiers sont impliqués après une fusillade, le 9, rue Rossini, à Paris, qui a provoqué un mort et trois blessés (du 10 au 17).
13. - M. Bernard Delpla, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), affirme dans un entretien accordé au Monde qu'« une partie de la haute hiérarchie policière organise le sabotage » de la police (14, 15 et 16).
17. - Cinqante et une personnes sont blessées par l'explosion de la voiture d'un diplomate israélien devant le lycée Carnot de Cardinet, à Paris-17<sup>e</sup>. Après ce nouvel attentat, revendiqué par les fractions armées révolutionnaires libanaises, M. Chirac est reçu longuement, le 21, par M. Mitterrand à qui il avait demandé audience pour s'entretenir avec lui de la sécurité des Parisiens (du 19 au 24).
17. - La police découvre deux importantes caches d'armes et d'explosifs et arrête treize personnes liées au mouvement dissous Action directe. Trois d'entre elles sont écrouées (19-20, 21 et 23).
20. - M. André Audinot, P.D.G. du Figaro, s'est (non inscrit) de la Somme, est inculpé d'infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 sur les entreprises de presse. M. Robert Hériat est inculpé de « droit de réponse » sur TF1 (du 21 au 28).
21. - Dans l'affaire des fausses factures de Marseille, six nouvelles inculpations sont prononcées, dont celle du directeur de la caisse d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône qui avait succédé, en mars, à René Lucet (24 et 25).
23. - Mort de Paul Winkler, directeur de France-Soir (25).
27. - Les évêques français publient une déclaration sur la conjoncture économique et sociale qui appelle à l'inventaire « de nouveaux modes de vie » (28 et 29/IX, 2/X).
- 27-29. - M. François Mitterrand effectue son troisième voyage en province dans la région Midi-Pyrénées. A Figeac, le 27, il appelle les Français à « retrouver le grand élan des moments forts de leur histoire » (du 26 au 30).
29. - Le conseil des ministres adopte un projet de loi qui vise à effacer par une amnistie toutes les dernières séquelles de la guerre d'Algérie (28 et 30/IX, 1 et 2/X).

## Vie des partis

1. - M. Jacques Chirac affirme à Nîmes que « l'expérience socialiste ne durera pas deux ans »



(Dessin de Pissarro - Septembre 1982)

et évoque l'éventualité d'élections législatives anticipées. (du 2 au 8).

2. - M. Raymond Barre dénonce « l'échec cinglant » du gouvernement. Il affirme, le 17, à Marseille, que « verbiage et gaspillage sont les deux maux de la généralité socialiste ». (5-6, 10, 14 et 19-20).
- 11-12. - A l'occasion de la Fête de l'Humanité, le parti communiste appelle à une mobilisation des travailleurs « pour la réussite d'une politique nouvelle ». Le 17, le P.C.F. demande au gouvernement de ne pas céder à la « pression de la droite et du patronat ». (3, 7, 10, 12-13, 14 et 18).
- 11-12. - Le comité directeur du parti socialiste, réuni à Paris, décide de lancer une campagne nationale pour susciter l'adhésion populaire à la politique économique du gouvernement. (11, 12-13, 14 et 18).
13. - Le Club de l'Horloge, animé par des militants du R.P.R. et de l'U.D.F., publie « Échecs et leçons du socialisme », ouvrage destiné à servir d'argumentaire à l'opposition dans la lutte contre la majorité. (15 et 17).

## Un choix d'enquêtes et de reportages

- AMÉRIQUE CENTRALE** : Le drame des réfugiés salvadoriens (2 et 3).
- MÉDECINE** : Comprendre et traiter le cancer (8, 9 et 10).
- JAPON** : Tempête sur l'histoire (11 et 12-13).
- PROCHE-ORIENT** : Le terrorisme : une folie contre le martyre et l'utopie (15, 16 et 17).
- SCIENCES** : Les lasers, techniques d'avenir d'enrichissement de l'uranium (15).
- ÉCONOMIE** : Les pays industrialisés s'interrogent sur la source de la crise (21).
- U.R.S.S.** : La conquête de l'est du pays (24, 25 et 26-27).
- RELIGION** : L'Opus Dei, un mystérieux catholicisme intégral (28 et 29).

- Pantlin, à Paris, pour démentir la politique économique et sociale du gouvernement (15).
14. - **EMPRUNT** : L'État lance son troisième emprunt de l'année, d'une durée de sept ans, d'un montant de 10 milliards de francs, au taux de 15,75 % (1, 19-20 et 22-27).
  15. - **FRANC** : Pour mieux défendre le franc contre les attaques dont il est l'objet, le Trésor se fait ouvrir pour dix ans une ligne de crédit international de 4 milliards de dollars auprès de banques étrangères. (16, 17 et 22).
  15. - **FISCALITÉ** : Les modalités d'application de l'impôt sur la fortune sont associées : l'outil de travail est exonéré jusqu'en juin 1985. (16 et 17).
  27. - **SOCIAL** : Après leur première rencontre au sommet depuis le 29 janvier 1980, la C.G.T. et la C.F.D.T. conviennent de rechercher « des positions communes convergentes sur des objectifs précis ». (24, 26-27 et 29).
  29. - **SÉCURITÉ SOCIALE** : M. Bérégovoy présente le plan de redressement de la Sécurité sociale, destiné à équilibrer les comptes jusqu'à la fin 1983, sans augmentation des cotisations salariales ou patronales. Il est envisagé d'instaurer un forfait journalier à l'hôpital ainsi que des « vignettes » sur le tabac et l'alcool (25 et 30/IX, 1 et 2/X).
  29. - **SOLIDARITÉ** : Le conseil des ministres adopte un projet de loi qui prévoit, pour les fonctionnaires, une contribution de solidarité temporaire pour l'emploi. (17).
  30. - **SOCIAL** : A l'occasion de la journée nationale de protection des professions libérales et des professions de santé, cinquante mille personnes défilent à Paris. (du 28/IX au 3-4/X).

## CULTURE

3. - Inauguration à l'École-sur-la-Sorgue (Vaucluse) du musée-bibliothèque René-Chabrier (3 et 5-6).
4. - Mort de Béatrice Bréty, comédienne (8 et 10).
8. - Le Lion d'Or du Festival de Venise est attribué à « Fata Morgana » de Wim Wenders (R.F.A.) (du 29-30/VIII au 10/IX).
10. - Mort d'Albert Soboul, historien (14).
11. - Mort de Wilfredo Lam, peintre cubain vivant à Paris (14).
15. - Mort de Christian Ferras, violoniste (17).
17. - La « Tribune Autonome de l'audiovisuel » désigne les présidents des sociétés de radio et de télévision : M. Pierre Desgranges est maintenu à Antenne 2 et M. Bernard Lathuille à la S.F.P. M. Michel May est nommé à TF1, M. Jean-Henry Huet à FR3, et M. Jean-Noël Jeanneney à Radio-France (du 18 au 22).
18. - Première exposition internationale de France de Bonaventure Collet au Festival de Berlin de Lyon (21-24 et 28).
27. - Première de l'Opéra de Paris d'« Eugène Onéguine » de Tchaïkovski, interprété par Galina Vishnevskaya, qui fait ses adieux à la scène, et dirigé par Mstislav Rostropovitch (29).





LEONARD FREED/MAGNUM

## CLEFS

# La résurrection de Franz Rosenzweig

Soixante ans après sa parution en Allemagne, *l'Etoile de la Rédemption* de Franz Rosenzweig, l'un des grands textes de la pensée juive, est enfin traduit en français.

**L'**UN des grands textes de la pensée juive — *l'Etoile de la Rédemption*, de Franz Rosenzweig — vient d'être traduit en français, plus de soixante ans après sa parution en Allemagne. Au même moment paraît — au Seuil également — un ouvrage consacré à Franz Rosenzweig : *Système et Révélation*, par Stephan Moses. Très influencé par Hegel et aussi par l'expérience dramatique de la guerre de 1914, Franz Rosenzweig estime que, lorsqu'un peuple s'identifie à une nation ou un Etat, il est condamné à la violence et à la guerre. Aussi, pour lui, la seule façon pour le peuple juif d'échapper à la destruction et de devenir éternel est de se retirer de l'histoire.

Stephan Moses et Jean-Louis Schlegel (qui fut, avec Alec Derczanski, un des auteurs de la traduction de cet ouvrage) évoquent ici la vie et la pensée de ce philosophe retrouvé.

• Qui est Franz Rosenzweig ?

— **STEPHAN MOSES.** — Il est né en 1886 à Cassel, ville de moyenne importance de l'Allemagne centrale, dans une famille de la bourgeoisie juive assimilé. Il commence par faire des études de médecine sur les conseils de son père, et, au bout de quelques trimestres, visiblement pas fait pour ça, ce jeune homme extrêmement doué opte pour la philosophie et l'histoire. Il se met à travailler à l'université de Fri-

bourg à une thèse sur Hegel. Il fréquente à l'époque un certain nombre d'amis chrétiens, dont la plupart d'ailleurs sont des juifs convertis au christianisme, soit directement, soit issus de parents convertis. Avec eux, il développe un cercle de pensée sur les problèmes religieux.

• A un moment de sa vie, très jeune — en 1913, — il est tenté de se convertir au christianisme. Après une période de doute, de scepticisme, il est convaincu par son meilleur ami de l'époque, Eugen Rosenzweig, que la seule façon d'échapper au nihilisme et au désespoir, c'est d'adopter une vision du monde religieuse. Or, pour lui, il n'y a pas en Europe d'autre religion pensable que le christianisme. Il envisage donc une conversion, au grand désespoir de ses parents. Mais il décide, avant de faire le pas crucial, d'assister à un office de Yom Kippour. Non pas chez lui, à Cassel, mais à Berlin où il fait ses études.

• Il se rend donc à Berlin dans une petite synagogue orthodoxe. On ne sait pas ce qui s'est passé pendant cette journée de Kippour. Mais le lendemain, il écrit à un de ses meilleurs amis : « Je ne me convertirai pas au christianisme, je resterai juif, parce que ce n'est plus utile, ce n'est plus nécessaire. » Que voulait-il dire par là ? Il s'en explique dans la même lettre. Il dit : « J'ai pensé qu'en Occident la religion, c'était le christianisme, que la seule façon d'arriver au Père, à Dieu comme Père, c'est de passer

par le Fils, selon les termes de la théologie chrétienne. Et puis, j'ai découvert que les juifs n'avaient pas besoin d'accéder au Père, parce qu'ils y étaient déjà. »

— Dès le lendemain de cet office, il y a cette intuition qui va être au cœur de l'œuvre...

• **STEPHAN MOSES.** — Oui. Cette journée de Kippour, qu'il a perçue comme un événement d'ordre mystique, mais fondé sur une expérience que tout juif peut faire aujourd'hui, cette journée où la communauté s'abstrait du monde et s'isole dans la prière, a été pour lui une révélation. Elle montrait une image du peuple juif dans ce qu'il a de plus haut, de plus détaché des réalités historiques. Et il a pensé qu'un peuple qui possède cela n'a pas besoin d'aller chercher sa spiritualité ailleurs.

• En 1914 éclate la première guerre mondiale, et Rosenzweig s'engage dans l'armée allemande, d'abord comme infirmier, puis comme canonier dans l'artillerie. Il fait toute la guerre dans les tranchées des Balkans. C'est là que sa pensée mûrit, se cristallise, jusqu'au moment où, la dernière année de la guerre, en 1918, il se met à rédiger, sur des cartes postales qu'il envoie à sa mère, cette œuvre — *l'Etoile de la Rédemption* — qu'il écrira en six mois et qu'il terminera en février 1919.

— Jean-Louis Schlegel, comment peut-on imaginer qu'un livre d'une telle force ait été écrit au départ au dos de cartes postales ?

— **JEAN-LOUIS SCHLEGEL.** — C'est effectivement inimaginable. C'est ce qui fait penser que Rosenzweig possédait dans sa tête ce livre qui est très difficile, mais qui est aussi systématique, construit avec une extraordinaire rigueur. On peut retrouver des traces. Il y a une lettre à Irenberg — un de ces jeunes gens dont on parlait tout à l'heure, avec qui il discutait — qui contient déjà toute l'architecture du *Stern*. Qu'une lettre de vingt pages puisse se développer en six mois en un livre de 500 pages, il y a là quelque chose d'étonnant, qui montre une puissance spéculative et intellectuelle tout à fait exceptionnelle.

### L'écroulement de la civilisation chrétienne

• Je ne vois qu'un précédent, c'est la *Phénoménologie de l'esprit*, de Hegel, qui a aussi été écrit, d'un seul jet, sur des bouts de papier. Ce genre de livres, tout systématiques et spéculatifs qu'ils soient, sont en eux-mêmes une expérience d'écriture mystique. Je ne vois pas comment expliquer autrement cette force visionnaire.

— Le premier ouvrage que Rosenzweig publie, c'est sa thèse de philosophie consacrée à Hegel. Et *l'Etoile* partira d'une critique systématique de Hegel. Le livre ne rejoint le judaïsme que par ce biais...

— **STEPHAN MOSES.** — Je ne dirais pas que la critique du politique chez Hegel est la seule façon qu'a ce livre de rejoindre le judaïsme. C'est un livre qui est issu d'une inspiration juive évidente. Simplement, la critique du politique est un point très important du livre. Et c'est directement lié à l'expérience de la guerre qu'a faite Rosenzweig. Comme beaucoup d'hommes de sa génération, il a vécu la guerre de 1914-1918 comme une catastrophe. Pour lui, c'était l'écroulement de l'Europe, de la civilisation occidentale qui se condamnait elle-même. C'était aussi, dans une certaine mesure, l'écroulement ou en tout cas une grave remise en question de la civilisation chrétienne. Puisque, pour lui, la culture occidentale, c'était la culture chrétienne.

• Voilà le point de départ de son livre. Quelle conclusion en a-t-il tirée ? Il s'est dit : puisqu'être une nation, un Etat, c'est être condamné à faire la guerre, la seule façon de ne jamais disparaître pour un peuple, de rester éternel, c'est de se retirer et de vivre dans une tour d'ivoire spirituelle. Voilà la définition, pour lui, du peuple juif. C'est ainsi que la critique de l'histoire s'articule avec la vision du judaïsme.

— Cette critique de Hegel est-elle déjà perceptible dans sa première thèse ?

— **STEPHAN MOSES.** — Son premier livre, qui s'appelle *Hegel et l'Etat*, est une œuvre très universitaire, qui raconte l'évolution de la philosophie politique de Hegel. Il y a déjà des

réserve à l'égard de celui-ci. Pour Rosenzweig, l'analyse que fait Hegel de l'histoire européenne est néfaste, parce que fondée sur l'idée qu'un peuple, une nation, ne se réalisent que dans le cadre d'un Etat. Or, pour Rosenzweig, déjà, à ce moment-là même, s'il ne le dit pas de manière aussi affirmée que dans *l'Etoile*, l'Etat est forcément porteur de violences, de révolutions et de guerres.

— **JEAN-LOUIS SCHLEGEL.** — Pour Hegel, l'Etat est ce qui réalise dans le monde moderne la liberté d'un peuple et même d'une certaine manière sa vérité. Or Rosenzweig critique cette idée. Il dit : l'Etat moderne est finalement autoritaire, nationaliste. La modernité fait émerger des Etats peut-être démocratiques au sens de Hegel, mais ce sont des Etats qui s'opposent, donc qui aboutissent à la guerre.

• Plus tard, Rosenzweig développera sa critique en affirmant que l'Etat ne fait pas la paix à l'intérieur, comme le prétend Hegel. L'Etat est constamment un Etat de guerre, entre des transitions du droit. L'Etat, étant toujours obligé d'être médiation entre des droits différents et des droits qui se succèdent, est une violence intrinsèque à l'égard des citoyens.

• La difficulté, c'est que — du coup — on ne voit pas très bien ce qu'est le politique chez Hegel, sinon quelque chose d'absolument négatif. Peut-être un pis-aller où l'homme doit vivre.

SALOMON MALKA.

(Lire la suite page X)

سكنى من الامم



# La résurrection de Franz Rosenzweig

(Suite de la page IX.)

— STEPHAN MOSES. — La critique de l'État chez Rosenzweig n'est pas un refus, c'est une critique de l'État. Dans une lettre écrite vers 1922 à un jeune ami disciple qui lui dit : « Mais alors, vous êtes anarchiste, vous refusez l'État ? », il répond en gros : « Pas du tout, vous n'avez rien compris. L'État est indispensable. Simplement, je décris comment il fonctionne. L'État ne peut pas fonctionner sans violence interne et externe ». Il ne refuse donc ni la politique, ni l'État. Mais il dit : cela, c'est la structure de l'histoire universelle ; le peuple juif, lui, vit en dehors de l'histoire universelle. Il est évident qu'il y a là un point très discuté : ce n'est pas vrai que le peuple juif a vécu toute son existence en dehors de l'histoire...

**Le juif est le seul pacifiste**

— L'autre grande idée du livre, est que judaïsme et christianisme sont les deux pôles d'une même vérité.

— JEAN-LOUIS SCHLEGEL. — Dans le statut respectif

accordé au judaïsme et au christianisme, il y a une idée extrêmement originale. Le judaïsme est un peuple déjà éternel, peuple déjà présent, cette éternité, et, peuple hors de l'histoire. C'est ce qui permet à Rosenzweig de dire que le juif est le seul pacifiste véritable, dans la mesure où, étant hors de l'histoire, il n'est pas non plus confronté à la guerre que n'arrivent pas de se livrer les peuples. Les chrétiens sont au contraire le peuple qui poursuit sa marche à travers l'histoire.

— Est-ce que Rosenzweig dirait que les chrétiens portent le judaïsme au bout du monde ? L'expression ne figure pas chez lui, mais c'est bien une idée fondamentale du livre, qui est que cette vérité, que le juif possède, le chrétien la porte au bout du monde, tout ce ne l'ayant pas encore pour lui-même. Il ne l'a pas, mais il l'annonce, il la porte, il la cherche.

— Du coup, le chrétien est constamment contaminé par le païen. Le baptême qu'il a reçu — puisque on ne naît pas chrétien, on le devient — cette grâce baptismale risque constamment d'être perdue sur les routes de la

vie chrétienne à travers le monde païen, parce que, constamment, il y a une espèce de dialectique de la conversion, qui fait que ce que le chrétien fait auprès du païen, le païen le lui rend bien. D'où cette contamination chrétienne. Le calendrier universel est chrétien, et en même temps le chrétien se mêle aux fêtes païennes.

— STEPHAN MOSES. — Le livre de Rosenzweig est fondé sur une intuition qui n'est pas clairement explicitée mais qui est sous-jacente, à savoir que l'existence humaine est fondamentalement religieuse. Quel qu'il soit, à quel que culture qu'il appartienne, l'homme se définit par sa place, par sa situation vis-à-vis des autres hommes, de soi-même et de Dieu. Et cela est aussi valable pour la culture qu'il appelle païenne — c'est-à-dire la culture grecque, la culture antique — que pour le judaïsme et le christianisme. L'homme est un être en relation avec une transcendance.

— Ce que le judaïsme et le christianisme ont de commun, aux yeux de Rosenzweig, c'est une idée qu'on appellerait aujourd'hui d'un mot terriblement usé — comme dit Levinas — l'amour. Pour lui, dans la pensée

on jodéo-chrétienne, dans la pensée antique, mythologique, hellénique, l'homme, le moine et Dieu sont des réalités qui sont perçues séparées les unes des autres. L'homme vit enfermé en lui-même. Le monde est une réalité qui reste extérieure. Et si on pense à Dieu, ou aux dieux, ils sont quelque part très loin, on ne sait pas très bien ce qu'ils font.

— Ce que judaïsme et christianisme sont venus apporter, c'est l'idée de la négation de l'homme par lui-même ou de Dieu par lui-même au profit de quelque chose d'autre : l'idée du sacrifice de soi, d'être prêt à s'oublier.

**Attendre le Messie sans rien faire**

— Dans la vision du monde, dans la religiosité juive et ensuite chrétienne, l'homme est invité à ne pas penser qu'à lui, mais au prochain, et même à penser au prochain avant de penser à lui-même. Le Dieu du judaïsme et du christianisme ne pense pas qu'à lui ; il s'occupe des hommes...

— C'est cette idée qui est la plus actuelle. Parce que, aujourd'hui, la grande philosophie à la mode, c'est de dire : je fais ce que je veux quand je veux, mon corps est à moi... Chez Rosen-

zweig, c'est le contraire. Le monde n'est pas à moi, Dieu ne m'appartient pas. Je suis au service de quelque chose.

— Sur ce point de rencontre entre les deux religions, n'y a-t-il pas une espèce de syncrétisme ou de symbiose judéo-chrétienne de type œcuméniste...

— STEPHAN MOSES. — C'est le contraire du syncrétisme. Parce que syncrétisme veut dire mélange, confusion, et chez Rosenzweig, les deux religions, les deux civilisations, du judaïsme et du christianisme, sont entièrement séparées. Elles ont deux vocations totalement différentes. Celle du peuple juif est d'être en dehors de l'histoire et d'attendre que le Messie vienne, sans rien faire et attendant. Tandis que celle du christianisme est d'agir dans le monde, de faire que le monde change, devienne meilleur. Le peuple juif donne l'exemple et la chrétienté est chargée de l'appliquer.

— Mais cette conception est assez éloignée de celle que le christianisme se fait de sa relation avec le judaïsme, et, de tout cas, de la conception que l'orthodoxie juive se fait de sa place dans le monde.

— Comment expliquer ce long silence en France autour de cette œuvre ?

— STEPHAN MOSES. — Il y a des explications historiques très simples. Le livre a été publié en 1921. Il n'y avait pas, en 1921, en Allemagne, de public pouvant comprendre cette œuvre beaucoup trop en avance ou beaucoup trop déphasée par rapport aux préoccupations de l'époque. Le livre a été vendu, je crois, à cinq cents exemplaires. Et Rosenzweig lui-même a souffert du fait que ses plus proches amis ne l'ont pas lu, ou s'ils l'ont lu, ne l'ont visiblement pas compris. Rosenzweig est mort en 1929. La diffusion d'une œuvre aussi importante prend du temps. Il aurait fallu qu'après sa mort, le public puisse l'assimiler. Or, en 1933, c'est la montée du nazisme et l'écroulement du judaïsme allemand. La pensée de Rosenzweig a été totalement occultée dans le monde entier.

— La redécouverte d'un philosophe oublié, soixante ans après, est une chose très rare. C'est la chose dont on rêve, mais qui n'arrive pas tous les jours. Pour moi qui ai travaillé depuis très longtemps sur Franz Rosenzweig, c'est un peu comme si j'assistais à la résurrection d'un mort.

SALOMON MALKA.

## Allons-nous jeter nos microsillons ?

Face à l'offensive du Compact Disc à lecture laser, nos microsillons d'aujourd'hui ne vont-ils pas rejoindre au grenier les vieux 78 tours ? En tous cas le microsillon ne va pas se laisser faire. Le Monde de la Musique a procédé à des écoutes comparées de ces microsillons gravés selon de nouvelles procédures. Il vous livre ses conclusions.

Fin octobre débute sur TF1 la diffusion du "Mozart" de Marcel Bluwal, six épisodes d'une heure et demie co-produits par seize pays, la vie du musicien contée par le menu. Mais à propos, existe-t-il encore des compositeurs-enfants prodiges à une époque où la composition semble d'abord une affaire de technique et d'expérience ?

Le Monde de la Musique d'octobre vous invite à suivre l'évolution de la voix. Vous partirez de l'homme des cavernes pour arriver aux ordinateurs qui chantent, en passant, entre autres, par les castrats de l'opéra vénitien, les "coffres" surpuissants de Bayreuth, et les



recherches de jeunes Américains pour retrouver la voix diphonique des moines tibétains.

Invité d'honneur au Festival d'automne, le grand chorégraphe américain Merce Cunningham vient en France avec de nouveaux ballets. Simultanément sort le film de Benoît Jacquot, "Merce Cunningham au travail" réalisé à New York. Le cinéaste raconte comment il a vu et compris son modèle.

A ne pas manquer non plus, un portrait du pianiste Dinu Lipatti, un article sur Roland de Lassus, une étude sur le Rebetic qui est la source authentique du Sirtaki, etc...

Ce mois-ci, le Monde de la Musique a écouté, commenté et étoilé 163 disques dont 9 sont les "chocs du mois".

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

**Le Monde de la Musique d'octobre 15F chez votre marchand de journaux**

**Le Monde de la MUSIQUE**  
Télérama

## POÉSIE

JACQUES DUPIN

Jacques Dupin — qui est né en 1927 en Ardèche — a notamment publié *Gravir, L'Embrasure et Dehors* (Gallimard). Il a beaucoup écrit sur l'art contemporain et a composé une pièce de théâtre, *L'Ebonement* (Gallimard). Après un accident de voiture, le poète, qui s'était tu pendant deux ans, s'est retrempé dans une écriture mince et ouverte. Ces fragments, distincts, du retour à la vie empruntent leur titre à une phrase des *Illuminations*. Rimbaud demandait : « Pourquoi une apparence de soupirail blémirait-elle au coin de la voûte ? ».

CHRISTIAN DESCAMPS.

### Une apparence de soupirail (extraits)

« Je puis bien dire que je ne commençai de vivre que quand je me regardai comme un homme mort. »

J.-J. Rousseau.

D'un fil à l'espace, interminablement. Sans désagréger le tissu de la nuit ouverte. Sans interrompre leurs cris concertants...

Vacillant, découvert... Comme s'il n'avait plus besoin d'un nom pour être perdu.

Il écoute la lumière patiemment le rejoindre. La lumière, patiemment l'absoudre...

Ecrire comme si je n'étais pas né. Les mots antérieurs : écartés, dénués, aspirés par le gouffre...

Ecrire sans les mots, comme si je naissais...

Un rouble de rapaces, immobile, au milieu du ciel. Je dors. Je suis vivant. Prêt à fondre. Du milieu du ciel... ou du bord. Sans nuages, sans un haut-le-cœur...

Signets de lumière, doigts écartés, cloisons repeintes : avant de mourir...

Avant d'atteindre le nœud de bois de la mort impossible. Euf, ou météorite, dans le sable, dans la voûte...

Je plonge un coin de fer entre tes épaules, roc abrupt, douleur mercenaire : les amandiers se couvrent de fleurs...

Fluctue le nord, Fluctue le pas dévasté... Travail inverse des yeux et du bras. Sous le tissu des lignes, du retour. Nuit claire, selon l'aiguille...

J'étais pour elle sous l'écaille, l'ail immense et bleu, d'un caméléon de préhistoire. La lucidité d'avant l'immersion...

Il compte les arbres jusqu'à la source. Son balbutiement allège la jonchée des feuilles...

Un enfant. Un enfant perdu, — sauvé... Un corps léger, râclant le fond de la mer...

Le sentier de montagne, le simple, le nu... Imprégné de la couleur du ciel. Le sentier perdu, effacé... Ecrit à travers les flammes... Tourneboultant la frayeur sublime des chevrons...

Une vieille sur son stant, toutes ses forces regroupées en un seul fil de laine rouge... Elle ajuste le point de crochet, à l'infini, simplement. — Du nez de ses phalanges grises. A l'écoute de l'intensité...

Cette lame de sommeil profond qui se glisse dans chaque phrase éveillée. Epaisseur d'humus, sur la face du soleil...

L'expérience de l'infiltration de la mort. Suintements par les fissures de la roche...

Au pied des lavas, la violette, le balbutiement. Au fond de l'eau, la parole, — écartant les herbes de ton visage...





PARI

## Un hebdo socialiste au pays de Reagan

Comment peut-on être socialiste au pays de Reagan et de la libre entreprise ?

C'est la gageure lancée par la vaillante petite équipe d'I.T.T.

N These Times (1) est le seul hebdomadaire socialiste et indépendant de l'Amérique des années 80. Ses rédacteurs ne cachent pas leur sympathie pour le P.S. français, le P.C. italien, le parti de Papandreu et le syndicat de Lech Walesa. Bien qu'il soit libre de toute attache politique ou syndicale, *In These Times* — I.T.T., pour les familiers — soutient les positions syndicalistes comme William Winpisinger, le président de l'A.M. (le syndicat des machinistes), qui s'est toujours proclamé socialiste, et encourage tout regroupement de force socialiste ou social-démocrate en Europe comme aux Etats-Unis.

Créé il y a cinq ans, I.T.T. tire à 25 000 exemplaires. C'est peu face aux millions de *Times*, *Newsweek*, *U.S. News & World Report*, diffusés aux Etats-Unis et dans le monde ! L'équipe de cette publication, installée à Chicago, rêve pourtant d'en faire l'organe d'un grand mouvement socialiste à l'américaine. Il y a des précédents. En 1895, paraît l'*Appel à la raison* : cinq ans plus tard, le journal passe le cap des 25 000. En 1912, porté par un puissant courant socialiste, il compte 760 000 abonnés. Alors, pourquoi ne pas espérer ?

Comment être socialiste aux Etats-Unis ? Il faut d'abord éviter deux écueils : le sectarisme des groupuscules marxistes-léninistes ou autres, qui vont de scission en scission ; d'autre part, le moralisme de la nouvelle gauche, héritage ancestral du libéralisme américain, toujours prête à s'enflammer pour une cause soulevée de son contexte : luttes de consommateurs, de contribuables, de locataires, engagement dans le mouvement féministe aujourd'hui, portoricain hier, afro-américain avant-hier.

A la question inversement posée par Werner Sombart (2) :

« Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux Etats-Unis ? », on ne peut plus se contenter de répondre, comme au début du siècle : « parce que la société américaine a un pouvoir exceptionnel d'intégration — on dirait aujourd'hui : de réupération. C'est aussi parce que la pensée, à gauche, se laisse prendre, tour à tour, dans le dogmatisme et le spontanéisme. Seule une pensée théorique, ancrée dans la réalité américaine, peut s'imposer. Aux Etats-Unis, comme ailleurs, le socialisme doit être indigène. »

### Une contre-droque

C'est à cette tâche que s'attellent les rédacteurs d'I.T.T. Maintenir l'équilibre entre la rigueur d'analyse et le pluralisme des idées n'est pas facile dans une publication trimestrielle ou mensuelle. Mais offrir, chaque semaine, à chaud, en marge des médias dominants ou contre eux, une lecture critique et pourtant non systématique des événements est une gageure. I.T.T. est un anticorps, une contre-droque utilisée essentiellement par des intellectuels (50 % des abonnés ont au moins une licence), des femmes (40 % des lecteurs), des responsables syndicaux ou politiques, au sommet comme au bas de la hiérarchie.

Le premier ingrédient d'un journal socialiste en Amérique est la présence du mouvement ouvrier. Bien sûr, on est conscient des limites du syndicalisme officiel, mais on ne tombe pas pour autant dans le romantisme « basiste » — même si le point de vue du militant de base est souvent donné. On sait que le conservatisme est parfois au sommet, mais qu'il existe aussi à la base. L'essentiel est d'isoler ce qui est progressiste dans une démarche et d'encourager toute forme de démocratie et de participation réelle. Pas de socialisme sans syn-

dicalisme. Cette évidence est loin d'être partagée par la gauche américaine.

Pas de socialisme non plus, sans la reconnaissance de la complexité de la classe ouvrière. L'expansion des cols blancs dans les années 60, comme l'explosion des services dans l'actuelle décennie, masque la dégradation constante des conditions de travail de l'ensemble des salariés. Le lecteur d'I.T.T. découvre, à l'occasion d'exemples concrets, ce qu'il y a de commun dans la conditions des immigrants illégaux, des employés de bureau, des travailleurs de l'automobile et des chômeurs.

Autre thème : le contrôle social de l'investissement. Et non pas nécessairement l'appropriation par le secteur public, encore que, curieusement dans ce pays de la libre entreprise, une fraction importante de la population — au moins 25 % — soit favorable, d'après les sondages, à la municipalisation de l'électricité, du gaz et du téléphone. Il est vrai que, dans les cas relativement nombreux où ces services relèvent des collectivités, les coûts sont nettement moins élevés.

Mais l'objectif essentiel d'un hebdomadaire socialiste au pays de Reagan est de familiariser les Américains avec des approches non capitalistes, et de créer les conditions minimales d'une coalition entre socialistes et sociaux-démocrates. Si les premiers sont encore rares, les seconds sont nombreux dans les conseils municipaux, les chambres hautes et basses — à Washington et dans les divers Etats. Tom Hayden, ancien héros de la nouvelle gauche, est aujourd'hui au centre d'un puissant mouvement social-démocrate — *Campaign for Economic Democracy* — qui conquiert plusieurs municipalités californiennes dans les années 70 et qui entend s'imposer au niveau national dans l'actuelle décennie.

Tout en s'intéressant aux pays en voie de développement, I.T.T. ne cède pas — contrairement à la plupart des autres publications de gauche — à l'identification aux causes tiers-mondistes. Cette variante internationaliste du moralisme américain conduit trop souvent à des prises de position généreuses — mais décalées par rapport aux objectifs de la majorité des Américains, même de gauche. D'autre part, comment s'engager dans un dialogue Nord-Sud constructif sans avoir, au préalable, remis de l'ordre dans son propre pays. La lutte contre les inégalités doit être menée simultanément à l'intérieur et à l'extérieur. Ainsi s'explique la place importante donnée à la politique intérieure des pays européens.

### Sous le signe de la rigueur

Sur le plan militaire, on trouve bien sûr la dénonciation de l'interventionnisme américain — et soviétique : un certain accueil aussi aux thèses neutralistes et même aux mouvements pacifistes en Europe. Mais c'est à propos du réarmement qu'est proposée une approche plus offensive. I.T.T. inaugure une réflexion globale sur une nouvelle répartition des dépenses fédérales dans la société d'après l'opulence et sur une conception autre de la sécurité à l'âge du risque nucléaire.

Tout cela fonctionne sous le signe de la rigueur. Rigueur de la pensée, mais aussi des moyens : une petite équipe autour du rédacteur en chef James Weinstein, auteur d'une excellente étude sur le réformisme américain (3) ; trois rédacteurs adjoints : John Judis (politique intérieure), David Moberg (mouvement ouvrier), Pat Aufderheide (pages culturelles). Un

seul correspondant permanent — en Europe (Diana Johnstone).

Il y a en tout dix-huit permanents — y compris les responsables de la gestion, de la publicité, et de la fabrication. Les salaires sont, à responsabilité égale, deux fois moindres, par exemple, qu'au *New York Times*, mais deux fois plus élevés qu'au *Guardian*. Le déficit annuel — 200 000 à 300 000 dollars, soit 20 % du chiffre d'affaires — est comblé par des subventions — syndicats, fondations — et surtout par les lecteurs eux-mêmes, organisés en comités de soutien. Pour réduire les frais, le journal appartient officiellement à une fondation — cette année I.P.S., Institute for Policy Studies, l'un

### La presse de gauche aux Etats-Unis

Il y a d'un côté les vestiges de la vieille gauche communiste ou marxiste-léniniste, isolée dans son sectarisme. Sur le côté Est, le *Daily World* (P.C.) et, à San-Francisco, le *Peoples World*, également communiste, qui tente de sortir de son ghetto. Le *Militant*, organe du S.W.P. (Socialist Workers Party), qui connut son apogée dans les années de lutte contre la guerre au Vietnam. Le *Guardian*, enfin, qui se dit indépendant bien que son essor soit associé au parti progressiste de la fin des années 40, et qu'il exploite, non sans démagogie, le point de vue des « masses ». Le tirage de ces journaux oscille aujourd'hui entre 5 000 et 15 000 exemplaires.

En face, du côté de la gauche non sectaire, quelques publications, anciennes ou récentes, qui se déclarent socialistes, radicales ou libérales de gauche. La plus ancienne, la plus prestigieuse, créée en 1885, est *The Nation*, qui tire à 40 000 exemplaires. Diffusée dans l'intelligentsia des grandes villes, elle contient des études de fond sur la politique intérieure et étrangère des Etats-Unis, ainsi que sur la société et la culture contemporaines.

Fondé en 1909 par Bob La Follette, *The Progressive* a une diffusion équivalente, mais s'interroge, plus spécialement sur les problèmes nucléaires, civils et militaires, ainsi que sur la qualité de la vie. Créé au début des années 70, *Mother Jones*, en format tabloïd, porte le nom de la célèbre syndicaliste américaine. On y trouve des enquêtes spectaculaires sur les valeurs de la mort (la « Pinta ») ou sur l'essor du conservatisme à une époque où personne n'en est conscient.

A signaler également deux revues trimestrielles : *Working Papers for a New Society*, qui propose, au-delà d'analyses inspirées par un marxisme très ouvert, des alternatives concrètes, enfin *The Socialist Review*, où sont posés, en termes plus théoriques, et souvent par des collaborateurs communs — universitaires et journalistes, — les problèmes de la gauche.

P. D.

### ACTUELLES

#### La tyrannie

« Il est naturel que la tyrannie ne prenne naissance d'aucun autre gouvernement que du gouvernement populaire, c'est-à-dire, n'est-ce pas ? que de l'extrême liberté nait la servitude la plus complète et la plus atroce. [...] »

« De même quand le chef du peuple, trouvant la multitude dévouée à ses ordres, ne sait point s'abstenir du sang des hommes de sa tribu, quand, par des accusations calomnieuses, méthodes chères à ses pareils, il les traîne devant les tribunaux et souille sa conscience en leur faisant ôter la vie, qu'il gâche d'une langue et d'une bouche impies le sang de ses parents, qu'il exile et qu'il tue, et fait entrevoir le retranchement des dettes et un nouveau partage des terres, n'est-ce pas dès lors pour un tel homme une nécessité et comme une loi du destin ou de périr de la main de ses ennemis, ou de devenir tyran et d'être changé en loup ? [...] »

« Et n'arrive-t-il pas que, parmi ceux qui ont aidé à son élévation et qui ont du crédit, plusieurs gardent leur franc parler devant lui et entre eux, et critiquent ce qui se passe, au moins ceux qui ont le plus de courage ? »

« C'est vraisemblable. »

« Il faut donc que le tyran supprime tous ces gens-là, s'il veut rester le maître, tant qu'à la fin il ne laissera, soit parmi ses amis, soit parmi ses ennemis, aucun personnage de quelque valeur. »

« C'est évident. »

Ecrit vers 375 avant notre ère. Par Platon, au livre VIII de la République. (Traduit du grec par Emile Cbamby.)

JEAN GUICHARD-MEILL.



GENEALOGIE

# Un pape et ses cousines sultanes

Le XV<sup>e</sup> Congrès international des sciences généalogiques et héraldiques s'est déroulé à Madrid durant une semaine, du dimanche 19 au samedi 25 septembre 1982. Le roi d'Espagne a assisté à la séance d'ouverture du congrès.

Pendant plus de six jours, près de quatre cents congressistes représentant trente-deux pays se sont rencontrés dans une ambiance décontractée.

Parmi les quelque cent quinze communications inscrites au programme, vingt-deux étaient en français. Faute de pouvoir les citer toutes (1), nous donnerons la substance de celle que le comte Rudi de Collenberg a faite sur le thème : *Un pape et ses cousines sultanes*. Clément VIII Aldobrandini et sa parenté chypriote.

Début février 1592, Ippolito Aldobrandini est élu pape sous le nom de Clément VIII. Pierre Noret, historien, réfugié à Rome après un duel à Venise, relate l'élection dans une lettre à son tuteur Pinelli, professeur à Padoue. Il indique que la colonie chypriote de Rome est « *infinito contenta* » car la grand-mère du pape est une Flatre, il prie son tuteur de bien vouloir en informer sa mère et de lui demander des précisions sur cette Flatre afin qu'il puisse répondre aux questions qu'on lui pose — et sous-entendu faire jouer cette parenté. La parenté bien établie... la même année, Pierre Noret devint secrétaire privé du nouveau pape. En 1593, il passa dans la même charge au service du cardinal Cymbio Aldobrandini et après la mort de celui-ci en 1610 du cardinal Pierre Aldobrandini.

Originaire de Florence, la famille Aldobrandini s'est transférée à Rome au début du seizième siècle. Les différentes archives de la famille à Rome contiennent que des documents postérieurs à 1550. Donc pas de trace de l'alliance Aldobrandini-Flatre survenue à Florence à la fin du quinzième siècle. C'est vers 1490 que Pietro Aldobrandini épousa Louisa Flatre.

En ce qui concerne les Flatre, l'auteur de ces recherches relate que les « *Provisioni* », conservées à Florence dans l'Archivio di Stato de Florence, nous apprennent que le 7 octobre 1473 Georges Flatre, fils de Balian, reçut la citoyenneté de Florence après avoir quitté Chypre en tant qu'exilé. L'auteur fixe la date de naissance de Georges Flatre à Nicosie vers 1440. Dans une lettre à Philippe II, le 1<sup>er</sup> juillet 1595, l'ambassadeur d'Espagne à Venise recommande de nommer comme agent ou ministre, à Constantinople, un certain gentilhomme chypriote, Jason Bustron, mentionnant qu'il descend d'ancêtres catalans vivant en Turquie. L'ambassadeur insiste surtout sur ses liens avec le sérail, ce qui présente un atout de prime importance. L'ambassadeur s'étend amplement sur la généalogie de la famille de Jason Bustron. Sa mère est une Flatre, la sœur de celle-ci avait épousé un Noret; Jean, frère cadet du comte de Tripoli.

Ne pouvant entrer dans le détail des alliances, citons de plus près la famille des sultans au cours de 1570 à 1610. Il faut pour cela remonter au sultan Selim II, qui régna de 1566 à 1574 et qui conquiert Chypre, fils de Suleyman I<sup>er</sup> et de la bien connue sultane Hurrem ou Roxelana, et qui avait pris pour épouse une Vénitienne de la maison Venier: Caecilia. Son père, Nicola Venier, était cousin germain de Sebastiano Venier, l'amiral vénitien de Lépante, puis doge en 1577. La sultane était donc la nièce du vainqueur militaire de Lépante et d'un doge vénitien. Faute de dernière date 1537, elle entra au

sérail de Selim, prince héritier, et devint la mère de quatre enfants. Elle devint sultane en 1574 et mourut en 1583.

Revenons aux Flatre. Famille « *importantissima* » du clan chypriote, qui joua à la fin du quinzième siècle un rôle bien précis tant à Constantinople, à Venise, à Rome, qu'en Italie et en Espagne. La famille Flatre est d'origine franque, mais apparaît assez tardivement dans les documents. Elle appartient à la petite noblesse non fortunée et ses membres sont obligés d'accepter des situations rémunérées dans l'administration. Après 1450, elle devint une des familles les plus importantes de la nouvelle société « *levantine* ». Un Philippe, fils d'un Louis Flatre vivant à Jérusalem, laissa un legs au couvent du Saint-Sépulchre de Jérusalem. Son testament relate sa descendance, dont différents membres tombèrent en 1570 ou devinrent esclaves. Telle est présentée à grands traits la parenté chypriote de Clément VIII et ses cousines sultanes. Cette présentation résumée de la conférence de W.-H. Rudi de Collenberg espère avoir attiré l'attention des historiens et chercheurs sur les liens généalogiques qui relient dans les dernières décennies du seizième siècle l'Orient et l'Occident par les familles chypriotes.

Comme quoi un historien ne peut se passer de la généalogie. Et — d'après les enseignements de ce congrès — un généalogiste devrait s'intéresser obligatoirement à l'héraldique, et l'héraldiste à la sigillographie.

Le XV<sup>e</sup> Congrès des Sciences Généalogiques et Héraldiques s'est terminé sur la nomination à la présidence de la Confédération internationale de M. Szabolcs de Vajay, demeurant à Paris. Le prochain Congrès aura lieu en Finlande, à Helsinki: il est prévu pour septembre 1984.

LEO JOURNAUX.

\* Les archives du Vatican sont ouvertes à tous les chercheurs à condition de ne consulter que trois documents par jour.

(1) Nous en tenons la liste à la disposition des lecteurs qui le souhaitent.

## CONTE FROID

### Le pied

Un pied sectionné se dirigeait lentement vers le bureau des objets trouvés.

JACQUES STERNBERG.

MODE

# Tuer la poule aux œufs d'or

La femme et l'homme n'abordent pas la mode de la même manière. Elle, y plonge voluptueusement et en émerge immédiatement renouvelée et « *délicieuse* ». Lui, est timoré, il n'ose, ne sait, craint sans cesse de mettre en péril l'édifice de sa virile identité. Comme s'il redoutait l'imagination ou en était dénué, il a vite fait de se réfugier dans la constance conformiste, dans l'identification totale à son groupe socio-économique. Le sociologue Francesco Alberoni dans la revue italienne *Mondo Uomo* nous met en garde : « *L'homme en refusant le jeu de la mode renonce à l'omnipotence du désir.* »

Pudeur... Cette distance, cette indifférence masculine à l'égard de la mode, sont feintes. Elles sont démenties par l'importance, la vitalité de toutes les industries qui s'adressent au vêtir et au paraître de l'homme : vêtements bien sûr, mais aussi accessoires, cosmétiques, parfums, lingeries. Démenties aussi par l'ampleur du Salon international de l'habillement masculin de Paris, le S.E.H.M. En passe de devenir la plus importante manifestation du genre dans le monde, il se tient deux fois par an, en février et en septembre. Pour témoigner encore de la coquetterie masculine, il y a l'affluence de la presse nationale qu'international aux défilés des grands couturiers, des couturiers et des créateurs de mode masculine. Le mot « *tailleur* », significativement, n'est plus employé.

Performante, l'industrie française du vêtement rassemble 1 200 entreprises, emploie 84 000 salariés, dont 82 % de femmes. Sur ces 1 200 entreprises, plusieurs font plus de 400 millions de francs de chiffres d'affaires hors taxe : 470 réalisent 94 % du chiffre d'affaires global de la profession, mais les 46 premières font la moitié de ce chiffre, qui est de 11 milliards hors taxes : 15 % sont réalisés à l'exportation (chiffres de 1981). Financièrement, c'est une industrie largement décentralisée (Mavet à Roanne, Jean Charles de Castelbajac à Limoges, Jacques Jauret, New Man à Cholet, Me Keen à Marseille).

Le S.E.H.M., c'est 30 000 acheteurs et journalistes de 90 pays qui déambulent sur 4 hectares de stands. C'est 600 exposants, créateurs, couturiers, fabricants, venus de vingt-quatre pays présenter leurs nouvelles collections. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, représentent le contingent étranger le plus important ; suivent l'Espagne, puis l'Italie, l'Allemagne fédérale, la Tunisie. Pour le mois de septembre dernier, il y a eu une forte augmentation des demandes de nouveaux stands et d'agrandissement des surfaces de la part des exposants habituels. Tout le monde n'a pu être satisfait. Et la crise ? La profession a pu expliquer à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Industrie, venu sur place prendre son premier contact officiel avec les industries de l'habillement, que tout n'était pas rose.

Après la baisse continue de la consommation vestimentaire de 1973 à 1980, l'après-10 mai a bien été marqué par une augmentation de cette consommation (+ 2,3 %). Cette tendance favorable s'est accentuée aux premiers mois de 1982 (+ 3,9 %). Mais, parce que l'attentisme était de règle, cette reprise de la consommation n'a pas suscité de reprise de l'activité industrielle, mais un fort accroissement des importations (+ 13 %) : alors que les exportations ne croissent que de 2 % en valeur. Devant l'augmentation des salaires ouvriers (+ 19 %), du SMIC (+ 22,7 %), la cinquième semaine de congés payés, les 39 heures, certains industriels, pour alléger leurs charges, leurs

coûts de production, n'ont su que licencier. On est passé de 89 000 salariés au 31 décembre 1980 à 84 000 au 31 décembre 1981.

Il aurait fallu innover, investir, faire preuve de plus d'ingéniosité pour redonner au produit français de la combativité. La dévaluation du franc, qui a favorisé la production française sur les marchés internationaux, et l'allègement des charges pour certaines entreprises depuis juin 1982 n'ont amélioré la situation. Pourtant la profession juge ces mesures d'allègement trop sélectives et d'une application trop limitée dans le temps (12 mois éventuellement reconductibles une fois). Elle craint en outre que la position de la C.E.E. à l'égard du plan textile-habillement français n'assure pas la pérennité de ce dispositif. Le blocage des prix lui est « *intolérable* », d'autant, affirme-t-elle, qu'il s'agit d'une baisse imposée en raison du nouveau taux de la T.V.A. (au total - 2,39 %). Ce serait, pour beaucoup d'entreprises, la suppression de la marge nette, voire même la vente à perte !

## Où est le talent ?

Après ces suppliques, cette industrie de main-d'œuvre a voulu démontrer à son ministre de tutelle qu'elle pouvait être aussi un secteur de développement de techniques de pointe. On a alors admiré une machine à couper les tissus remarquable, dont la société Lectra Systèmes détient les brevets. C'est un ordinateur qui contrôle un rayon laser qui tranche automatiquement les tissus selon le plan de coupe le plus rationnel, le plus économique et avec une précision extrême.

Mais la précision, la technique même de pointe, peuvent-elles remplacer l'essentiel, c'est-à-dire le talent créateur des concepteurs de mode ? Ils ne manquent pas en France. Sans parler de Pierre Cardin, qui le premier fit de la création de grande diffusion

pour l'homme, il y a Yves Saint-Laurent, qui sait prendre un vêtement ordinaire comme la sabbatier, le blouson, le trench, le caban et le reconstruire dans la proportion parfaite. Il leur ajoute une je ne sais quoi, un presque rien, et ses vêtements deviennent les vrais, les autres des copies maladroites.

Pour rester dans la haute couture, il y a le très talentueux Gérard Penneroux de Christian Dior Monsieur, qui donne de l'esprit, de la jeunesse au vêtements les plus conventionnels ; Patrick Lavoix chez Lanvin sait, lui, les rendre impertinents et sympathiques. Chez les couturiers, il y a le poétique Lucien Fonce, l'imaginaire Antonello Matalto de Czebbmate, le tendre Jean Charles de Castelbajac. Chez les créateurs, il y a Daniel Hechter avec sa verve et sa merveilleuse maîtrise des couleurs, il y a le jeu technologique décontracté de Marithé et François Girbaud, l'aisance de Marcel Lassance. Il y aurait bien aussi Emanuel Ungaro, Claude Montana, Thierry Mugler, mais ces derniers, pour l'homme, sont commandités par des industriels étrangers. Il y a bien sûr Jeff Sayre, qui a pu en septembre présenter sa collection de l'été.

On met là le doigt sur la carence de l'industrie française : n'avoir pas su, pas voulu exploiter dans toute sa mesure le talent des créateurs disponibles. L'Italie, elle, depuis dix ans n'a pas hésité à faire appel aux créateurs, aussi bien italiens, français, qu'anglais ou américains. Le talent n'a pas de frontière. Claude Montana, Jean Charles de Castelbajac et beaucoup d'autres peuvent en témoigner. Il n'est pas jusqu'à la haute couture qui ne totalise plus de licences à l'étranger qu'en France.

La rentabilité, la rationalité, la finance, la technique, c'est bien, mais, sans imagination créatrice, elle finissent par tuer la poule aux œufs d'or.

MORAND MESTRE.

### Aux quatre coins de France

**Hôtel et restaurant**

**COTE D'AZUR - MENTON**  
Hôtel Célèbre-Rose, 57, avenue de Sospel, 06500 Menton. Spécial 3<sup>e</sup> âge, tél. : (93) 35-74-69 - 26-26-38. Chambres tout confort, cuisine et ensuites, cuisine familiale, ascenseur, jardin, piscine compl. hlv. 82-83 : 125 à 150 F T.T.C.

**Vins et alcools**

Découvrez un HAUT-MEDOC  
**LE CHATEAU DILLON**  
Vente directe - Prix franco  
**LYCÉE AGRICOL - DEPARTEMENT**  
33290 Blanquefort - Tél. 35-02-27

**GRAND VIN DE BORDEAUX**  
Appellation Fronsac contrôlée  
**GULLOU-KEREDAN**, propriétaire  
Château Les Trois-Croix  
33126 FRONSAC  
Demande de tarif.  
Se recommander du journal.

**VINS FINS DE BORDEAUX. MÉDAILLES**  
conc. agric. Rouge Blanc Rosé, Bout. ou ou-bic. Tarif sur dem. à Serge SIMON, viticulteur.  
Château Vieux-Moulin, 33141 VILLEGOUGE

**GRANDS VINS D'ALSACE**  
en provenance directe du vigneron  
Louis SIFFERT Fils, viticulteur.  
Tél. : (88) 92-02-77  
16, rue du Vin, 67600 ORSCHWILLER.  
Tarif sur demande.

**CHATEAU LA TOUR DE BY**  
Cru Grand Bourgeois du Médoc  
Bogadan, 33340 Lesparre-Médoc  
Tél. : (56) 41-60-03  
Doc. et tarifs sur demande

**UN EXCELLENT BORDEAUX**  
A un prix producteur, franco  
24 bout. 1981, 430 F, 60 bout., 980 F  
Domaine de Templey - 33650 PAILLET

**Produits régionaux**

**FOIES GRAS ET CONFITS DU GERS**  
« GERMAINE CASTERAN »  
Vente par correspondance  
GERSICA, 32700 LECTOURE  
Tél. : (62) 68-78-22

**HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA**  
Produit naturel de renommée mondiale.  
Catalogue et tarif M gratuits.  
Demande à STE HELIOLEINE, B.P. 37  
SALON-DE-PROVENCE, 13652 Cedex.

**Tourisme**

A 2 heures de PARIS  
Ariège-saison, vacances d'hiver  
**EN SARTHE**  
Hébergement de qualité en gîte rural, chambre d'hôte et ferme-auberge, ou dans un hôtel « Logis de France ». Spécialités gastronomiques : auberges Erve-Végère, « 18 bonnes tables ». Renseignements : comité du Tourisme. Hôtel de département.  
72000 LE MANS. Tél. : (43) 84-96-00.

## philip k. dick l'invasion divine

Le Dick suprême : un étonnant testament spirituel.  
MICHEL JEURY / SUD-OUEST

Philip K. Dick est mort. Pour l'enterrer dignement, je vous suggère la lecture de son dernier livre, *l'INVASION DIVINE*, avec THE END des Doctes à fond la caisse et en boucle sur votre chaîne stéréo.

PILOTE

Philip K. Dick refait l'histoire du monde, mais au plus haut niveau.

FRANCE-SOIR

### présence du futur denoël

## Dunod

### tel père, tel fils ?

Position sociale et origine familiale  
**Claude THELOT**  
Préface de Jean Fourastié  
Collection L'œil économique

tel père, tel fils ?  
Une analyse, chiffres à l'appui, de l'évolution des statuts sociaux en France.

84F

---

### IAE

FORMATION PERMANENTE

#### Le Cycle de Formation à la Gestion

« un diplôme de l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne »  
« une formule d'enseignement compatible avec vos activités professionnelles »

Une formation qui vous permet :

- d'élargir vos possibilités
- d'accéder à de plus grandes responsabilités

4 jours par mois pendant 18 mois  
Début des cours : Novembre 1982

Renseignements et inscriptions auprès de  
Michelle GRAFFIN : 558.02.28 - 557.28.41  
162, rue St Charles 75740 PARIS Cedex 15

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne  
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES  
Département Formation Continue

هكذا من الأصل



# ASSOCIATIONS

## La FONDA, observatoire de la vie associative

Elle a préféré le statut de fondation pour assurer aux associations un bureau d'études permanent. En seize mois, elle s'est imposée par la sérieux de ses réflexions et de son information.

**L**A FONDA (Fondation pour la vie associative) est née le 15 juin 1981 (1) à l'initiative d'une soixantaine de responsables d'associations venus des secteurs les plus divers (sport, usagers, jeunesse, social...) pour offrir un espace commun de rencontre, de réflexion et de confrontation aux associations et favoriser toutes études, analyses et initiatives utiles au développement de la vie associative (2).

Ni fédération, ni « super-association », la FONDA est l'héritière légitime d'une association aujourd'hui dissoute : la DAP (Association pour le Développement des associations de progrès), créée en 1975 par François Bloch-Lainé avec la mission d'analyser clairement les problèmes rencontrés par la cause associative et d'imaginer des organismes compétents pour les résoudre. La naissance en 1977 de Service associations (3), qui prenait en charge les problèmes techniques se posant aux associations a été une étape importante

de cette mission, qui prit fin avec la création de la FONDA.

Mais pourquoi une fondation, alors qu'on en compte deux cents ou trois cents en France pour peut-être cinq cent mille associations ? « Le principe de la fondation », explique Anne David, déléguée générale de la FONDA, est qu'elle est financée par les revenus de ses propres capitaux. Nous n'en sommes pas à l'instant qu'à une phase transitoire où des subventions et cotisations sont nécessaires pour exercer nos activités. Mais pour garantir l'indépendance de la FONDA, nous souhaitons à terme avoir une totale autonomie financière. Nous voulons également profiter du régime des fondations pour créer un fonds pour le développement de la vie associative. Ce fonds, destiné à soutenir initial d'innovations dans le secteur associatif, ne pourra en aucun cas remplacer ni compléter un financement public. D'autre part, il n'est pas question que la FONDA remplace ou supplée les coordinations existantes entre associations.

Pour la même raison, si le nombre de membres associés n'est pas limité, seuls les membres actifs qui font partie des organes officiels de la FONDA peuvent agir au nom de celle-ci. Mais les membres associés, par leur soutien financier et leur collaboration, contribuent aussi aux objectifs de la FONDA (4).

Deux principaux moyens d'action sont prévus pour atteindre ces objectifs :

1) Des comités d'étude et de liaison (C.E.L.), composés de membres associés, engagés dans une réflexion thématique : emploi, financement, statut de l'élu social... Réunis autour d'un bureau tripartite (un président, un rapporteur et un « agent de liaison » avec les organes institutionnels de la fondation), chaque comité dispose d'une large autonomie ; sa durée est liée à celle du problème en suspens. Les C.E.L. existent aussi bien à l'échelon national que régional ou local.

« Ce point est très important », souligne Anne David. S'il existe dans le monde associatif une certaine intégration « verticale » (les fédérations par exemple), l'intégration « horizontale » est en revanche inexistante. L'intérêt des C.E.L. est de réunir des associations géographiquement proches. Dans cet esprit, le groupe sur l'information organise à l'échelon régional des rencontres avec les journalistes de province pour les familiariser avec la réalité associative, bien que son plus gros sujet de travail soit la presse associative elle-même et les difficultés financières ou fiscales qu'elle affronte (assujettissement à la T.V.A.) ou les avantages qui lui échappent (tarifs postaux préférentiels).

« Gens du terroir », les membres des C.E.L. sont aussi - et surtout - des « gens du terrain » qui apportent avec eux les fruits d'une expérience associative. En retour, leurs travaux - dont les rapports sont publiés dans la lettre d'information de la FONDA - présentent un intérêt pédagogique pour les associations qui en prennent connaissance.

2) Cette lettre d'information (buit numéros annuels, servis par abonnement) est un véritable outil à la disposition de la FONDA. Sa diffusion (un peu moins d'un million d'exemplaires) touche davantage de personnes que le cer-

cle des membres associés, et surtout elle va dans les ministères, les salles de rédaction et même à l'étranger.

Par sa qualité, la lettre est la « chambre de résonance » des problèmes d'actualité touchant la vie associative. Ainsi elle a largement rendu compte de la concertation suscitée par le projet de réforme de la loi de 1901 préparé par le ministère du temps libre, en même temps qu'elle alimentait, assortissant les propositions gouvernementales d'une « grille de lecture » correspondant aux préoccupations de la FONDA.

Dans la mesure où le vote de la loi est reporté à la session du printemps prochain, la FONDA est aujourd'hui mobilisée par la préparation de la discussion de la loi de finances pour 1983 : certaines mesures réclamées depuis longtemps en dépendent : par exemple la révision ou la suppression de la taxe sur les salaires pour les associations - dont les « tranches » n'ont pas varié depuis quinze ans.

« Le projet de budget de l'États pour 1983, tel qu'il se présente », commente Anne David, est pour les associations une grosse déception : les subventions sont ou niveau onéreux, c'est-à-dire qu'elles ne suivront même pas l'inflation. Cela signifie des licenciements dans les associations qui emploient des salariés. Les quelques mesures proposées par le budget (exonération de 3 000 francs de la taxe sur le premier salaire), jugées très importantes pour les petites associations par le ministère du temps libre, sont très en deçà des revendications formulées dans le numéro d'été de la lettre d'information de la FONDA. Mais, celle-ci ne s'avoue pas vaincue et se prépare à agir auprès des parlementaires (le groupe sur les associations, mais également tous les députés sympathisants) pour « décrocher » des amendements.

Cette qualité de partenaire reconnu, son audience auprès des pouvoirs publics et celle de sa lettre d'information dans le monde associatif sont autant d'éléments positifs pour la FONDA : celle-ci, en moins d'un an et demi d'existence, est devenue, comme elle le souhaitait, le témoin privilégié et permanent de la vie associative dans le tissu social, cette « fonction biologique » qu'évoquait Frédéric Pascal (président de la FONDA) il y a un an, dans ces mêmes colonnes (5).

DANIEL GARCIA.

- (1) Le Monde du 2 juillet 1981.
- (2) FONDA, 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris.
- (3) Le Monde Dimanche du 26 septembre 1982.
- (4) Actuellement plus d'un demi-million de fédérations et d'associations nationales ou locales sont membres associés de la FONDA. Au total, donc, c'est plusieurs milliers d'associations qui sont touchées.
- (5) Le Monde du 11 novembre 1981.

## DES PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

La rubrique « Associations », publiée dans le Monde Dimanche depuis le 18 avril 1982 (et interrompue pendant l'été) a suscité un vif intérêt. Le courrier reçu en témoigne. Nous avons dû, chaque semaine, sélectionner une dizaine d'informations sur les centaines recueillies qui nous étaient adressées. Parmi nos critères de choix : le caractère novateur, l'intérêt pour la plus grande partie ou pour la vie associative, le caractère exemplaire de l'information, l'appel au bénévolat.

Les petites annonces - payantes, mais à un tarif très abordable (25 F TTC le ligne) - nous ont paru un moyen de compléter ces informations rédactionnelles. Avec les petites annonces, une association, même modeste, pourra faire largement connaître l'information qu'elle jugera utile.

Les rubriques retenues pour la classement de ces petites annonces sont : appels, convocations, créations, manifestations, sessions et stages. Ces petites annonces doivent comporter au maximum 28 signes (caractères, ponctuation, espaces) par ligne. Des abréviations simples sont recommandées.

ANNONCES ASSOCIATIONS	
RUBRIQUES : Appels □ Convocations □ Créations □ Manifestations □ Sessions et stages □	
* Cocher la rubrique souhaitée.	
VOTRE TEXTE :	
1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....

• Prix de la ligne : 25 F (28 signes, lettres ou espaces).  
• Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.  
• A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

### CONSEILS

#### Les ressources

L'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 recense relativement les ressources autorisées aux associations, mais elles ne peuvent gérer « au dehors des subventions de l'État, des départements, des communes » que les « cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été réalisées ».

Cependant, d'autres ressources sont en fait autorisées dans certaines conditions, notamment en contrepartie de dispositions particulières du code général des impôts. Examinons, en premier lieu les ressources légales :

— Les subventions : quelle que soit leur origine - État, département, commune - elles sont liées à des conditions d'attribution dont les procédures sont généralement révisées par les dispositions du projet de loi, actuellement à l'étude, elles bénéficieront certainement d'une étude particulière ;

— Les cotisations : elles constituent financièrement l'adhésion à l'association et leur montant n'est pas limité. C'est ainsi que les statuts peuvent prévoir différentes catégories de membres avec des tarifs variables de membre bienfaiteur à taux élevé, à membre adhérent à taux réduit. Certaines associations mobilisent également des cotisations de membres en

fonction des revenus de leurs membres (notion de quotient familial) ;

— Autres ressources autorisées : les remboursements des services rendus à ses membres, services dont la nature est fixée dans l'article 261.71 du code général des impôts. En outre, sans pour autant perdre son caractère de non-lucrativité, une association peut facturer à des tiers un certain nombre de services à la condition pour cette partie de ses ressources, de les assujettir à la T.V.A.

Dans le même ordre d'idées, et toujours par référence au code général des impôts, les recettes de quatre manifestations annuelles sont exonérées de l'impôt de l'association sont exonérées de toutes taxes et impôts. Enfin, l'article 238 bis du code général des impôts autorisant des déductions fiscales sur particuliers et aux sociétés pour des libéralités faites au profit d'associations d'intérêt général, le ministre des finances a précisé qu'il s'agit des mêmes associations étaient habilitées à les recevoir.

\* Cette rubrique est rédigée par Service associations, association loi de 1901, 24, rue de Prony, 75017 Paris, tél. : 380-34-09.

### BLOC-NOTES

#### ACTUALITÉS

##### Handicapés

« On est toujours handicapé par rapport à quelqu'un » : l'Association de l'amalgame des bien portants et handicapés veut rompre l'isolement des handicapés. Elle organise actuellement des spectacles, des voyages et des ateliers réunissant ceux-ci et des bien portants.

\* 14, rue de Montreuil, 75009 Versailles, tél. (3) 953-69-07.

##### Navigation

L'association Connaissance du kayak de mer, créée il y a dix-huit mois, veut offrir aux sportifs un nouveau mode de connaissance du milieu marin et, selon son secrétaire, « ouvrir à de nouveaux participants un domaine de plein air jusqu'alors réservé à des privilégiés », par des groupes d'études ou de croisières, des séances d'information et des publications sur le kayak, ainsi que la réalisation de matériels.

\* CK/mer, 10 Parc de la Bénégère, 92210 Saint-Cloud.

#### INITIATIVES

##### Recyclage du papier

L'Association pour la promotion du papier recyclé, qui a édité un petit manuel L'Espoir des arbres afin de lutter contre le gaspillage et pour la protection de la nature, a réalisé aussi des cahiers d'écolier en papier recyclé, avec une couverture illustrée par Marcel. La Ville de Paris vient de commander quatre cent mille cahiers de cette sorte pour les écoles primaires de la capitale.

\* Maison du papier recyclé, 121, av. du Maine, 75014 Paris (du lundi au samedi), tél. 322-24-10.

##### Lecture avec micro-ordinateur

L'Association française pour la lecture, qui réunit des enseignants et des chercheurs en pédagogie, a mis au point un didacticiel d'entraînement à la lecture sur micro-ordinateur pour les enfants à partir de huit ans, les adolescents et les adultes. Celui-ci propose plus de soixante-dix heures d'exercices. Il sera disponible fin octobre.

\* A.F.L., 29 rue d'Ulm 75005 Paris, B.P. 13305, 75226 Paris Cedex 05, tél. (1) 329-21-64, poste 472.

#### PUBLICATIONS

##### Documentation tiers-monde

Le Centre de documentation tiers-monde de Paris offre en consultation deux cents dossiers sur les aspects économiques, sociaux, politiques et culturels du tiers-monde, et peut louer une cinquantaine de montages diapos sur ces domaines.

\* 20, rue Rochechouart, 75009 Paris (ouvert de 12 h 30 à 18 h 30 du mardi au samedi inclus). Catalogue sur demande : 6,30 F.

##### RENDEZ-VOUS

##### Personnes âgées

Au programme de la semaine de solidarité avec les personnes âgées et leurs associations, qui aura lieu du 18 au 24 octobre : Rencontres inter-générationnelles : information sur les conditions d'existence des retraités et les réalisations des associations. Les vingt-trois organismes membres du comité d'organisation (103, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, tél. 225-16-76) refusant « l'assistance et l'aumône », veulent obtenir le moyen pour les as-

sociations privées « d'innover pour répondre aux besoins ».

Parmi ces manifestations, notamment une table ronde sur « l'insertion des retraités, retraités et personnes âgées dans la vie active », organisée le 19 octobre au CISP, 6, avenue Maurice-Ravel, 75012 Paris. Renseignements et inscriptions au Centre national du volontariat (130, rue des Poissonniers, 75018 Paris, tél. (1) 284-97-34).

##### L'économie sociale

Quels sont les facteurs d'émancipation des organisations qui forment « l'économie sociale » (associations, coopératives, mutuelles, etc.) ? Quelles sont les conditions - internes et externes - de leur croissance ? Comment, dans ces organisations, se transmet le pouvoir ? Ce sont les thèmes de la journée d'étude organisée à Paris, le 19 octobre au pavillon Gabriel, par l'Association des A.S. Y participeront des représentants de nombreuses organisations, des universitaires et des responsables du ministère de tutelle (celui du plan et de l'aménagement du territoire). M. Michel Rocard ouvrira les travaux.

\* Association des A.S., 73, avenue Paul-Doumer, 75016 Paris. Tél. (1) 504-27-44.

## annonces associations

### appels

Aide et Action, association aide à l'acclimatation enfants pauvres sans-papiers recherche urgence bénévoles pour répondre à leur courrier volumineux. Les bonnes volontés seront bienvenues. Besoins aigus en dactylo. Merci d'adresser pour les enfants qui aiment vous adresser.

Contactez Aide et Action, 75, rue de Valenciennes, 75020 Paris. Tél. 373-52-36.

Jeune, 18 ans, en difficulté avec son milieu, cherche à se retrouver, plutôt qu'en foyer ou dans la rue, dans un cadre familial. Avec d'autres le lieu à JONAS COUTE : une association qui nous aide à nous en sortir. Pour vous renseigner sur JONAS, sur nous, sur la façon d'être en famille d'accueil : contactez JONAS COUTE - SOS JEUNES - 15, rue de Châteaufort, 75014 Paris. Tél. 545-48-88.

Les populations du Liban ont besoin de vous : participez à l'événement du Secours populaire français, 1801, rue de la République, 75003 Paris. Médicaments des « Médecins du S.P.F. » sont en vente. Les dons et rejets : S.P.F. s.r.l. Proleart, 75003 PARIS.

C.C.P. 854-37 H PARIS. Indiquez : AIDE LIBAN.

Asso. ch. culture p. soutenir le seul radio total, libre et ouvert du pays mais qui n'a pas de voix. Ronald Barry (42) 28-23-58/21-27-57. Radio Trait d'Union, 3, rue Vaucluse, 13100 Aix-en-Provence. 25 % C.A. I.

Asso. rech. et conseil. civilisation. Asso. rech. et conseil. civilisation. Asso. rech. et conseil. civilisation. Chapelle Laury, 44250.

En vue de la restauration et de l'animation de Châteaufort de la Fichère dans la Rhône, le Club Unesco du Rhône et le Groupe-ment Régional d'Animation de la Fichère cherchent bonnes volontés, aides en tous genres, dans même modestes.

Ce château de Viollet-le-Duc, classé Monument historique, est en réel danger si des travaux de couverture et de mise hors d'eau ne sont pas entrepris rapidement. Toutes les bonnes volontés seront accueillies avec plaisir.

Prendre contact avec le Club Unesco du Rhône, 1, rue Boissac, 68002 LYON. Téléphonez au : 637-35-11. URGENT.

Les malades du cancer reçoivent gratuitement les informations scientifiques sur leur maladie : INSTITUT CONTRE LE CANCER 28570 ABONDANT - France.

### créations

— Pr payer moins d'impôts en bénéficiant des avant de la loi Monory jusqu'au 31/12.

— Pour favoriser l'émergence d'entreprises autogérées, investissez dans une entreprise alternative présentée et soutenue par ALDEA, 8 P. 87, 75462 Paris Cedex 10.

LA MAISON ROUMAINE vient d'être créée dans un local de la Ville de Paris, grâce à l'appui de M. Jacques Chirac, maire de Paris. Elle a comme but le maintien et le ravivement du patrimoine culturel

roumain en France et dans le monde libre ainsi que la communication libre des idées et la continuation des liens culturels unissant la France et la Roumanie.

Nous faisons appel à tous ceux qui peuvent nous aider. Par exemple au C.C.P. à l'ordre de « La Maison Roumaine », 15, rue de Flandre, Paris (19).

CRÉATION D'ENTREPRISES Documentaire - Démarches Formation - Rencontres Votre site « CLEF EN MAIN » pour moins de 2 500 F en 6 j. Décompte des frais légaux. Contact : 100 F étudiant 50 F APIC Association 1901 3, rue de l'Armée (810) PARIS (15). T. : 535-98-98.

YOGA POUR CHACUN propose des cours à tous d. des locaux agréés, AUSA aux handicapés. 3 prof. exp. vous acc. près Pl. 118, 120, bd V.-Auriant, 75013 PARIS. - 585-55-77.

### manifestations

Attaché d'administration centrale tous à la manifestation du jeudi 14 octobre à 12 h 30 devant la Fonction publique, 32, rue de Babylone, pour défendre vos intérêts et votre avenir.

Organisé par l'Association des A.A.C. 644-38-38 (pte 647).

Secrétaires adoptions des Affaires étrangères pour votre avenir l'A.S.A.A. vous invite à vous joindre nombreux à la manifestation des Attachés d'administration centrale le jeudi 14 octobre, à 12 h 30, devant la Fonction publique.

Randon. pédest. et culturelle au lieu-dit de la Vallée. Randonnées et Culture, dép. en car ts les dim. 6 h 12 h, R.V. à pl. de la Nation. Ré. au : 251-05-10.

### sessions et stages

Dans les Pyrénées pyrénéennes, pour vos sessions, stages, classes découvertes, voyages, une équipe vous attend. Marc, VICISSOS 08220. Téléphonez au (01) 64-88-54.

Accueil classes, groupes, SOD OISANS 45 pers. Ass. loisirs pour tous. Saint-Bonnet-en-Champsaur. 010-15-01 le soir.

Cases de tumeur agréablement Forcé 13 prop. en France immersion tot. + aide médico + élim. det. + soutien psycho. + yoga, méd. relax. + prom. randonnée, jogging + activités. A la Sainte-SALOME, 5 jours, Nord-Sud FORMATION 1, r. de Savoie - 75006 PARIS Téléphonez au (01) 33-82-88 ou au (42) 24-82-87.

Du 22 au 28 nov., stage de formation « L'agriculture française et la carte monde » animé par « NORD-SUD FORMATION », 1, r. de Savoie - 75006 PARIS Téléphonez au (01) 33-82-88.



هكذا من الأصل

# AUDIOVISUEL

## Le marché de la vidéocommunication à Cannes

Nous attendons cette année plus de 7 000 visiteurs venus du monde entier. Plus d'un millier de sociétés participent aux différentes expositions ou y sont représentées. Nous avons quitté l'ancien Palais des festivals pour le nouveau et doublé de ce fait notre surface d'exposition. Et, pour finir, tout est plein. A lui seul, le marché des programmes vidéo occupe autant de place que l'exposition de l'an dernier. Bernard Chevry, commissaire général du marché international de la vidéocommunication, ne cache pas sa satisfaction. Le VIDCOM 82, qui ouvrira ses portes à Cannes du 13 au 18 octobre, sera une bonne cuvée. Les visites officielles de MM. Louis Mexandeau, Jack Lang et Georges Fillioud en sont une sorte de gage.

Lors de sa création en 1972, le VIDCOM ne s'appelait encore que le VIDCA et suivait les pre-

miers pas du marché de la vidéocassette. Organisateur du Marché du disque et de l'édition musicale (MIDEM), du Marché des programmes de télévision (MIP-TV), Bernard Chevry a un talent indéniable pour ces grandes rencontres professionnelles et commerciales au niveau international, et il suit de très près le développement des nouvelles industries culturelles. Mais, pour la vidéo, il précède un peu le mouvement, et la vidéocassette tarde à tenir ses promesses. Le VIDCOM est suspendu en 1976 pour ne reprendre qu'en 1980 lors de l'explosion du marché grand public.

Depuis, il s'est diversifié et accueille aussi la télématique et les banques de données, l'enseignement assisté par ordinateur et les premiers développements de la télévision par câble. Cela donne

sans doute à la manifestation un aspect un peu hybride, mais il existe de nombreux points de passage entre vidéo et informatique : systèmes interactifs de formation sur vidéodisques et vidéocassettes, programmes interactifs sur les futurs réseaux câblés en fibres optiques.

Le vrai clivage du VIDCOM est entre le marché grand public et le marché institutionnel de la vidéo. Du côté grand public, on verra à Cannes les dernières nouveautés techniques et, en particulier, le magnétoscope VHS-C miniature fabriqué par J.V.C., le portable S.L.-C7 de Sony et les trois standards de vidéodisques. Mais c'est le marché des programmes qui présentera sans doute le plus d'intérêt. Tous les grands éditeurs américains (A.B.C., N.B.C., M.G.M., R.C.A.) seront présents pour vendre leurs nouveaux catalogues de vidéocassettes, mais aussi pour envisager des accords de coproduction sur des programmes spécifiquement produits pour la vidéo.

On attend également une forte participation des éditeurs et des distributeurs français, qui ont là l'occasion de renouer les revendeurs. Atari, le géant américain du jeu vidéo, qui lance une grande offensive commerciale en France dans les prochaines semaines (150 spots à la télévision), viendra à Cannes présenter sa nouvelle gamme de micro-ordinateurs individuels.

### Un lieu de rencontre

Mais le VIDCOM est aussi un lieu de rencontre important pour tous les utilisateurs institutionnels de la vidéo et, en particulier, pour les services audiovisuels des entreprises, des centres de formation ou des collectivités locales. Dans ce secteur où les politiques d'équipement sont souvent difficiles et fluctuantes, les utilisateurs sont à la recherche de conseils et surtout d'une confrontation d'expériences. Ils trouveront à Cannes une exposition de matériel avec la nouvelle gamme de magnétoscopes U-matic de Sony et les nouveaux V.H.S. de J.V.C., spécialement conçus pour la diffusion internationale. En outre un forum international leur permettra de visionner à la carte un grand nombre de programmes réalisés par des entreprises de tous les pays sur les sujets les plus divers. Ce forum est organisé par International Television Association (I.T.V.A.), qui regroupe au niveau international plus de six mille utilisateurs de la vidéo dans les entreprises et les administrations et a ouvert en juin dernier une section française.

Parallèlement à la manifestation, un congrès international tentera de répondre aux problèmes pratiques soulevés par la pénétration des nouvelles technologies. En télématique, on discutera du coût de production des banques de données et de l'introduction de la publicité sur le vidéotexte. Deux journées seront consacrées à une initiation de base à l'enseignement assisté par ordinateur avec la présence de nombreux éditeurs. La vidéo d'entreprise aura aussi son séminaire, qui abordera les problèmes de production et de diffusion des programmes. Enfin, les spécialistes traiteront pendant une demi-journée des problèmes liés à la généralisation de la location sur le marché de la vidéocassette.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## PRATIQUES

### VIDEO

#### Une caméra poids plume

Les caméras vidéo grand public finissent par ressembler de plus en plus aux caméras Super-8, légères et maniables. La GX-78 S, présentée par J.V.C., ne pèse que 1,38 kg et possède pourtant des caractéristiques optiques et électroniques qui bien d'autres pourraient lui envier. Un tube vidicon unique de 2/3 de pouce donne une résolution de 270 lignes et permet de filmer en lumière ambiante avec un éclairage minimum de 50 lux. L'objectif est doté d'un zoom six fois à deux vitesses. Comporte également une possibilité de zoom macro.

Parmi les autres caractéristiques originales de la GX-78 S, notons en option une poignée permettant de télécommander toutes les fonctions du magnétoscope, un micro-zoom et la possibilité de prise de son stéréophonique. Le prix de tout cela n'est pas prohibitif puisque la caméra est vendue environ à 5 400 F.

#### Festival de Sarlat

Pour la troisième année, le Festival de Sarlat ouvre ses portes à la création non professionnelle en vidéo. La compétition est réservée aux réalisations tournées en 12 pouce V.H.S. ou 3/4 de pouce U-Matic, la date limite des inscriptions étant fixée au 5 octobre. La manifestation, qui se tiendra du 5 au 7 novembre prochain, accueillera aussi des réalisations non professionnelles en Super-8, 16 mm, photographie et diaporama. Renseignements auprès de la direction du Festival audiovisuel de Sarlat, 7, rue de la Bodéa, 24001 à Périgueux (tél. : 53-59-27-67).

#### Compétition internationale à Montbéliard

Le Centre d'action culturelle de Montbéliard organise une manifestation internationale de vidéo du 6 au 12 décembre prochain. La compétition est ouverte à toute œuvre de vidéo sans distinction de genre sous forme de copie U-Matic 3/4 de pouce. Un jury de cinq personnalités désignera un prix de 10 000 F.

Dans le cadre de la même manifestation, Nam Juna Paik, l'un des premiers fondateurs de l'art vidéo, propose un atelier sur la pratique du « collage » en vidéo. Un important matériel (car vidéo, régle, coloriseur, synthétiseur analogique) sera mis à la disposition des participants. Pour tous renseignements, contacter le Centre d'action culturelle, 12, rue du Commerce, 9.P. 223, 25204 Montbéliard Cedex (tél. : 81-91-37-11).

#### Plus de cassettes lris

Les éditeurs américains cessent leurs activités dans l'édition de vidéocassettes. Cette petite société de prestations de services vidéo avait, dès 1980, commercialisé sa première cassette : « Condition », un dessin animé destiné aux enfants. Mais depuis ces premiers pas de l'édition vidéo, les choses ont bien changé : augmentation des droits d'achat des films, baisse des tarifs de location, chute libre des ventes de cassettes. Dans un marché aussi fluctuant, la marge de rentabilité de l'édition devient très étroite, tris donc décidée de se reconstruire sur le marché des programmes institutionnels (films d'entreprises, formation, etc.) et annoncera au VIDCOM ses premières parutions dans ce domaine.

Les éditeurs américains traversent les mêmes difficultés, mais leur assise financière étant beaucoup plus large, leurs solutions sont différentes. Ainsi, Paramount Home Video vient d'annoncer la commercialisation de l'empire contre-attaque en vidéocassette au prix de 40 dollars (25 dollars pour les distributeurs), soit environ 280 F. La même firme avait vendu l'an dernier 50 000 vidéocassettes de la Guerre des étoiles au prix de 80 dollars. Une baisse radicale de 50 % pour relancer la vente face à la généralisation de la location à bas prix.

J.-F. L.

### RADIO

#### Un laboratoire radiophonique

L'Atelier de production des radios libres, association régie par la loi de 1901 et créée il y a peu par de jeunes artistes, est une unité de production d'émissions radiophoniques originales destinées aux nouvelles radios. Son but est, selon ses fondateurs, de « canaliser tous les talents au public. Une sorte d'application des théories de l'alternative ».

Modeste tentative pour réduire le chômage important parmi les gens du spectacle, l'Atelier souhaite faire connaître, par le biais des ondes, de nouveaux artistes et leurs créations, qu'il s'agisse de projets d'écrits, d'enregistrements dramatiques ou musicaux... Autogéré par les artistes eux-mêmes, installé dans un restaurant parisien qui met à sa disposition une salle de spectacle ou de concert dont les bénéfices lui reviennent, l'Atelier se propose donc de réunir des programmes diversifiés, et de les proposer gracieusement aux radios libres. Celles-ci informeront en retour leurs auditeurs des activités de l'association et des spectacles auxquels elle participe.

Une première dramatique radiophonique est actuellement disponible. Réalisée entièrement par l'Atelier (texte, mise en musique et bruitages), c'est autour d'elle que l'équipe s'est initialement soudée. Elle a d'ores et déjà été diffusée sur des radios libres de la capitale, suivie, à l'automne, d'un débat entre ses auteurs et les auditeurs. L'Atelier souhaite que des initiatives similaires se développent en province, afin que des échanges puissent s'organiser et que se forme ainsi une sorte de laboratoire permanent.

ANNICK COJEAN.  
Atelier de production des radios libres, c/o Les Ateliers d'Or, 12, rue Royer-Collard, 75005 Paris.

### PHOTO

#### Flash orientable automatiquement

La société américaine Polaroid lance en octobre un appareil pour le photo instantané, le SL 680, qui, malgré sa ressemblance avec les modèles actuels SX-70 à mise au point automatique par ultrasons, présente une caractéristique originale : le couplage du réglage de la distance avec un flash incorporé, afin que celui-ci puisse être orienté vers le sujet et l'éclairer de façon uniforme, quel que soit son éloignement. Pour apprécier ce système, il faut tout d'abord ordonner que le Polaroid SL-680, comme le SX-70, permet le photo rapproché jusqu'à 26 centimètres de l'objectif. A cette distance, l'éclair de flash passerait en grande partie au-dessus du sujet s'il restait orienté parallèlement à l'axe optique, comme cela est sur tous les autres appareils équipés d'une lampe électronique.

C'est pour éviter cet inconvénient que le réflecteur du flash du Polaroid 680 est orientable et qu'il a été associé au dispositif de mise au point automatique. Celui-ci, grâce à un calculateur électronique miniature, détermine la distance à laquelle se trouve le sujet à photographier, en mesurant le temps mis par l'onde ultrasonore pour parcourir le trajet appareil-sujet-appareil. A cet effet, le programme du calculateur comporte en mémoire les corrections temporelles qui permettent de déterminer la distance. Le système commande ensuite deux micro-moteurs, l'un réglant l'objectif pour cette distance, l'autre inclinant le flash vers le sujet (l'angle d'inclinaison étant, bien entendu, fonction de la distance du sujet).

Les autres caractéristiques du Polaroid 680 sont classiques et voisines de celles du modèle SX-70. L'exposition de l'émulsion est réglée automatiquement par une cellule au silicium. Le film utilisé, le type Polaroid 600, est le film en couleurs le plus sensi-

ble actuellement : 600, 29° ISO. Il donne des épreuves sèches et sans déchet en moins de deux minutes.

En photographie instantanée, la possibilité d'obtenir des photos rapprochées est particulièrement intéressante. Non seulement cette caractéristique augmente le champ d'action du photographe, mais elle permet l'utilisation du film dans les meilleures conditions. Les émissions à développement instantané, en effet, ont une faible définition qui donne de meilleurs résultats avec les gros plans qu'avec les plans éloignés riches en détails (paysages, par exemple).

ROGER BELLONE.

### HI-FI

#### Connexions

Les indispensables liaisons entre les différents éléments d'une chaîne haute fidélité sont à l'origine d'une multitude de petits problèmes auxquels on doit attacher la plus grande importance si l'on veut goûter pleinement les plaisirs de la musique. Les chaînes monomarches ont l'avantage de ne proposer qu'un nombre limité de standards pour les prises des cordons de raccordement. La composition d'un ensemble haute fidélité avec des éléments de marques différentes offre au consommateur une plus grande liberté dans les choix technologiques et pour le budget à y consacrer ; mais dans ce cas on risque de se retrouver face à un échiquier à multiples prises de prises de toutes sortes, conséquence désagréable d'une absence de normalisation entre constructeurs.

Pour résoudre ce type de problème, plusieurs sociétés commercialisent des collections complètes de cordons correspondant à toutes les éventualités et tous les budgets. Cela va de la production industrielle vendue sous blister en grandes surfaces aux câbles haut de gamme avec connecteurs plaqués or (pour un meilleur contact). Reste à l'utilisateur à user de patience et de son sens d'observation pour identifier les bons câbles.

Mais le branchement des différents maillons d'une chaîne pose aussi quelques problèmes d'ordre esthétique : quoi de plus désagréable en effet qu'un fouillis de fils à camoufler derrière les appareils ou à entasser au fond d'un meuble ? L'initiative d'une firme quasi-allemande est, en ce sens, très intéressante, même si cette proposition a toutes les chances de rester isolée. La gamme « Prinz » est construite sur un gabarit unique comportant plusieurs broches normalisées à onze contacts, situées sur le dessus, le côté ou le fond de chaque caisson. Ce « direct contact system » permet un « enchaînement » par simplement côte à côte, sans l'aide d'aucun câble.

La gamme haute fidélité comprend : platine tourne-disque et cassette, amplificateur à pré-amplificateur, tuner multigamme, auquel est prévu d'ajouter un égalisateur de fréquence et un lecteur de disque digital. Deux paires d'enceintes acoustiques, un moniteur de télévision et son tuner (aux normes allemandes) complètent cette famille nombreuse à l'allure plaisante.

En tout état de cause, la liaison amplificateur-enceintes acoustiques ne pourra être évitée, et c'est pourquoi la société Cabasse, un des grands noms de la hi-fi française, propose un câble haute performance. Cette liaison est habituellement réalisée avec un sondeur fil électrique ordinaire de 1,5 millimètre carré de section minimale pour chaque conducteur. Le constructeur bresilien a doublé cette dimension pour garantir une atténuation minimale du signal sur une distance d'une dizaine de mètres. Ce fil est conditionné en bobine pour pouvoir en acquiescer la quantité strictement nécessaire et la gaine est munie d'une strie sur l'un des conducteurs afin de repérer aisément les polarités de la liaison, empêchant tout erreur. La aussi, il faudra s'enfermer dans la précision pour l'efficacité.

PHILIPPE PELAPRAT.

## VIDEOCASSETTES SELECTION

### Jean Genet

Au début, on craint le pire : le visage figé, Jean Genet cherche péniblement ses mots ou les mange trop rapidement. On se dit qu'à soixante-dix ans le témoignage vient trop tard. Et puis, très vite, on est pris par le rythme déconcertant de ce discours, comme déstabilisé de l'intérieur par la sensualité. On découvre que cette impossibilité n'est que le masque d'une provocation sereine. Et l'on écoute Jean Genet parler du « charme érotique des prisons », plaider contre la réinsertion des condamnés au nom de la grâce poétique ou chercher le visage de Dieu à travers les corps des ses émissaires.

Ce premier vidéo-livre de la collection « Témoins », conçu par Danièle Delorme, est un coup de maître. Je ne sais si les suivants auront la même force ni surtout la même nécessité. Jean Genet est rare sur les antennes de télévision : on ne voit pas ce qu'il viendrait faire dans les salons d'Apostrophes, coincé entre deux tranches de publicité à un verre d'orangeade. Le long plan fixe qui lui consacre Antoine Boursseiller, médiateur plus que réalisateur de cette vidéocassette, lui convient mieux. Le génie ne s'échappe que pour quelques plans sur des statues grecques et la fameuse colonie pénitentiaire de Mettray qui a tant marqué l'auteur du Journal d'un volleur.

Jean Genet, qui dit se méfier du « piège narcissique de la caméra » et se moquer de la postérité, nous lègue, là, un document aussi précieux que ses livres. Voilà qui justifie pleinement l'ambition de cette nouvelle collection et donne à l'édition vidéo ses premières lettres de noblesse.

\* Jean Genet (52 mn), collection « Témoins », en coproduction avec FR 3. Distribué par R.C.V.

### Le catalogue du CREPAC

Structure de la Ligue de l'enseignement sur l'Aquitaine, le CREPAC vient d'ouvrir une vidéothèque non commerciale réservée aux institutions, associations et établissements scolaires. L'initiative est intéressante, étant donnée la pénurie dans ce secteur : la diffusion culturelle est, de fait, la grande victime du démantèlement spectaculaire de la vidéo.

Outre les programmes réalisés par la Ligue de l'enseignement, le catalogue du CREPAC comprend une cinquantaine de titres issus de la production télévisée ou de calla d'institutions ou de groupes indépendants. On y trouve, en particulier, des émis-

sions régionales de FR 3 Aquitaine et des émissions d'archives de l'Institut national de l'audiovisuel sur le cinéma, la communication et les sciences. Côté institutionnel, on remarque un grand nombre de films sportifs produits par la Centre régional d'éducation physique et sportive et l'Institut national des sports. Enfin, le catalogue regroupe des programmes vidéo réalisés par des producteurs indépendants appartenant à Réseau Sud : Vidéo animation Langue, Office régional d'éducation permanente, Rézo, laboratoire Lasic de Bordeaux.

\* Catalogue vidéo de la médiathèque, CREPAC, 75, cours Alsace-Lorraine, 33075 Bordeaux Cedex.

## FILMS

### Films français

Y a-t-il un Français dans la salle ? de Jean-Pierre Mocky, avec Jacques Dutronc, Michel Galabru, André Ferréol, etc. Edité par Balster Vidéo et distribué par R.C.V.

Mon premier amour, d'Elie Chouraqui, avec Anouk Aimée, Nathalie Baye et Jacques Villeret. Edité par La Guéville vidéo et distribué par R.C.V.

Le Dentellier, de Claude Goretta, avec Isabelle Huppert et Yves Beneyton. Edité et distribué par G.C.R.

### Films étrangers

Les Chiens de paille, de Sam Peckinpah, avec Dustin Hoffman. Edité par A.B.C. Vidéo et distribué par Thom EMI Vidéo.

Cabaret, de Bob Fosse, avec Lisa Minnelli et Michael York. Edité par A.B.C. Vidéo et distribué par Thom EMI Vidéo.

Un fil sur le toit, de Bo Widerberg, avec Carl Gustav Lindstedt. Edité et distribué par Prosopée Editions.

Camelot, de Joshua Logan, avec Richard Harris et Venessa Redgrave. Edité et distribué par Warner Home Vidéo.

### Grands classiques

Au risque de se perdre, de Fred Zinneman, avec Audrey Hepburn et Peter Finch. Edité et distribué par Warner Home Vidéo.

8 1/2, de Federico Fellini, avec Marcello Mastroianni, Anna Prucnel et Ettore Manni. Edité et distribué par G.C.R.

Le démon s'éveille la nuit, de Fritz Lang, avec Marilyn Monroe, Barbara Stanwick et Robert Ryan. Edité et distribué par V.I.P.

J.-F. L.



# ACTUALITE DU DISQUE

## Classique

### Le nouveau « Castor et Pollux »

L'English Bach Festival présentait en janvier dernier à Paris, un merveilleux *Castor et Pollux* de Rameau, spectacle qui s'attachait avant tout à la réinvention d'une représentation d'époque, avec des chorégraphies du temps, dans d'exquis décors et costumes imités de Boquet. Si le disque ne peut rendre compte du bonheur visuel dispensé par cette soirée chameuse, en revanche, il nous rend intactes nos émotions musicales en une suite d'images sonores très pures, avec une distribution vocale admirablement au fait de la prosodie, de l'accent expressif et de l'ornementation de la ligne de chant.

Les solistes anglo-saxons (Peter Jeffes, Jennifer Smith, Cynthia Buchanan) y triomphent une nouvelle fois et nous font mesurer les fabuleux progrès accomplis en peu d'années dans l'art de l'interprétation ramiste. Avec la complicité, il est vrai, du Suisse Philippe Huttenlocher qui montre ici une intuition au moins égale à celle du style et au ton et à l'impétuosité du Pollux assésant de présence, de vie, de réalisme. Et les chœurs comme l'orchestre, brûlent d'un amour dévorant pour la musique, phrasant toujours au plus juste *zutti* et danses fiévreuses (les rythmes pointés à la française de *Cherons l'éclaircie victoria*).

Nerveusement conduit par Charles Farncombe qui joue au mieux le jeu de l'approche baroque, voilà à coup sûr l'un des événements de la rentrée discographique. Peut-être, les interprètes, dans leur souci de s'en tenir scrupuleusement au climat du XVIII<sup>e</sup> siècle, tendent-ils à « miniaturiser » un brin la dimension tragique d'un chef-d'œuvre qui, sous les conventions du mythe, nous crie la fureur des sentiments, le verger des passions impossibles (appelons l'admiration que Berlioz portait au grand air de *Télémaque*, à l'acte 2). Mais, tel quel, l'album a, à aucune peine à surpasser la lecture en profondeur d'Harcourt, riche d'effets dramatiques, mais plutôt avare de poésie et desservie par un style de chant à présent dépassé (3 disques Erato, n° 750323 : offre spéciale).

### Cantates de Bach par Gardiner

Après son échec relatif dans les grands *Motets* de Leipzig, voici à nouveau John Eliot Gardiner confronté à l'univers choral de Bach, aux cantates d'églises, dont il a choisi de diriger deux des plus belles et des plus significatives : la N° 4, *Christus lag in Todesbanden* (le Christ gisait dans les liens de la mort) et la N° 131, *Aus der Tiefe, ruhe ich*, *Herr, zu dir* (Du fond de l'abîme, je me tourne vers Toi, Seigneur).

Il s'agit là de deux pages de jeunesse, écrites à Mûhlhausen par un musicien avant tout soucieux de « faire passer » ses certitudes de croyant, au gré du symbolisme qui impose l'image d'une mort salvatrice, voire bienfaisante. Précisément, c'est à cette spiritualité jaillissante — et quasi expressionniste — que s'attache le chef anglais, qui prouve, une fois de plus, la diversité de ses dons et son aisance à se mouvoir dans des climats

aussi différents que ceux des *Vesper* de Monteverdi, de la tragédie ramiste et, aujourd'hui, de la caritative luthérienne.

Ce que Gardiner a visiblement éprouvé en méditant des cantates allemandes, c'est la nécessité d'éclaircir la lettre et d'insister sur la Conception didactique qui enseigne l'auditeur à la manière des évangiles de pierre sculptés aux porches des cathédrales, et dont profite surtout la poignante *Christus lag*, sans doute l'un des plus beaux exemples de choral cantate que nous ait laissés Jean-Sébastien, avec son insistance mystique où les mots pèsent de tout leur poids, pour nous dire tout ensemble la tristesse et la douleur physique, et l'indéfectible espérance du chrétien en une vie autre.

Un disque admirable, qui est à la fois vision, prière et interprétation personnelle des textes, et qui doit beaucoup à l'engagement expressif des interprètes, des valeureux chœurs Monteverdi et des virtuoses des English Baroque Soloists, en particulier, qui n'ont jamais été peut-être autant motivés par la musique. Dernier atout : Gardiner se fait l'avocat magistral d'une exécution « à l'ancienne », ce qui ajoute une heureuse touche d'authenticité au style et aux sonorités de cet enregistrement captivant (Erato, STU 71506).

ROGER TELLART.

### « Le Turc en Italie » de Rossini

Ce n'est, certes, pas le meilleur opéra de Rossini. Bouffe, mais sans cette inventivité pyrotechnique qui fait scintiller *l'italienne à Alger* et *le Barbier*, traversé d'intentions orchestrales, mais encore bien conventionnelles et dépourvues des trouvailles de *Moïse* ou de *Guillaume Tell*, c'est une œuvre-faible. Jusqu'ici, et malgré des succès scéniques fréquents (le dernier à Aix cet été), on ne la connaissait guère que par l'enregistrement de Gervais avec Gilda et Callas. Excellente initiative, donc, que de nous le redonner, d'autant que le travail musicologique qui a précédé cette version (par la désormais incontournable Fondation Rossini de Pesaro) lui offre un véritable ravalement de ses couleurs et de ses formes, outre le rétablissement des coupures.

D'autant aussi que la distribution en est idéale : d'Ernesto Palacio, vrai ténor *di grazia*, à Samuel Ramey, la basse belcantiste du jour, tous deux alliant à une technique hors de pair ce mélange d'humour et de tendresse sans lequel Rossini est muet. Seule Montserrat Caballé, dont la vis comica n'a précisément jamais été foudroyante, semble d'une indolence proche de l'enfer, étrangère de tempérament à ces emplois. Mais il y a la musicalité supérieure des Ambrosian Singers et la vivacité de Riccardo Chailly à la tête du National Philharmonic Orchestra. Pour une fois qu'un artisan de disque sort des chemins battus, saluons-en l'effort ! (3 disques CBS, 37.859).

### Les récitals de Maria Callas

Callas et le récital, c'est plus que l'illustration d'un genre, c'est l'histoire survolée, concen-

trée, de toute une carrière. Qu'elle y fût à peine moins théâtrale qu'au théâtre, y inventant des regards et des gestes faits pour la scène, tous en ont témoigné, et le film du concert de Hambourg de 1959 nous l'a rappelé ou appris. Qu'elle y abordât avec sursaut les programmes les plus périlleux et les plus contradictoires, le diacronisme le prouve. Mais que, très tôt redoutée par les directeurs de grandes maisons, elle n'eût plus que le récital pour mode d'expression, on ne le sait pas assez. Or, dès 1958, et jusqu'à la douloureuse tournée de 1974, la carrière de Callas fut de plus en plus celle d'un concertiste. Les raisons (vocales, affectives, psychologiques...) sont trop connues pour qu'on y insiste.

Reste l'héritage du disque. En l'offrant dans sa succession chronologique, EMI (ou Weltes Leggo fut son Pymalion) déroule pour nous non seulement le panorama profane d'une chanteuse au répertoire versatile (essentiellement centrée sur l'*italianità*, cependant, malgré des incursions quelque peu exotiques dans Mozart à l'opéra français), mais aussi la tragédie d'une voix prématurément et irrémédiablement détériorée, qui pourtant, par un mystérieux paradoxe, savait d'autant plus émouvoir et bouleverser qu'elle était elle-même malade, sacrifiée.

La fascination est là, évidente dans son apparente absurdité : les enregistrements faits à l'époque de la santé vocale sont éblouissants, mais ceux qu'on a d'elle sur Callas, son art, sa technique et sa stylisation, peut-être faut-il voir son don le plus incompréhensible dans ce défi : faire de ses faiblesses sa force, blesser de sa propre blessure celui qu'elle atteignait au point qu'il ne peut s'en guérir. Là est sans doute le secret de l'émotion de Callas (11 disques EMI, 165-54 178/88, avec un numéro spécial de l'*Avant-Scène Opéra* de 192 pages ; offre spéciale).

Kathleen Ferrier

On croyait avoir épuisé le mystère de cette voix unique, offrant le don le plus rare et le plus incompréhensible, un *timbre* en chant, l'éponyme de la beauté, ouvrant dès la première son les portes de la magie. Et voici que, à l'occasion d'une réédition de ses enregistrements, le miracle se renouvelle. Certes, le temps a passé sur certaines options stylistiques (pour Bach surtout) et certaines défaillances techniques ou linguistiques sont plus perceptibles. Mais que vaut cette comptabilité du détail face à un art incommensurable ?

Qu'elle chante la ferveur grave de Bach, le romantisme discret de Brahms ou les déchirures de Mahler, Kathleen Ferrier nous rappelle l'unique nécessaire de l'art du chant : habiter la musique avec son âme (Dacca : Brahms. *Rhapsodie pour contralto*, et Mahler. *Rückertlied*, dir. Bruno Walter et Clemens Krauss, 592 117 ; Bach, *Missa en si*, *Passions selon saint Jean et saint Matthieu*, dir. Adrian Boult, 592 118 ; Mahler, *Symphonie n° 2*, dir. Otto Klemperer, 2 disques, 592 132).

ALAIN ARNAUD.

## Rock Variétés

### PETER GABRIEL

Peter Gabriel aime bien les hautes, les retraites studieuses où il peut se livrer à de vraies recherches, digérer de nouvelles expériences musicales. Deux ans s'étaient ainsi écoulés depuis son dernier album. Voici aujourd'hui un nouveau 33 tours, qui illustre la richesse d'invention de l'ancien leader de Genesis dans une musique embrassant les apparences et les visions oniriques, dans des climats étranges, des images surprenantes, des chansons toujours un peu surréalistes. Les œuvres réalisées par Peter Gabriel sont à la fois très élaborées et d'une grande simplicité. Son rock est dense, précis, simple et d'une finesse à fleur de peau, à fleur de cœur.

Ce quinquième album de Peter Gabriel est d'une diversité remarquable. Gabriel maîtrise parfaite-

ment son art et offre quelques titres éblouissants : *Shock the Monkey*, *San Jacinto*, *I have the Touch* et *The Rhythm of the Heart*, où il y a une extraordinaire utilisation des percussions due à une section de drums ghanéenne.

(33 tours dist. Phonogram, 6302201).

### JOHNNY CASH

Il y a bien longtemps qu'enfoncé dans une sorte de société-riat de la musique country Johnny Cash a perdu de son charisme. Comme le souligne son nouveau producteur, le guitariste Jack Clement, Cash « a commis mille erreurs » dans une carrière plusieurs fois remise sur pied par miracle en vingt-cinq ans. Artiste prolifique, faisant au cours des années 70 des incursions mal-

heureuses dans des variétés américaines, Cash semble vouloir repartir vers une nouvelle aventure. C'est du moins ce que suggère l'album qui paraît chez C.B.S. sous le titre : *The adventures of Johnny Cash*.

L'image du chanteur sort dépourvu de ce disque de musique country traditionnelle (un titre est signé par Merle Haggard), qui n'est plus jouée par les habituels musiciens-fonctionnaires s'appuyant uniquement sur les vieilles ficelles de la routine. Certes, l'accompagnement musical a toujours le style dépouillé typique de Johnny Cash. Mais en renouvelant le personnel des musiciens, en reprenant l'orchestration des chansons, on a donné à Cash une nouvelle impulsion, presque une nouvelle fraîcheur. (33 t., CBS 85881.)

CLAUDE FLÉOUTER.

## Jazz

### BILLIE HOLIDAY :

« 1942 - 1951 - 1954 »

*Lady Sings the Blues* est le titre de l'autobiographie d'Eleanore Holiday, titre qu'il faut presser de prendre au figuré puisque Billie, durant sa vie, sur quelque trois cents pages enregistrées, n'a quasiment pas honoré le blues. Elle l'a chanté, exceptionnellement, une douzaine de fois. On a pu souligner que l'esprit en demeurait partout et infiltrait chacune de ses chansons. Ce qui est vrai. Mais que dire alors de ce blues plus blues que nature qui se manifestait, esprit et corps réunis, en pleine lumière, quand Billie Holiday suivait avec respect ses enchaînements canoniques et distillait avec gourmandise ses notes angéliques. C'est la cas en cet album, à trois reprises — proportion inaccoutumée, due aux choix de Gilles Pétard.

*Rocky Mountain* est archétypique, avec, au troisième chorus, pour les trois premières mesures, les « breaks » obligés de Billie : un temps fortement marqué par la groupe, qui se tait les trois temps suivants, laissant la chanteuse exprimer seule la mélodie enroulée, comme au-dessus du vide, et avant que le retour de l'orchestre ne la délivre de cette liberté sous contrainte où le blues hâta pour mieux crier encore. Cela se faisait couramment à l'époque, mais Billie donne de ce processus un modèle tout spécialement prenant, dramatique.

Le saxophoniste Haywood Henry, un ancien d'Erskine Hawkins, est complètement noir, dans tous les sens du terme, et, avec un vibrato béant, abrutit, jette ses répliques vaseuses, que ce soit en *Rocky Mountain* ou en

*Be Fair to Me*. Billie n'a pas l'air de s'en soucier. Elle n'écoute qu'elle-même, le guitariste Tiny Grimes, et le pianiste Bobby Tucker, qui n'est pas avare de trémolos. *Billie's Blues* est, de ce triptyque, le meilleur tableau. Le guitariste (certes fois qu'est-ce ?) l'emporte sur tous les participants — et non des moindres, Sonny Clark, influencé par les souffleurs du bop, alterne la modernité d'époque et la tradition, puis, ayant manifestement achevé son discours, traite son clavier comme un accompagnateur, et le public applaudit ce rajoutage. Billie revient l'attendre, on son bon plaisir ?). Deux chœurs. Le second avec « breaks » de nouveau. Billie mémorable. Billie hors du commun.

(Capitol 2C 068 B6 527 M. Réédition Pathé-Marconi) LUCIEN MALSON.

changez  
vos  
vieilles  
fenêtres



une solution vraiment efficace contre le bruit et le froid : les fenêtres S 701 garanties 10 ans  
• se posent en une journée  
• s'adaptent à tous les styles  
• s'adaptent à vos mesures  
• ont été récompensées du label Acotherm

Sté PARIS

Rénov

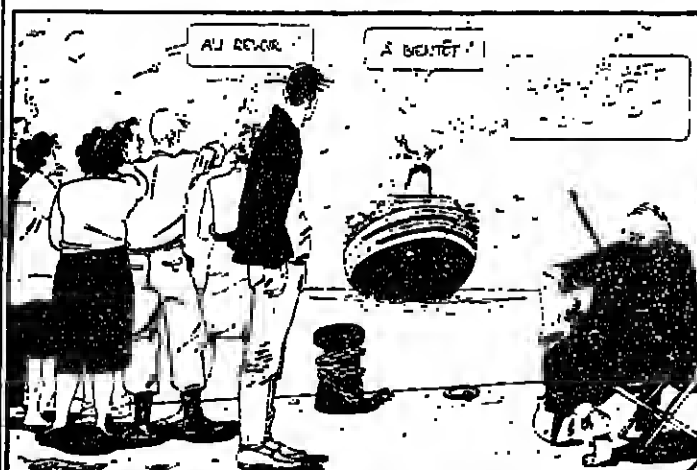
55, av. de la Motte-Picquet 75015 PARIS  
Tél. : 566-65-20

CRÉDIT GRATUIT 6 MOIS

collection "portraits souvenirs"

## UNE EDUCATION ALGERIENNE

GUY VIDAL ALAIN BIGNON



Les livres d'Histoire n'ont jamais rien appris à personne. Prenez l'Algérie et ils vous diront que c'est De Gaulle, Massu, le F.L.N. et 1962...

Guy Vidal et Alain Bignon savent que ce ne fut pas cela, que l'Algérie c'était des types paumés qui écoutaient au transistor Dany Logan et ses Pirates, l'échafaud sursitaire qui lisait Graham Greene, des bidasses qui en tenaient pour Véronika Lake au cinoche en plein air du cantonnement et toute une grande parade où la mort survenait au milieu du ping-pong, de la bière et des chansons de Trenet et d'Hallyday...

Domage que je ne sois plus prof. Si je l'étais encore, pour "apprendre l'Algérie" aux élèves, je virerais le manuel et je leur donnerais "Une éducation algérienne" à lire.

Claude KLOTZ

DARGAUD ÉDITEUR

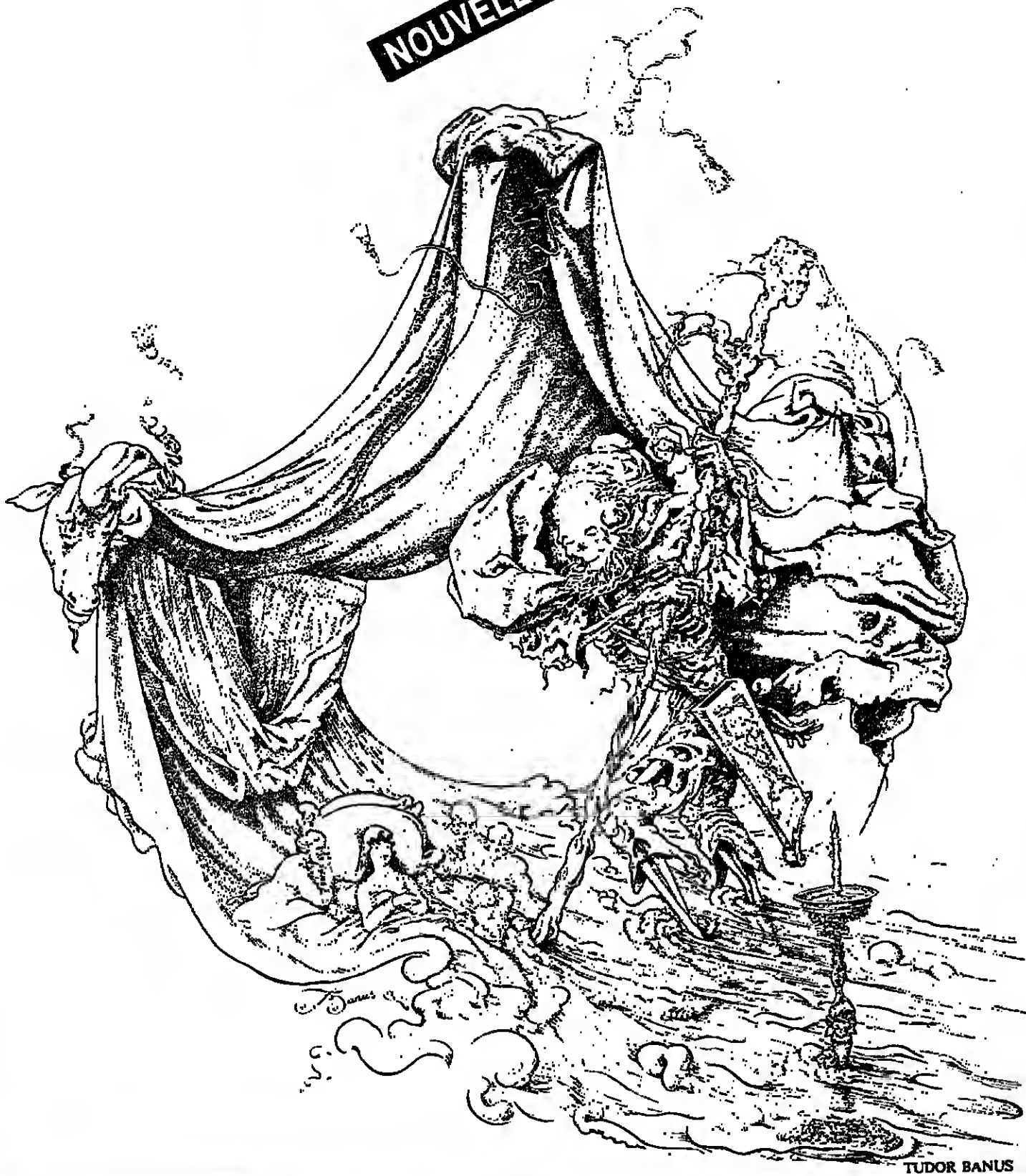
<p>Par nos Offres Spéciales</p> <p>ERATO DISQUES</p> <p>SINIFONIX DIGITAL</p>	<p><b>MONTEVERDI : Vespro</b> M. CORBOZ</p> <p>NOUVEL ENREGISTREMENT 1 coffret 2 disques / 2 cassettes</p>
	<p><b>CORELLI : 12 Concerti Grossi op. 6</b> C. SCIMONE</p> <p>1 coffret 3 disques / 1 cassette d'extraits</p>
	<p><b>RAMEAU : Castor et Pollux</b> ENGLISH BACH FESTIVAL</p> <p>1 coffret 3 disques</p>
	<p><b>MENDELSSOHN : Concertos pour piano</b> F.-R. DUCHABLE/J.-P. WALLEZ</p> <p>1 disque / 1 cassette</p>
	<p><b>HAYDN : La Création</b> A. JORDAN</p> <p>1 coffret 2 disques / 2 cassettes</p>



هكذا من الأصل

# Le Monde

NOUVELLE



TUDOR BANUS

## Happy end

par VIKTORIA TOKAREVA

**J**E suis morte à l'aube, entre 4 heures et 5 heures du matin.

D'abord j'ai commencé par avoir froid aux mains et aux pieds comme si on me mettait des gants et des bas mouillés. Puis le froid est monté jusqu'au cœur. Mon cœur s'est arrêté et j'ai eu l'impression de m'enfoncer au fond d'un puits profond. Il est vrai que je n'ai jamais été dans un puits, mais je n'avais jamais été morte non plus.

Mon visage s'est figé en masque et je ne pouvais même plus le contrôler. Je n'avais pas mal et je ne regrettais rien. Je demeurais étendue sans même penser à quoi je pouvais bien ressembler. A 8 heures, il y eut des pas traînants dans le couloir. C'était mon fils Iourania.

« Pieds nus », pensai-je. Il allait toujours pieds nus comme un demi-sauvage et je lui disais toujours : « Les pieds ! »

Iourania s'arrêta près de la chambre de son père.

La porte grinça, c'est sans doute Iourania qui l'a entrouverte.

« Tu es déjà debout, chuchota-t-il doucement. »

« Qu'est-ce que tu veux ? », demanda mon mari d'une voix offusquée. Il n'aimait pas qu'on le dérangeât les jours de congé.

« Je dois aller au cinéma. J'ai un abonnement. Ça commence à 9 heures. » Le chuchotement de Iourania était aigu. Il pensait qu'ainsi il ne réveillerait pas son père et que celui-ci pourrait converser avec lui tout en dormant.

« Va réveiller ta mère », ordonna mon mari.

Il n'aimait pas que l'on se débarrât des corvées sur lui. Du reste, il accomplissait ses siennes avec répugnance.

La porte de ma chambre grinça. Iourania se tut, puis il dit :

« Elle dort. »

« Ça ne fait rien. Elle va se lever, dit mon mari. »

« Elle dort », répéta Iourania. Et elle est toute blanche.

A midi on m'emmena à l'hôpital, d'où on me ramena le jour suivant. On me mit une robe maxi qu'on m'avait apportée l'année dernière de Paris, ce qui m'avait encore créé un problème : celui des robes habillées. Elle était absolument immonde et pendait dans l'armoire, bruisant et brillante comme le rappel inutile que l'homme est fait pour le bonheur.

La voisine du sixième dit :

« Même dans l'au-delà on ne la prend pas. Une jeunesse pareille. »

« Elle a laissé un garçonnet », soupira une autre voisine.

Elle avait suivi son fils jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite et le mien n'était pas encore en troisième (1). La voisine retraça mentalement tout le parcours que je n'avais pas suivi et bocha la tête. Iourania, tout fier, entra et sortait. Tout le monde lui faisait des gentillesses et l'adoration générale dont il était l'objet le flattait. Il était plutôt de bonne humeur. La veille je l'avais prévenu :

« Si je ne suis pas là et que tout le monde dit que je suis morte, ne les crois pas. »

« Et où tu seras ? »

« Je m'installerais sur un nuage et je te regarderai d'en haut. »

« D'accord », fit Iourania conciliant.

Avant, mon mari n'accordait aucune foi à mes maladies et, là, il n'a pas cru à ma mort. Au fond de lui-même, il pense que c'est encore une de mes histoires.

L'appartement était plein de moode. Je ne sais pourquoi, je pensais qu'il y en aurait moins. A vrai dire, je supposais qu'il n'y aurait personne à mon enterrement. J'ai l'habitude de tout faire toute seule et de ne compter sur personne.

Et si j'avais pu m'enterrer moi-même, je l'aurais fait. Mais aussi étrange que cela paraisse, ils se sont débrouillés sans moi. Ils ont dégagé une place au cimetière et rempli les papiers. L'employée de bureau d'état civil, une femme en blouse grise, a remis un certificat à mon mari et exigé mon passeport en échange. Mon mari le lui a tendu : elle l'a regardé sans manifester le moindre intérêt, puis l'a déchiré en deux et jeté dans une corbeille en osier. Quand mon mari a vu ça, il a compris que j'étais réellement rayée de l'existence et qu'il n'y avait plus rien à faire. Maintenant il était libre, mais qu'allait-il faire de sa liberté, ce n'était pas encore clair. Et est-ce qu'il en a besoin ? On a beau dire, mais les avantages qu'il retirait de moi étaient supérieurs aux inconvénients.

Quand mon mari revint du bureau d'état civil, il marchait au ralenti comme s'il avait abusé des somnifères. Mes amies Alia et Elia accoururent pendant la pause du déjeuner. Elles étaient toutes les deux jolies, mais j'étais la seule

à voir la beauté d'Alia, celle d'Elia étant unanimement reconnue. Alia vivait seule, sans amour et sans famille. Elle pensait que j'avais de la chance et ne comprenait pas comment on pouvait échanger ma situation contre l'autre. Quelle que soit la vie, c'est quand même mieux que d'être étendue comme ça...

Elle avait autant de chance que moi dans la vie et l'éternel problème de robe du soir aussi. Elle en avait également assez d'avoir le choix entre différentes solutions. Plus qu'assez même, elle était ravagée, vidée. Mais elle comprenait maintenant qu'elle ne quitterait jamais la vie d'elle-même et qu'elle devrait boire la coupe jusqu'à la lie.

Elles regardaient toutes les deux mon visage-masque et se taisaient, accablées. Ma mort leur servait de leçon. Je les voyais séparément et elles ne se fréquentaient pas. Elles avaient, l'une envers l'autre, quelques dissensions d'ordre moral, mais ils perdirent toute constance près de mon cercueil.

« Nous sommes tous coupables », dit Alia. Personne ne voulait voir ce qui lui arrivait. Personne ne voulait l'aider.

« Et comment pouvions-nous l'aider, alors qu'elle n'avait besoin de personne ? »

Le téléphone sonnait assez souvent. Mon mari décrochait et disait que je ne pouvais pas venir au téléphone parce que

j'étais morte. A l'autre bout, il y avait apparemment un grand silence. Les gens se taisaient, effarés, ne sachant quelle conduite adopter : fallait-il poser des questions ou pas. Mon mari décrochait en saluant.

Et Lui, est-ce qu'il avait appelé ? Sans doute que non. Il attendait mon coup de téléphone. La dernière fois, nous avions conclu que l'amour n'était pas un prétexte suffisant pour briser la vie de nos enfants et nous avions cherché des solutions satisfaisantes pour tout le monde. Nous nous cognions la tête contre les murs, comme des mouches contre les vitres, et on pouvait même entendre le bruit que ça faisait, mais sans succès. J'aimerais bien savoir s'il a téléphoné ou pas. Ou bien il appellera dans deux jours, comme d'habitude.

« Mais elle est morte », dira mon mari.

Il se taira. Mon mari aussi. Puis il décrochera en saluant. Ce sera tout. Il n'y a pas d'autre possibilité. L'ennui, avec la mort, c'est qu'il n'y a pas d'autre possibilité.

Le soir, ma mère arriva de province.

Elle dit à mon mari qu'elle ne lui laisserait pas une seule assiette, ni une seule tige d'oreiller. Qu'elle préférerait tout casser et tout déchirer plutôt que de lui laisser quelque chose. Il se vexa et dit :

« Cessez de débiter des sottises. »

Ma mère répliqua qu'il était responsable de ma mort et qu'il aurait mieux valu que ce fût lui le mort et pas moi. Mon mari répondit que c'était son point de vue. Que du point de vue de sa mère à lui, c'était mieux comme ça. Vers 10 heures, tout le monde se sépara. L'appartement se vida. Quelque part au-dessus de moi j'entendais les aiguilles d'une montre. Puis un bruit de robinet qu'on ouvre. Je devinais que c'était mon mari qui regardait le football à la télévision.

Maman entra et demanda :

« Qu'est-ce que tu fais ? Tu regardes le football ? »

« Et qu'est-ce que je peux faire ? », répondit-il.

En effet...

« N'enterra le surindem-

main. Il n'y avait pres-

que plus de neige et les

ruisseaux filaient. La

terre était lourde et hu-

vide, cela produisait

une impression acca-

blante sur les vivants. A

côté il y avait quelques

tombes fraîchement

creusées, ornées de couronnes

artificielles et recouvertes de

cellophane.

Quand il n'y aura plus de

pluie ni de boue, on enlèvera la

La terre cogna contre mon cercueil. Le monticule formé était petit, à peine remarquable. On le couvrit de fleurs vivantes et c'était mieux que des couronnes bien que celles-ci fussent plus pratiques.

Et ensuite je vis Dieu. Il était jeune et beau. Je m'approchai de Lui, avec ma robe longue et brillante et Le regardai dans les yeux.

« Pardonne-moi, lui dis-je. »

« Les gens demandent que je les laisse sur terre plus longtemps, mais toi, tu as décidé de partir toute seule. Pourquoi ? »

« Parce que je ne voyais pas d'issue. »

« Et c'en est une ? »

« Ici, il n'y a plus de choix. J'en ai assez du choix. »

« Tu ne pouvais pas patienter ? »

« Je ne pouvais pas me résigner et je ne pouvais rien chan-

ger. »

Une angoisse venue de l'exis-

tence antérieure m'atteignait et je me mis à pleurer.

Il me caressa les cheveux :

« Ne pleure pas. J'ai pitié de toi. Tu vois bien que j'ai pitié de toi. »

« Je t'ai appelé. J'attendais que tu nous juges. Pourquoi ne m'as-tu pas entendue ? »

« Je t'ai entendue. Je t'ai répondu : patience, tout ça passera. »

« Et ça aurait passé ? »

« Bien sûr. Et tout aurait continué. »

« Vraiment ? »

« Et même mieux qu'avant. »

« Mais pourquoi ne l'ai-je pas entendu ? »

« Parce que l'Amour en toi était plus fort que Dieu ? C'est l'Amour que tu écoutes. »

De sa paume, Dieu essuya une larme sur ma joue. Il était grand avec des cheveux longs et il ressemblait aux jeunes gens de maintenant. Mais ses yeux étaient différents.

« Qu'est-ce que tu veux ? demande Dieu ? »

« Je veux Le voir. »

Dieu me conduisit le long de la Voie lactée. Puis il s'arrêta et d'un geste de la main délivra mon âme. Elle vola longtemps dans le noir, puis fut plongée dans la lumière. Elle tournoya au-dessus de sa maison et entra par les vasières ouvertes. Il était assis à table et il jouait aux cartes avec sa fille. Je m'approchai de lui avec précaution et jetai un coup d'œil sur les jeux. Il perdit. Mais je ne pouvais pas le lui dire.

Il m'appela au bout de deux jours. Comme d'habitude. Je décrochai l'appareil. Il se taisait. Mais je le reconnus.

« Voilà, je vais mourir et toi, tu es en train de perdre la vie. »

« Tu vas mourir, c'est à voir... répliqua-t-il. Des mots. »

Nous nous tîmes à nouveau. Nous pouvions nous taire comme ça longtemps, sans nous ennuyer. Nous nous trouvions aux deux extrémités de la ville et nous écoutions nos respirations.

Traduit du russe par ANNE PUYOU.

Viktor Tokareva est née à Leningrad. Après avoir poursuivi des études musicales, elle vint à Moscou où elle termina ses études à l'Institut d'Etat de cinématographie. Le scénario qu'elle a écrit pour son diplôme de fin d'études - « La Légende de la littérature » - a été porté à l'écran par les studios Mosfilm. Elle publie des récits depuis 1964. Il en existe actuellement deux recueils : « Paroles de ce qui n'existe pas » (1969) et « Les Balançoires » (1978), qui n'ont pas été traduits en français.

(1) En U.R.S.S. l'école - primaire et secondaire - dure dix ans et le décompte des classes se fait à partir de la première. La troisième correspondrait à la septième (M.D.T.).